

| N° | Signature Signatur | Genre Typ | Affaire Geschäft | Traitement Behandlung | Personnes Personen | Remarques Bemerkungen | Cat. Kat. |
|----|-----------------------|--------------------------------|--|---|---|--------------------------|--------------|
| 1. | 2013-GC-4 | Divers <i>Verschiedenes</i> | Communications <i>Mitteilungen</i> | | | | |
| 2. | 2013-GC-40 | Divers <i>Verschiedenes</i> | Assermentation <i>Vereidigung</i> | | | | |
| 3. | 2017-DSJ-150 | Décret <i>Dekret</i> | Octroi d'un crédit d'engagement en vue de la réalisation de la première étape de la planification pénitentiaire 2016–2026 <i>Verpflichtungskredit für die Umsetzung der ersten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026</i> | Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i> | Rudolf Vonlanthen Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Maurice Ropraz Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i> | | I |
| 4. | 2019-DSJ-180 | Décret <i>Dekret</i> | Octroi d'un crédit d'étude en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026 <i>Studienkredit für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026</i> | Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i> | Rudolf Vonlanthen Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Maurice Ropraz Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i> | | I |

| N° | Signature Signatur | Genre Typ | Affaire Geschäft | Traitement Behandlung | Personnes Personen | Remarques Bemerkungen | Cat. Kat. |
|----|-----------------------|------------------|---|--|---|--------------------------|--------------|
| 5. | 2020-GC-23 | Décret Dekret | Commission d'enquête parlementaire : Pisciculture d'Estavayer-le-Lac <i>Parlamentarische Untersuchungskommission:</i> <i>Fischzuchtanlage Estavayer-le-Lac</i> | Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i> | Jean-Pierre Doutaz Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i> Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i> | | I |

| N° | Signature <i>Signatur</i> | Genre <i>Typ</i> | Affaire <i>Geschäft</i> | Traitement <i>Behandlung</i> | Personnes <i>Personen</i> | Remarques <i>Bemerkungen</i> | Cat. <i>Kat.</i> |
|----|------------------------------|-------------------------|--|--|--|---------------------------------|---------------------|
| 6. | 2019-DAEC- 221 | Décret <i>Dekret</i> | Octroi d'une aide aux investissements des communautés régionales de transport <i>Investitionshilfe für die regionalen Verkehrsverbunde</i> | Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i> | Antoinette Badoud Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i> | | I |



Message 2017-DSJ-150

16 décembre 2019

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de la réalisation de la première étape de la planification pénitentiaire 2016–2026

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement de 27 659 400 francs pour la réalisation de la première étape de la planification pénitentiaire 2016–2026, qui comprend une extension du Pavillon, la construction des ateliers sécurisés, la création d'un centre médical et une rénovation et adaptation du Bâtiment cellulaire.

Ce message comprend les chapitres suivants:

| | |
|---|----------|
| 1. Introduction | 2 |
| 2. Contexte | 2 |
| 2.1 Description des infrastructures actuelles et futures | 2 |
| 2.2 Rappel de la stratégie globale en matière de constructions pénitentiaires | 2 |
| 2.3 Nécessité de la concrétisation de cette première étape | 2 |
| 3. Etudes préliminaires | 3 |
| 4. Description des projets | 3 |
| 4.1 Construction de l'extension du Pavillon | 3 |
| 4.2 Constructions des ateliers sécurisés | 3 |
| 4.3 Construction du Centre médical | 4 |
| 4.4 Adaptation et rénovation du Bâtiment Cellulaire | 4 |
| 4.5 Energie et installations techniques | 5 |
| 4.6 Caractéristique du sol | 5 |
| 4.7 Structure et matériaux | 5 |
| 5. Estimation des coûts et financement | 5 |
| 5.1 Devis pour la construction | 5 |
| 5.2 Coûts annexes | 6 |
| 5.3 Coût total | 6 |
| 5.4 Financement | 6 |
| 5.5 Evolution des coûts | 7 |
| 6. Conséquences financières | 7 |
| 7. Calendrier et procédure d'exécution | 8 |
| 8. Référendum et autres conséquences | 8 |
| 9. Conclusion | 9 |

1. Introduction

Pour répondre aux besoins des autorités d'exécution des sanctions pénales, pour renforcer la sécurité et optimiser la gestion du site de Bellechasse, le Grand Conseil a accepté le 17 juin 2016 un crédit d'étude¹ pour la réalisation de la première partie de la planification pénitentiaire 2016–2026². Cette étude comprenait une adaptation et une extension du Pavillon, la création d'ateliers sécurisés pour les personnes détenues en régime fermé et l'édification d'un centre médical pour tout le site de Bellechasse. Au terme des travaux de développement, le Conseil d'Etat est en mesure de présenter un crédit d'engagement dont l'étendue a dû être en partie adaptée, comme cela sera expliqué ci-dessous (cf. point 3).

2. Contexte

2.1. Description des infrastructures actuelles et futures

Depuis le 1^{er} janvier 2018, conformément à la loi du 7 octobre 2016 sur l'exécution des peines et des mesures³, le site de Bellechasse fait partie de l'Etablissement de détention fribourgeois, nouvelle entité autonome qui réunit les anciens Etablissements de Bellechasse et la Prison centrale. Cette réunion permet ainsi une gestion globale des 300 places de détention que compte actuellement le canton de Fribourg. Pour rappel, Bellechasse est un établissement ouvert et dispose actuellement de 40 places pour l'exécution anticipée des peines, 60 places pour l'exécution de sanctions pénales en régime fermé, 100 places pour l'exécution des sanctions pénales en régime ouvert, dont 20 se trouvent sur le site de la Sapinière, à 3 kilomètres des bâtiments principaux. La Prison centrale offre quant à elle actuellement 60 places de détention avant jugement, 15 places pour l'exécution de peines privatives de liberté, 20 places pour la semi-détention et le travail externe et enfin 5 places pour la détention administrative. Pour l'encadrement de ces 300 détenus, l'EDFR dispose de 178.84 EPT (139.44 EPT sur le site de Bellechasse et 39.4 EPT sur le site de la Prison centrale).

2.2. Rappel de la stratégie globale en matière de constructions pénitentiaires

Fin 2015, le Conseil d'Etat a adopté une première stratégie en matière d'infrastructures pénitentiaires⁴. En plus de l'extension du site de Bellechasse, objet du présent crédit d'engagement, il était prévu dans un second temps de créer une unité thérapeutique sur le site de Bellechasse, le remplacement de la Prison centrale étant annoncé comme le troisième investissement.

Cependant, suite à l'évasion de la Prison centrale notamment et à l'analyse d'un expert qui s'en est suivie, il est apparu que cet établissement de détention avant jugement devait être fermé plus rapidement qu'envisagé.

Le Conseil d'Etat a dès lors procédé à une révision de la planification pénitentiaire 2016–2026⁵ dont le Grand Conseil a pris acte le 12 septembre 2019. Dans les grandes lignes, cette nouvelle stratégie confirme la nécessité de construire en première priorité l'extension du Pavillon, les ateliers sécurisés ainsi que le Centre médical. La fermeture de la Prison centrale est cependant devenue plus urgente par rapport à la création d'une unité thérapeutique. Cependant, des mesures seront prises rapidement pour augmenter les soins thérapeutiques fournis aux personnes en exécution d'une mesure.

2.3. Nécessité de la concrétisation de cette première étape

La concrétisation des projets prévus comme première partie de la planification, objets du présent message, est nécessaire pour garantir le bon fonctionnement du site de Bellechasse mais aussi pour répondre aux besoins de la chaîne pénale et à l'évolution de la population carcérale.

En effet, l'agrandissement du Pavillon, bâtiment destiné à l'exécution des peines dans le régime ouvert permettra de rapatrier les places actuellement sises à la Sapinière, bâtiment très vétuste qui ne correspond plus aux normes actuellement en vigueur, et de séparer strictement les régimes fermé et ouvert, qui sont actuellement mélangés dans le Bâtiment cellulaire.

Ce projet a aussi été salué et recommandé par la Commission nationale de prévention de la torture qui a jugé problématique, dans son rapport du 16 août 2018, la mixité des régimes dans un même bâtiment et ce pour des questions sécuritaires et de réinsertion sociale.

En outre, pour occuper les 40 détenus en régime fermé qui remplaceront les détenus en régime ouvert dans le Bâtiment cellulaire, il est nécessaire de construire des ateliers sécurisés.

Par ailleurs, au regard de l'évolution significative de la population carcérale de ces dernières années, la prise en charge des personnes détenues est devenue plus exigeante tant au niveau sécuritaire que médical. Or les locaux actuels dédiés au service médical ont atteint leurs limites maximales. Dès lors, il est primordial de prévoir une nouvelle infrastructure dotée d'une plus grande capacité d'accueil afin que le personnel soignant puisse prodiguer des soins dans des conditions normales et sûres. Ces infrastructures sont également nécessaires pour améliorer, sans attendre la création d'une unité thérapeutique, la prise en charge des personnes détenues en exécution d'une mesure thérapeutique institutionnelle au sens de l'article 59 CP.

¹ Bulletin officiel des séances du Grand Conseil, 17 juin 2016, pp. 1743–1748

² Rapport du 14 décembre 2015 sur la planification pénitentiaire 2016–2026 (2015-DSJ-265)

³ Loi du 7 octobre 2016 sur l'exécution des peines et des mesures (LEPM; RSF 340.1)

⁴ Rapport du 14 décembre 2015 sur la planification pénitentiaire 2016–2026 (2015-DSJ-265)

⁵ Rapport sur la révision de la planification pénitentiaire 2016–2026, 2019-DSJ-95

Grâce à ce décret, le site de Bellechasse disposera à termes d'un bâtiment ouvert de 100 places, le Pavillon, et un bâtiment fermé de 100 places également, pour l'exécution des peines en milieu fermé et l'exécution anticipée de peine. Sur ce quota, un secteur de 5 places sera spécialement aménagé comme zone tampon, pour les personnes détenues qui nécessitent une prise en charge spéciale mieux sécurisée ou séparée en attente d'un placement dans un autre établissement approprié. Le bâtiment cellulaire de la Sapinière sera quant à lui détruit et le bâtiment actuel des EAP qui comporte 40 places pourra être réaffecté pour la détention avant jugement.

3. Etudes préliminaires

Pour rappel, le 17 juin 2016, le Grand Conseil a adopté à l'unanimité sans abstention un crédit d'étude de 1 550 000 francs¹.

Pour la mise en œuvre des études préliminaires, la Direction de la sécurité et de la justice a présidé un Comité de pilotage constitué de représentants des utilisateurs, de la Direction de la santé et des affaires sociales, du Service des bâtiments et de l'Office fédéral de la justice. Avec l'appui du bureau d'architectes LZA architectes SA, auteur du projet du bâtiment d'exécution anticipée des peines (EAP), ainsi que les bureaux d'ingénieurs spécialisés en génie civil, en électricité, en chauffage-ventilation, en sanitaire, et en protection incendie qui ont été mandatés, le projet définitif et le devis détaillé ont pu être développés et établis.

Pour rappel, le crédit d'étude voté en juin 2016 par le Grand Conseil prévoyait également des travaux de transformation de la cuisine actuelle du site de Bellechasse, afin que celle-ci puisse être mise en conformité et absorber les repas journaliers supplémentaires. Toutefois, suite au développement du projet, les coûts estimatifs des travaux ont triplé, les difficultés techniques étant beaucoup plus importantes que prévu. Par ailleurs, compte tenu de l'accélération des réflexions sur l'avenir de la Prison centrale, il a été jugé plus judicieux de renoncer dans le cadre de ce crédit d'engagement, à de lourdes rénovations coûteuses dont le résultat était en outre une infrastructure moyennement fonctionnelle. La construction d'une nouvelle cuisine complètement adaptée dans un nouveau bâtiment ne devant pas être plus onéreux qu'une rénovation, il a été décidé que le remplacement de la cuisine actuelle serait dès lors intégré au crédit d'étude qui porte sur la fermeture de la Prison centrale (cf. crédit d'étude relatif à la concrétisation de la deuxième étape de la planification pénitentiaire 2016–2026).

Cela étant, les travaux d'adaptation du Bâtiment cellulaire et la mise en conformité de la téléphonie et de la radio pour tout le site de Bellechasse n'étaient au contraire pas prévus dans le cadre du crédit d'étude. Au lieu de financer ces dépenses dans le cadre du budget de fonctionnement annuel,

le Conseil d'Etat a décidé de profiter d'intégrer ces dépenses conséquentes dans le présent crédit cadre d'investissement (cf. point 4.4).

Enfin, compte tenu de la révision de la planification pénitentiaire 2016–2026, le bâtiment des EAP pourra être à l'avenir consacré principalement à la détention avant jugement, dans la mesure où il n'est pas nécessaire d'augmenter la capacité de détention globale dans notre canton. Cela implique un remboursement partiel de la subvention que le canton avait alors reçu de la Confédération (cf. point 5.1).

4. Description des projets

4.1. Construction de l'extension du Pavillon

Ce deuxième volet est destiné à la création d'une nouvelle aile, perpendiculaire au bâtiment existant, composée de 66 cellules, dont une cellule spécialement aménagée pour une personne handicapée, et d'un local commun de réunion. Pour permettre une liaison optimale entre les cellules du Pavillon existant et la nouvelle aile, 6 cellules existantes devront être supprimées, raison pour laquelle l'extension prévoit finalement un total de 66 cellules au lieu des 60 initialement prévues. De plus, dans un souci de sécurité technique et pour répondre aux normes actuellement en vigueur, un accès à la toiture par l'intermédiaire d'un escalier de service doit être organisé. Le projet de construction des nouvelles places de détention du Pavillon est constitué d'un corridor central avec des cellules de part et d'autre. La simplicité de cette organisation réalisée dans le prolongement du bâtiment existant laisse entrevoir un projet très rationnel permettant de limiter l'investissement nécessaire à sa construction. La réalisation de douches et de vestiaires, pour les personnes détenues terminant leur travail, est également prévue.

Par ailleurs, à côté du Pavillon sera érigé un bâtiment d'accueil indépendant qui regroupera le réfectoire, l'accueil et les parloirs, pour les détenus en régime ouvert. Cette distinction s'inscrit dans une volonté de sensibilisation des personnes qui bénéficient de conditions de détention plus souples. Les personnes détenues du Pavillon pourront ainsi se rendre au réfectoire par un accès indépendant.

4.2. Constructions des ateliers sécurisés

Le projet prévoit la création d'ateliers sécurisés destinés à offrir 50 places de travail pour le régime fermé. Il s'agit de 40 nouvelles places pour les personnes détenues supplémentaires en régime fermé ou exécution anticipée de peine dans le bâtiment cellulaire et du remplacement de 10 autres places de travail supprimées dans le cadre du réaménagement. En effet, afin d'éviter le mélange des personnes détenues pour des raisons organisationnelles et sécuritaires, une cour de promenade doit être créée à la place de l'actuel ate-

¹ Bulletin officiel des séances du Grand Conseil, 16 juin 2016, p. 1748.

lier «bougies» dans lequel 10 personnes détenues travaillent. Cela dit, les nouveaux ateliers seront organisés sous la forme d'une grande halle divisible en trois parties avec des entrées indépendantes. Cette halle sera également composée d'une galerie ouverte abritant des locaux pour le personnel ainsi que des surfaces destinées à l'entreposage de matériel. Par ailleurs, la hauteur de la halle est dimensionnée de manière à permettre l'installation d'un nouveau pont roulant, ce qui permettra une utilisation polyvalente des ateliers.

4.3. Construction du Centre médical

Le projet prévoit la création d'un Centre médical dans un nouveau bâtiment indépendant adjacent à celui actuellement réservé aux exécutions anticipées de peines. La solution d'un centre médical indépendant a pour avantage de créer un seul lieu de consultation médicale pour tous les détenus en exécution d'une sanction pénale sur le site de Bellechasse.

Ce bâtiment comportera notamment deux salles d'attentes pour séparer les personnes détenues en fonction de leur régime, ce qui limitera les risques de trafic et de collusion, ainsi qu'une salle de surveillance médicale pour placer les personnes détenues quelques heures avant un éventuel placement en centre hospitalier. Pour les consultations proprement dites, les médecins somaticiens disposeront d'une salle, d'un cabinet de physiothérapie, et d'un local pour les traitements dentaires urgents. Trois locaux seront dédiés à la prise en charge psychiatrique et psychologique. En plus d'un local de pharmacie, ce nouveau Centre comportera un bureau pour la distribution des médicaments en-dehors des traitements fixes et pour des consultations par le personnel infirmier (bobologie, demandes d'éclaircissements sur des traitements, demandes de rendez-vous médicaux, etc.). Un laboratoire pour les analyses de base (sang et urine) et une salle prévue pour la radiologie, installations présentes dans la plupart des établissements, complètent ce programme des locaux. L'acquisition d'un appareil de radiographie, dont le financement est intégré dans ce crédit d'engagement, permettra de diminuer le nombre de transports médicaux à l'extérieur de Bellechasse. Enfin, un ascenseur permettra l'évacuation de blessés sur une civière vers les ambulances.

La circulation et l'accès des personnes détenues entre les différents bâtiments cellulaires et cette nouvelle bâtisse se feront par le couloir de liaison sous-terrain existant, qui sera prolongé. La configuration du sous-sol de ce Centre qui sera finalement entièrement excavé en prévision d'une future extension, est prévue de façon à ne pas entraver d'éventuelles connexions qui pourraient être réalisées ultérieurement.

Les locaux de l'actuel service médical continueront à servir en partie pour les besoins médicaux des personnes détenues dans le Bâtiment cellulaire. Ainsi, un local pour les consultations de base (pansement, prise de sang, conseil médicaux), continuera d'être exploité par les infirmiers pour le premier

tri des demandes des personnes détenues dans le Bâtiment cellulaire, à l'instar de ce qui existe dans les autres bâtiments. Une autre salle sera dédiée au stockage et à la gestion des médicaments des semainiers contenus dans les chariots de distribution. Enfin, un local sera consacré aux consultations psychiatriques d'urgence, en cas de crise de la personne détenue et aux thérapies de groupe, ce qui permettra d'améliorer en particulier la prise en charge des personnes sous mesures thérapeutiques. Pour finir, une salle sera équipée pour le lavage, le stockage et la distribution de nourriture au bain-marie, avec l'installation d'un self-service.

Par ailleurs, si le projet de déménagement de la Prison centrale se concrétise comme envisagé sur le site de Bellechasse, les locaux prévus pour ce Centre médical n'auront pas besoin d'être adaptés. Il est en effet prévu que les locaux soient utilisés par les détenus avant jugement seulement pour les interventions particulières (notamment dentiste ou radiographie). Pour répondre aux besoins particuliers des personnes qui sont en principe nouvellement incarcérées de manière subite, un local médical propre sera en effet nécessaire au sein même des nouveaux locaux, comme c'est le cas actuellement à la Prison centrale (cf. crédit d'étude en vue de la réalisation de la deuxième partie de la planification pénitentiaire 2016-2026).

4.4. Adaptation et rénovation du Bâtiment Cellulaire

Comme indiqué ci-dessus (cf. point 3), bien que cela ne fût pas prévu au stade du crédit d'étude, il convient également de profiter du présent crédit d'engagement sollicité pour moderniser le bâtiment cellulaire et effectuer des travaux d'entretien nécessaires mais relativement lourds.

En effet, durant ces dernières années, seules les cellules du troisième et quatrième étage de ce bâtiment ont fait l'objet de rénovations. Les autres parties dudit bâtiment commencent aujourd'hui à démontrer des signes de vieillesse, voire de vétusté qui rendent des travaux impératifs.

Les douches doivent ainsi être modernisées, puisque leur configuration ne permet pas d'y installer des ventilations et engendre d'importantes moisissures. De plus, leur nombre ainsi que leur taille ne répondent plus aux normes fixées par l'Office fédéral de la Justice.

L'ascenseur actuel ne correspond également plus aux standards de sécurité. Les coûts d'entretien annuel et d'investissements futurs étant très élevés, la construction d'un nouvel ascenseur constitue la meilleure solution. Cela permettra en plus de l'agrandir, afin de pouvoir y transporter une personne blessée sur un brancard.

En outre, dans le but d'éviter un fort gaspillage alimentaire, un nouveau concept de distribution des repas a été développé. Ce dernier prévoit une distribution des repas de manière

individuelle par le biais d'un local de régénération des repas. Cela exigera quelques adaptations du bâtiment.

Par ailleurs, pour améliorer la sécurité de ce bâtiment qui accueillera davantage de détenus en milieu fermé, y compris ceux en exécution anticipée de peines, il convient d'installer une surveillance des façades par laser avec alerte immédiate à la centrale. Cette solution est la meilleure tant au niveau de la mise en œuvre pratique du dispositif que des coûts d'investissement.

Face à l'augmentation du nombre de places en secteur fermé, les possibilités de formation pour les détenus devront être augmentées et un nouveau local de formation devra ainsi être aménagé.

En outre, il est nécessaire de revoir l'emplacement des cellules spéciales. Concrètement, il importe de déplacer une des deux cellules «médicales»¹ actuelles ainsi que la cellule pour les personnes handicapées à un endroit plus propice qui permette un isolement des détenus. Il s'agira enfin de réaffecter quelques cellules triples en cellules individuelles et doubles adaptées aux cas nécessitant une surveillance contre les suicides et aux très courtes peines. Toutes ces transformations permettront de faciliter la gestion des détenus. Grâce aux adaptations de l'espace précitées, deux vestiaires pourront par la suite être créés.

Enfin, il convient d'ajouter dans les coûts de ce projet un montant de 575 000 francs pour l'acquisition d'un nouveau système de radios et téléphonie pour le personnel et la migration de l'interphonie du Bâtiment cellulaire. Le système actuel est arrivé à ses limites, des communications directes ne pouvant par exemple pas être établies dans des situations pourtant d'urgence. En outre, les anciens téléphones ne peuvent plus être réparés, alors que plusieurs générations d'appareils coexistent déjà, ce qui est difficile à gérer.

4.5. Energie et installations techniques

Tout le site de Bellechasse bénéficie déjà d'un système de production de chaleur au bois permettant au pénitencier d'utiliser une matière première locale à moindre coût. En ce qui concerne les trois nouveaux projets du présent message, à savoir l'extension du Pavillon, le Centre médical et les ateliers sécurisés, ils doivent faire l'objet d'un raccordement au chauffage à distance existant. Ce réseau de chauffage est complété lors de chaque intervention de manière à conserver une certaine flexibilité nécessaire pour intégrer des projets de construction en fonction des besoins. Les projets présentés dans le présent message tendent à répondre au standard Minergie P en matière de consommation énergétique. Chaque projet est équipé d'une sous-station de production de chaleur

¹ A l'avenir, une seule cellule médicale sera encore nécessaire. Il s'agit d'une cellule spéciale qui permet d'isoler un détenu malade qui a simplement besoin de davantage de surveillance par le personnel pénitentiaire.

afin de lui permettre de gérer sa consommation nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude. A l'intérieur des bâtiments, la conception des installations techniques de distribution de chaleur, de ventilation contrôlée, des installations sanitaires et des installations électriques répond à des exigences élevées liées à la sécurité de l'établissement. Dans le cadre du projet d'installations électriques, le devis estimatif comprend la pose des panneaux photovoltaïques pour un montant total estimé à 600 000 francs.

4.6. Caractéristique du sol

L'étude géologique réalisée confirme la nature du sol, caractérisé par une capacité de portance faible, ainsi que la présence de deux nappes d'eaux souterraines. A l'instar de tous les bâtiments existants sur le site de Bellechasse, la réalisation de pieux s'avère nécessaire afin d'atteindre un sol plus dur et de répartir ainsi les charges uniformément.

4.7. Structure et matériaux

Le choix des matériaux met un accent particulier sur les aspects liés à la sécurité et à leur durabilité. Les principes structurels proposés sont simples et rationnels. Les murs et les dalles des cellules sont prévus en béton armé alors que les revêtements de sol sont en résine souple de type industrielle, pour garantir à la fois un entretien aisé et une bonne résistance à l'usage. Toutes les fenêtres soumises aux prescriptions de sécurité sont en acier et muni de grilles en acier, comme celles qui existent déjà. L'aménagement de faux-plafonds est limité aux espaces dont l'acoustique nécessite une attention particulière ainsi qu'aux parties spécifiques assurant la distribution des installations techniques de chauffage et de ventilation. En fonction des possibilités, les toitures des bâtiments sont végétalisées afin d'organiser la rétention des eaux de pluie.

5. Estimation des coûts et financement

5.1. Devis pour la construction

Dans sa globalité, les coûts totaux de l'extension du bâtiment existant du Pavillon, de la construction des ateliers sécurisés, du centre médical et de l'adaptation du Bâtiment cellulaire se montent à 34 427 400 francs.

Par ailleurs, il convient d'ajouter à ce montant des prestations de tiers pour la sécurisation du chantier estimées à 800 000 francs. En effet, durant la période des travaux, dans la mesure où le site sera toujours exploité, il sera nécessaire de faire appel à des prestations privées de tiers pour la sécurisation, ce qui représentera un coût d'environ 400 000 francs² par année, soit 800 000 francs au total durant la période des travaux, moyennant une petite réserve.

² Coûts estimés avec un tarif de 45 francs de l'heure, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

Partant, le devis total, qui s'élève à 35 227 400 francs avec un degré de précision de +/- 15%, est détaillé comme suit:

| | |
|--|-----------------------|
| > Extension du Pavillon | 17 623 000 Frs |
| > Ateliers sécurisés | 6 396 000 Frs |
| > Centre médical | 7 033 000 Frs |
| > Adaptation et rénovation du Bâtiment cellulaire | 3 375 400 Frs |
| > Prestations de tiers pour sécurisation du chantier | 800 000 Frs |
| > Total | 35 227 400 Frs |

Le devis général pour l'ensemble de l'ouvrage se présente comme suit:

a) Extension du Pavillon

Code de Frais de Construction (CFC)

| | |
|----------------------------------|----------------|
| CFC 1 Travaux préparatoires | 945 400 Frs |
| CFC 2 Bâtiment | 13 629 400 Frs |
| CFC 3 Equipements d'exploitation | 285 000 Frs |
| CFC 4 Aménagements extérieurs | 732 100 Frs |
| CFC 5 Frais secondaires | 381 100 Frs |
| CFC 6 Divers et imprévus | 1 010 000 Frs |
| CFC 9 Ameublement | 640 000 Frs |

Devis de construction 17 623 000 Frs

b) Ateliers sécurisés

Code de Frais de Construction (CFC)

| | |
|----------------------------------|---------------|
| CFC 1 Travaux préparatoires | 370 000 Frs |
| CFC 2 Bâtiment | 4 234 000 Frs |
| CFC 3 Equipements d'exploitation | 200 000 Frs |
| CFC 4 Aménagements extérieurs | 972 000 Frs |
| CFC 5 Frais secondaires | 215 000 Frs |
| CFC 6 Divers et imprévus | 300 000 Frs |
| CFC 9 Ameublement | 105 000 Frs |

Devis de construction 6 396 000 Frs

c) Centre médical

Code de Frais de Construction (CFC)

| | |
|----------------------------------|---------------|
| CFC 1 Travaux préparatoires | 343 200 Frs |
| CFC 2 Bâtiment | 4 333 000 Frs |
| CFC 3 Equipements d'exploitation | 685 000 Frs |
| CFC 4 Aménagements extérieurs | 268 600 Frs |
| CFC 5 Frais secondaires | 193 200 Frs |
| CFC 6 Divers et imprévus | 350 000 Frs |
| CFC 9 Ameublement | 860 000 Frs |

Devis de construction 7 033 000 Frs

d) Adaptation et rénovation du bâtiment cellulaire

Code de Frais de Construction (CFC)

| | |
|----------------------------------|---------------|
| CFC 1 Travaux préparatoires | 120 000 Frs |
| CFC 2 Bâtiment | 2 222 000 Frs |
| CFC 3 Equipements d'exploitation | 654 000 Frs |
| CFC 4 Aménagements extérieurs | 0 Frs |
| CFC 5 Frais secondaires | 62 000 Frs |
| CFC 6 Divers et imprévus | 198 900 Frs |
| CFC 9 Ameublement | 118 500 Frs |

Devis de construction 3 375 400 Frs

5.2. Coûts annexes

Cela dit, en plus du devis pour la construction des différents bâtiments, il importe encore de prévoir dans le crédit d'engagement des montants supplémentaires pour d'une part, le remboursement d'une subvention à la Confédération et d'autre part, pour la destruction de la Sapinière.

En effet, la désaffectation du bâtiment des EAP pour l'exécution des sanctions pénales impliquera un remboursement de la subvention fédérale versée à la fin de la construction. Le montant a été évalué à 3.654 millions de francs¹.

La démolition du bâtiment de la Sapinière, qui pourra être désaffectée grâce à l'extension du Pavillon, engendrera quant à elle un coût supplémentaire estimé à 500 000 francs.

5.3. Coût total

Les devis de construction et les coûts annexes représentent un montant total de 39 381 400 francs, à savoir le devis de construction d'un montant de 35 227 400 francs, plus le remboursement de la subvention à la Confédération d'un montant de 3 654 000 francs et enfin la démolition de la Sapinière de 500 000 francs.

5.4. Financement

Ces investissements bénéficieront d'une subvention de la Confédération, conformément à l'Ordonnance du Département fédéral de justice et police sur les subventions de construction de la Confédération aux établissements d'exécution des peines et des mesures du 19 novembre 2011 (RS 341.14). Sur la base des coûts annoncés dans le cadre des projets tels que présentés dans ce message, l'Office fédéral de la

¹ La Confédération a versé une contribution totale de 6 089 571 francs au bâtiment du EAP. Si ce bâtiment est utilisé à d'autres fins, par exemple pour la détention avant jugement, la détention administrative, la contribution au bâtiment doit être remboursée pro rata temporis dans les 20 ans conformément à l'article 12 de la loi fédérale du 5 octobre 1984 sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures (LPPM). La date du décompte final du 21.12.2016 est déterminante: à partir de cette date, la contribution à la construction est amortie de 5% par an.

justice estime que le montant accordé sera de 9 222 000 francs, ce qui correspond approximativement à 35% des frais recon nus¹. Ces informations ne garantissent toutefois pas l'octroi automatique d'une subvention fédérale. Le montant estimé de la subvention se base uniquement sur les chiffres fournis à ce stade du projet et peut en tout temps être modifié selon l'évolution du projet.

En outre, le coût total, estimé à 39 381 400 francs, comprend le crédit d'étude de 1 550 000 francs pour les études du projet, accordé par le Grand Conseil par décret du 17 juin 2016, ainsi que les travaux qui seront effectués par l'Etablissement de détention fribourgeois pour un montant équivalent à 950 000 francs.

Le crédit cadre global pour la réalisation de tout le programme se monte ainsi au final à 27 659 400 francs:

| | |
|---|-----------------------|
| Coût total | 39 381 400 Frs |
| Crédit d'étude accordé par le Grand Conseil le 17 juin 2016 | - 1 550 000 Frs |
| Subventions de la Confédération | - 9 222 000 Frs |
| <hr/> | |
| Travaux réalisés par Bellechasse | - 950 000 Frs |
| Crédit d'engagement: | 27 659 400 Frs |

5.5. Evolution des coûts

Au moment de l'octroi du crédit d'étude, la première estimation des coûts globaux, avec le projet de rénovation de cuisine mais sans l'adaptation et rénovation du Bâtiment cellulaire et l'acquisition d'un nouveau système de téléphonie, se chiffrait à 20.75 millions de francs sur la base d'un schéma de fonctionnement et d'implantation. Le développement du projet avec les différents responsables des secteurs du site de Bellechasse ainsi qu'avec l'appui des ingénieurs spécialisés ont permis de mieux cibler les coûts. L'impact des projets sur le réseau des infrastructures souterraines existantes, ainsi que les transformations liées aux différentes connexions des projets avec les bâtiments existants expliquent pour une part l'augmentation du devis. Malgré cette augmentation du devis estimatif, l'Office fédéral de la justice relève toujours que selon son système forfaitaire de subventionnement, les coûts cumulés des différents projets constituent un bon rapport prix/prestations.

En outre, dans la mesure où il est finalement renoncé à augmenter à terme la capacité en exécution de peine dans le canton, Fribourg devra rembourser une subvention d'un montant de 3.654 millions de francs à la Confédération en lien avec les EAP, ce qui n'était pas prévu en 2016.

Par ailleurs, le projet a évolué pour tenir compte des réalisations futures projetées sur le site de Bellechasse, en particulier l'excavation totale du centre médical (pour un montant supplémentaire de 373 500 francs), ou encore l'aménagement des canalisations pour absorber une extension ultérieure. Comme déjà indiqué, il est toutefois renoncé à rénover l'actuelle cuisine (cf. point 3), les coûts de la création d'un pôle alimentaire seront évalués dans le cadre du crédit d'étude pour le remplacement de la Prison centrale (cf. message sur le crédit d'étude relatif à la concrétisation de la deuxième étape de la planification pénitentiaire 2016–2026). Enfin, le financement du nouveau système de téléphonie et la rénovation et adaptation du Bâtiment cellulaire est désormais prévu dans ce crédit d'engagement, à savoir pour un montant de 3.375 millions de francs supplémentaires.

En outre, un montant de 800 000 francs pour la sécurisation du chantier (cf. point 5.1) a également été ajouté dans ce crédit d'investissement, ce qui n'était également pas prévu dans un premier temps. Cela est cependant nécessaire dans la mesure où le site devra rester en fonction durant la réalisation des projets.

6. Conséquences financières

En l'état, au niveau des coûts d'exploitation, ces nouvelles constructions sur le site de Bellechasse n'engendreront pas de dépenses supplémentaires significatives sur le long terme, compte tenu de l'absence de détenus supplémentaires. Le personnel disposera cependant d'infrastructures mieux adaptées. Avec les nouveaux ateliers, l'EDFR commandera davantage de matières premières, pour lesquelles les dépenses devront être compensées par des rentrées financières supplémentaires. Au niveau de l'exploitation, la «facility management» sera assurée par l'effectif actuel.

En outre, un montant de 250 000 francs pour des prestations de tiers servant jusqu'à présent à assurer la surveillance de la Sapinière pourra être économisé et ceci dès la désaffectation du bâtiment. En outre, les charges de fonctionnement de la Sapinière qui seront économisées compenseront les charges supplémentaires liées à l'extension du Pavillon.

Cela dit, même si le projet d'unité thérapeutique est retardé, il importe d'améliorer sans attendre la prise en charge des personnes sous mesures au sens de l'article 59 CP qui sont déjà détenues sur le site de Bellechasse. Cela passe en particulier par une augmentation des prestations médicales offertes par le Réseau fribourgeois de santé mentale. Le contrat qui lie ce dernier avec l'EDFR est en cours de révision. En l'état, des ressources supplémentaires auprès du RFSM sont envisagées. Le financement devrait en être assumé par l'EDFR. Dans le même temps, une analyse est actuellement en cours auprès de la Direction de la sécurité et de la justice et de la Direction de la santé et des affaires sociales afin d'évaluer les possibilités de

¹ CFC 5 Frais secondaires, CFC 6 Divers et imprévus et CFC 9 Ameublement ne sont pas pris en considération par la Confédération pour le calcul de la subvention. Par ailleurs, certains éléments sont subventionnés de manière forfaitaire.

limiter au maximum les placements dans des établissements spécialisés extra-cantonaux (notamment pour les personnes condamnées à une mesure pénale au sens des art. 56 ss CP). Dans la mesure où ces placements sont extrêmement onéreux¹, il s'agit de déterminer dans quelle mesure et à quels coûts, une telle prise en charge particulièrement pointue pourrait être assurée, dans la mesure du possible, sur territoire fribourgeois. Dans ce contexte, les aspects sécuritaires et l'offre des prestations fournies par le RFSM sont examinés.

7. Calendrier et procédure d'exécution

Pour concrétiser ce projet très attendu pour lequel le Grand Conseil avait octroyé un crédit d'étude de 1 550 000 francs, l'Etat a lancé une procédure d'appel d'offres en procédure ouverte dans l'optique de pouvoir réaliser les projets de construction en entreprise totale, à l'exception de l'adaptation du Bâtiment cellulaire. Si cette procédure a permis de confirmer l'estimation des coûts de l'architecte, elle n'a toutefois pas permis de conclure un contrat d'adjudication en vue de la réalisation, la seule entreprise ayant pu postuler dans les délais octroyés, n'ayant ni l'expérience ni les compétences nécessaires pour assumer des travaux de cette ampleur et difficulté. Désormais, il est ainsi prévu de mettre en œuvre une procédure de gré à gré exceptionnel pour confier l'exécution de ces travaux en entreprise totale à une société expérimentée en matière de constructions pénitentiaires. En outre, les projets d'extensions du Pavillon et du centre médical ont parallèlement déjà fait

l'objet d'une demande préalable avec comme objectif l'obtention des permis de construire dans le courant du 1^{er} trimestre 2020. Cela étant précisé, sous réserve de l'obtention du crédit d'engagement, du bon déroulement de la procédure d'adjudication des travaux, des demandes d'autorisation et de la délivrance du permis de construire, les travaux devraient durer un minimum de 20 mois, soit entre août 2021 et mars 2023.

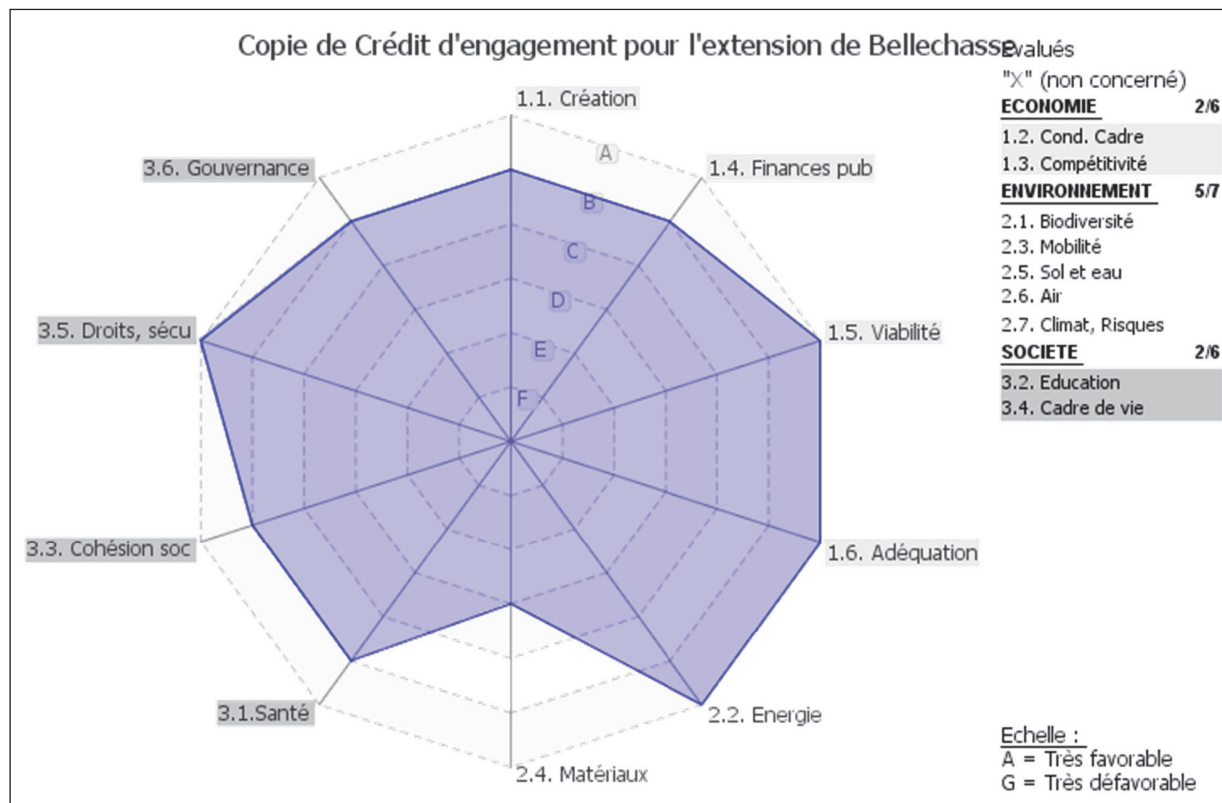
8. Référendum et autres conséquences

Le crédit d'engagement, qui est présenté séparément du crédit d'étude portant sur le remplacement de la Prison centrale, puisque ces deux objets visent des objectifs distincts, dépasse la limite prévue par l'article 46 de la Constitution (¼% du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat) et sera soumis au référendum financier facultatif.

Enfin, compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret devra, conformément à l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil, être adopté à la majorité qualifiée des membres du Grand Conseil.

Le présent projet n'influence pas la répartition des tâches Etat-communes et ne soulève aucun problème sous l'angle de la conformité au droit de l'Union européenne.

L'examen de la durabilité effectué sur les critères pertinents de l'évaluation Boussole21 amène à un résultat très favorable du projet de construction.



¹ Un détenu en exécution d'une mesure thérapeutique coûtera en principe, dès 2021, 478 150 francs par année à Curabilis.

9. Conclusion

Le projet présenté dans ce message est le fruit de plus de quatre ans de réflexion et de travaux. Le Conseil d'Etat en fait dès lors une priorité. Cette extension est en adéquation avec l'évolution de la population carcérale dans le canton de Fribourg. De plus, la création d'un Centre médical dans un bâtiment indépendant garantira une prise en charge efficiente dans des conditions adéquates et sûres. La nécessité du projet tel qu'il apparaît rend le coût de l'investissement financier acceptable, compte tenu des subventions fédérales ainsi que des travaux réalisables par l'Etablissement de détention fribourgeois. Dès lors, le Conseil d'Etat vous invite à adopter le présent projet de décret.

Annexes

- 1. Plans
- 2. Tableau des coûts
- 3. Rapport Boussole 21



Botschaft 2017-DSJ-150

16. Dezember 2019

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Umsetzung der ersten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026

Hiermit unterbreiten wir Ihnen die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit von 27 659 400 Franken für die Umsetzung der ersten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026, die eine Erweiterung des Pavillons, den Bau von gesicherten Werkstätten, die Schaffung eines Gesundheitszentrums und die Renovation und Anpassung des heutigen Zellentrakts umfasst.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

| | |
|---|-----------|
| 1. Einleitung | 11 |
| 2. Ausgangslage | 11 |
| 2.1. Beschreibung der aktuellen und zukünftigen Infrastruktur | 11 |
| 2.2. Gesamtstrategie für die Bauvorhaben im Justizvollzug | 11 |
| 2.3. Konkretisierung der ersten Etappe notwendig | 11 |
| 3. Vorstudien | 12 |
| 4. Projektbeschreibung | 12 |
| 4.1. Bau der Pavillonerweiterung | 12 |
| 4.2. Bau der gesicherten Werkstätten | 13 |
| 4.3. Bau des Gesundheitszentrums | 13 |
| 4.4. Renovation und Anpassung des Zellentrakts | 14 |
| 4.5. Energieversorgung und technische Anlagen | 14 |
| 4.6. Bodenbeschaffenheit | 14 |
| 4.7. Struktur und Materialien | 15 |
| 5. Kostenschätzung und Finanzierung | 15 |
| 5.1. Voranschlag für die Bauarbeiten | 15 |
| 5.2. Baunebenkosten | 16 |
| 5.3. Gesamtkosten | 16 |
| 5.4. Finanzierung | 16 |
| 5.5. Kostenentwicklung | 16 |
| 6. Finanzielle Auswirkungen | 17 |
| 7. Zeitplan und Umsetzungsprozess | 17 |
| 8. Referendum und weitere Auswirkungen | 17 |
| 9. Fazit | 18 |

1. Einleitung

Um auf die Bedürfnisse der Vollzugsbehörden zu reagieren sowie um die Sicherheit des Standorts Bellechasse zu verbessern und seinen Betrieb zu optimieren, genehmigte der Grosse Rat am 17. Juni 2016 einen Studienkredit¹ für die Umsetzung der ersten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026². Die Vorstudie umfasst eine Anpassung und Erweiterung des Pavillons, die Schaffung von gesicherten Werkstätten für die Gefangenen im geschlossenen Vollzug und den Bau eines Gesundheitszentrums für den gesamten Standort Bellechasse. Nach Abschluss dieser Entwicklungsarbeiten ist der Staatsrat nun in der Lage, einen Verpflichtungskredit mit teilweise geändertem Umfang vorzulegen, was weiter unten erläutert wird (s. Punkt 3).

2. Ausgangslage

2.1. Beschreibung der aktuellen und zukünftigen Infrastruktur

Seit 1. Januar 2018 ist der Standort Bellechasse gemäss dem Gesetz vom 7. Oktober 2016 über den Straf- und Massnahmenvollzug³ Teil der Freiburger Strafanstalt, einer neuen autonomen Einheit, in der die ehemaligen Anstalten von Bellechasse und das Zentralgefängnis zusammengeführt wurden. Die Zusammenlegung ermöglicht eine Gesamtverwaltung der 300 Haftplätze, über die der Kanton Freiburg zurzeit verfügt. Bellechasse ist bekanntlich eine offene Strafanstalt und verfügt momentan über 40 Plätze für den vorzeitigen Strafvollzug, 60 Plätze für den geschlossenen Straf- und Massnahmenvollzug und 100 Plätze für den offenen Straf- und Massnahmenvollzug, wovon sich 20 am Standort Tannenhof in 3 Kilometern Entfernung zu den Hauptgebäuden befinden. Das Zentralgefängnis verfügt aktuell über 60 Plätze für die Untersuchungshaft, 15 Plätze für den Vollzug von Freiheitsstrafen, 20 Plätze für die Halbgefängenschaft und das Arbeitsexternat und 5 Plätze für die Administrativhaft. Für die Betreuung dieser 300 Insassen verfügt die FRSA über 178,84 VZÄ (139,44 VZÄ am Standort Bellechasse und 39,4 VZÄ am Standort Zentralgefängnis).

2.2. Gesamtstrategie für die Bauvorhaben im Justizvollzug

Ende 2015 beschloss der Staatsrat eine erste Strategie zur Vollzugsinfrastruktur⁴. Zusätzlich zur Erweiterung des Standorts Bellechasse, die Gegenstand dieses Verpflichtungskredits ist, war in einem zweiten Schritt die Schaffung einer Therapiestation am Standort Bellechasse geplant. Der Ersatz des Zentralgefängnisses wurde als dritte Investition angekündigt.

Infolge des Ausbruchs aus dem Zentralgefängnis und aufgrund der darauf folgenden Expertenanalyse wurde es jedoch notwendig, dieses Untersuchungsgefängnis rascher als geplant zu schliessen.

Der Staatsrat nahm deshalb eine Revision der Vollzugsplanung 2016–2026⁵ vor, die der Grosse Rat am 12. September 2019 zur Kenntnis genommen hat. In den Grundzügen bestätigt diese neue Strategie die Notwendigkeit, als erste Priorität die Pavillonerweiterung, die gesicherten Werkstätten und das Gesundheitszentrum zu bauen. Die Schliessung des Zentralgefängnisses hat jedoch nun gegenüber dem Bau einer Therapiestation an Dringlichkeit gewonnen. Es soll rasch etwas unternommen werden, um das Therapieangebot für Personen im Vollzug einer Massnahme auszubauen.

2.3. Konkretisierung der ersten Etappe notwendig

Die Projekte, die als erste Etappe der Vollzugsplanung vorgesehen und Gegenstand dieser Botschaft sind, müssen konkretisiert werden, um den geordneten Betrieb des Standorts Bellechasse zu garantieren, aber auch um den Bedürfnissen der Strafverfolgung und der Entwicklung der Gefängnisbevölkerung Rechnung zu tragen.

Die Vergrösserung des Pavillons, das für den offenen Strafvollzug bestimmt ist, ermöglicht die Eingliederung der Haftplätze des Tannenhofs (eines sehr veralteten Gebäudes, das den geltenden Normen nicht mehr entspricht) und die strikte Trennung von offenem und geschlossenem Vollzug. Diese beiden Vollzugsformen sind im Zellentrakt zurzeit gemischt.

Das Projekt wurde auch von der Nationalen Kommission zur Verhütung von Folter begrüsst und empfohlen. Diese hatte in ihrem Bericht vom 16. August 2018 die Vermischung der Haftregime in einem Gebäude aus Gründen der Sicherheit und der sozialen Wiedereingliederung für problematisch erklärt.

¹ Amtliches Tagblatt der Sitzungen des Grossen Rates, 17. Juni 2016, S. 1743–1748.

² Bericht vom 14. Dezember 2015 zur Präsentation der Vollzugsplanung 2016–2026 (2015-DSJ-265)

³ Gesetz vom 7. Oktober 2016 über den Straf- und Massnahmenvollzug (SMVG; SGF 340.1)

⁴ Bericht vom 14. Dezember 2015 zur Präsentation der Vollzugsplanung 2016–2026 (2015-DSJ-265)

⁵ Bericht über die Revision der Vollzugsplanung 2016–2026, 2019-DSJ-95

Für die Beschäftigung der 40 Gefangenen im geschlossenen Vollzug, die im Zellentrakt die Plätze der Gefangenen im offenen Vollzug einnehmen werden, müssen ausserdem gesicherte Werkstätten gebaut werden.

Das beträchtliche Wachstum der Gefängnisbevölkerung in den letzten Jahren hat die Betreuung der Gefangenen sowohl auf sicherheitstechnischer wie auch auf medizinischer Ebene anspruchsvoller gemacht. Der medizinische Dienst hat jedoch die Nutzungsgrenzen seiner aktuellen Räumlichkeiten erreicht. Es ist deshalb unerlässlich, eine neue Infrastruktur mit grösserer Aufnahmekapazität vorzusehen, damit das Pflegepersonal seine Aufgabe unter normalen und sicheren Bedingungen erfüllen kann. Die geplante Infrastruktur ist auch notwendig, um die Betreuung der Gefangenen im Vollzug einer stationären therapeutischen Massnahme im Sinne von Art. 59 StGB zu verbessern, ohne die Schaffung einer Therapiestation abzuwarten.

Dank dieses Dekrets wird der Standort Bellechasse zu gegebener Zeit über eine offene Abteilung mit 100 Plätzen (den Pavillon) und über eine geschlossene Abteilung mit 100 Plätzen für den geschlossenen Strafvollzug und den vorzeitigen Strafvollzug verfügen. In der geschlossenen Abteilung wird ein Sektor mit 5 Plätzen speziell als Pufferzone eingerichtet. Diese ist für Gefangene vorgesehen, die eine besondere, besser gesicherte Betreuung erfordern, und für solche, die getrennt untergebracht werden müssen, weil sie auf ihre Einweisung in eine geeignetere Einrichtung warten. Der Zellentrakt des Tannenhofs wird abgerissen und das heutige Gebäude des vorzeitigen Strafvollzugs (VSV) mit seinen 40 Plätzen soll für die Untersuchungshaft umgenutzt werden.

3. Vorstudien

Am 17. Juni 2016 genehmigte der Grosse Rat einstimmig und ohne Enthaltung einen Studienkredit von 1 550 000 Franken¹.

Für die Durchführung der Vorstudien stand die Sicherheits- und Justizdirektion einer Projektoberleitung vor, in der die zukünftigen Nutzer, die Direktion für Gesundheit und Soziales, das Hochbauamt und das Bundesamt für Justiz vertreten waren. Mit Unterstützung des Architekturbüros LZA Architectes SA, das bereits beim Bauprojekt für den vorzeitigen Strafvollzug federführend war, sowie der beauftragten Ingenieurbüros für Tiefbau, Elektrotechnik, Heizungs- und Lüftungstechnik, Sanitäranlagen und Brandschutz konnten das definitive Projekt und der detaillierte Kostenvoranschlag entwickelt und fertiggestellt werden.

Zur Erinnerung: Der Studienkredit, den der Grosse Rat im Juni 2016 genehmigt hat, sah auch einen Umbau der bestehenden Küche am Standort Bellechasse vor, um sie mit den

geltenden Bestimmungen in Einklang zu bringen und ihre Kapazität für die Zubereitung der zusätzlich benötigten Mahlzeiten zu erhöhen. Im Lauf der Projektentwicklung verdreifachten sich jedoch die geschätzten Baukosten, weil die technischen Herausforderungen viel grösser waren als erwartet. Da sich die Überlegungen zur Zukunft des Zentralgefängnisses überdies beschleunigt haben, wurde es als sinnvoller erachtet, im Rahmen dieses Verpflichtungskredits auf umfangreiche und kostspielige Renovationsarbeiten, die zudem eine nur mittelmässig funktionale Infrastruktur zum Ergebnis hätten, zu verzichten. Im Gegensatz dazu wäre der Bau einer vollkommen zweckmässigen neuen Küche in einem neuen Gebäude nicht teurer als eine Renovation. Deshalb wurde beschlossen, den Ersatz der aktuellen Küche in den Studienkredit zu integrieren, der die Schliessung des Zentralgefängnisses zum Gegenstand hat (s. Projektierungskredit für die Konkretisierung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026).

Die Arbeiten zur Anpassung des Zellentrakts und die Instandstellung von Telefonie und Funk für den gesamten Standort Bellechasse waren hingegen im Rahmen des Projektierungskredits nicht vorgesehen. Anstatt diese beachtlichen Ausgaben über das jährliche Budget für die Laufende Rechnung zu finanzieren, hat der Staatsrat beschlossen, die Gelegenheit zu nutzen und sie stattdessen in den vorliegenden Investitionsrahmenkredit aufzunehmen (s. Punkt 4.4).

Wie der revidierten Vollzugsplanung 2016–2026 zu entnehmen ist, kann das VSV-Gebäude in Zukunft hauptsächlich für die Untersuchungshaft genutzt werden, da es nicht nötig ist, die Gesamt-Vollzugskapazität unseres Kantons zu erhöhen. Dies hat eine teilweise Rückerstattung der Bundessubvention zur Folge, die der Kanton seinerzeit erhalten hatte (s. Punkt 5.1).

4. Projektbeschreibung

4.1. Bau der Pavillonenerweiterung

Die zweite Etappe besteht im Bau eines neuen Gebäudeflügels im rechten Winkel zum Pavillon, der 66 Zellen – darunter eine behindertengerechte – und einen Gemeinschaftsraum umfasst. Damit die Zellen des bestehenden Gebäudes optimal mit dem neuen Flügel verbunden werden können, müssen 6 bestehende Zellen aufgehoben werden. Deshalb sind in der Erweiterung anstelle der ursprünglich vorgesehenen 60 Zellen nun insgesamt 66 geplant. Zudem muss aus Gründen der technischen Sicherheit und zur Einhaltung der geltenden Normen der Zugang zum Dach über eine Service-Treppe sichergestellt werden. Das Bauprojekt für die neuen Haftplätze des Pavillons besteht aus einem zentralen Flur mit Zellen zu beiden Seiten. Die Einfachheit dieser Anordnung in der Verlängerung des bestehenden Gebäudes ergibt ein sehr rationelles Projekt, mit dem sich die nötigen Investitionen

¹ Amtliches Tagblatt der Sitzungen des Grossen Rates, 16. Juni 2016, S. 1748.

begrenzen lassen. Ebenfalls vorgesehen sind Räumlichkeiten, in denen sich die Gefangenen nach der Arbeit duschen und umziehen können.

Neben dem Pavillon soll zudem ein allein stehendes Empfangsgebäude entstehen, das den Essraum, den Empfang und die Besuchsräume für die Gefangenen im offenen Vollzug umfassen soll. Ziel ist es, dass Personen, die von gelockerten Vollzugsbedingungen profitieren, ihren Status durch die räumliche Abgrenzung stärker wahrnehmen. Die Gefangenen des Pavillons werden demnach über einen separaten Zugang in den Essraum gelangen.

4.2. Bau der gesicherten Werkstätten

Das Projekt sieht die Schaffung von gesicherten Werkstätten mit 50 Arbeitsplätzen für den geschlossenen Vollzug vor. Dabei handelt es sich um 40 neue Plätze für die Gefangenen, die zusätzlich im geschlossenen oder vorzeitigen Vollzug im Zellentrakt untergebracht werden sollen, und um den Ersatz von 10 weiteren Arbeitsplätzen, die bei der Umgestaltung aufgehoben werden. Um eine Durchmischung der Insassen aus dem offenen und geschlossenen Vollzug zu vermeiden, muss aus Organisations- und Sicherheitsgründen ein Spazierhof gebaut werden. Dieser kommt dort zu liegen, wo sich heute die Kerzen-Werkstätte mit ihren 10 Arbeitsplätzen befindet. Die neuen Werkstätten werden in einer grossen Halle angeordnet, die sich in drei Bereiche mit je eigenem Eingang unterteilen lässt. In der Halle wird es zudem eine offene Galerie mit Personalräumen und Flächen für die Lagerung von Material geben. Ausserdem ist die Höhe der Halle so geplant, dass ein neuer Laufkran installiert werden kann, was eine Mehrfachnutzung der Werkstätten erlaubt.

4.3. Bau des Gesundheitszentrums

Das Projekt sieht die Schaffung eines Gesundheitszentrums in einem neuen, eigenen Gebäude vor. Dieses soll neben dem heutigen VSV-Gebäude zu liegen kommen. Die Lösung eines freistehenden Gesundheitszentrums hat den Vorteil, dass eine einzige medizinische Beratungsstelle für alle Gefangenen, die ihre Strafe oder Massnahme am Standort Bellechasse vollziehen, geschaffen wird.

Darin untergebracht sind u. a. zwei Wartezimmer, damit die Gefangenen nach Haftregime getrennt werden können (was das Risiko von verbotenen Handel und die Kollisionsgefahr verringert), und ein Raum, in dem Gefangene vor einer Hospitalisierung einige Stunden medizinisch überwacht werden können. Für die eigentlichen Konsultationen wird den somatischen Ärztinnen und Ärzten ein Untersuchungszimmer, ein Physiotherapieraum und ein Raum für dringende Zahnbehandlungen zur Verfügung stehen. Für die psychiatrische und psychologische Behandlung sind drei Räume vorgesehen. Zusätzlich zum Raum für die Apotheke werden

im neuen Gesundheitszentrum auch ein Büro für die Verteilung der Medikamente ausserhalb der fixen Behandlungen und für Untersuchungen durch das Pflegepersonal (kleinere Verletzungen und Erkrankungen, Fragen zu Behandlungen, Terminvereinbarung usw.) untergebracht. Ein Labor für Basisanalysen (Blut und Urin) und ein Röntgenzimmer vervollständigen das Raumprogramm. Dazu sei angemerkt, dass die meisten Vollzugsanstalten über die entsprechenden Geräte verfügen. Die Anschaffung eines Röntgengeräts soll über den vorliegenden Verpflichtungskredit finanziert werden und die Zahl der medizinischen Transporte aus Bellechasse hinaus verringern. Schliesslich wird es dank eines neuen Aufzugs möglich sein, Verletzte auf einer Bahre in wartende Krankenwagen zu evakuieren.

Die Verbindung zwischen und der Zugang zu den verschiedenen Zellengebäuden und dem neuen Gebäude erfolgen für die Gefangenen über den bestehenden, unterirdischen Verbindungsgang, der verlängert wird. Das Untergeschoss, das nun im Hinblick auf eine zukünftige Erweiterung ganz aufgehoben wird, ist so konfiguriert, dass allfällige Verbindungen, die vielleicht später hinzukommen, nicht beeinträchtigt werden.

Die Räumlichkeiten des heutigen Gesundheitsdienstes werden teilweise weiterhin für die medizinischen Bedürfnisse der Insassen im Zellentrakt genutzt. So werden die Pflegefachpersonen in einem Raum weiterhin Basis-Untersuchungen (Verband, Blutentnahme, medizinische Ratschläge) durchführen. Dabei nehmen sie eine erste Triage der im Zellentrakt untergebrachten Gefangenen vor, wie dies auch in den anderen Gebäuden gemacht wird. Ein weiterer Raum soll für die Lagerung und Verwaltung der Medikamente für die Wochenspender in den Verteilwagen genutzt werden. Ein Raum ist für psychiatrische Notsprechstunden für Gefangene in Krisensituationen und für Gruppentherapien vorgesehen. Dadurch wird insbesondere die Betreuung von Personen im Vollzug einer therapeutischen Massnahme verbessert. Schliesslich soll ein Raum für das Waschen, die Lagerung und die Verteilung von Speisen im Wasserbad sowie mit einer Selbstbedienungs-Theke ausgerüstet werden.

Im Übrigen müssen die für das Gesundheitszentrum vorgesehenen Räumlichkeiten nicht weiter angepasst werden, wenn sich die Pläne für den Umzug des Zentralgefängnisses an den Standort Bellechasse konkretisieren. Es ist nämlich vorgesehen, dass die Untersuchungshäftlinge diese Räumlichkeiten nur für besondere Behandlungen (namentlich Zahnbehandlungen und Röntgen) nutzen. Um den besonderen Bedürfnissen der Personen, die grundsätzlich übergangslos neu inhaftiert werden, Rechnung zu tragen, wird die neue Struktur, wie zurzeit das Zentralgefängnis, über ein eigenes Untersuchungszimmer verfügen müssen (s. Projektierungskredit im Hinblick auf die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026).

4.4. Renovation und Anpassung des Zellentrakts

Wie oben erwähnt (s. Punkt 3) und obwohl dies zum Zeitpunkt des Projektierungskredits nicht vorgesehen war, sollte der vorliegende Verpflichtungskredit auch dazu genutzt werden, den Zellentrakt zu modernisieren und notwendige, aber relativ umfassende Unterhaltsarbeiten durchzuführen.

In den vergangenen Jahren sind in diesem Gebäude nur die Zellen der dritten und vierten Etage renoviert worden. In den übrigen Teilen des Gebäudes machen sich langsam Alterserscheinungen und sogar Anzeichen von Baufälligkeit bemerkbar, die dringende Renovationsarbeiten erfordern.

So müssen die Duschen modernisiert werden, weil aufgrund ihrer Ausgestaltung die Installation von Lüftungen nicht möglich ist, was einen starken Schimmelbefall zur Folge hat. Ausserdem entsprechen ihre Anzahl und Grösse nicht mehr den vom Bundesamt für Justiz festgelegten Normen.

Der bestehende Aufzug entspricht ebenfalls nicht mehr den Sicherheitsstandards. Da die jährlichen Unterhaltskosten und die zukünftigen Investitionen relativ hoch sind, stellt der Bau eines neuen Aufzugs die beste Lösung dar. Dabei kann er zudem so vergrössert werden, dass es möglich ist, eine verletzte Person auf einer Bahre darin zu transportieren.

Mit dem Ziel, eine grosse Verschwendung von Lebensmitteln zu verhindern, wurde zudem ein neues Konzept für die Mahlzeitenverteilung entwickelt. Dieses sieht eine individuelle Verteilung der Mahlzeiten mit Hilfe eines Raums für das Regenerieren der Mahlzeiten vor. Dies erfordert einige Anpassungen am Gebäude.

Im geschlossenen Vollzug des Zellentrakts sollen zukünftig mehr Gefangene, einschliesslich solcher im vorzeitigen Strafvollzug, untergebracht werden. Zur Verbesserung der Sicherheit, soll die Fassade dieses Gebäudes mit Lasern überwacht werden, die bei einer Bewegung sofort den Alarm in der Zentrale auslösen. Aus Sicht der praktischen Umsetzung und aus Sicht der Investitionskosten stellt dies die beste Lösung dar.

Mit der Zunahme der Plätze im geschlossenen Vollzug müssen auch die Weiterbildungsmöglichkeiten für die Gefangenen ausgebaut und deshalb ein neuer Schulungsraum eingerichtet werden.

Weiter ist auch der Standort der Sonderzellen zu überdenken. Konkret ist es notwendig, eine der beiden aktuellen «Krankenzellen»¹ und die Zelle für behinderte Personen an einen besser geeigneten Ort zu verlegen, der eine Isolierung der Gefangenen erlaubt. Ausserdem sollen einige Dreierzellen in Einzel- und Doppelzellen für die Überwachung bei

Suizidgefahr und für Kurzstrafen umgenutzt werden. Alle diese Änderungen erleichtern das Management der Gefangenen. Nach der Anpassung des obgenannten Bereichs können ausserdem zwei Garderoben geschaffen werden.

Zu den Projektkosten kommt schliesslich ein Betrag von 575 000 Franken für die Anschaffung eines neuen Telefon- und Funksystems für das Personal und für die Migration der internen Gegensprechanlage des Zellentrakts hinzu. Das heutige System hat seine Grenzen erreicht: So kann zum Beispiel in manchen Notsituationen keine direkte Verbindung hergestellt werden. Die alten Telefone lassen sich zudem nicht mehr reparieren. Gleichzeitig werden bereits mehrere Gerätegenerationen nebeneinander betrieben, was schwer zu handhaben ist.

4.5. Energieversorgung und technische Anlagen

Der gesamte Standort Bellechasse wird bereits von einem System zur Wärmeerzeugung mit Holz versorgt, dank dem die Anstalt einen kostengünstigen, lokalen Rohstoff verwenden kann. Die drei neuen Bauvorhaben dieser Botschaft, d. h. die Erweiterung des Pavillons, das Gesundheitszentrum und die gesicherten Werkstätten, müssen alle an die bestehende Fernheizung angeschlossen werden. Das Fernheizungsnetz wird dabei jedes Mal vervollständigt, um eine gewisse Flexibilität zu bewahren, damit nach Bedarf neue Projekte integriert werden können. Die in der vorliegenden Botschaft vorgestellten Projekte entsprechen in Sachen Energieverbrauch tendenziell dem Standard Minergie P. Jedes Teilprojekt verfügt über ein Wärmeerzeugungs-Unterwerk, mit dem der Wärme- und Warmwasserverbrauch dem Bedarf entsprechend gesteuert werden kann. Im Innern der Gebäude sind die technischen Anlagen für die Wärmeverteilung, die kontrollierte Belüftung, die Sanitäranlagen und die elektrische Anlage so konzipiert, dass sie den erhöhten Anforderungen an die Sicherheit einer Strafanstalt entsprechen. Beim Projekt der elektrischen Anlagen umfasst der Kostenvoranschlag die Installation von Solarzellen für einen geschätzten Gesamtbetrag von 600 000 Franken.

4.6. Bodenbeschaffenheit

Die geologische Untersuchung hat bestätigt, dass die Tragfähigkeit des Bodens gering ist und dass zwei Grundwasserbecken vorhanden sind. Wie bei allen bestehenden Gebäuden am Standort Bellechasse müssen Pfähle eingesetzt werden, um einen härteren Untergrund zu erreichen und die Lasten so gleichmässig zu verteilen.

¹ In Zukunft ist nur noch eine Krankenzelle erforderlich. Es handelt sich um eine besondere Zelle, in der kranke Gefangene, die das Anstaltspersonal ganz einfach stärker überwachen muss, isoliert werden können.

4.7. Struktur und Materialien

Bei der Wahl der Materialien wird ein besonderer Schwerpunkt auf die Aspekte Sicherheit und Nachhaltigkeit gelegt. Die vorgeschlagenen Strukturen sind grundsätzlich einfach und rational. Für die Mauern und Decken der Zellen ist armerter Beton geplant, während für den Boden ein weicher Industriebelag aus Kunstharz gewählt wurde, um einen einfachen Unterhalt und gleichzeitig eine hohe Abnutzungsbeständigkeit sicherzustellen. Alle Fenster, die den Sicherheitsvorschriften unterliegen, bestehen wie die übrigen aus Stahl und sind wie die bestehenden Fenster mit stählernen Gittern ausgestattet. Der Einzug von Zwischendecken beschränkt sich auf die Bereiche, in denen die Akustik eine besondere Rolle spielt, sowie auf die besonderen Versorgungsbereiche der technischen Heizungs- und Lüftungsanlagen. Soweit möglich werden die Dächer der Gebäude begrünt, um die Retention des Regenwassers zu ermöglichen.

5. Kostenschätzung und Finanzierung

5.1. Voranschlag für die Bauarbeiten

Insgesamt belaufen sich die Kosten für die Erweiterung des Pavillons, für den Bau der gesicherten Werkstätten und des Gesundheitszentrums und für die Anpassung des Zellentrakts auf 34 427 400 Franken.

Zu diesem Betrag kommen Leistungen Dritter für die Sicherung der Baustelle hinzu, die auf 800 000 Million Franken veranschlagt werden. Da die Anstalt auch während der Bauphase in Betrieb bleibt, müssen private Sicherheitsdienstleistungen in Anspruch genommen werden, die rund 400 000 Franken¹ pro Jahr kosten, was für die Bauphase einem Gesamtbetrag von 800 000 Franken einschliesslich einer kleinen Reserve entspricht.

Der Gesamtkostenvoranschlag beläuft sich auf 35 227 400 Franken mit einem Genauigkeitsgrad von +/-15% und präsentiert sich wie folgt:

| | |
|--|-----------------------|
| > Erweiterung des Pavillons | Fr. 17 623 000 |
| > Gesicherte Werkstätten | Fr. 6 396 000 |
| > Gesundheitszentrum | Fr. 7 033 000 |
| > Anpassung und Renovation Zellentrakt | Fr. 3 375 400 |
| > Leistungen Dritter zur Sicherung der Baustelle | Fr. 800 000 |
| > Total | Fr. 35 227 400 |

Der allgemeine Kostenvoranschlag für das gesamte Bauvorhaben sieht wie folgt aus:

a) Erweiterung des Pavillons

Baukostenplan (BKP)

| | | |
|-------|-------------------------------------|----------------|
| BKP 1 | Vorbereitungsarbeiten | Fr. 945 400 |
| BKP 2 | Gebäude | Fr. 13 629 400 |
| BKP 3 | Betriebsausstattung | Fr. 285 000 |
| BKP 4 | Umgebung | Fr. 732 100 |
| BKP 5 | Baunebenkosten | Fr. 381 100 |
| BKP 6 | Verschiedenes und Unvorhergesehenes | Fr. 1 010 000 |
| BKP 9 | Möbliering | Fr. 640 000 |

Voranschlag für den Bau Fr. 17 623 000

b) Gesicherte Werkstätten

Baukostenplan (BKP)

| | | |
|-------|-------------------------------------|---------------|
| BKP 1 | Vorbereitungsarbeiten | Fr. 370 000 |
| BKP 2 | Gebäude | Fr. 4 234 000 |
| BKP 3 | Betriebsausstattung | Fr. 200 000 |
| BKP 4 | Umgebung | Fr. 972 000 |
| BKP 5 | Baunebenkosten | Fr. 215 000 |
| BKP 6 | Verschiedenes und Unvorhergesehenes | Fr. 300 000 |
| BKP 9 | Möbliering | Fr. 105 000 |

Voranschlag für den Bau Fr. 6 396 000

c) Gesundheitszentrum

Baukostenplan (BKP)

| | | |
|-------|-------------------------------------|---------------|
| BKP 1 | Vorbereitungsarbeiten | Fr. 343 200 |
| BKP 2 | Gebäude | Fr. 4 333 000 |
| BKP 3 | Betriebsausstattung | Fr. 685 000 |
| BKP 4 | Umgebung | Fr. 268 600 |
| BKP 5 | Baunebenkosten | Fr. 193 200 |
| BKP 6 | Verschiedenes und Unvorhergesehenes | Fr. 350 000 |
| BKP 9 | Möbliering | Fr. 860 000 |

Voranschlag für den Bau Fr. 7 033 000

¹ Kosten berechnet mit einem Tarifansatz von 45 Franken pro Stunde, 7 Tage die Woche, rund um die Uhr

d) Renovation und Anpassung des Zellentrakts

Baukostenplan (BKP)

| | | | |
|--------------------------------|--|-----|----------------------|
| BKP 1 | Vorbereitungsarbeiten | Fr. | 120 000 |
| BKP 2 | Gebäude | Fr. | 2 222 000 |
| BKP 3 | Betriebsausstattung | Fr. | 654 000 |
| BKP 4 | Umgebung | Fr. | 0 |
| BKP 5 | Baunebenkosten | Fr. | 62 000 |
| BKP 6 | Verschiedenes und Unvorhergesehenes | Fr. | 198 900 |
| BKP 9 | Möblierung | Fr. | 118 500 |
| Voranschlag für den Bau | | | Fr. 3 375 400 |

5.2. Baunebenkosten

Neben dem Kostenvoranschlag für die verschiedenen Gebäude sind im Verpflichtungskredit zusätzliche Beträge für die Rückerstattung einer Bundessubvention und für den Abbruch des Tannenhofs vorzusehen.

Die Umnutzung des VSV-Gebäudes für den Straf- und Massnahmenvollzug hat nämlich zur Folge, dass dem Bund eine Subvention rückerstattet werden muss, die dieser nach Abschluss der Bauarbeiten überwiesen hatte. Die entsprechenden Berechnungen haben einen Betrag von 3,654 Millionen Franken ergeben¹.

Der Abbruch des Tannenhofs, der dank der Pavillon-Erweiterung ausser Betrieb genommen werden kann, wird Zusatzkosten von geschätzten 500 000 Franken zur Folge haben.

5.3. Gesamtkosten

Der Baukostenvoranschlag und die Baunebenkosten ergeben einen Gesamtbetrag von 39 381 400 Franken, der sich aus der Summe des Voranschlags für den Bau in der Höhe von 35 227 400 Franken, der Rückerstattung der Bundessubvention von 3 654 000 Franken und des Abbruchs des Tannenhofs im Betrag von 500 000 Franken ergibt.

5.4. Finanzierung

Die Investitionen werden gemäss der Verordnung des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements über die Baubeiträge des Bundes an Einrichtungen für den Straf- und Massnahmenvollzug vom 19. November 2011 (SR 341.14) mit einer Bundessubvention unterstützt. Auf der Grundlage der

¹ Der Bund hat einen Gesamtbeitrag von 6 089 571 Franken zum VSV-Gebäude geleistet. Wenn das Gebäude innerhalb von 20 Jahren für andere Zwecke, z.B. für die Untersuchungshaft oder die Administrativhaft, genutzt wird, so ist der Beitrag zum Gebäude gemäss Art. 12 des Bundesgesetzes vom 5. Oktober 1984 über die Leistungen des Bundes für den Straf- und Massnahmenvollzug (LSMG) in Anteilen für jedes verbleibende Jahr zurückzuerstatten. Ausschlaggebend ist das Datum der Endabrechnung vom 21.12.2016: Ab diesem Datum wird der Baubeitrag zu 5% pro Jahr amortisiert.

angekündigten Kosten für die in dieser Botschaft beschriebenen Bauvorhaben schätzt das Bundesamt für Justiz, dass ein Betrag von 9 222 000 Franken gewährt wird, was ungefähr 35% der anerkannten Kosten entspricht². Diese Informationen garantieren jedoch nicht die automatische Gewährung einer Bundessubvention. Der geschätzte Betrag der Subvention stützt sich einzig auf die zu diesem Projektzeitpunkt gelieferten Zahlen und kann sich je nach Entwicklung des Projekts jederzeit ändern.

Im Übrigen umfassen die auf 39 381 400 Franken geschätzten Gesamtkosten den Studienkredit von 1 550 000 Franken für die Projektierung, den der Grosse Rat per Dekret vom 17. Juni 2016 gewährt hat, und die Arbeiten im Wert von 950 000 Franken, welche die Freiburger Strafanstalt ausführen wird.

So beläuft sich der Rahmenkredit für die Realisierung des gesamten Programms schliesslich auf 27 659 400 Franken:

| | | |
|--|------------|-------------------|
| Gesamtkosten | Fr. | 39 381 400 |
| Studienkredit, am 17. Juni 2016 vom Grossen Rat genehmigt | Fr. | - 1 550 000 |
| Bundessubvention | Fr. | - 9 222 000 |
| <hr/> | | |
| von Bellechasse ausgeführte Arbeiten | Fr. | - 950 000 |
| <hr/> | | |
| Verpflichtungskredit: | Fr. | 27 659 400 |

5.5. Kostenentwicklung

Als der Projektierungskredit gewährt wurde, ergab die erste Schätzung der Gesamtkosten mit dem Projekt zur Renovation der Küche, aber ohne Anpassung und Renovation des Zellentrakts und ohne die Anschaffung eines neuen Telefonsystems einen Betrag von 20,75 Millionen Franken. Die Schätzung basierte auf einem Betriebs- und Standortschema. Die Weiterentwicklung des Projekts mit den Verantwortlichen der verschiedenen Abteilungen des Standorts Bellechasse und mit Unterstützung der spezialisierten Ingenieure erlaubte eine genauere Bestimmung der Kosten. Die Auswirkungen des Projekts auf das bestehende unterirdische Infrastrukturnetz und die Umbauten im Zusammenhang mit der Verbindung der Bauvorhaben mit den bestehenden Gebäuden erklären zum Teil die Erhöhung des Kostenvoranschlags. Das Bundesamt für Justiz ist trotz der Erhöhung des Kostenvoranschlags der Ansicht, dass die kumulierten Kosten der verschiedenen Projekte gemessen an seinem Pauschalsubventionierungssystem immer noch ein gutes Preis/Leistungs-Verhältnis ergeben.

² BKP 5 Baunebenkosten, BKP 6 Verschiedenes und Unvorhergesehenes und BKP 9 Möblierung werden bei der Berechnung der Subvention vom Bund nicht berücksichtigt. Im Übrigen werden einige Bestandteile pauschal subventioniert.

Da für den Moment darauf verzichtet wurde, die Vollzugskapazitäten des Kantons zu erhöhen, wird Freiburg dem Bund eine in Zusammenhang mit dem VSV geleistete Subvention von 3,654 Millionen Franken zurückerstatten müssen, was 2016 nicht vorhersehbar war.

Ausserdem wurde das Projekt insofern weiterentwickelt, als nun zukünftige Bauarbeiten am Standort Bellechasse berücksichtigt werden. Gemeint sind insbesondere der Totalausbau des Gesundheitszentrums (für einen Zusatzbetrag von 373 500 Franken) oder auch die Ausrichtung der Kanalisation auf eine spätere Erweiterung. Wie bereits erwähnt wird jedoch auf die Renovation der bestehenden Küche verzichtet (s. Punkt 3). Stattdessen werden im Rahmen des Projektierungskredits für den Ersatz des Zentralgefängnisses die Kosten für die Schaffung einer Lebensmittelzentrale evaluiert (s. Botschaft zum Projektierungskredit im Hinblick auf die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2016). Die Finanzierung des neuen Telefonsystems sowie die Anpassung und Renovation des Zellentrakts für einen Zusatzbetrag von 3,375 Millionen Franken sind dagegen neu in diesem Verpflichtungskredit vorgesehen.

In diesen Investitionskredit wurde ausserdem ein Betrag von 800 000 Franken für die Sicherung der Baustelle (s. Punkt 5.1) aufgenommen, was zunächst ebenfalls nicht vorgesehen war. Diese Massnahme ist jedoch insofern notwendig, als der Standort während der Projektumsetzung weiterbetrieben werden muss.

6. Finanzielle Auswirkungen

Was die Betriebskosten angeht, haben die geplanten Neubauten am Standort Bellechasse langfristig keine wesentlichen Zusatzausgaben zur Folge, da es keine zusätzlichen Gefangenen geben wird. Das Personal wird jedoch über eine verbesserte Infrastruktur verfügen. Mit den neuen Werkstätten wird die FRSA mehr Rohmaterial bestellen, doch die entsprechenden Mehrausgaben dürften durch zusätzliche Einnahmen kompensiert werden. Auf Betriebsebene wird das aktuelle Personal auch in Zukunft das Facility Management sicherstellen.

Im Übrigen können in Zukunft 250 000 Franken für Leistungen Dritter, die bis jetzt für die Bewachung des Tannenhofs eingesetzt wurden, eingespart werden und zwar sobald der Betrieb des Gebäudes eingestellt ist. Zudem werden die eingesparten Betriebskosten des Tannenhofs die Zusatzkosten decken, die bei der Erweiterung des Pavillons entstehen.

Obwohl sich das Projekt der Therapiestation verzögert, muss die Betreuung der Personen im Vollzug einer Massnahme im Sinne von Artikel 59 StGB, die bereits am Standort Bellechasse inhaftiert sind, unverzüglich verbessert werden. Dies wird insbesondere über einen Ausbau der medizinischen Leistungen des Freiburger Netzwerks für psychische

Gesundheit (FNPG) erfolgen. Der Vertrag zwischen dem Netzwerk und der FRSA wird derzeit revidiert. Zum jetzigen Zeitpunkt sind beim FNPG zusätzliche Ressourcen geplant. Deren Finanzierung müsste die FRSA übernehmen. Gleichzeitig werden bei der Sicherheits- und Justizdirektion und bei der Direktion für Gesundheit und Soziales zurzeit Möglichkeiten geprüft, mit denen sich die Einweisung in ausserkantonale spezialisierte Einrichtungen so weit wie möglich begrenzen liessen (namentlich bei Personen, die zu einer Massnahme im Sinne von Art. 56 ff. StGB verurteilt wurden). Da solche Einweisungen extrem kostspielig sind¹, soll ermittelt werden, wie und zu welchen Kosten eine solch hochspezialisierte Betreuung möglichst im Kanton Freiburg sichergestellt werden könnte. In diesem Zusammenhang werden die Leistungen des FNPG unter den Aspekten Sicherheit und Angebot geprüft.

7. Zeitplan und Umsetzungsprozess

Für die Umsetzung dieses lange erwarteten Projekts, für das der Grosse Rat einen Projektierungskredit von 1 550 000 Franken gesprochen hatte, hat der Staat ein offenes Ausschreibungsverfahren eröffnet, mit dem Ziel, die Bauvorhaben mit Ausnahme der Anpassung des Zellentrakts von einem Totalunternehmer realisieren lassen zu können. Zwar konnte in diesem Verfahren die Kostenschätzung des Architekten bestätigt werden, der Zuschlag für die Projektumsetzung konnte hingegen noch nicht erteilt werden, weil das einzige Unternehmen, das sich fristgerecht darum bewarb, weder über die Erfahrung noch über die nötigen Kompetenzen für so umfangreiche und komplexe Bauarbeiten verfügt. Es ist deshalb vorgesehen, nun ausnahmsweise ein freihändiges Verfahren durchzuführen, damit die Bauausführung als Totalunternehmerauftrag an ein Unternehmen mit Erfahrung im Gefängnisbau vergeben werden kann. Im Übrigen wurde für die Erweiterung des Pavillons und für das Gesundheitszentrum bereits je ein Vorprüfungsgesuch eingereicht. Ziel ist es, die Baubewilligungen im Verlauf des ersten Quartals 2020 zu erhalten. Sofern der Verpflichtungskredit gewährt wird, das Zuschlagsverfahren und die Bewilligungsgesuche erfolgreich sind und die Baubewilligung erteilt wird, dürften die Arbeiten mindestens 20 Monate dauern und zwischen August 2021 und März 2023 erfolgen.

8. Referendum und weitere Auswirkungen

Der Verpflichtungskredit übersteigt den in Artikel 46 der Verfassung vorgesehenen Grenzwert (¼% der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung) und unterliegt dem fakultativen Finanzreferendum. Er wird getrennt vom Projektierungskredit über den Ersatz des Zentralgefängnisses

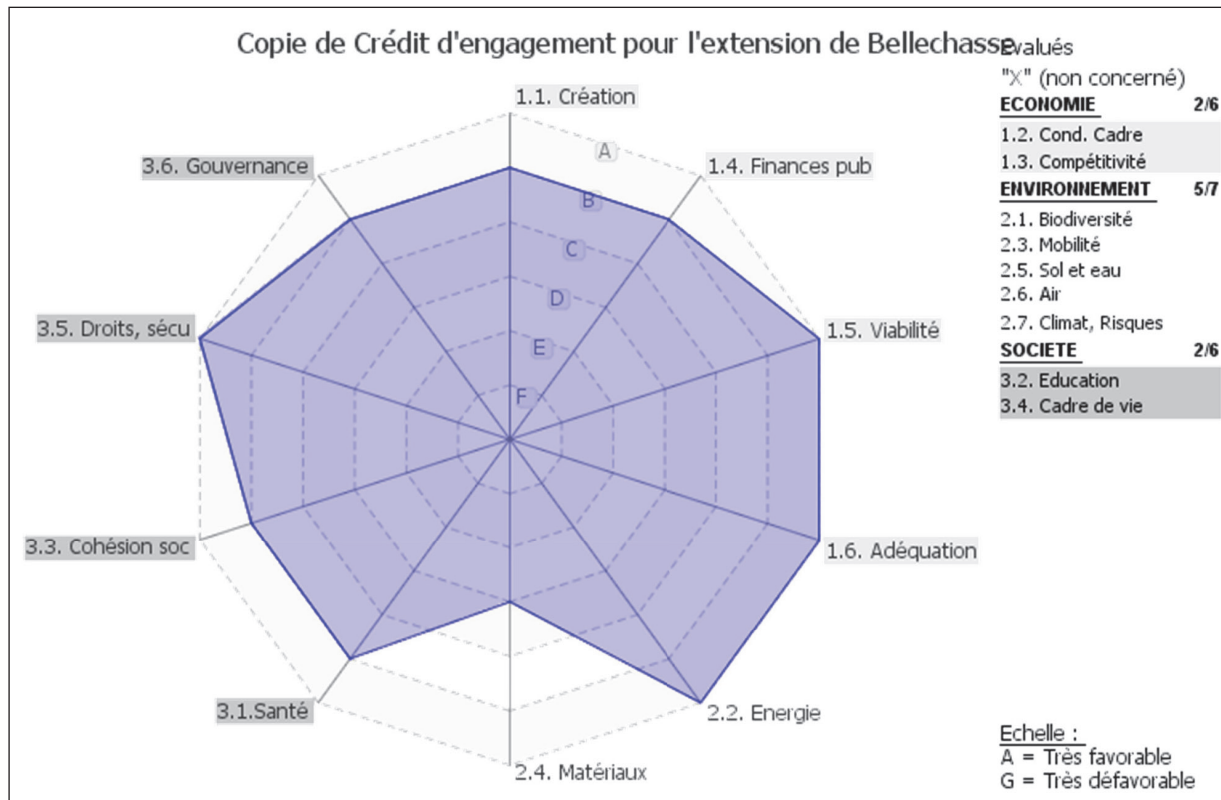
¹ Eine gefangene Person im Vollzug einer therapeutischen Massnahme wird ab 2021 bei Curabilis grundsätzlich 478 150 Franken pro Jahr kosten.

präsentiert, da mit den beiden Geschäften verschiedene Ziele verfolgt werden.

Wegen der Höhe des Ausgabenbetrags muss der Dekretsentwurf nach Artikel 141 Abs. 2 Bst. a des Gesetzes vom 6. September 2006 über den Grossen Rat von dessen Mitgliedern mit qualifiziertem Mehr angenommen werden.

Der vorliegende Entwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden und bereitet keine Probleme bezüglich der Vereinbarkeit mit EU-Recht.

Die Prüfung der Nachhaltigkeit des Bauvorhabens ergibt für die relevanten Evaluationskriterien von Boussole21 ein sehr positives Ergebnis.



9. Fazit

Das in dieser Botschaft vorgestellte Projekt ist das Ergebnis der Überlegungen und Arbeiten von über vier Jahren. Der Staatsrat hat es nun zu einer Priorität erklärt. Die Erweiterung steht im Einklang mit der Entwicklung der Gefängnisbevölkerung im Kanton Freiburg. Zudem garantiert die Schaffung eines Gesundheitszentrums in einem eigenen Gebäude eine effiziente Behandlung unter angemessenen und sicheren Bedingungen. Unter Berücksichtigung der Bundessubvention und der Arbeiten, welche die Freiburger Strafanstalt selbst ausführen kann, sind die Investitionskosten angesichts der Notwendigkeit des hier präsentierten Projekts akzeptabel. Aus diesen Gründen empfiehlt Ihnen der Staatsrat, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

Anhänge

1. Pläne
2. Kostenübersicht
3. Bericht Kompass21

**Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement
en vue de la réalisation de la première étape
de la planification pénitentiaire 2016–2026**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);
Vu le message 2017-DSJ-150 du Conseil d'Etat du 16 décembre 2019;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

Art. 1

¹ La réalisation de la première étape de la planification pénitentiaire 2016–2026, qui comprend la construction d'une extension du pavillon, la construction d'ateliers sécurisés, la création d'un centre médical et une adaptation du bâtiment cellulaire, sur le site de Bellechasse, est approuvée.

**Dekret über einen Verpflichtungskredit
für die Umsetzung der ersten Etappe
der Vollzugsplanung 2016–2026**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);
nach Einsicht in die Botschaft 2017-DSJ-150 des Staatsrats vom 16. Dezember 2019;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Die Umsetzung der ersten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026, welche die Erweiterungen des Pavillons, den Bau von gesicherten Werkstätten, die Schaffung eines Gesundheitszentrums und eine Anpassung des Zellentrakts am Standort Bellechasse umfasst, wird genehmigt.

Art. 2

¹ Le coût de réalisation de ce projet est estimé à 37 831 400 francs. Le crédit d'étude de 1 550 000 francs décidé par décret du 17 juin 2016 est utilisé pour les études préparatoires. Le coût global des constructions et transformations s'élève ainsi à 39 381 400 francs.

Art. 3

¹ Un crédit cadre de 27 659 400 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de la part cantonale de la première étape de la planification pénitentiaire 2016–2026.

² La part du crédit non couverte est assurée par une participation financière de la Confédération, estimée à 9 222 000 francs, et par des travaux en nature de l'Etablissement de détention fribourgeois, estimés à 950 000 francs.

³ L'Administration des finances est autorisée à faire l'avance de la subvention fédérale, jusqu'à concurrence du montant indiqué à l'alinéa 2.

Art. 4

¹ Les crédits de paiement nécessaires sont portés aux budgets annuels du Service des bâtiments pour les années 2020 à 2025, sous la rubrique EBEL-3365/5040.000, et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 5

¹ Les dépenses prévues à l'article 3 seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 LFE.

Art. 6

¹ Le coût global est estimé sur la base de l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté au 1^{er} avril 2019 et établi à 99,6 points dans la catégorie «Construction d'immeubles administratifs – Espace Mittelland» (base octobre 2015 = 100 pts).

Art. 2

¹ Die Baukosten des Projekts werden auf 37 831 400 Franken geschätzt. Der Studienkredit von 1 550 000 Franken, der per Dekret vom 17. Juni 2016 genehmigt wurde, wird für die Vorstudien verwendet. Die Gesamtkosten der Bau- und Umbauarbeiten belaufen sich auf 39 381 400 Franken.

Art. 3

¹ Für die Finanzierung des kantonalen Anteils der ersten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026 wird bei der Finanzverwaltung ein Rahmenkredit von 27 659 400 Franken eröffnet.

² Der Betrag, der nicht durch den Rahmenkredit gedeckt ist, wird über einen Beitrag des Bundes von rund 9 222 000 Franken und über Sachleistungen der Freiburger Strafanstalt im Wert von rund 950 000 Franken finanziert.

³ Die Finanzverwaltung wird ermächtigt, den Bundesbeitrag bis zum Betrag nach Absatz 2 vorzuschüssen.

Art. 4

¹ Die erforderlichen Zahlungskredite werden unter der Kostenstelle EBEL-3365/5040.000 in die Jahresvoranschläge des Hochbauamts für die Jahre 2020–2025 eingetragen und entsprechend den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 5

¹ Die Ausgaben nach Artikel 3 werden in der Staatsbilanz aktiviert und gemäss Artikel 27 FHG abgeschrieben.

Art. 6

¹ Die Schätzung der Gesamtkosten beruht auf dem Stand des Schweizerischen Baupreisindex (SBI) am 1. April 2019 von 99,6 Punkten in der Kategorie «Bau von Verwaltungsgebäuden – Mittelland» (Grundlage Oktober 2015 = 100 Pkt.).

² Le coût des travaux sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice ci-dessus survenue entre la date de l'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

² Die Kosten für die Bauarbeiten werden erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des oben erwähnten Baupreisindex zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

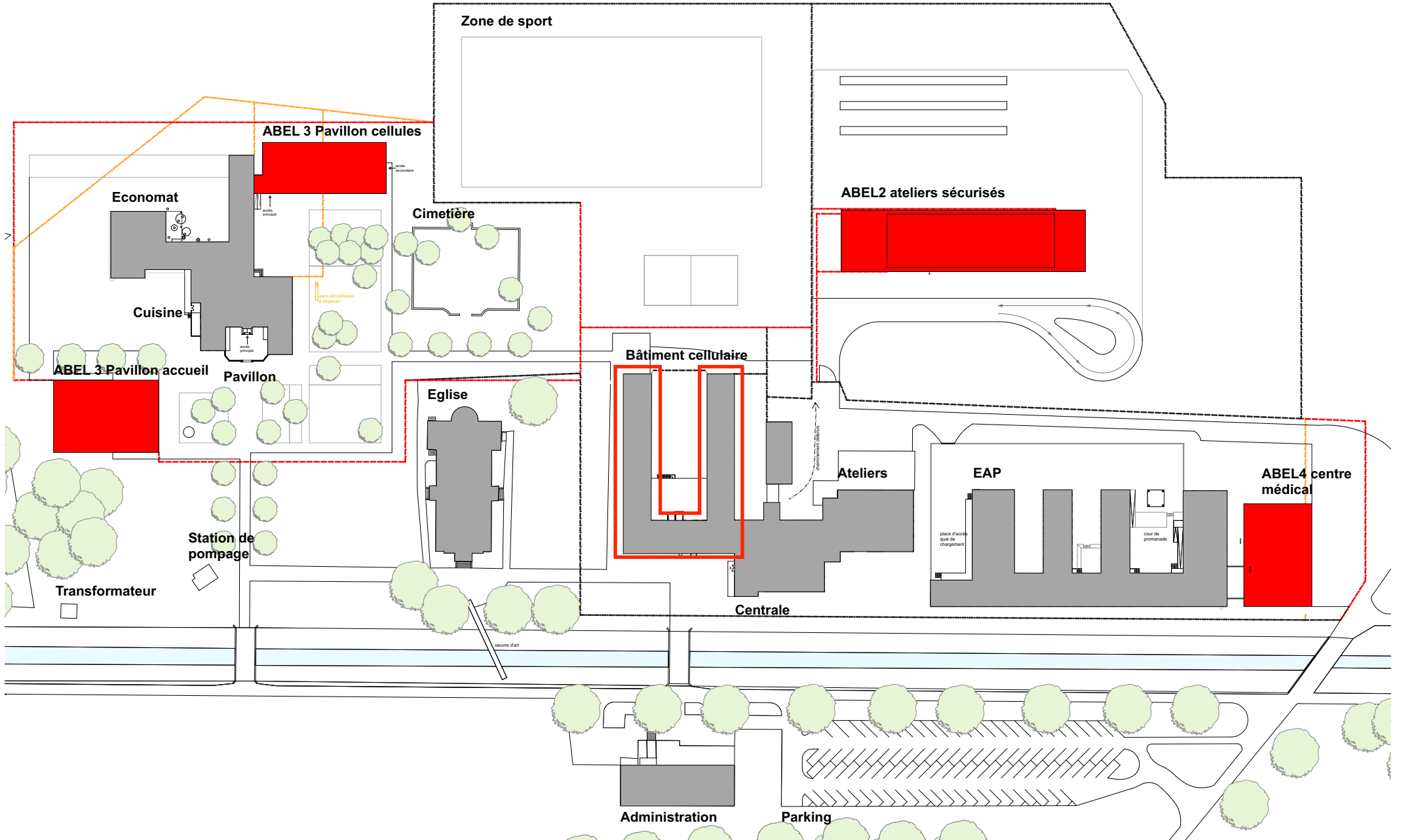
III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.



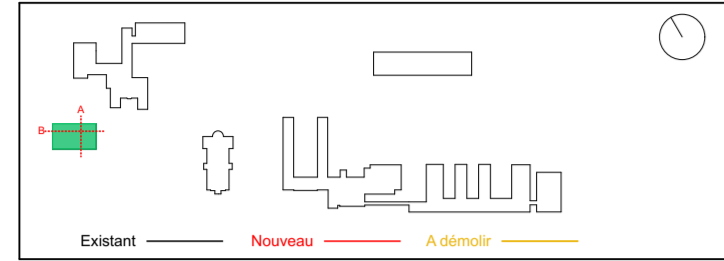
Visualisation 3D du plan de situation des agrandissements des établissements de Bellechasse



16-22 ABEL 3

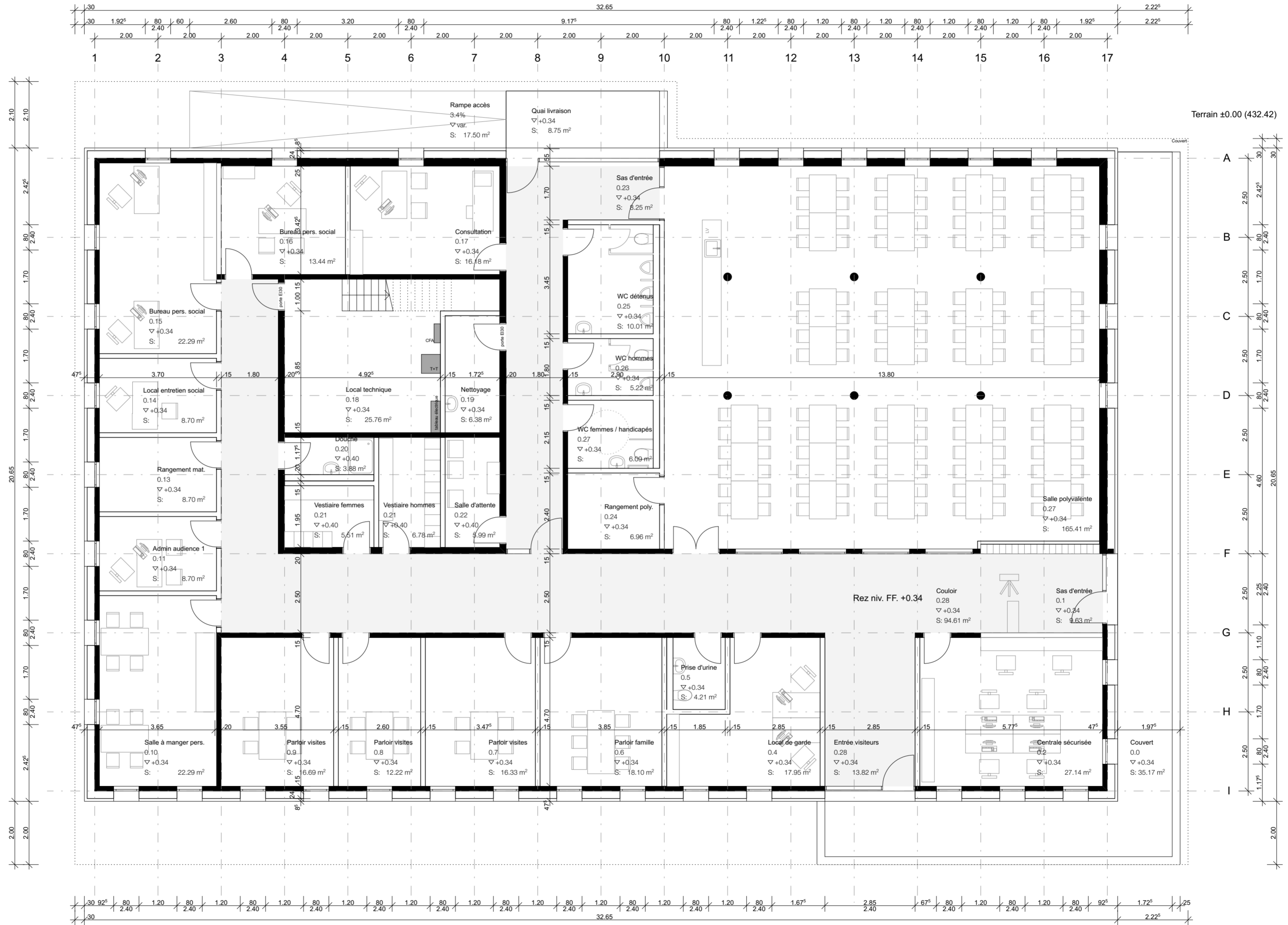
Extension Pavillon

Plan rez accueil Pavillon
 Date: 22.11.17
 Pers. em / rs
 Ech. 1:100
 Modif. 05.09.19 / rs
 No 16-22 ABEL3 ME AC REZ 100 v01
 LZA ARCHITECTES SA
 Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch



Les Requérants

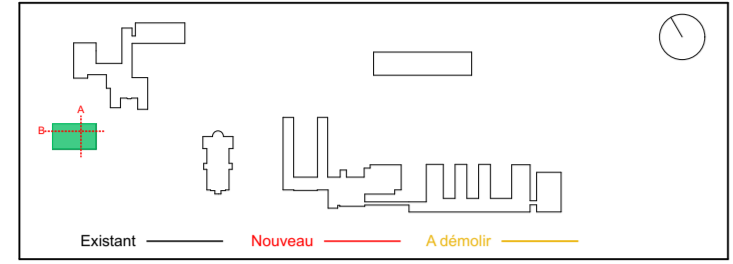
L'Architecte



16-22 ABEL 3

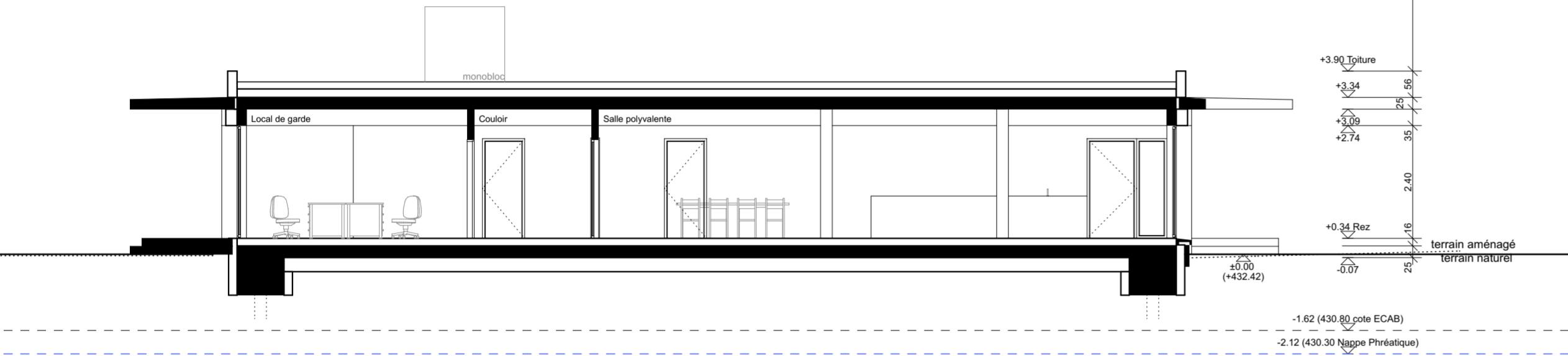
Extension Pavillon

Date: 22.11.17
 Pers. em / rs
 Ech. 1:100
 Modif. 05.09.19 / rs
 No 16-22 ABEL3 ME AC CPE 100 v01
 LZA ARCHITECTES SA
 Avenue Beaugard 3 1700 Fribourg t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch

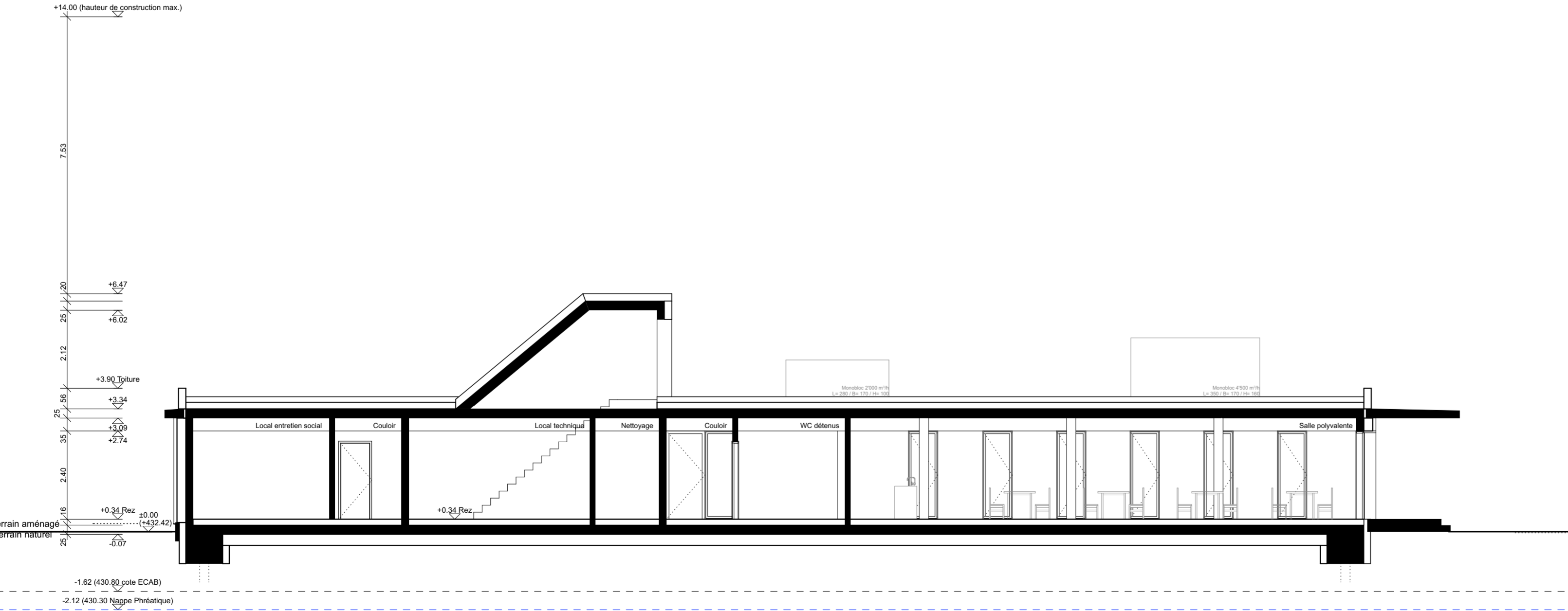


Les Requérants

L'Architecte



Coupe A-A



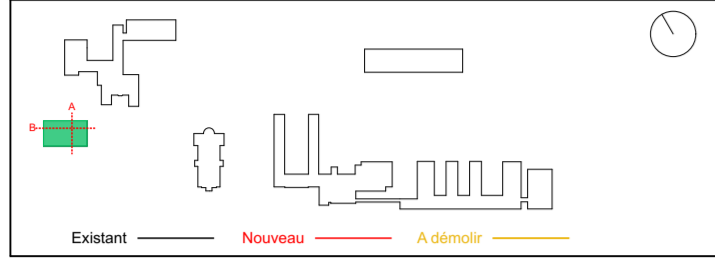
Coupe B-B

16-22 ABEL 3

Extension Pavillon

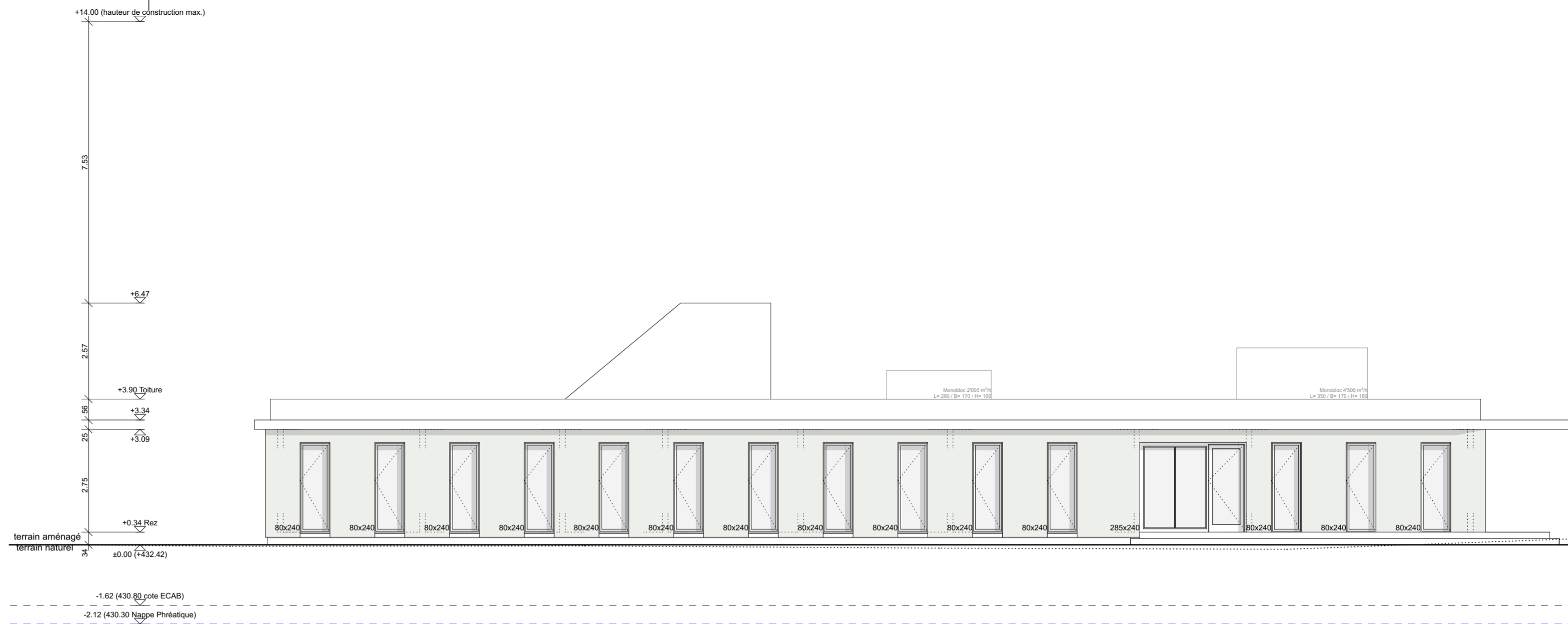
Façade accueil Pavillon
 LZA ARCHITECTES SA
 Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg
 t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch

Date: 22.11.17
 Pers. em / rs
 Ech. 1:100
 Modif. 05.09.19 / rs
 No 16-22 ABEL3 ME AC FAC 100 v01

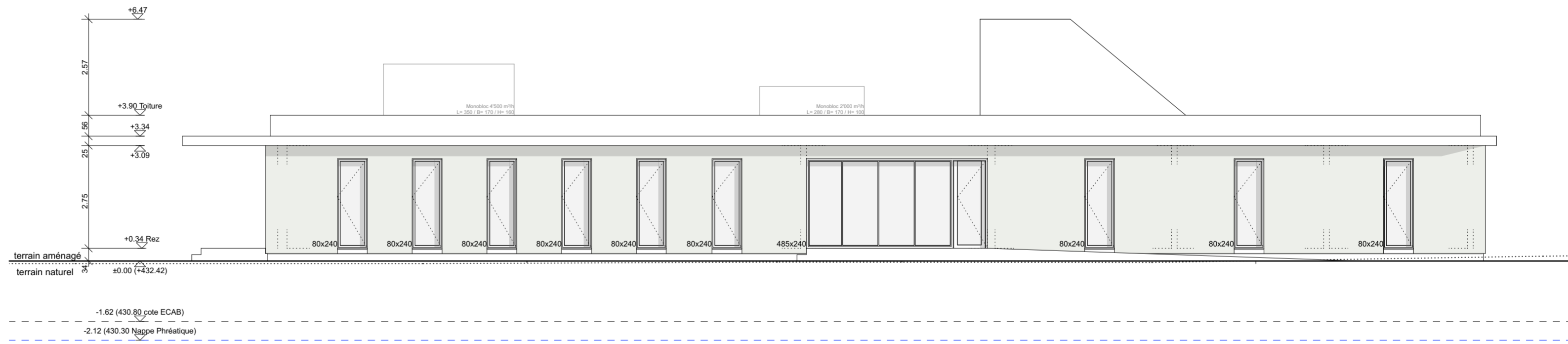


Les Requérants

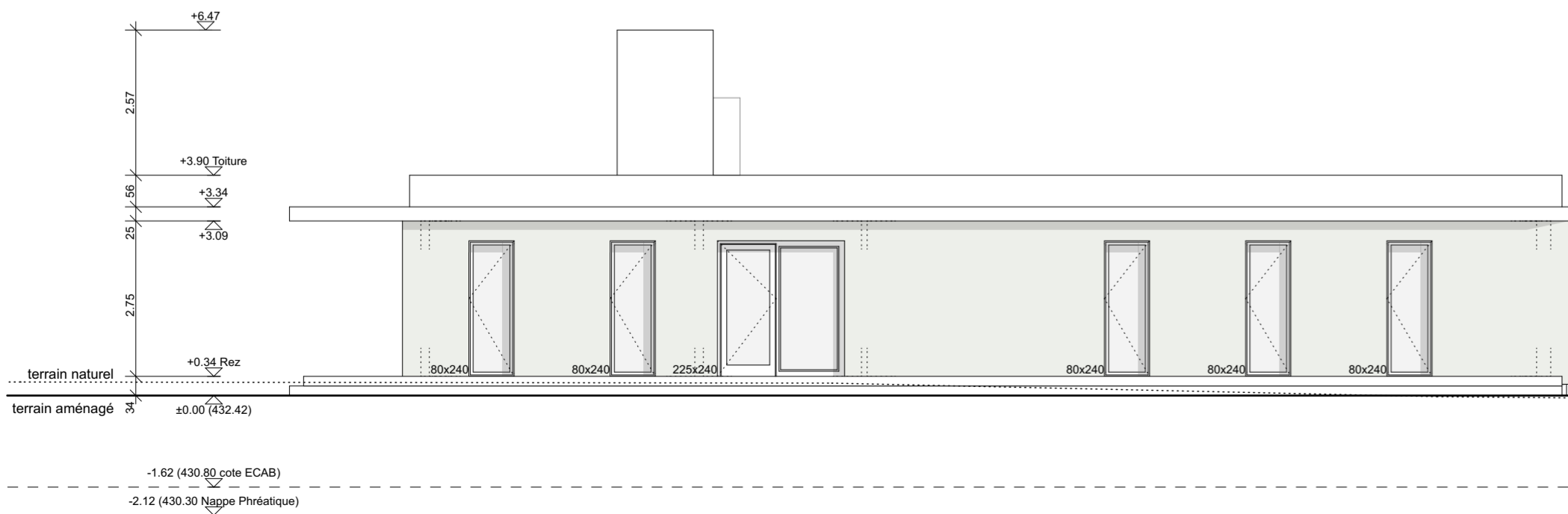
L'Architecte



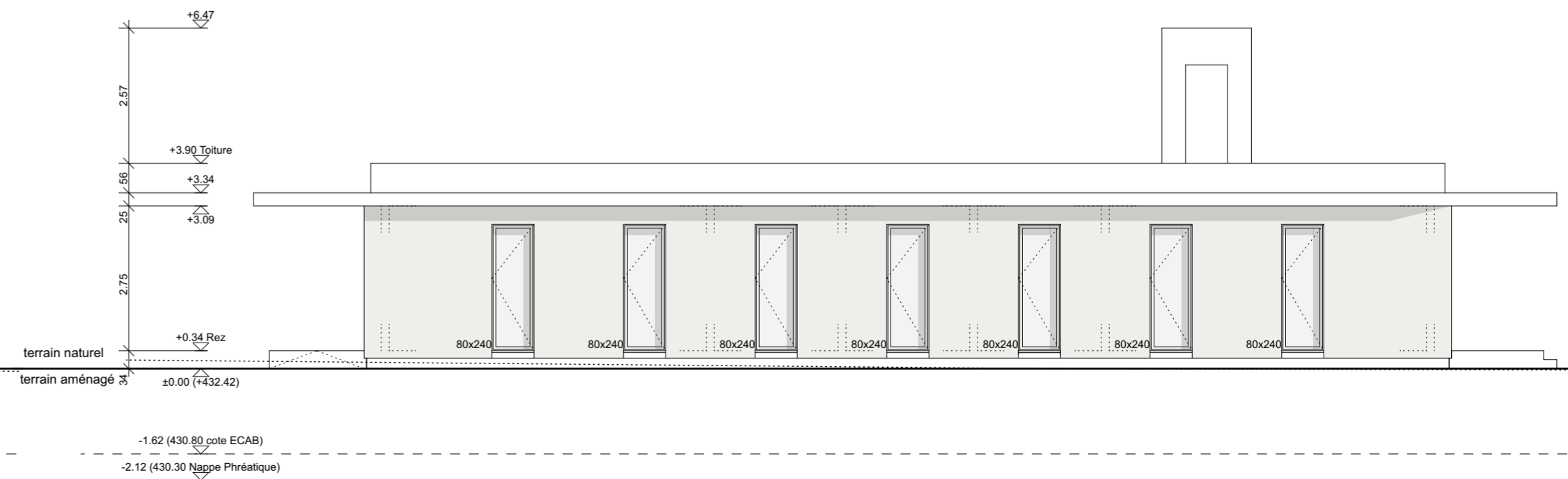
Façade SUD



Façade NORD



Façade EST



Façade OUEST

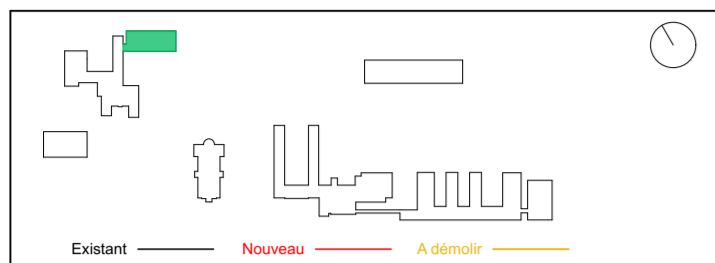
16-22 ABEL 3

Extension Pavillon

Date 22.11.17
Pers. em
Ech. 1:100
Modif. 04.09.18 / em
No 16-22.ABEL3.ME.CEL.REZ.100.v01

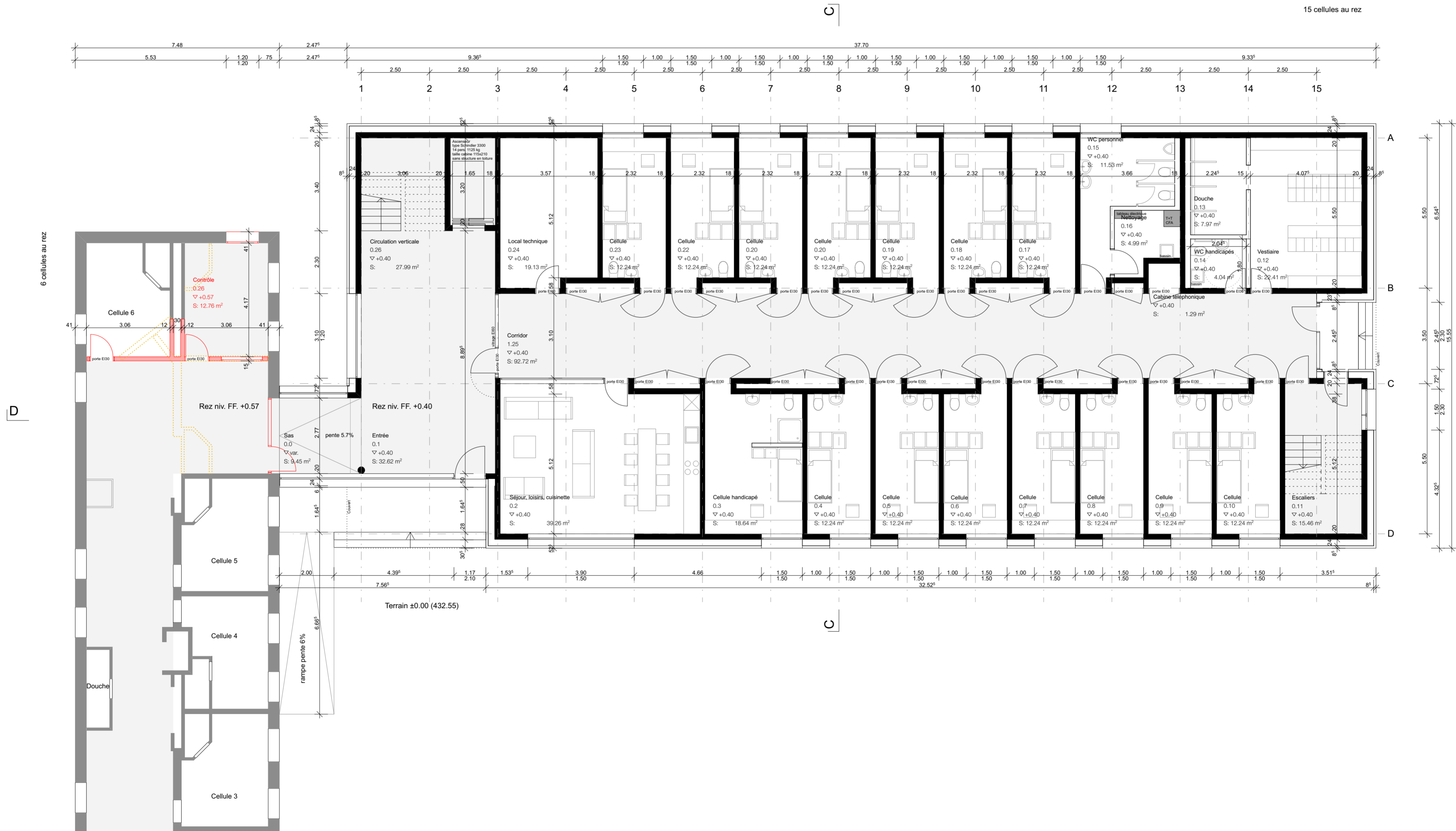
Plan rez cellules Pavillon

LZA ARCHITECTES SA
Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch



Les Requérants

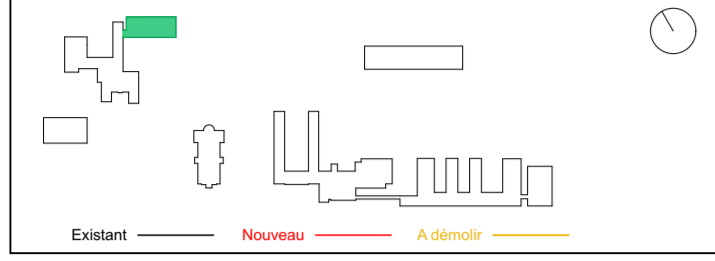
L'Architecte



16-22 ABEL 3

Extension Pavillon

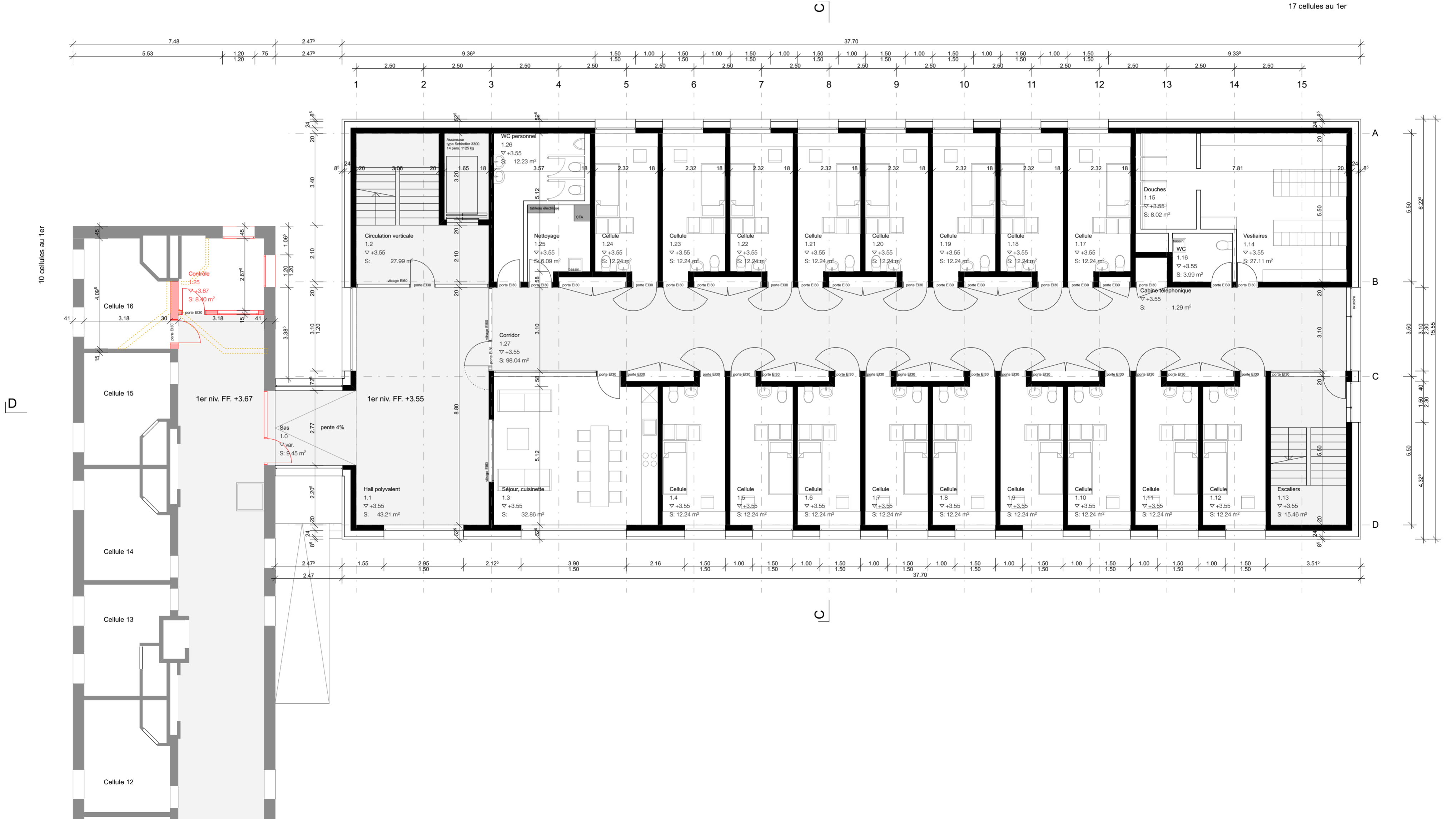
Plan 1er cellules Pavillon
 Date: 22.11.17
 Pers.: em
 Ech.: 1:100
 Modif.: 04.09.18 / em
 No: 16-22 ABEL3 ME CEL 1ER 100 v01
 LZA ARCHITECTES SA
 Avenue Beaugard 3 1700 Fribourg t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch



Les Requérants

L'Architecte

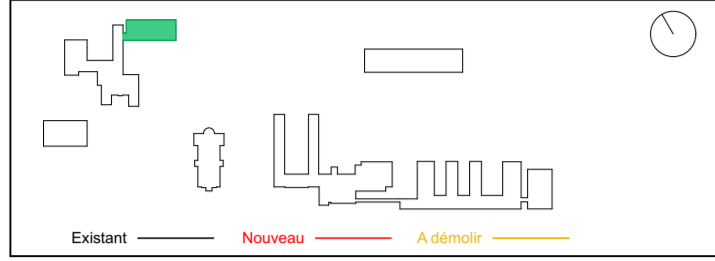
17 cellules au 1er



16-22 ABEL 3

Extension Pavillon

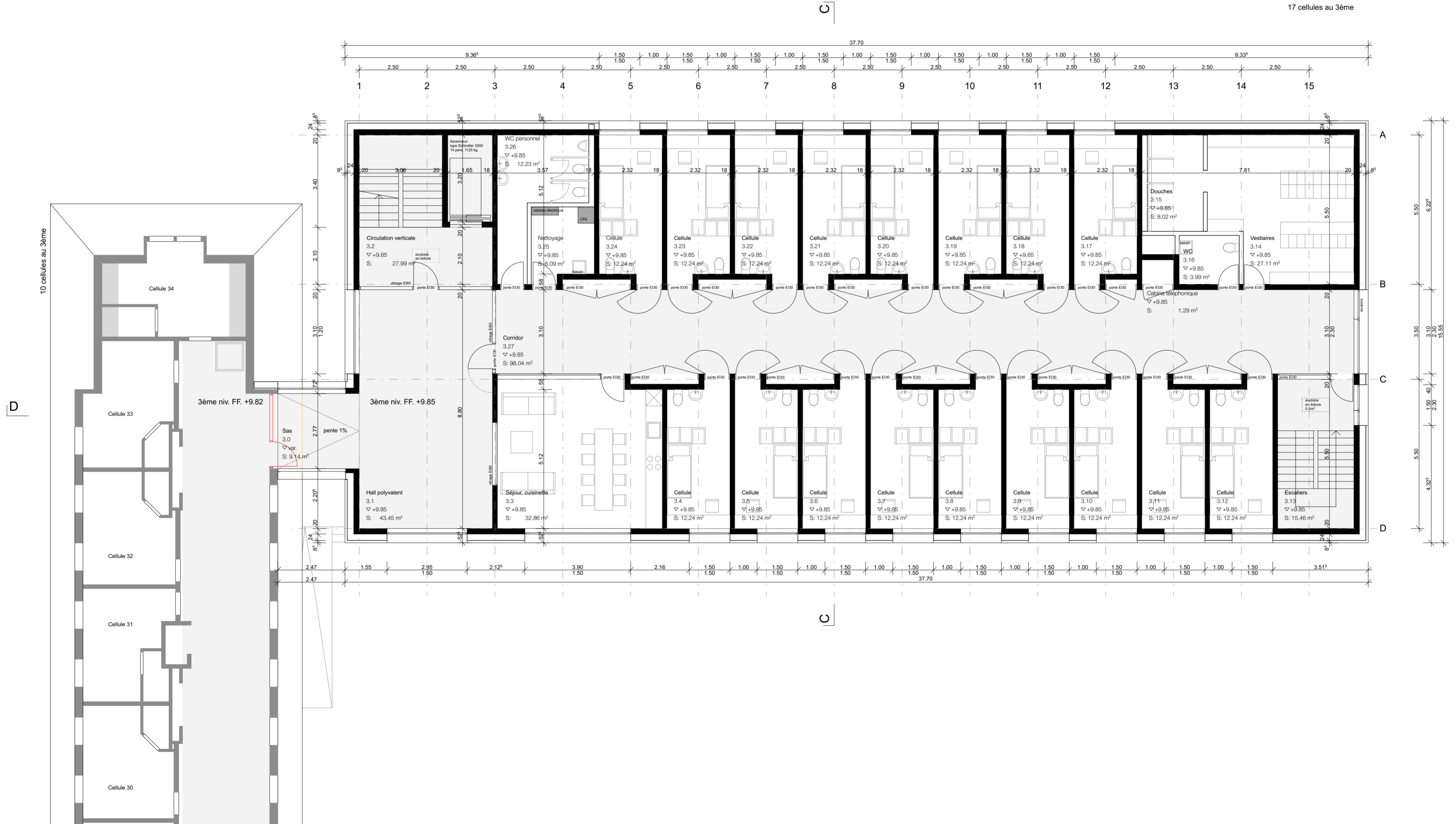
Plan 3ème cellules Pavillon
 Date: 22.11.17
 Pers.: em
 Ech.: 1:100
 Modif.: 04.09.18 / em
 No: 16-22 ABEL3 ME CEL 3EME 100 v01
LZA ARCHITECTES SA
 Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch



Les Requérants

L'Architecte

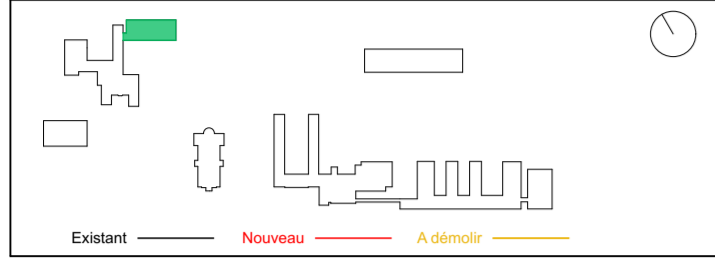
17 cellules au 3ème



16-22 ABEL 3

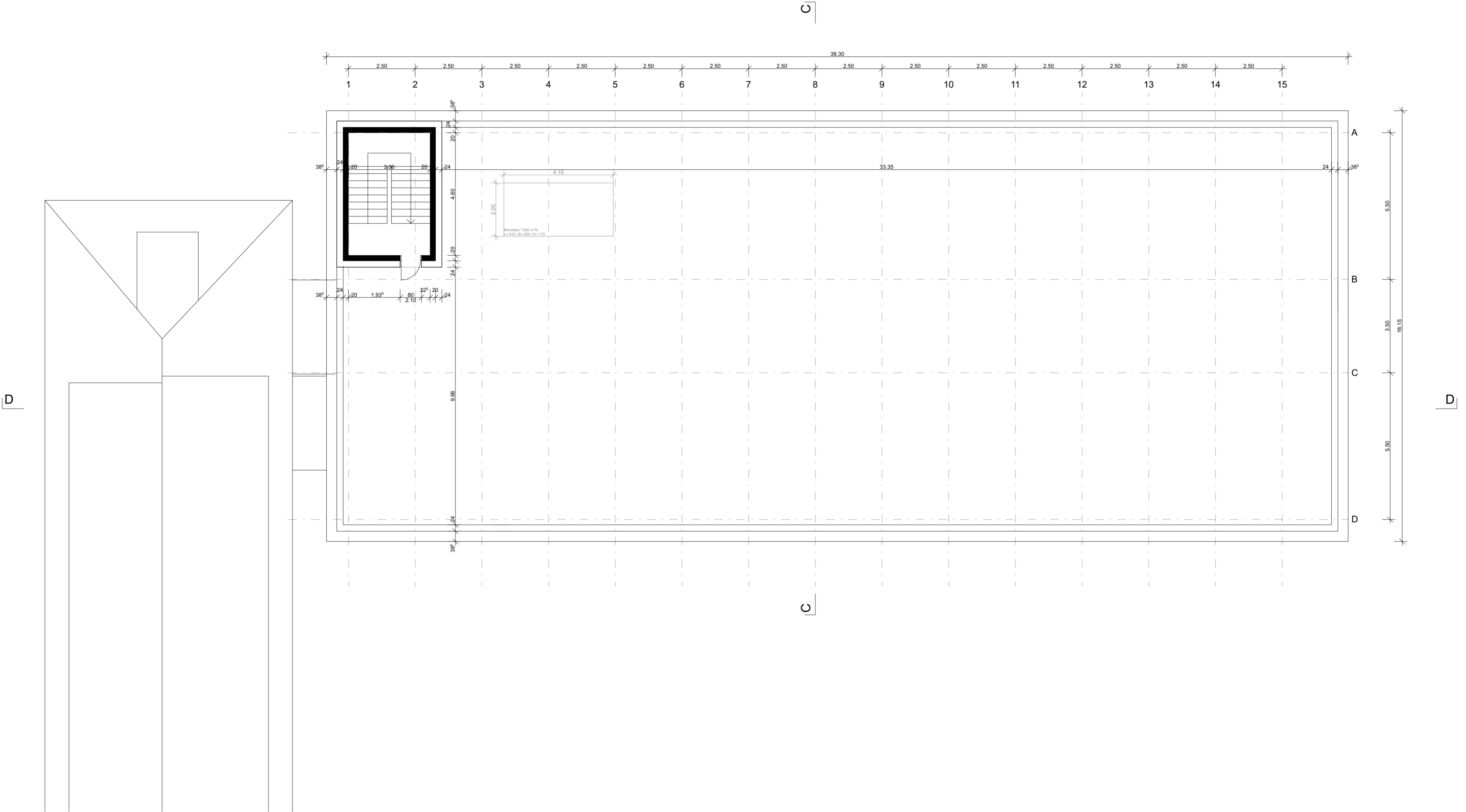
Extension Pavillon

Plan toiture cellules Pavillon
Date: 22.11.17
Pers.: em
Ech.: 1:100
Modif.: 04.09.18 / em
No: 16-22 ABEL3 ME CEL TOIT 100 v01
LZA ARCHITECTES SA
Avenue Beaugard 3 1700 Fribourg
t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch



Les Requérants

L'Architecte

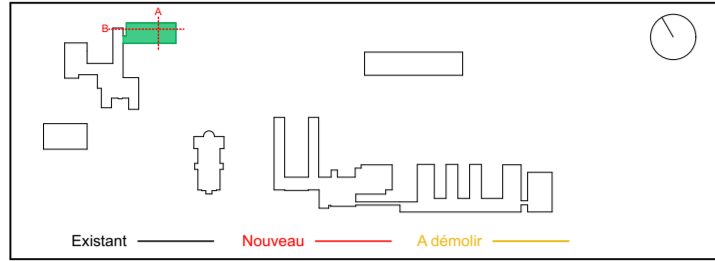


16-22 ABEL 3

Extension Pavillon

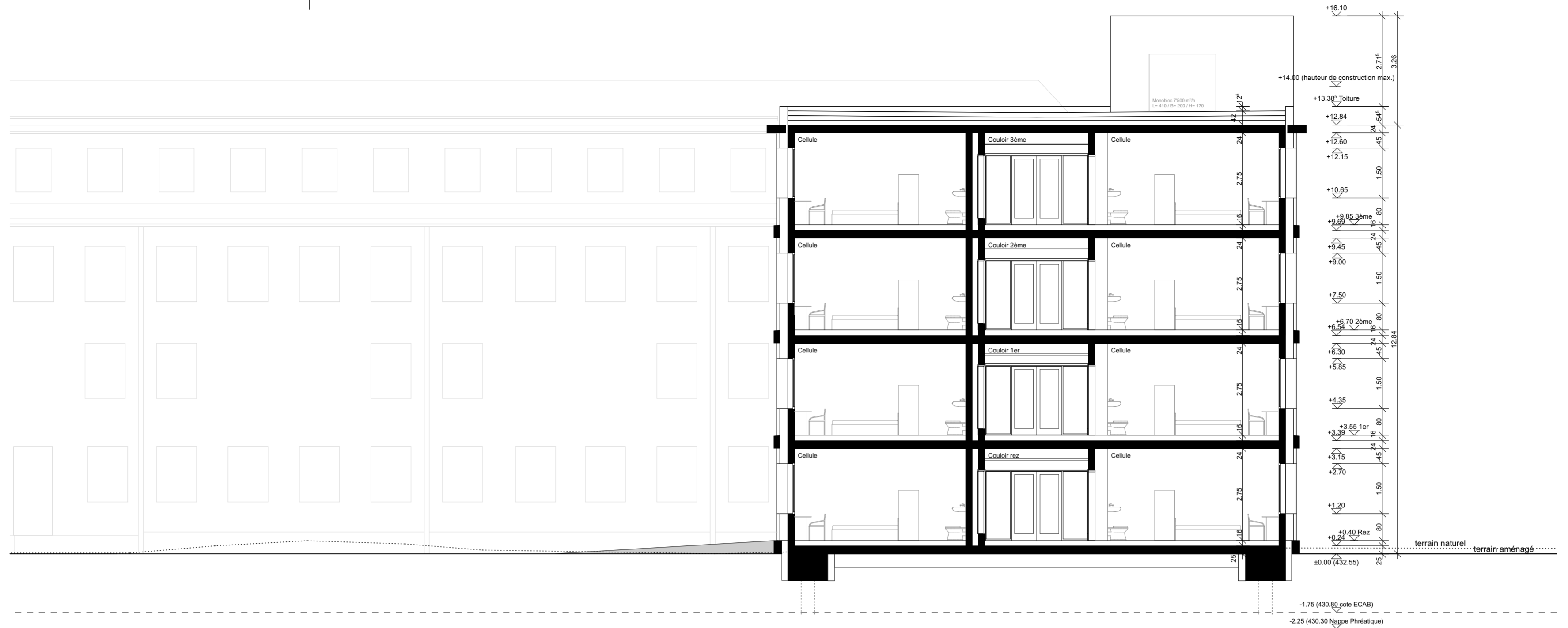
Coupes cellules Pavillon
LZA ARCHITECTES SA
Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg
t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch

Date: 22.11.17
Pers.: em
Ech.: 1:100
Modif.: 04.09.18 / em
No: 16-22 ABEL3 ME CEL CPE 100 v01

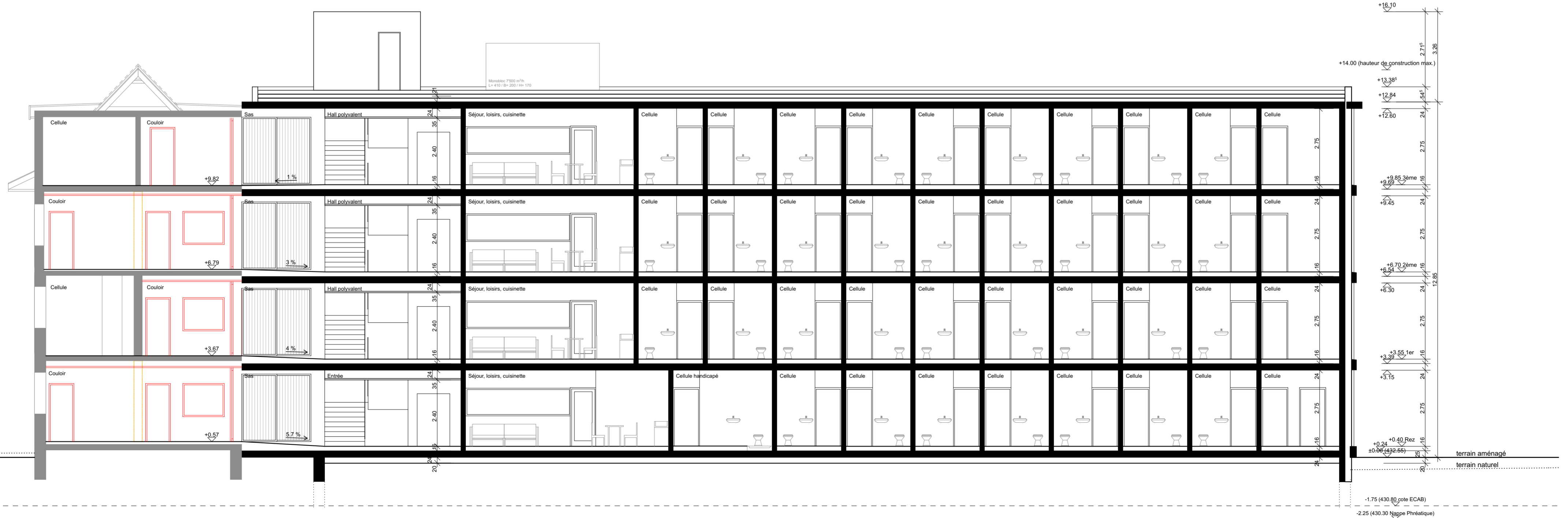


Les Requérants

L'Architecte



Coupe C-C

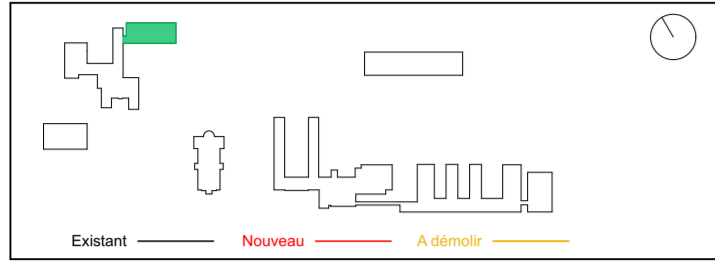


Coupe D-D

16-22 ABEL 3

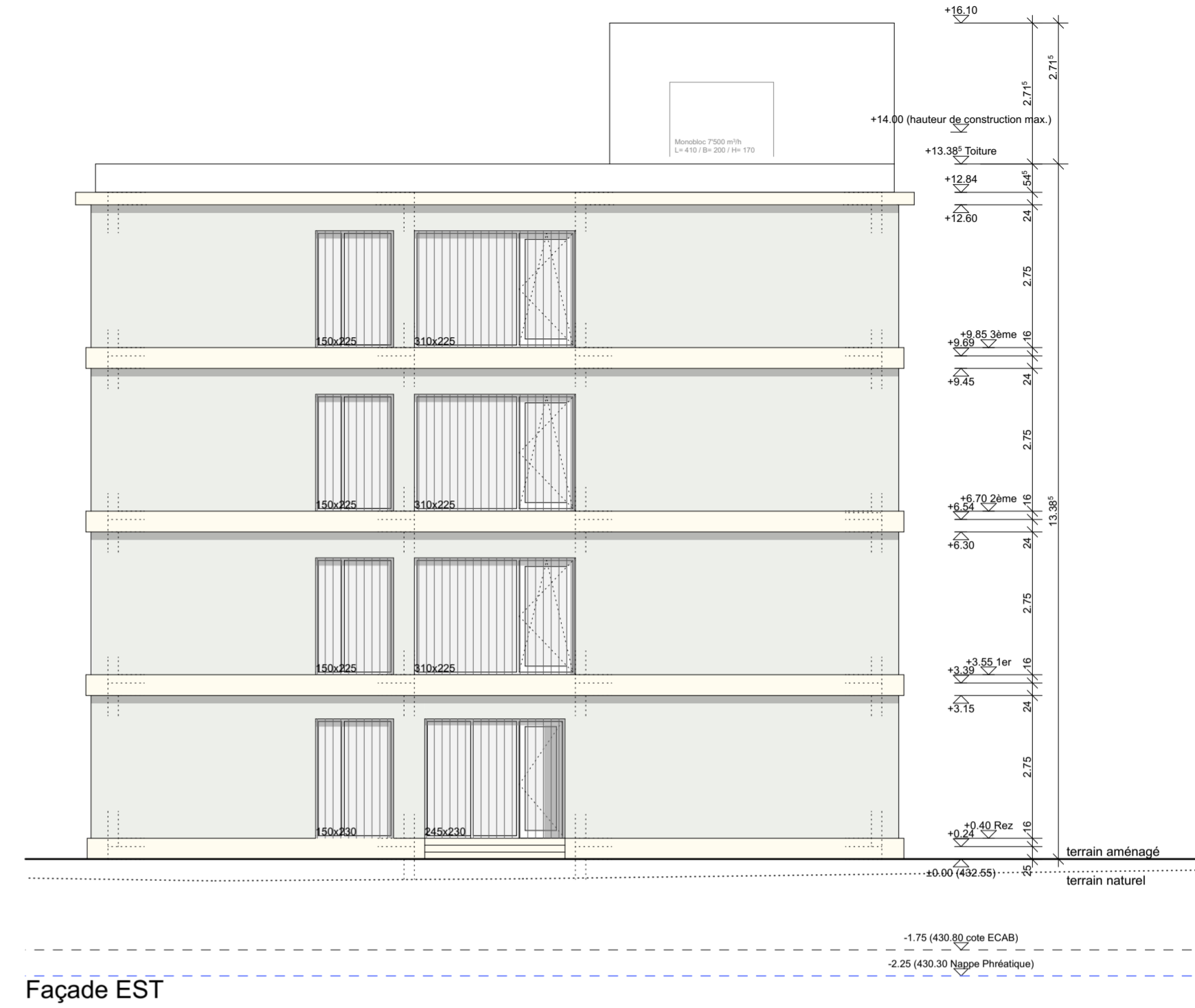
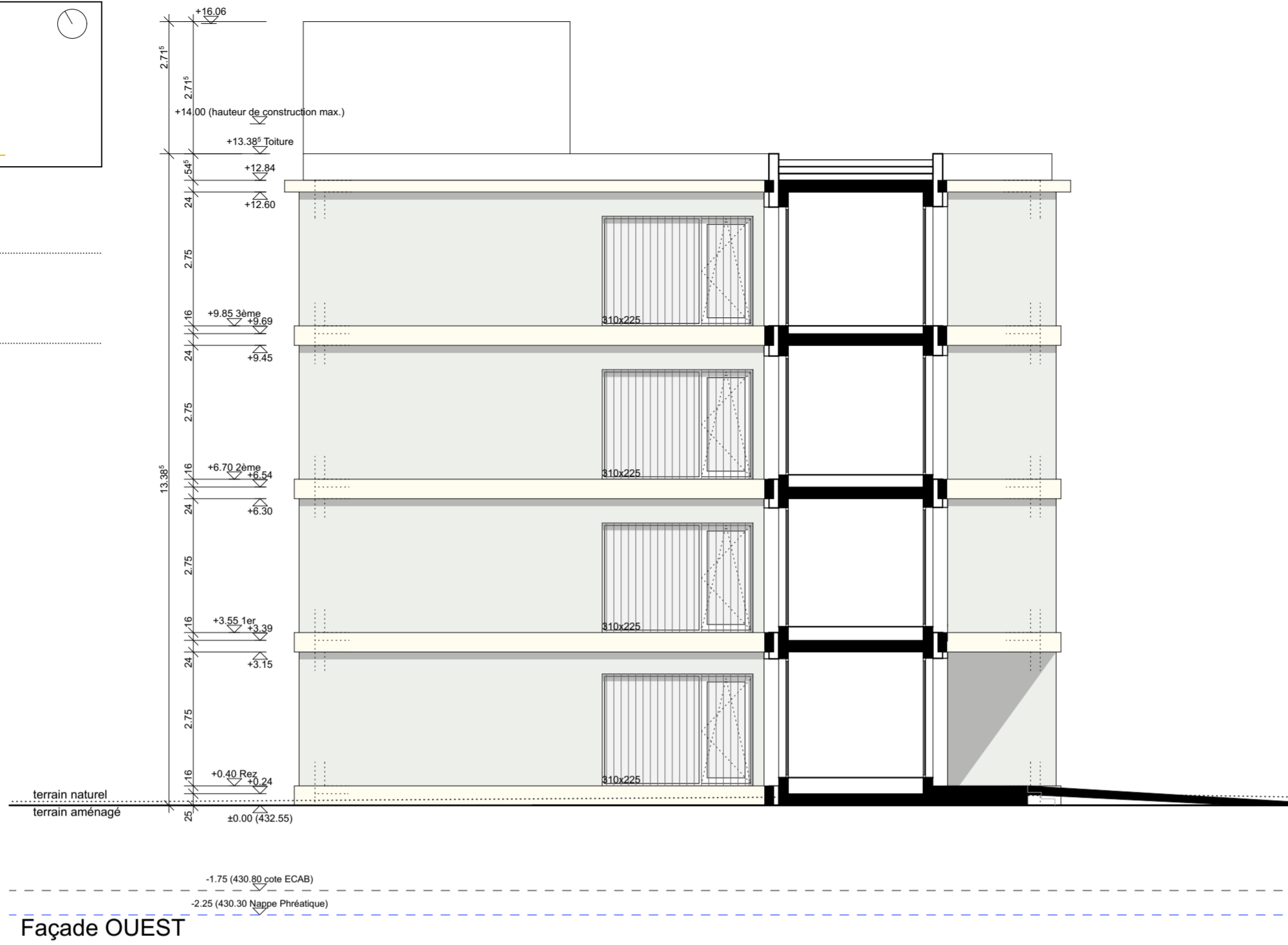
Extension Pavillon

Façade cellules Pavillon
Date: 22.11.17
Pers.: em
Ech.: 1:100
Modif.: 04.09.18 / em
LZA ARCHITECTES SA
Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg
t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch
N°6-22 ABEL3 ME CEL FAC N-E-O 100 v01



Les Requérants

L'Architecte

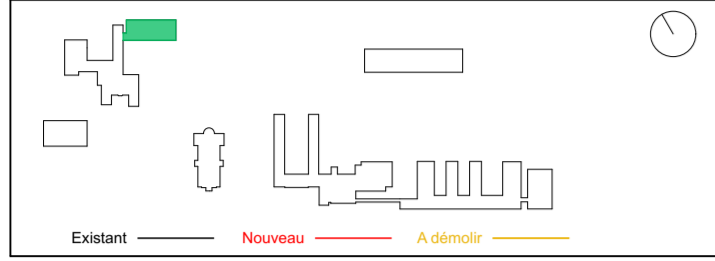


Façade SUD

16-22 ABEL 3

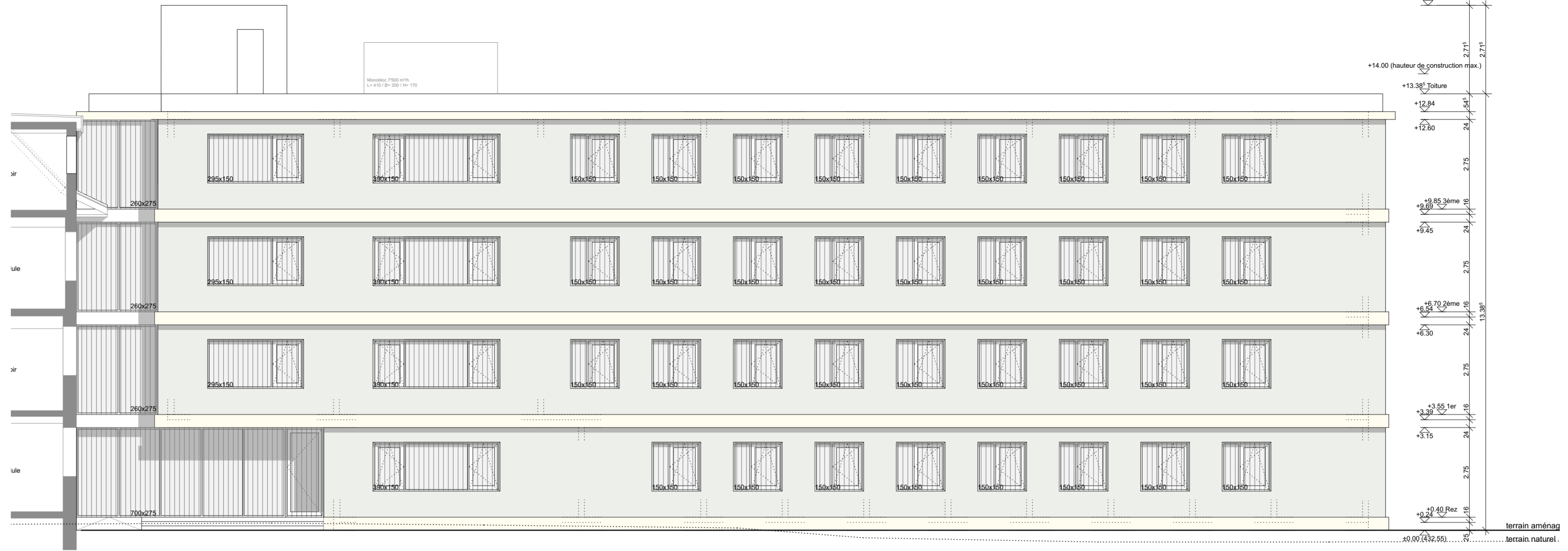
Extension Pavillon

Façade cellules Pavillon
Date 22.11.17
Pers. em
Ech. 1:100
Modif. 04.09.18 / em
LZA ARCHITECTES SA
Avenue Beaugard 3 1700 Fribourg
No 16-22 ABEL3 ME CEL FAC-N-S 100 v01
t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch

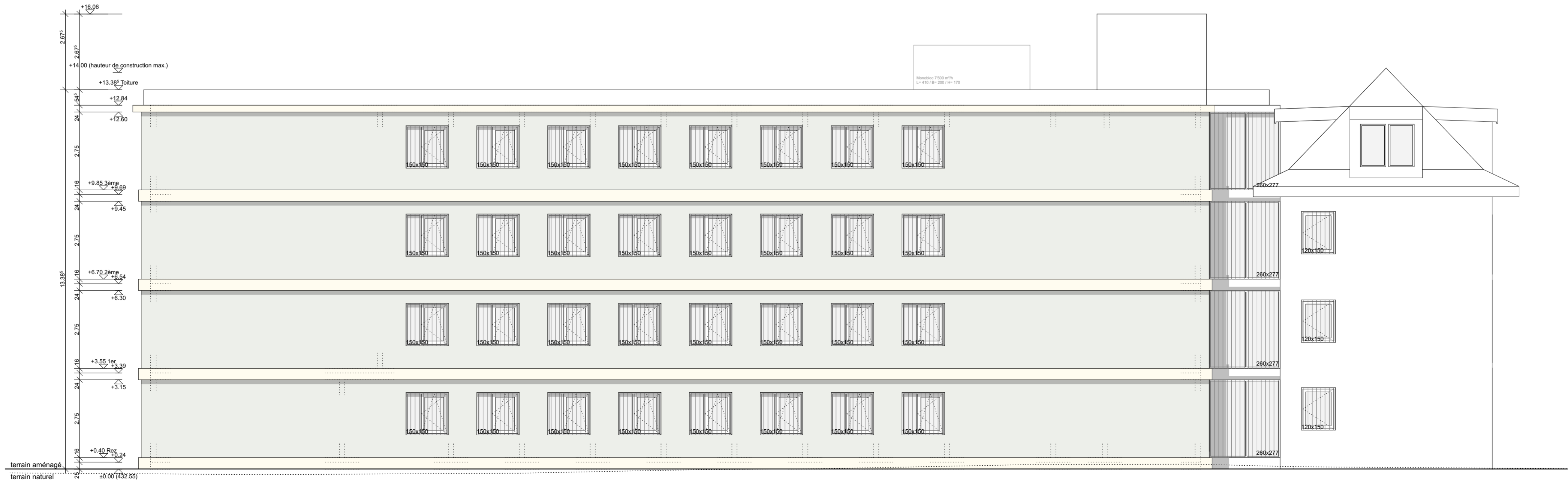


Les Requérants

L'Architecte



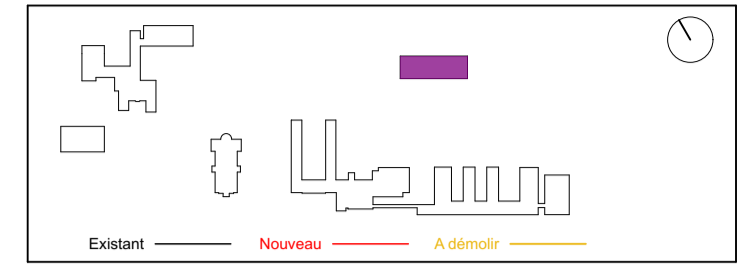
Façade SUD



Façade NORD

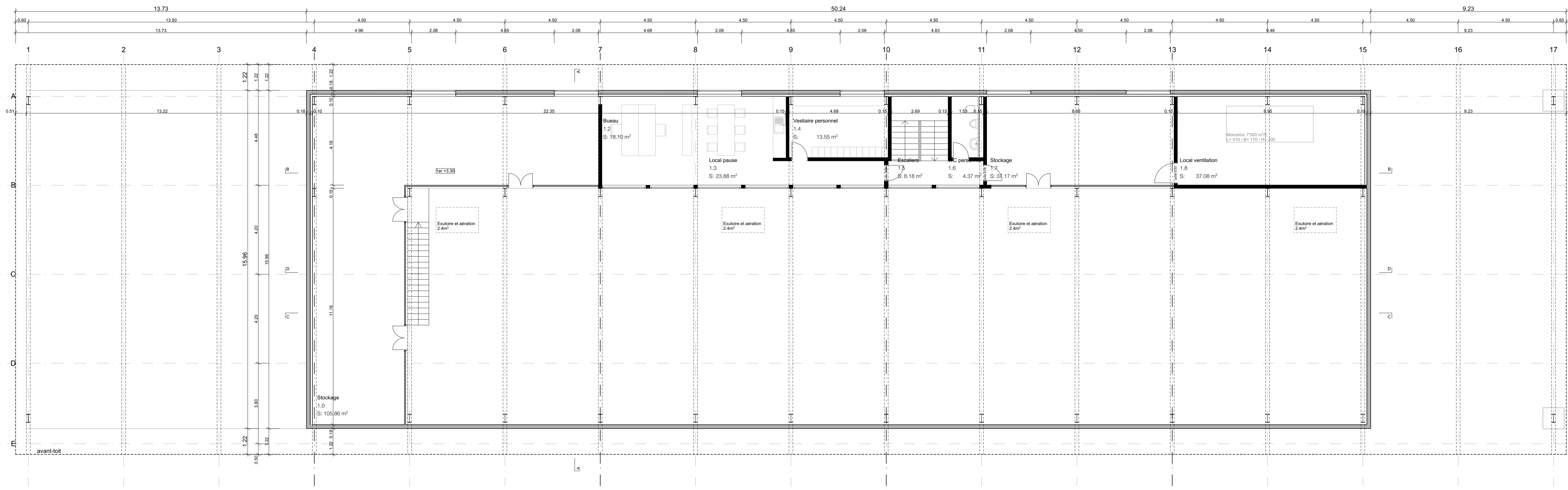
16-22 ABEL 2

Ateliers
 Date: 22.11.17
 Plans: 01
 Ech.: 1:100
 Modif.: 25.01.18
 No: 16-22 ABEL2 ME PLANS 100-012
 LZA ARCHITECTES SA
 Avenue Beauegard 3 1700 Fribourg
 t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 lza.ch

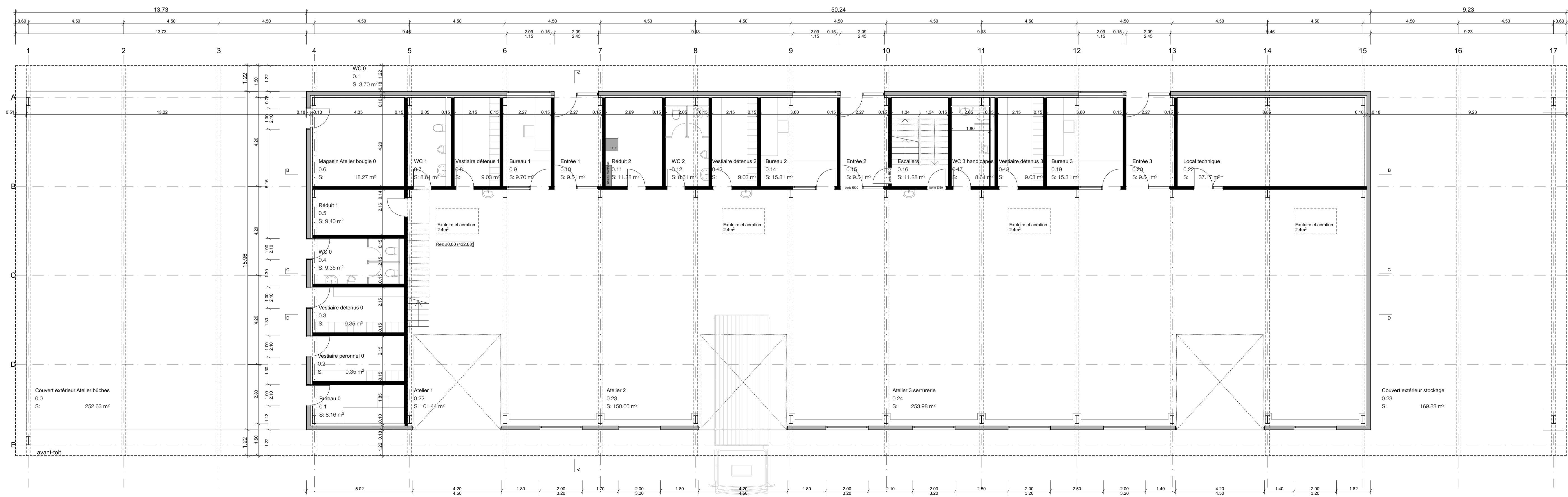


Les Requérants

L'Architecte



Plan 1er

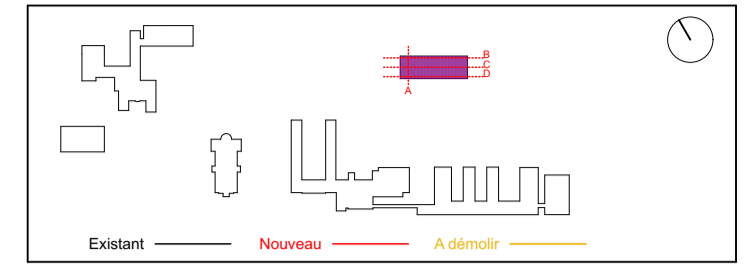


Plan rez

16-22 ABEL 2

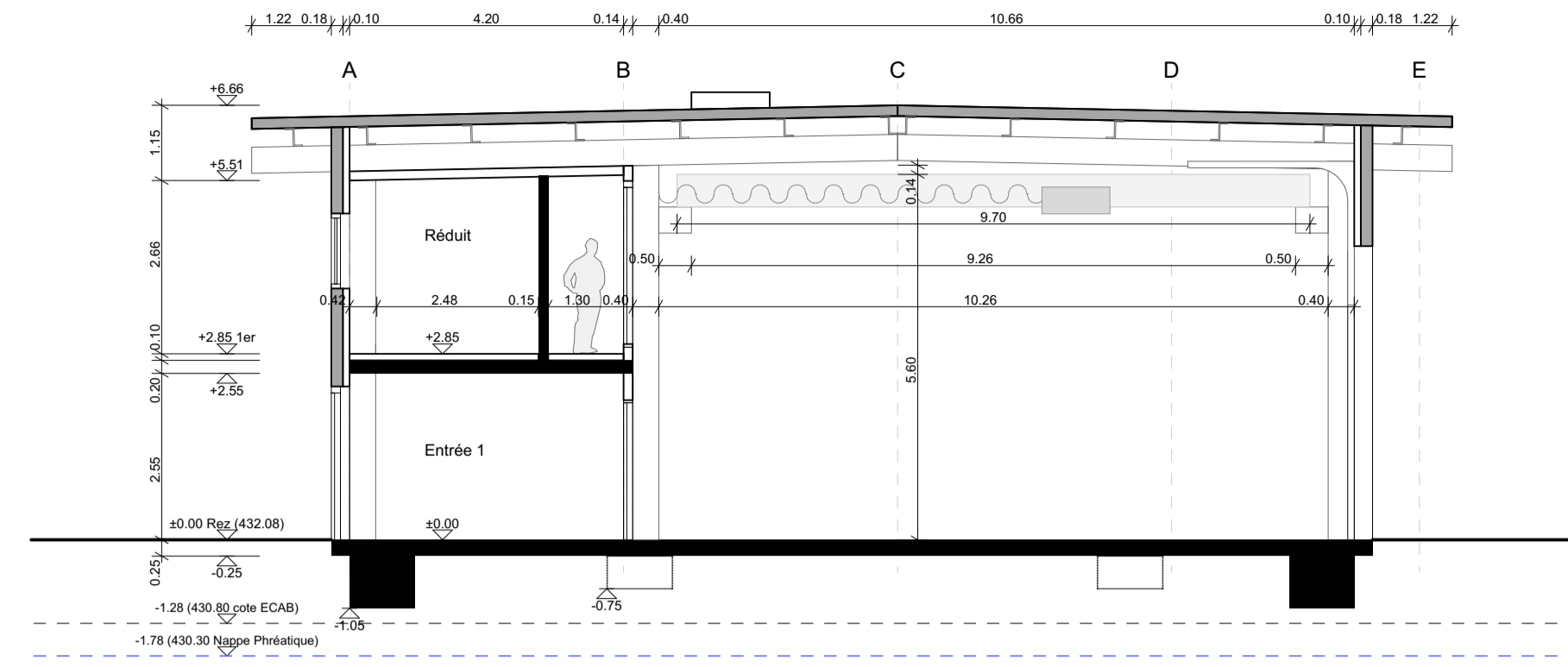
Ateliers

Date: 22.11.17
 Plan: 06
 Ech.: 1:100
 Modif.: 07.08.18 / rj
 No: 16-22 ABEL2 NE CPE 100-012
 LZA ARCHITECTES SA
 Avenue Beauegard 3 1700 Fribourg
 T+41 26 347 5151 F+41 26 347 5150 LZA.CH



Les Requérants

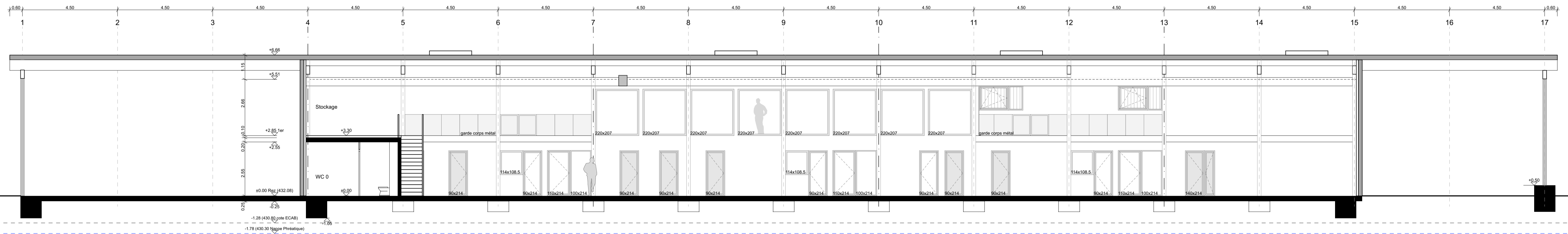
L'Architecte



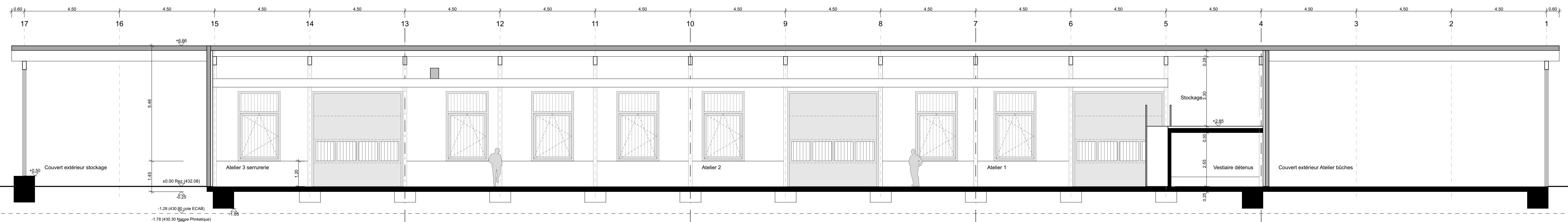
Coupe A-A



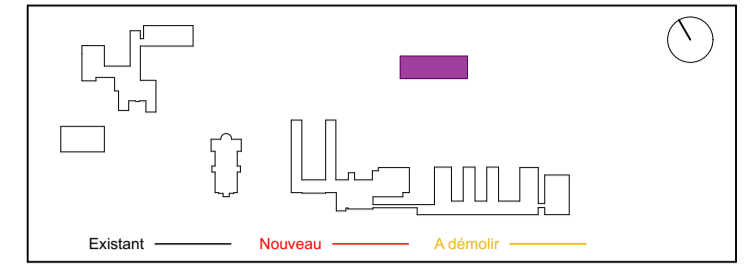
Coupe B-B



Coupe C-C

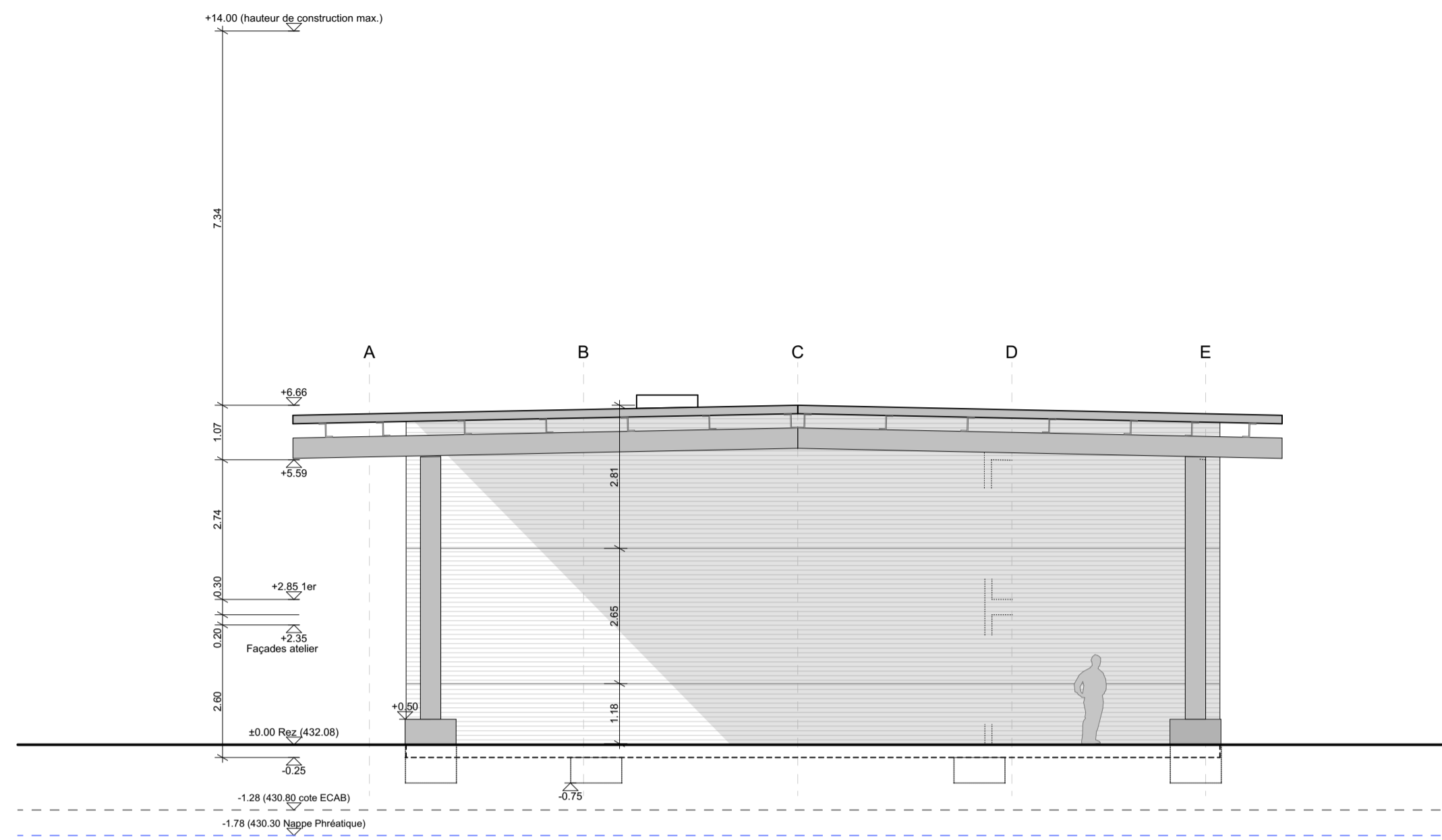


Coupe D-D

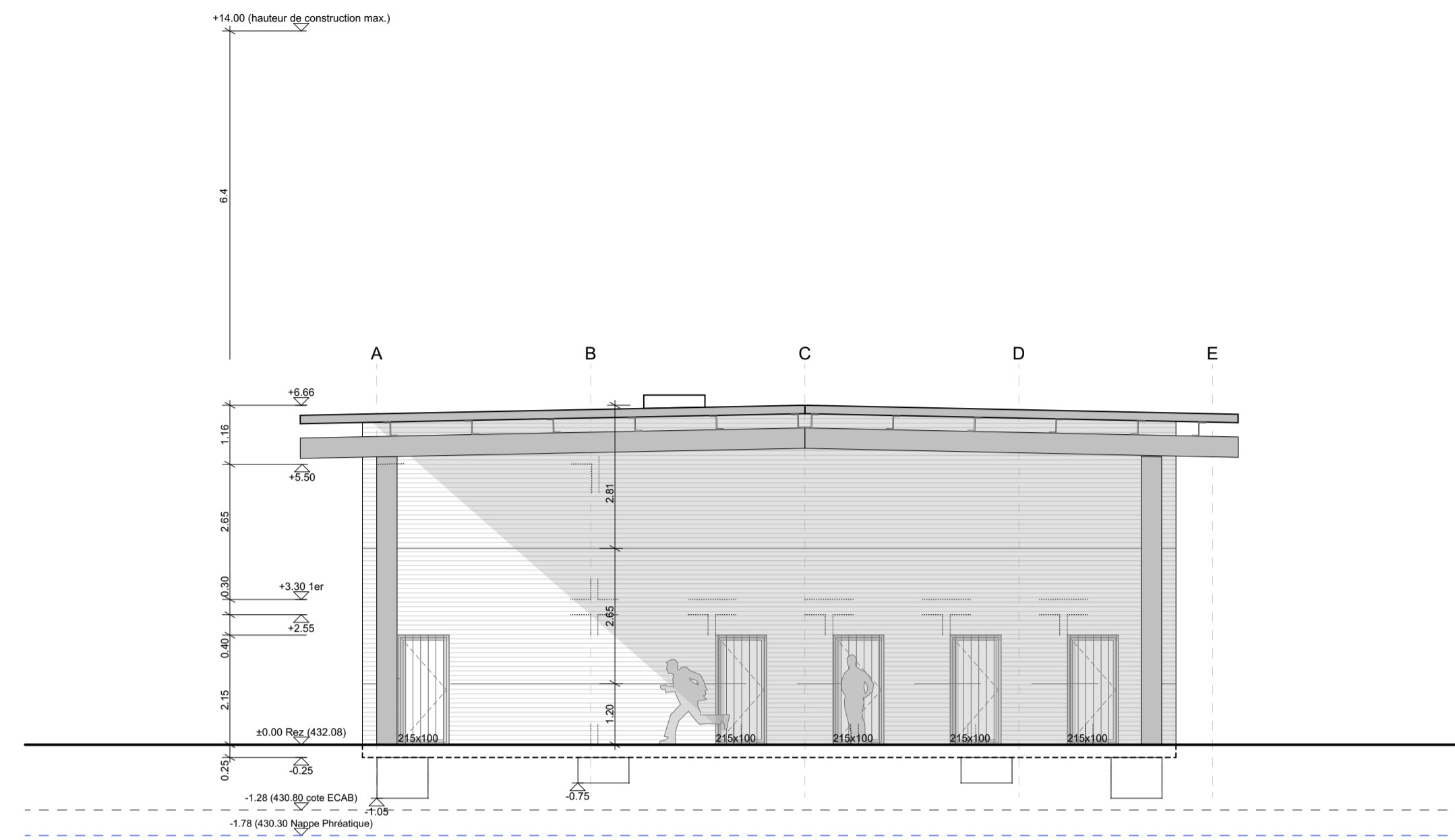


Les Requérants

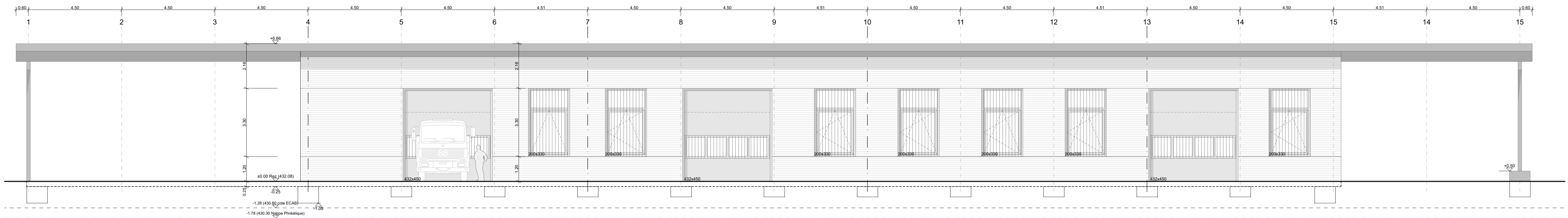
L'Architecte



Façade Est



Façade Ouest



Façade Sud

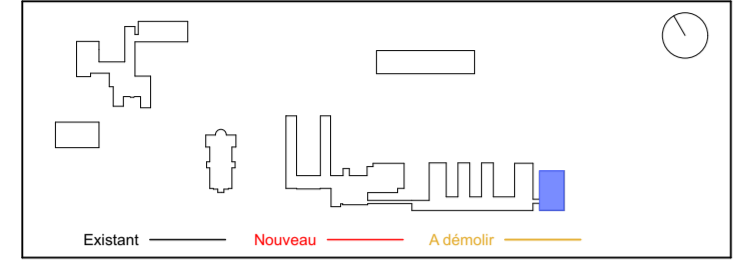


Façade Nord

16-22 ABEL 4

Centre médical

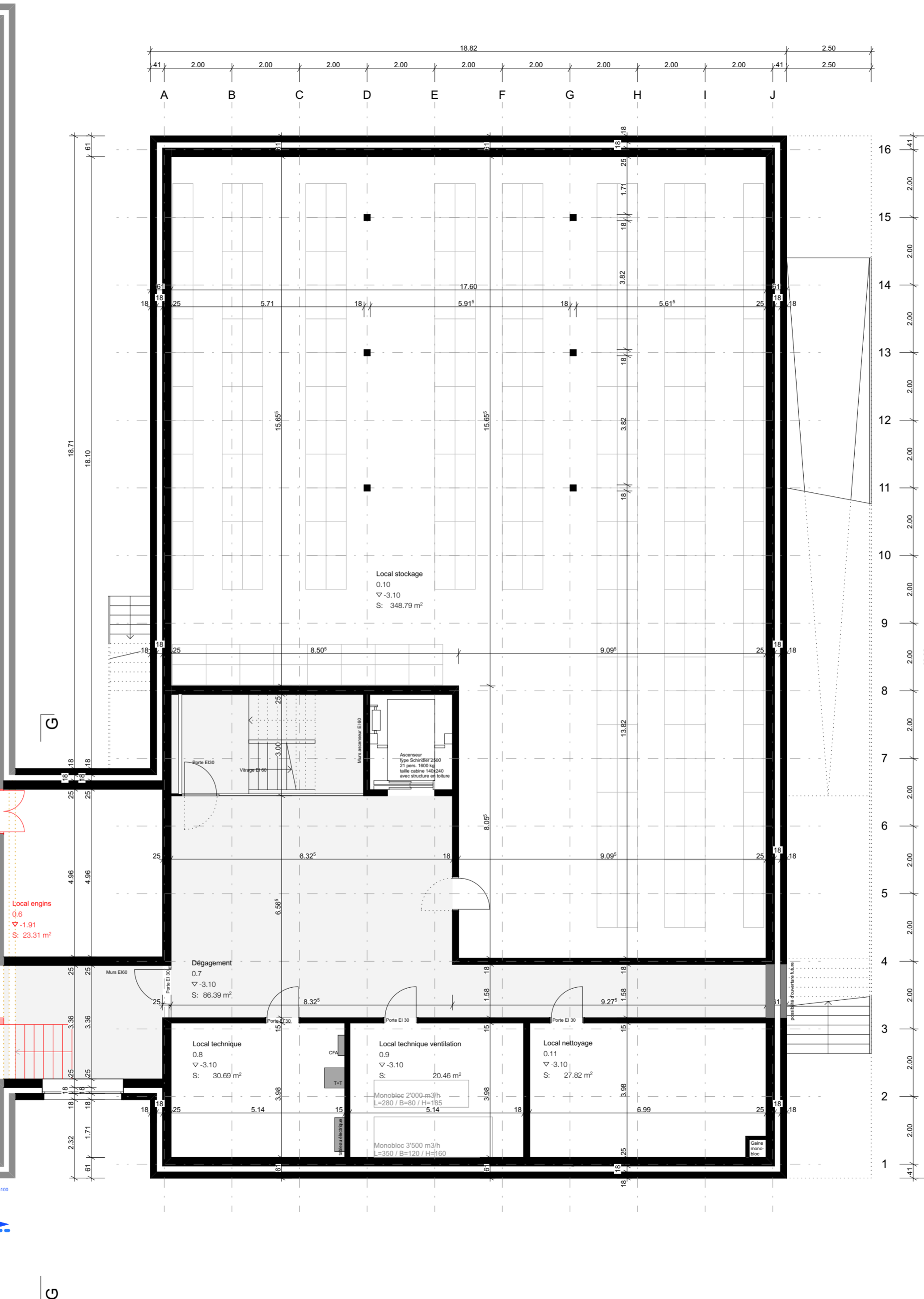
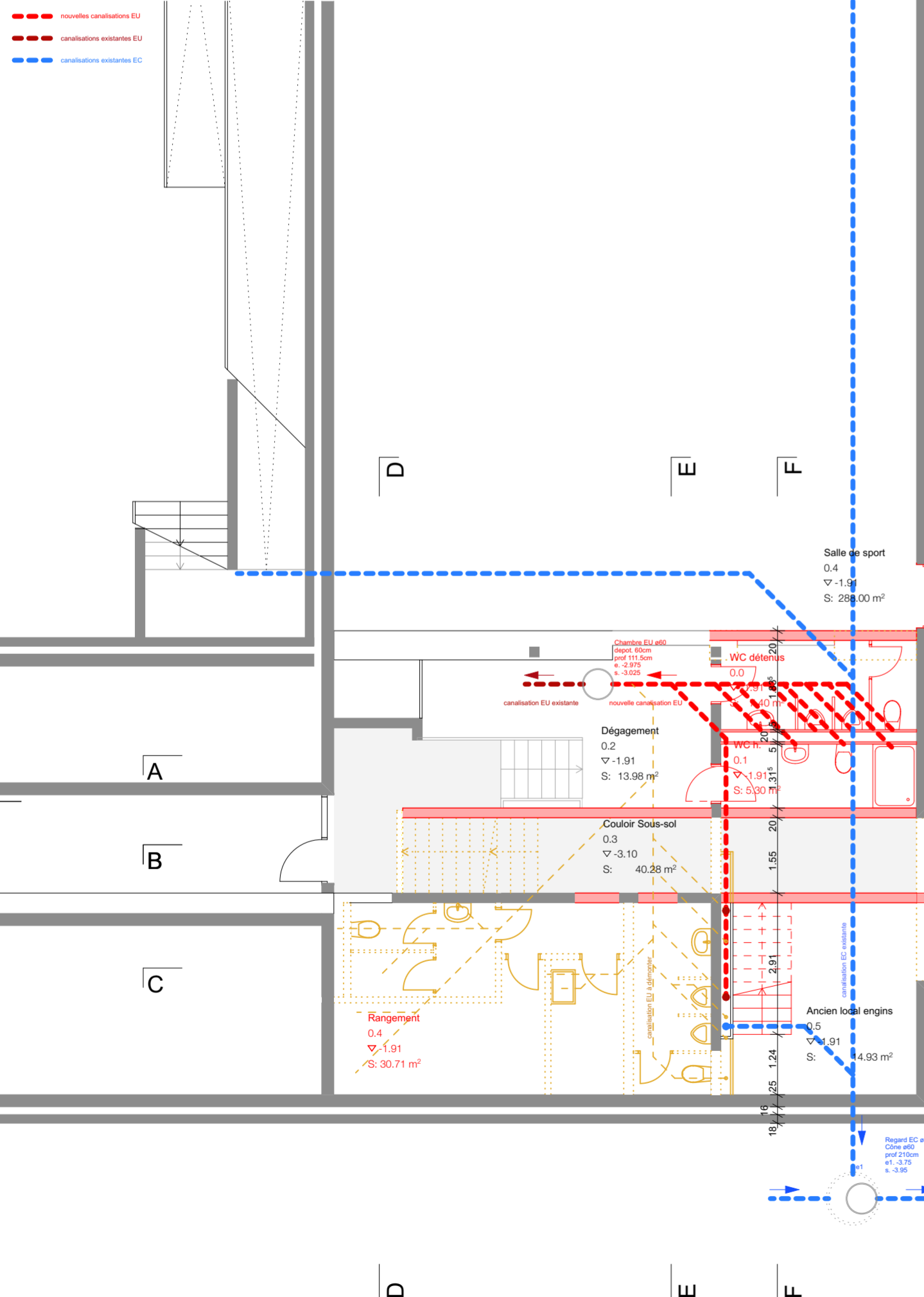
Date: 22.11.17
Pers.: rs
Ech.: 1:100
Modif.: 19.09.19 / em
No: 16-22 ABEL4 ME SS 100 v03
LZA ARCHITECTES SA
Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg
t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch



Les Requérants

L'Architecte

- nouvelles canalisations EU
- canalisations existantes EU
- canalisations existantes EC

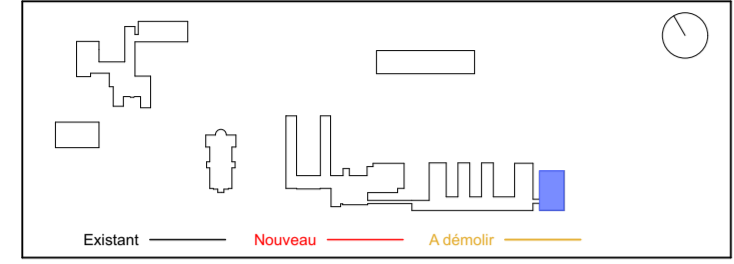


A
B
C

16-22 ABEL 4

Centre médical

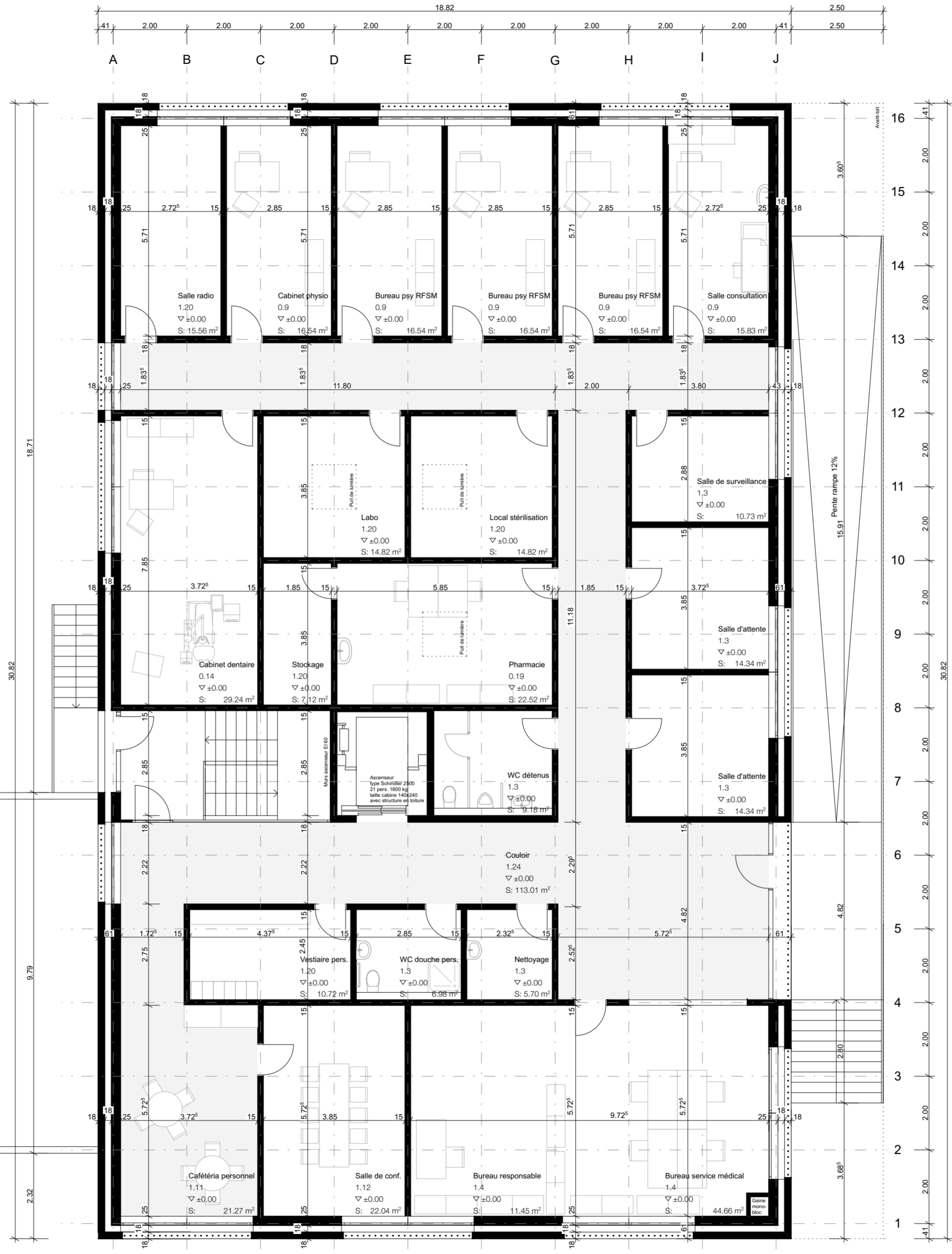
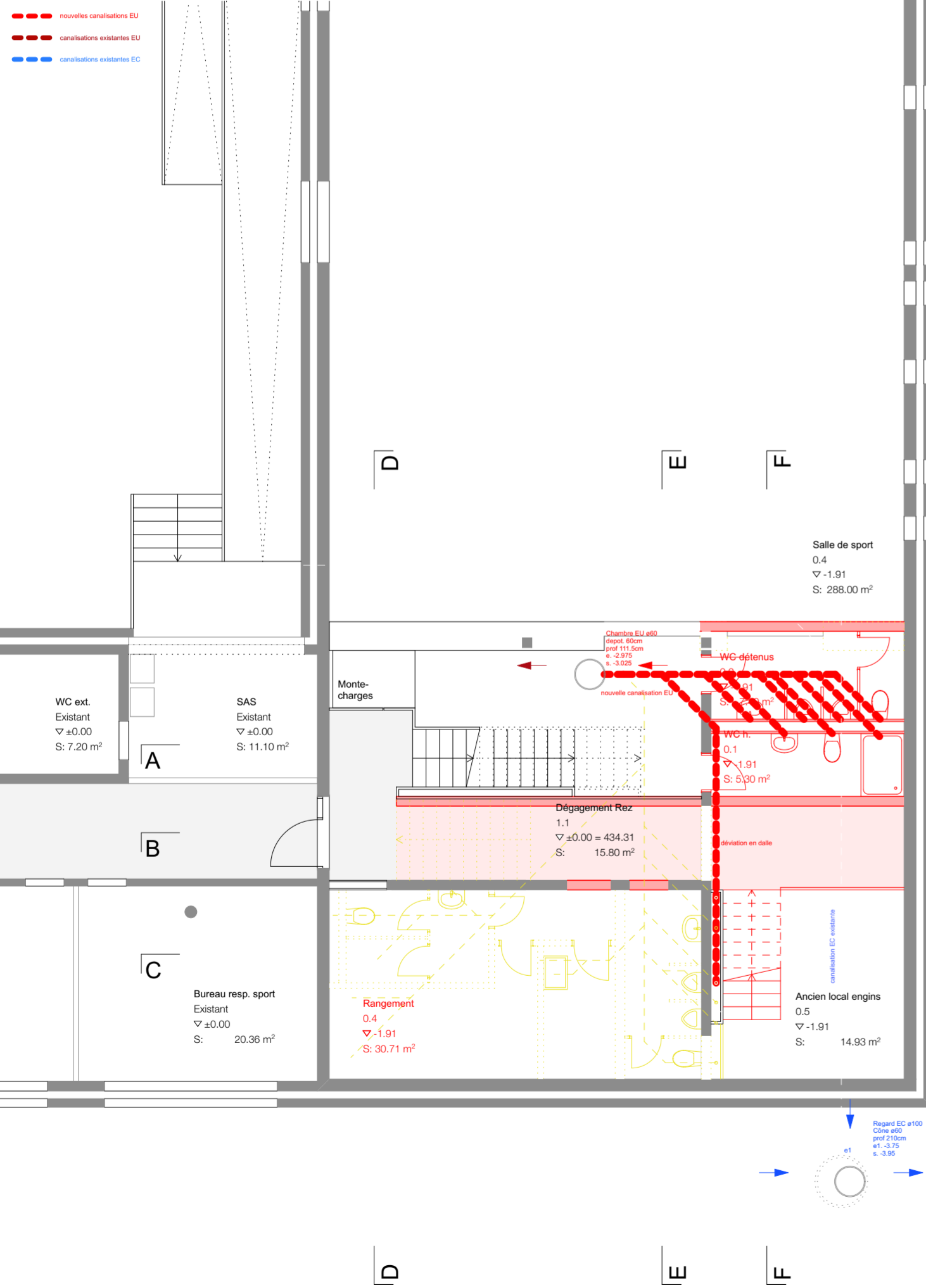
Date: 22.11.17
 Pers.: rs
 Ech.: 1:100
 Modif.: 19.09.19 / em
 No: 16-22 ABEL4 ME REZ 100 v03
 LZA ARCHITECTES SA
 Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg
 t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch



Les Requérants

L'Architecte

- nouvelles canalisations EU
- canalisations existantes EU
- canalisations existantes EC

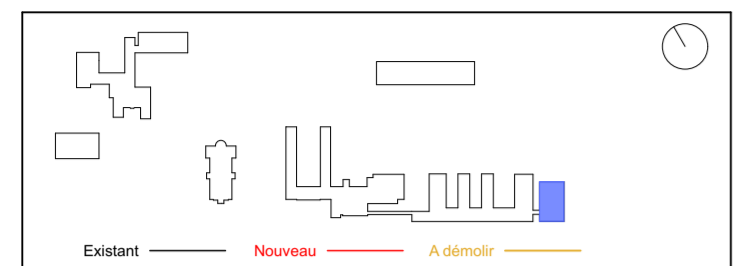


A
B
C

16-22 ABEL 4

Centre médical

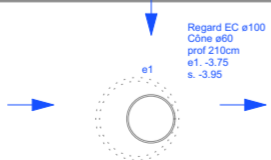
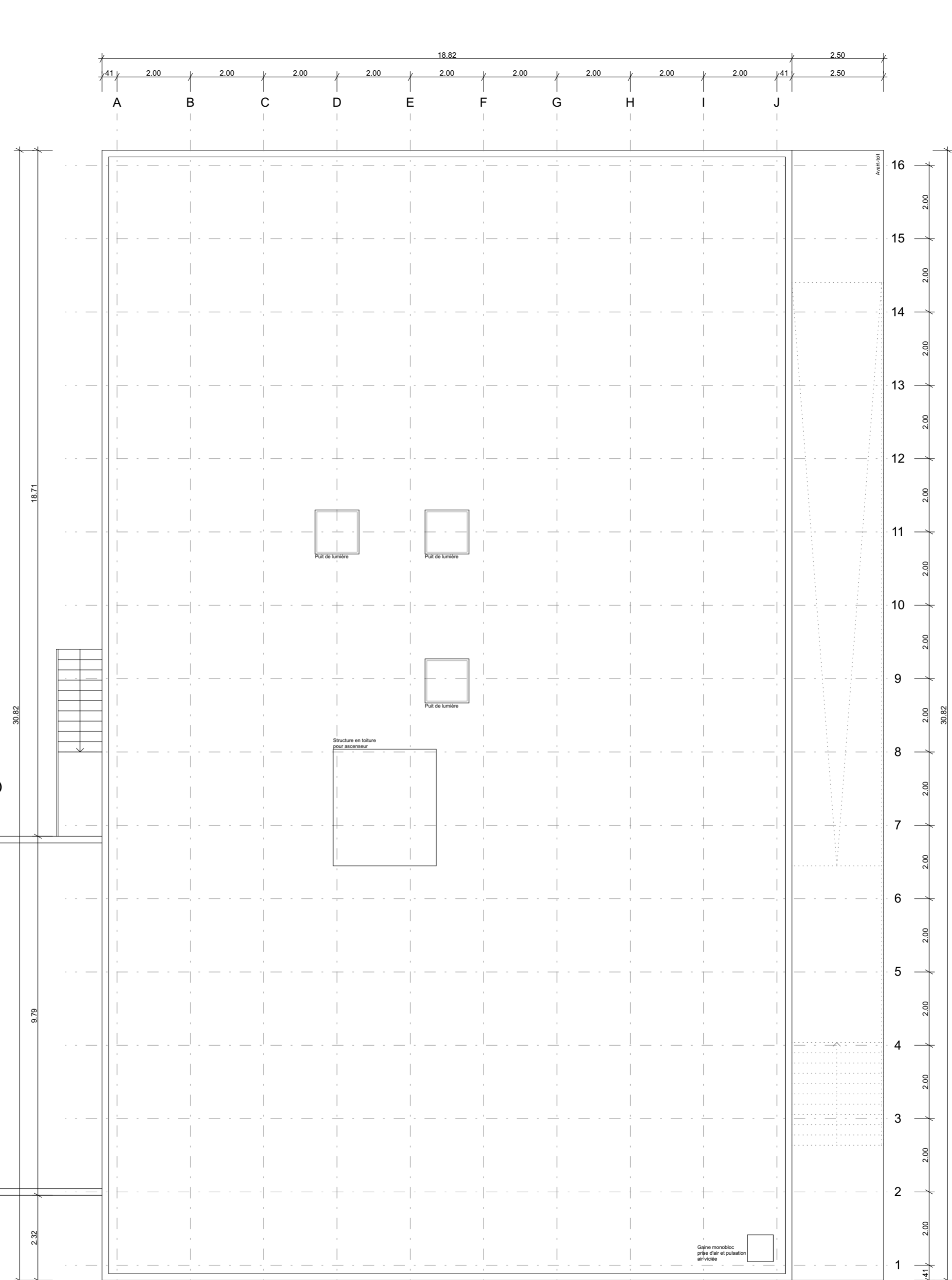
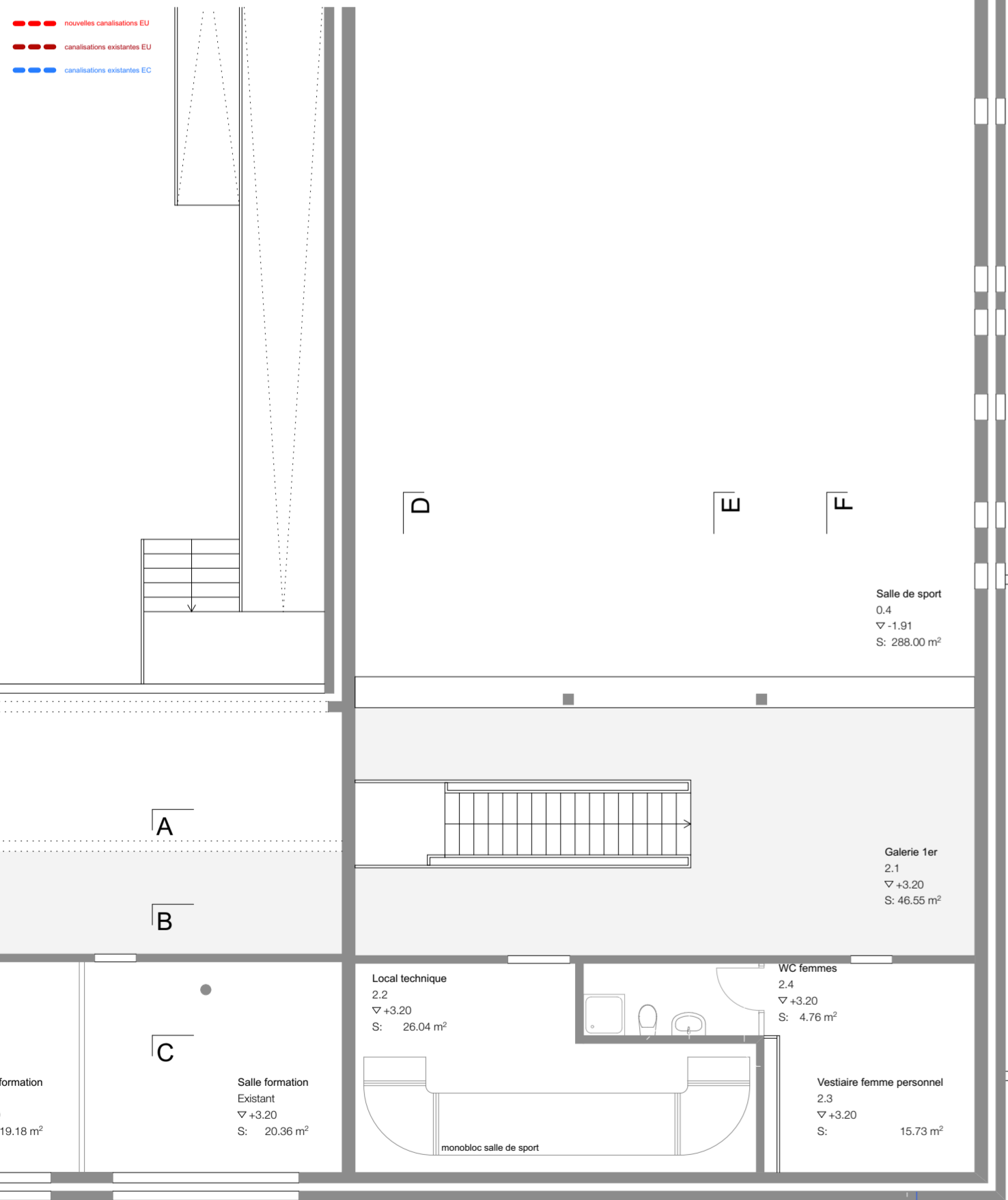
Plan toiture centre médical
 Date: 22.11.17
 Pers.: rs
 Ech.: 1:100
 Modif.: 19.09.19 / em
 No: 16-22 ABEL4 ME TOIT 100 v03
 LZA ARCHITECTES SA
 Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg
 t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch



Les Requérants

L'Architecte

- nouvelles canalisations EU
- canalisations existantes EU
- canalisations existantes EC

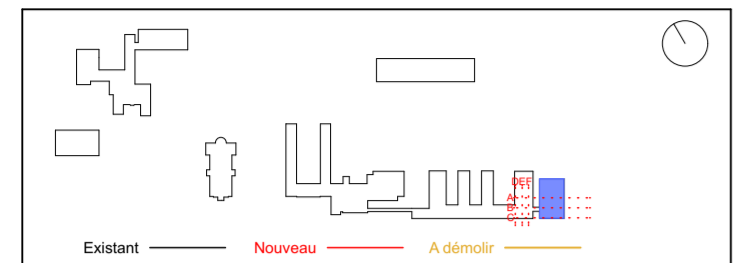


A
B
C

16-22 ABEL 4

Centre médical

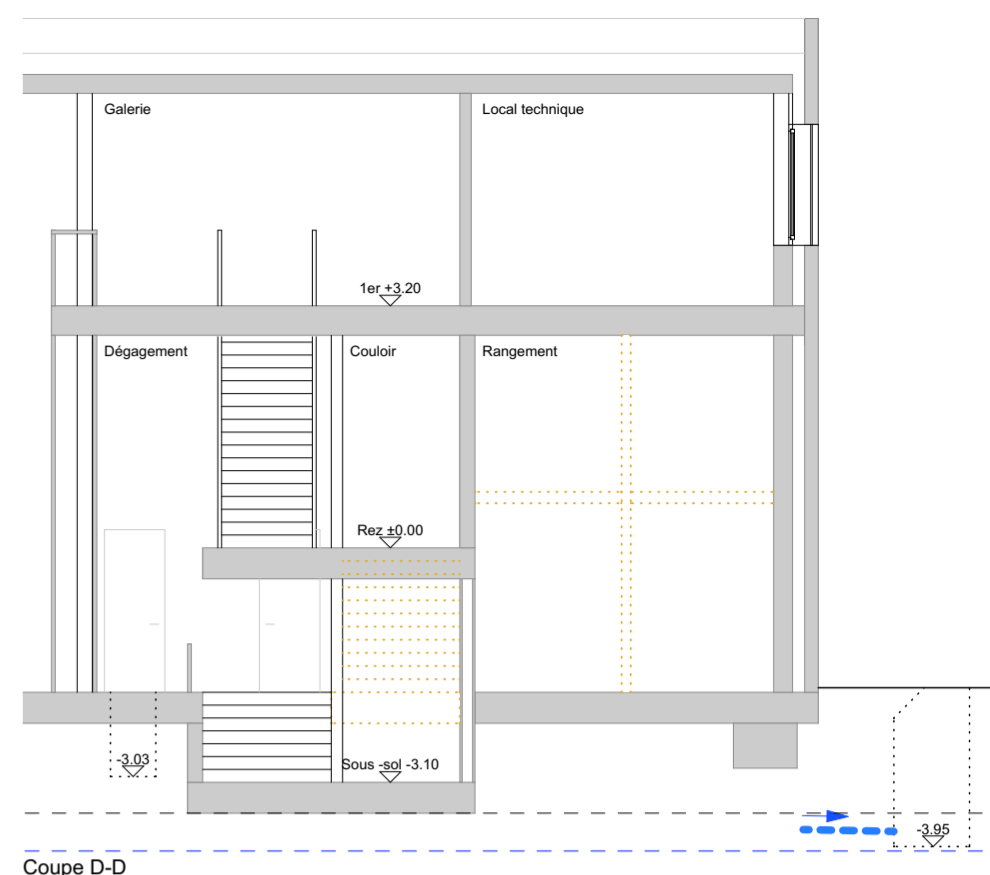
Date: 22.11.17
Pers.: rs
Ech.: 1:100
Modif.: 19.09.19 / em
No: 16-22 ABEL4 ME CPE 100 v03
LZA ARCHITECTES SA
Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg
t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch



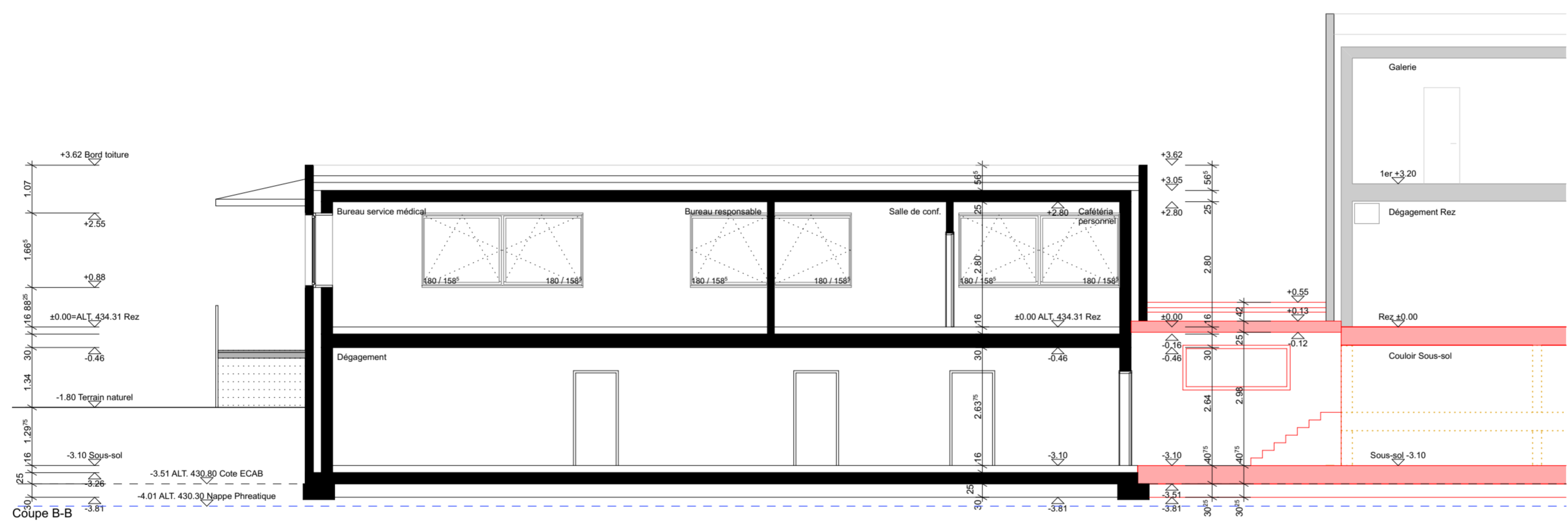
Les Requérants
L'Architecte



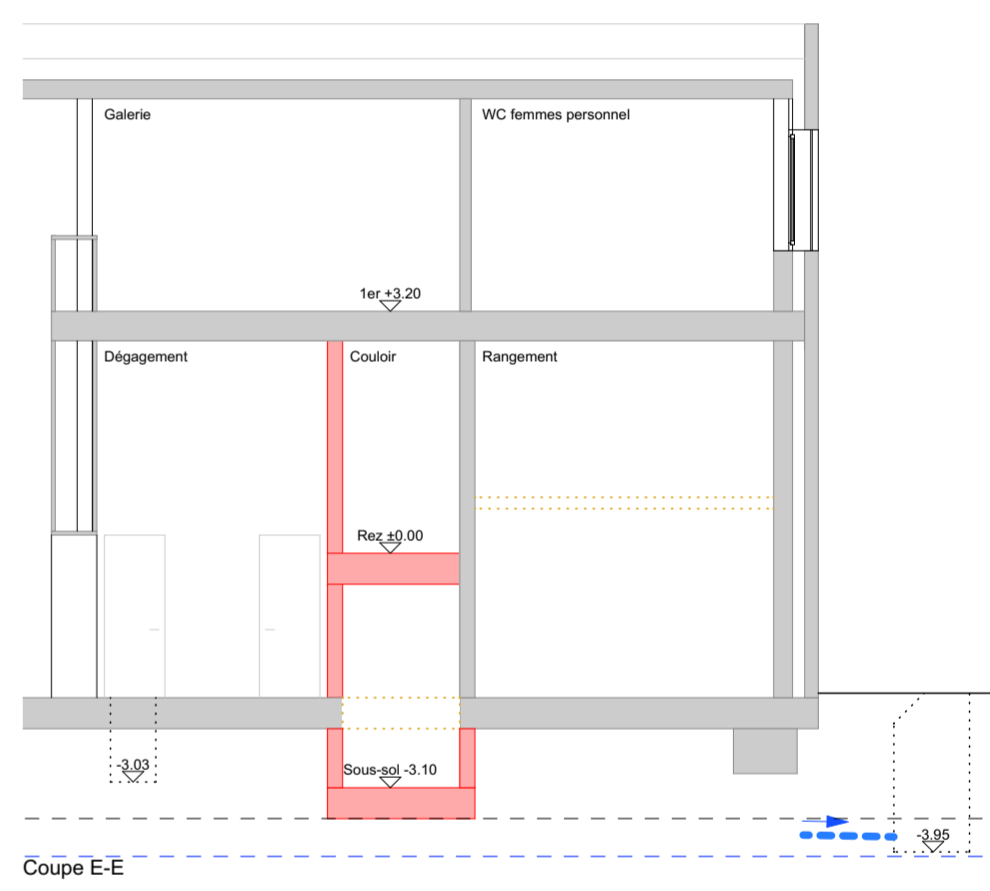
Coupe A-A



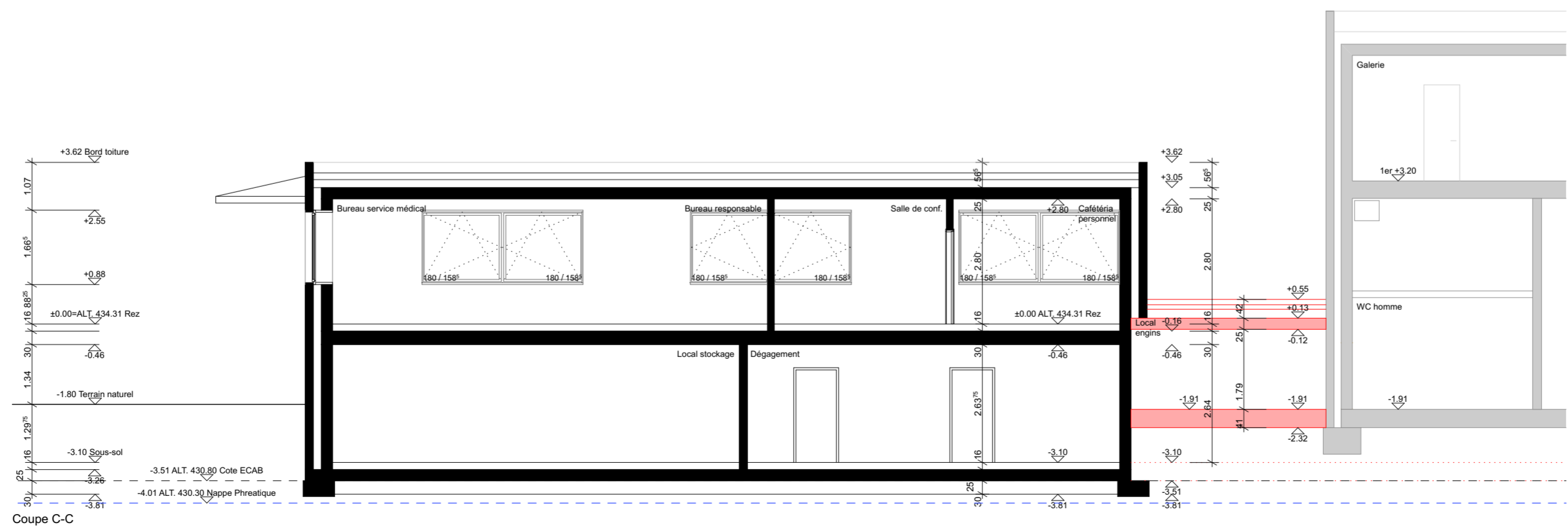
Coupe D-D



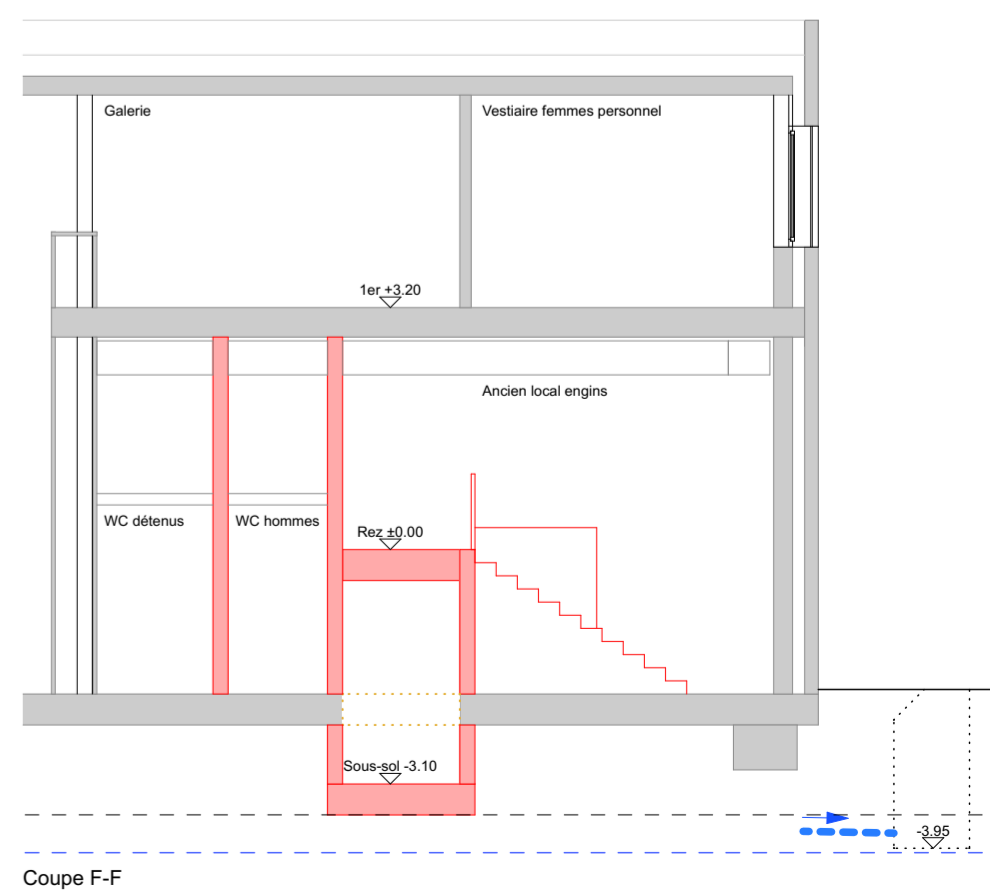
Coupe B-B



Coupe E-E



Coupe C-C

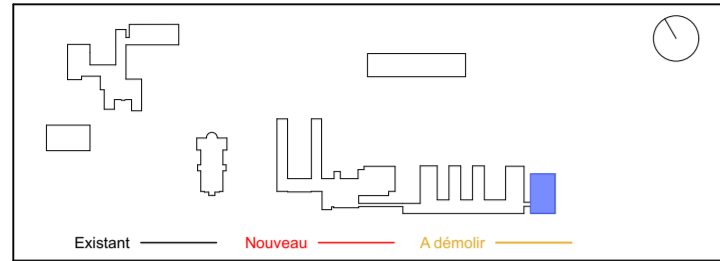


Coupe F-F

16-22 ABEL 4

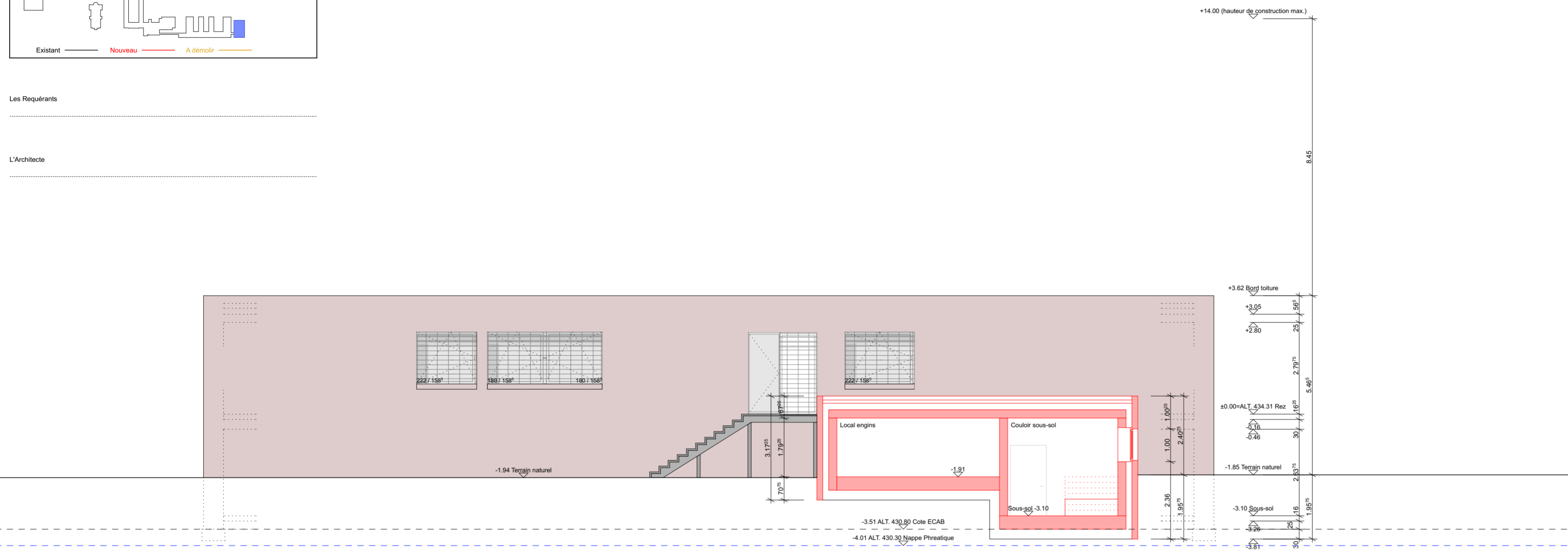
Centre médical

Date: 22.11.17
 Pers.: rs
 Ech.: 1:100
 Modif.: 19.09.19 / em
 No: 16-22 ABEL4 ME FAC E-O 100 v01
 LZA ARCHITECTES SA
 Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg
 t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch

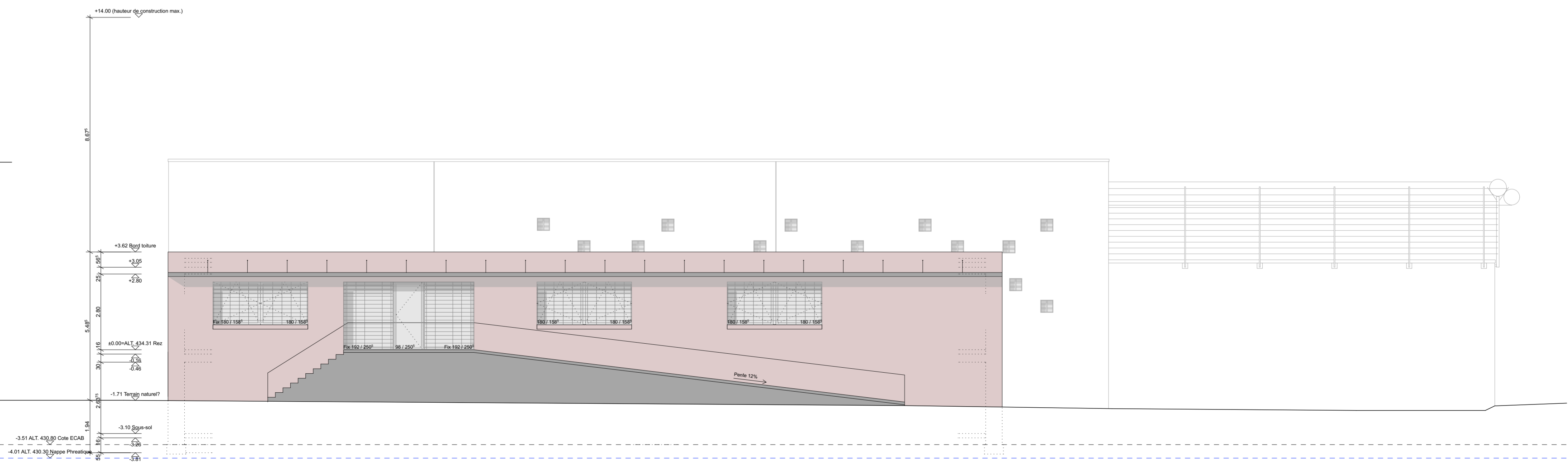


Les Requérants

L'Architecte



Façade OUEST

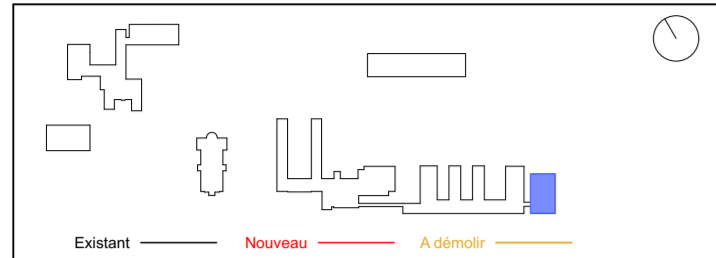


Façade EST

16-22 ABEL 4

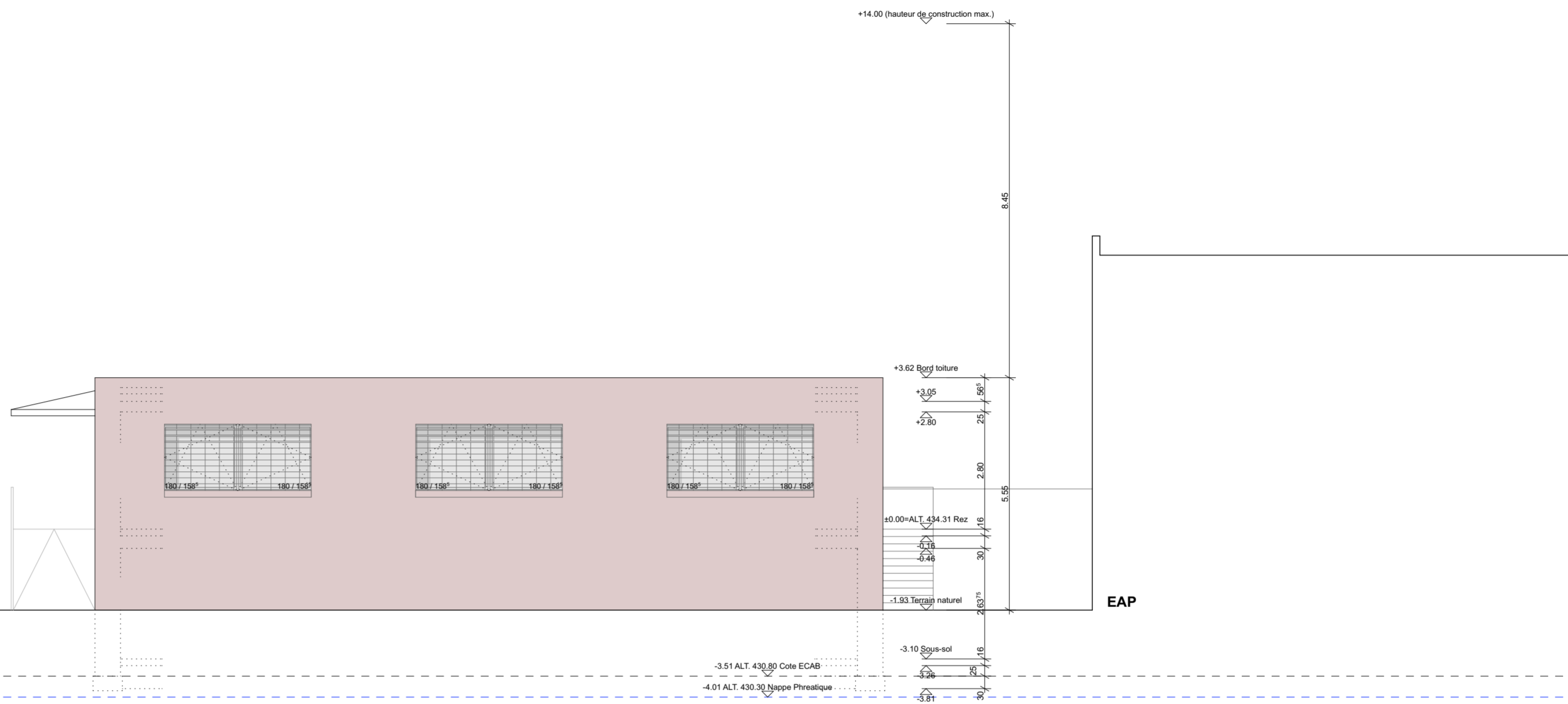
Centre médical

Date: 22.11.17
Pers.: rs
Ech.: 1:100
Modif.: 19.09.19 / em
No: 16-22 ABEL4 ME FAC N-S 100 v01
LZA ARCHITECTES SA
Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg
t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch

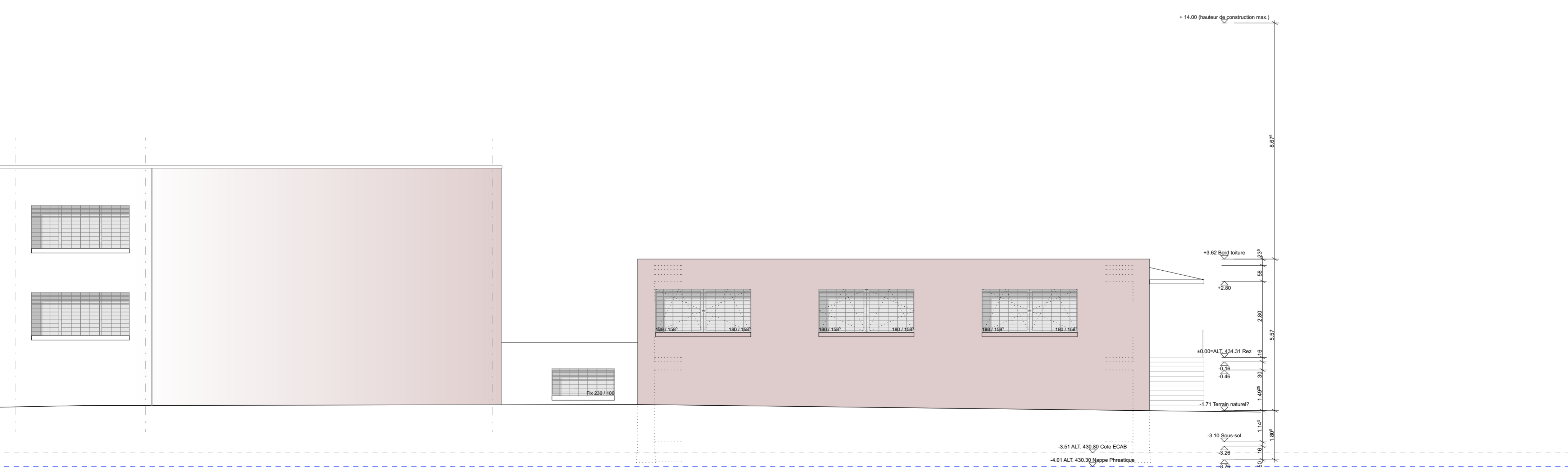


Les Requérants

L'Architecte



Façade NORD



Façade SUD


Etablissement de détention fribourgeois EDFR
Freiburger Strafanstalt FRSA
 Conseil de direction
 Bellechasse 366, 1786 Sugiez
 T +41 26 304 10 10

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FRIBURG

BATIMENT CELLULAIRE (BC) - EAP
REZ-DE-CHAUSSEE

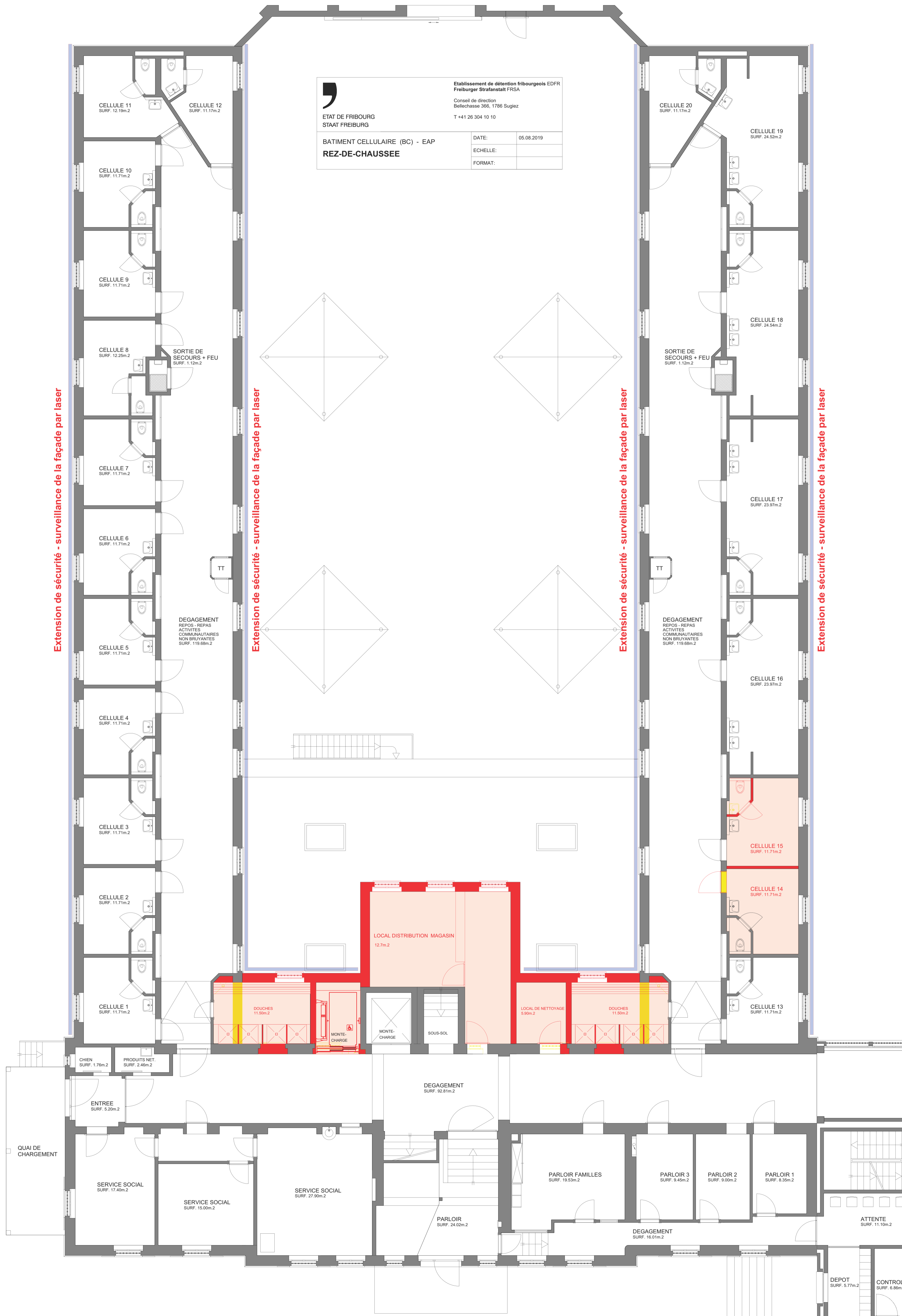
| | |
|----------|------------|
| DATE: | 05.08.2019 |
| ECHELLE: | |
| FORMAT: | |

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser



CELLULE 11 SURF. 12.19m.2

CELLULE 12 SURF. 11.17m.2

CELLULE 10 SURF. 11.71m.2

CELLULE 9 SURF. 11.71m.2

CELLULE 8 SURF. 12.25m.2

SORTIE DE SECOURS + FEU SURF. 1.12m.2

CELLULE 7 SURF. 11.71m.2

CELLULE 6 SURF. 11.71m.2

TT

DEGAGEMENT REPOS - REPAS ACTIVITES COMMUNAUTAIRES NON BRUYANTES SURF. 119.68m.2

CELLULE 5 SURF. 11.71m.2

CELLULE 4 SURF. 11.71m.2

CELLULE 3 SURF. 11.71m.2

CELLULE 2 SURF. 11.71m.2

CELLULE 1 SURF. 11.71m.2

CHIEN SURF. 1.78m.2

PRODUITS NET. SURF. 2.46m.2

ENTREE SURF. 5.20m.2

QUAI DE CHARGEMENT

SERVICE SOCIAL SURF. 17.40m.2

SERVICE SOCIAL SURF. 15.00m.2

SERVICE SOCIAL SURF. 27.90m.2

DEGAGEMENT SURF. 92.81m.2

PARLOIR SURF. 24.02m.2

PARLOIR FAMILLES SURF. 19.53m.2

PARLOIR 3 SURF. 9.45m.2

PARLOIR 2 SURF. 9.00m.2

PARLOIR 1 SURF. 8.35m.2

DEGAGEMENT SURF. 16.01m.2

ATTENTE SURF. 11.10m.2

DEPOT SURF. 5.77m.2

CONTROLE SURF. 6.88m.2

LOCAL DISTRIBUTION MAGASIN 12.7m.2

DOUCHES 11.50m.2

MONTE-CHARGE

MONTE-CHARGE

SOUS-SOL

LOCAL DE NETTOYAGE 5.90m.2

DOUCHES 11.50m.2

CELLULE 15 SURF. 11.71m.2

CELLULE 14 SURF. 11.71m.2

CELLULE 13 SURF. 11.71m.2

CELLULE 16 SURF. 23.97m.2

CELLULE 17 SURF. 23.97m.2

CELLULE 18 SURF. 24.54m.2

CELLULE 19 SURF. 24.52m.2

CELLULE 20 SURF. 11.17m.2

SORTIE DE SECOURS + FEU SURF. 1.12m.2

DEGAGEMENT REPOS - REPAS ACTIVITES COMMUNAUTAIRES NON BRUYANTES SURF. 119.68m.2

TT


Etablissement de détention fribourgeois EDRF
Freiburger Strafanstalt FRSA
 Conseil de direction
 Bellechasse 366, 1786 Sugiez
 T +41 26 304 10 10

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

BATIMENT CELLULAIRE (BC) - EAP

| | |
|----------|------------|
| DATE: | 05.08.2019 |
| ECHELLE: | |
| FORMAT: | |

1. ETAGE

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser

CELLULE 31
SURF. 11.17m.2

CELLULE 30
SURF. 12.19m.2

CELLULE 29
SURF. 11.71m.2

CELLULE 28
SURF. 11.71m.2

CELLULE 27
SURF. 12.25m.2

CELLULE 26
SURF. 11.71m.2

CELLULE 25
SURF. 11.71m.2

SORTIE DE SECOURS + FEU
SURF. 1.12m.2

DEGAGEMENT
REPOS - REPAS
ACTIVITES
COMMUNAUTAIRES
NON BRUYANTES
SURF. 120.17m.2

TT

DOUCHES
2.04m.2

CELLULE 24
SURF. 12.00m.2

CELLULE 23
SURF. 12.00m.2

CELLULE 22
SURF. 12.00m.2

CELLULE 21 (2 P.)
SURF. 16.50m.2

2,1 m2

LOCAL DE STOCK
SURF. 8 m2

LOCAL DE RÉGÉNÉRATION
DES REPAS (DÉTENUS)
SURF. 29 m2

DOUCHES
11.50m.2

MONTE-CHARGE

MONTE-CHARGE

LOCAL DE NETTOYAGE
5.90m.2

DOUCHES
11.50m.2

CELLULE 32 (2 P.)
SURF. 16.50m.2

CELLULE 33
SURF. 12.00m.2

CELLULE 34
SURF. 12.00m.2

CELLULE 35
SURF. 12.00m.2

CELLULE 36
SURF. 12.00m.2

CELLULE 37
SURF. 12.00m.2

CELLULE 38
SURF. 12.00m.2

CELLULE 39
SURF. 12.00m.2

CELLULE 40
SURF. 12.00m.2

CELLULE 41
SURF. 12.00m.2

CELLULE 41
SURF. 11.17m.2

SORTIE DE SECOURS + FEU
SURF. 1.12m.2

DEGAGEMENT
REPOS - REPAS
ACTIVITES
COMMUNAUTAIRES
NON BRUYANTES
SURF. 119.68m.2

TT

DOUCHES
2.50m.2

SALLE AUDITION
SANCTION
BUREAU
SURF. 19.11m.2

SALLE AUDITION
SANCTION
BUREAU
SURF. 16.90m.2

RAPPORT DIRECTION
SALLE DE CONFERENCE
BUREAU
SURF. 27.15m.2

PALIER
SURF. 13.22m.2

BUREAU CHEF DE MAISON
SERVICE INTERIEUR
DIRECTION
AUDITION
SURF. 27.26m.2

BUREAU CHEF BRIGADE
BUREAU CHEF BG
SURF. 14.55m.2

LOCAL
DE GARDE
BRIGADES
SURF. 51.60m.2


Etablissement de détention fribourgeois EDRF
Freiburger Strafanstalt FRSA
 Conseil de direction
 Bellechasse 366, 1786 Sugiez
 T +41 26 304 10 10

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FRIBURG

BATIMENT CELLULAIRE (BC) - EAP

| | |
|----------|------------|
| DATE: | 05.08.2019 |
| ECHELLE: | |
| FORMAT: | |

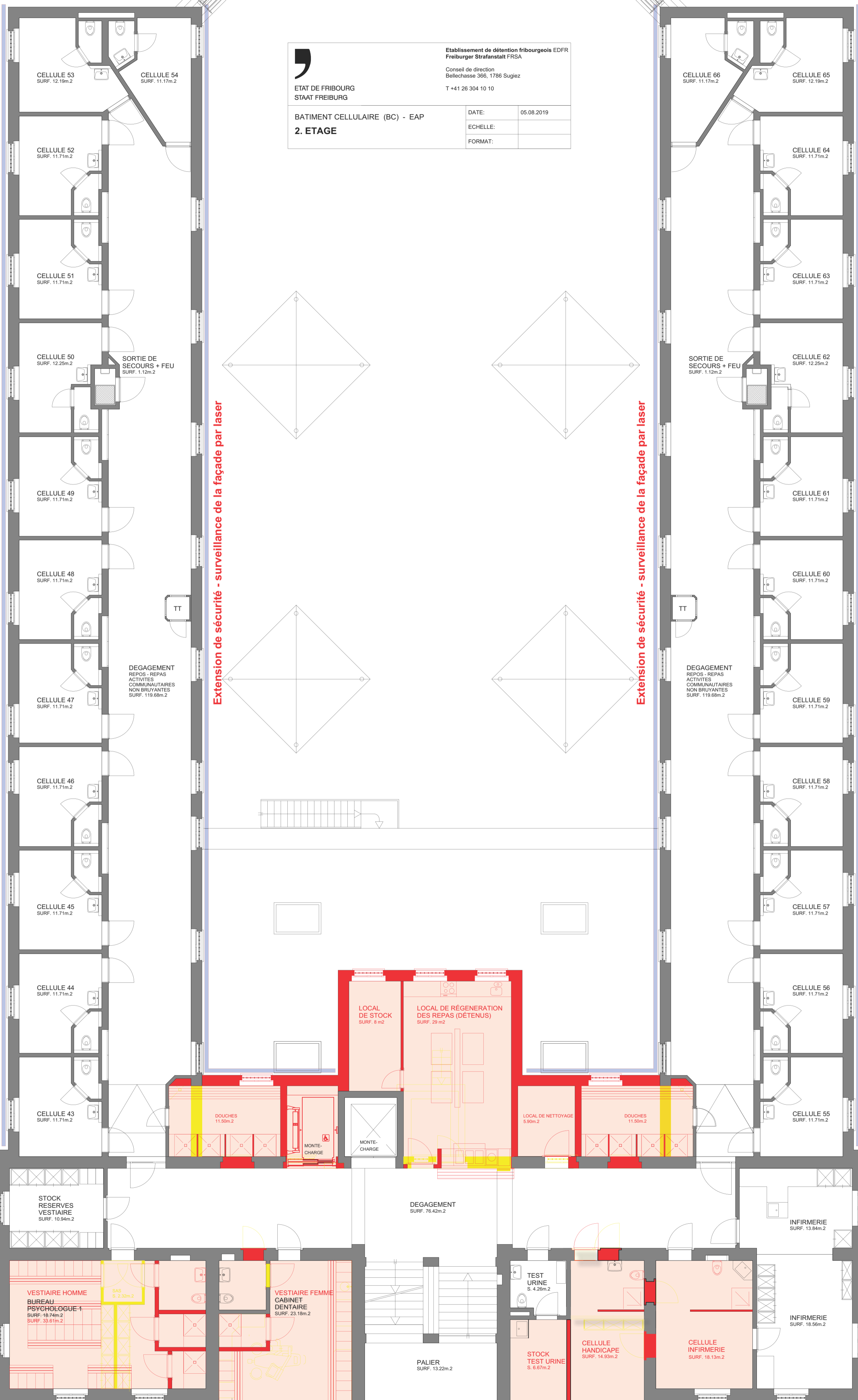
2. ETAGE

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser



CELLULE 53
SURF. 12.19m.2

CELLULE 54
SURF. 11.17m.2

CELLULE 52
SURF. 11.71m.2

CELLULE 51
SURF. 11.71m.2

CELLULE 50
SURF. 12.25m.2

SORTIE DE SECOURS + FEU
SURF. 1.12m.2

CELLULE 49
SURF. 11.71m.2

CELLULE 48
SURF. 11.71m.2

TT

DEGAGEMENT
REPOS - REPAS
ACTIVITES COMMUNAUTAIRES
NON BRUYANTES
SURF. 119.68m.2

CELLULE 47
SURF. 11.71m.2

CELLULE 46
SURF. 11.71m.2

CELLULE 45
SURF. 11.71m.2

CELLULE 44
SURF. 11.71m.2

CELLULE 43
SURF. 11.71m.2

STOCK
RESERVES VESTIAIRE
SURF. 10.94m.2

VESTIAIRE HOMME
BUREAU PSYCHOLOGUE 1
SURF. 18.74m.2
SURF. 33.61m.2

SAS
S. 2.32m.2

VESTIAIRE FEMME
CABINET DENTAIRE
SURF. 23.18m.2

BUREAU PSYCHIATRE + PSYCHOLOGUE 2
SURF. 14.67m.2

LOCAL DE STOCK
SURF. 8 m.2

LOCAL DE RÉGÉNÉRATION DES REPAS (DÉTENUS)
SURF. 29 m.2

DOUCHES
11.50m.2

MONTE-CHARGE

MONTE-CHARGE

LOCAL DE NETTOYAGE
5.90m.2

DOUCHES
11.50m.2

DEGAGEMENT
SURF. 76.42m.2

INFIRMERIE
SURF. 13.84m.2

TEST URINE
S. 4.26m.2

STOCK TEST URINE
S. 6.67m.2

CELLULE HANDICAPE
SURF. 14.93m.2

CELLULE INFIRMERIE
SURF. 18.13m.2

INFIRMERIE
SURF. 18.56m.2

PALIER
SURF. 13.22m.2


Etablissement de détention fribourgeois EDFR
Freiburger Strafanstalt FRSA
 Conseil de direction
 Bellechasse 366, 1786 Sugiez
 T +41 26 304 10 10

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FRIBURG

BATIMENT CELLULAIRE (BC) - EAP
3. ETAGE

| | |
|----------|------------|
| DATE: | 05.08.2019 |
| ECHELLE: | |
| FORMAT: | |

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser

Extension de sécurité - surveillance de la façade par laser

CELLULE 77
SURF. 11.86m.2

CELLULE 76
SURF. 12.78m.2

CELLULE 75
SURF. 12.09m.2

CELLULE 74
SURF. 12.09m.2

CELLULE 73
SURF. 12.67m.2

CELLULE 72
SURF. 12.09m.2

CELLULE 71
SURF. 12.09m.2

SORTIE DE SECOURS + FEU
SURF. 1.12m.2

DEGAGEMENT
REPOS - REPAS
ACTIVITES
COMMUNAUTAIRES
NON BRUYANTES
SURF. 123.72m.2

CELLULE 70
SURF. 12.09m.2

CELLULE 69
SURF. 12.09m.2

CELLULE 68
SURF. 12.09m.2

CELLULE 67 (2 P.)
SURF. 17.48m.2

DOUCHES
3.00m.2

DOUCHES
11.50m.2

MONTE-CHARGE

MONTE-CHARGE

SALLE DE FORMATION
SURF. 36.34m.2

LOCAL DE NETTOYAGE
5.90m.2

DOUCHES
11.50m.2

DOUCHES
3.00m.2

CELLULE 87
SURF. 12.78m.2

CELLULE 88
SURF. 11.86m.2

CELLULE 86
SURF. 12.09m.2

CELLULE 85
SURF. 12.09m.2

CELLULE 84
SURF. 12.67m.2

SORTIE DE SECOURS + FEU
SURF. 1.12m.2

CELLULE 83
SURF. 12.09m.2

CELLULE 82
SURF. 12.09m.2

CELLULE 81
SURF. 12.09m.2

DEGAGEMENT
REPOS - REPAS
ACTIVITES
COMMUNAUTAIRES
NON BRUYANTES
SURF. 123.72m.2

CELLULE 80
SURF. 12.09m.2

CELLULE 79
SURF. 12.09m.2

CELLULE 78 (2 P.)
SURF. 17.33m.2

DEGAGEMENT
SURF. 102.97m.2

SALLE DE FORMATION
PERSONNEL / DETENUS
SURF. 37.19m.2

SALLE DE FORMATION
INFORMATIQUE
SURF. 34.00m.2

PALIER
SURF. 12.96m.2

WC.
S. 2.41m.2

NETTOYAGE
S. 4.30m.2

SALLE DE FORMATION
ETUDE DETENUS 2
SURF. 13.88m.2

SALLE DE FORMATION
ETUDE DETENUS 1
SURF. 25.86m.2

RESPONSABLE
FORMATION
SURF. 22.12m.2

Etablissement pénitencier de Bellechasse, 1786 Sugiez

Récapitulation et comparatif par bâtiment

| Bâtiment | | ABEL3 extension pavillon | ABEL2 ateliers sécurisés | ABEL4 centre médical | Transformations BC |
|------------------|----------------------------|--|--|--|----------------------------|
| CFC | | Devis LZA du 03.08.18 Devis révisé par EB/Sbat 23.09.19 | Devis LZA du 03.08.18 Devis révisé par EB/Sbat 23.09.19 | Devis LZA du 03.08.18 Devis révisé par EB/Sbat 23.09.19 | Devis par EB/Sbat 23.09.19 |
| CFC 1 | Travaux préparatoires | 945 400 | 370 000 | 343 200 | 120 000 |
| CFC 2 | Bâtiment | 13 629 400 | 4 234 000 | 4 333 000 | 2 222 000 |
| CFC 3 | Equipements d'exploitation | 285 000 | 200 000 | 685 000 | 654 000 |
| CFC 4 | Aménagements extérieurs | 732 100 | 972 000 | 268 600 | 0 |
| CFC 5 | Frais secondaires | 381 100 | 215 000 | 193 200 | 62 000 |
| CFC 6 | divers et imprévus | 1 010 000 | 300 000 | 350 000 | 198 900 |
| CFC 9 | Ameublement arrondi | 640 000 | 105 000 | 860 000 | 118 500 |
| Total TTC | | 17 623 000 | 6 396 000 | 7 033 000 | 3 375 400 |

TOTAL

| | | |
|----------------------------------|-------------------|--|
| Coût ABEL 2, 3, 4, BC | 34 427 400 | comprend le crédit d'étude et les travaux de Bellechasse |
| Sécurisation chantier | 800 000 | |
| Démolition sapinière | 500 000 | |
| Remboursement subvention EAP | 3 654 000 | |
| Coût total | 39 381 400 | |
| Crédit d'étude | -1 550 000 | |
| Travaux réalisée par EB | -950 000 | |
| Subvention de la Confédération | -9 222 000 | |
| TOTAL crédit d'engagement | 27 659 400 | |

Copie de Crédit d'engagement pour l'extension de Bellechasse

Résultat de l'évaluation

Outil mis à disposition par l'Unité de développement durable de l'État de Vaud. <http://www.vd.ch/durable>

Données concernant l'auteur de l'évaluation

Nom et prénom : Maillard Mélanie
Email : julie.eigenmann2@fr.ch
Institution : : Etat Fribourg
Département : : DSJ
Service : : SG-DSJ

Co-auteurs

Nom et prénom : Walter Franz
Institution : : Etat Fribourg
Département : : DSJ
Service : : EDFR

Nom et prénom : Seelmann Fabian
Institution : : Etat Fribourg
Département : : DSJ
Service : : EDFR

Nom et prénom : Crottaz Roger
Institution : : Etat Fribourg
Département : : DSJ
Service : : EDFR

Nom et prénom : Eigenmann Julie
Institution : : Etat Fribourg
Département : : DSJ
Service : : SG-DSJ

Nom et prénom : Kämpfen Olivier
Institution : : Etat Fribourg
Département : : DSJ
Service : : SG-DSJ

Informations sur le projet

Description : Pour répondre aux besoins des autorités d'exécution des sanctions pénales, ainsi que pour renforcer la sécurité et optimiser la gestion du site de Bellechasse, il était nécessaire de procéder à une extension du Pavillon, bâtiment hébergeant les détenus en régime ouvert, à la création d'ateliers sécurisés pour les détenus en régime fermé et à la création d'un centre médical pour tout le site de Bellechasse. La présente analyse vise à étudier l'impact économique, environnemental et social de ce projet.

Effet levier

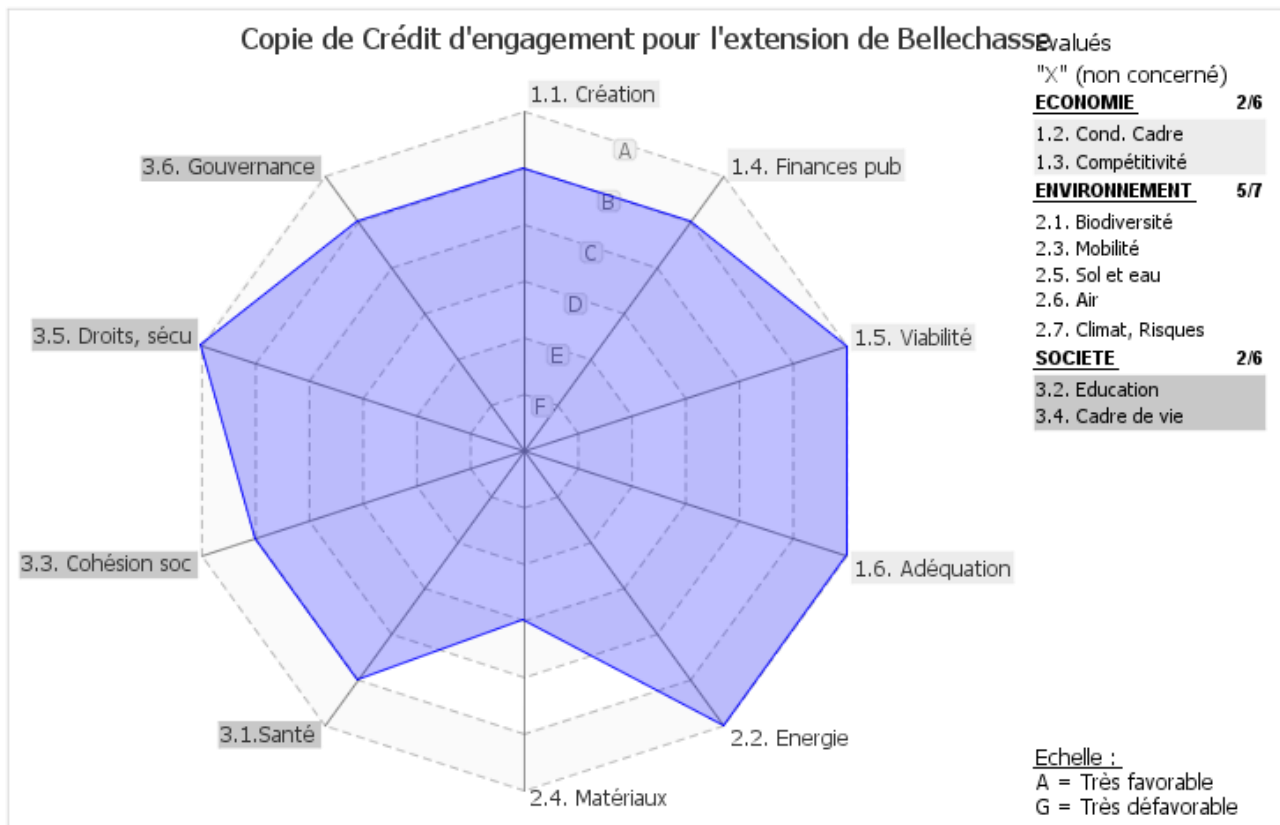
Moyen

Domaines concernés :

| Economie | Environnement | Société |
|-----------------|----------------------|----------------|
| Moyennement | Moyennement | Moyennement |

Commentaire général sur l'évaluation

Évaluation de chaque critère



Échelle de notation

| | |
|----------|---|
| A | Très favorable |
| B | Favorable |
| C | Favorable avec quelques réserves |
| D | Moyen |
| E | Défavorable avec quelques points favorables |
| F | Défavorable |
| G | Très défavorable |
| X | Pas concerné |

Récapitulatif des critères

| Economie | Environnement | Société |
|--|--|---|
| 1.1. Création et distribution de richesses | 2.1. Diversité biologique et espace naturel | 3.1. Santé et prévention |
| 1.2. Conditions cadre pour l'économie | 2.2. Energie | 3.2. Formation, éducation, activités sportives et culturelles |
| 1.3. Compétitivité de l'économie et innovation | 2.3. Mobilité et territoire | 3.3. Cohésion sociale |
| 1.4. Finances publiques | 2.4. Consommation de matériaux et recyclage | 3.4. Cadre de vie et espace public |
| 1.5. Faisabilité et viabilité du projet | 2.5. Gestion et qualité du sol et de l'eau | 3.5. Droits et sécurité |
| 1.6. Conformité et adéquation aux besoins | 2.6. Qualité de l'air extérieur et intérieur | 3.6. Gouvernance, vie politique et associative |

Economie

1.1. Création et distribution de richesses

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Création de valeur / Postes de travail / Productivité de l'activité économique / Différences de revenus / Diversification et répartition territoriale de l'activité économique / Retombées sur l'environnement économique local / Coût de la vie

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Il s'agit d'un projet de construction qui donnera du travail aux entreprises.

Des ateliers sont également créés, ce qui génère du travail et ainsi de la valeur ajoutée au site lui-même.

La partie médicale augmente également, ce qui va augmenter l'activité du HFR, des médecins, etc.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.2. Conditions cadre pour l'économie

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Accompagnement, conseil et appui à la création d'entreprises / Adéquation des infrastructures aux besoins de l'économie / Offre en crèches et parents de jours / Accès au marché international / Fiscalité / Offre de sites pour l'implantation d'entreprises / Respect de la non distorsion de la concurrence

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.3. Compétitivité de l'économie et innovation

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Capacité d'innovation / Recherche et développement / Qualification des employés / Systèmes de gestion / Accès à l'information

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.4. Finances publiques

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Bilan financier et endettement des collectivités publiques / Justification du besoin d'argent public / Frais induits et risques de coûts différés pour la collectivité / Recettes fiscales provenant des personnes morales / Recettes fiscales provenant des personnes physiques / Capacité d'action de la collectivité publique /

Collaborations régionales et suprarégionales

Commentaires :

Justification de l'évaluation : On augmente les synergies et les économies d'échelles.

On améliore la gestion du site.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.5. Faisabilité et viabilité du projet

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Investissements / Produits et charges d'exploitation / Renouvellement des infrastructures / Risque financier / Contraintes légales

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Le projet est indispensable pour le fonctionnement de l'établissement de détention.

Il y a un bon rapport coûts - prestations.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.6. Conformité et adéquation aux besoins

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Analyse des besoins - adéquation offre/demande / Adéquation avec le programme ou la stratégie concernés / Conformité avec le niveau de qualité souhaité / Exploitation optimale des potentiels / Gouvernance du projet

Commentaires :

Justification de l'évaluation : La séparation des régimes améliore la conformité avec le niveau de qualité souhaité et permet de respecter les normes de la Commission nationale de la prévention contre la torture.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

Environnement

2.1. Diversité biologique et espace naturel

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Habitats des espèces rares et menacées / Habitats des espèces courantes / Surfaces proches de l'état naturel / Biodiversité de l'espace habité ou cultivé / Régulation des populations d'espèces sensibles

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.2. Energie

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Consommation d'énergie des bâtiments / Consommation d'énergie des services et de l'industrie / Consommation d'énergie grise / Production d'énergie renouvelable / Sources d'énergie locales

Commentaires :

Justification de l'évaluation : La fermeture de la Sapinière et la construction d'un nouveau bâtiment permet une économie d'énergie.

Les bâtiments seront reliés à la chaufferie à bois actuelle.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.3. Mobilité et territoire

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Densification et revalorisation des centres des localités / Changement de mode de transport vers la mobilité durable / Attractivité des transports publics / Attractivité de la mobilité douce / Intensité des transports occasionnés par l'économie / Centralité des emplois et des services / Niveau de trafic dans les agglomérations / Impacts du trafic aérien

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.4. Consommation de matériaux et recyclage

D - Moyen

Liste des sous-critères :

Quantité de déchets / Utilisation de matériaux locaux et abondants / Utilisation de matériaux renouvelables ou recyclés / Modularité, flexibilité, recyclabilité lors de la conception / Taux de recyclage des déchets non organiques / Taux de recyclage des déchets organiques / Traitement des déchets spéciaux / Durée de vie des produits

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Les matériaux essentiellement utilisés seront du béton et du métal, dans la mesure où il s'agit d'un établissement de détention.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.5. Gestion et qualité du sol et de l'eau

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Apport de substances polluantes dans l'eau ou dans le sol / Apport de polluants microbiologiques dans

l'eau ou dans le sol / Apport de substances nutritives dans l'eau ou dans le sol / Consommation d'eau / Quantité d'eaux usées / Surfaces construites / Imperméabilisation du sol

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.6. Qualité de l'air extérieur et intérieur

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Emissions d'oxydes d'azote et de soufre (NOx, SO2) / Emissions des poussières fines (PM10) / Emissions d'ozone / Pollution sonore / Pollution électromagnétique, y compris pollution lumineuse / Pollution intérieure dans les lieux de vie et de travail / Polluants nauséabonds

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.7. Changement climatique et risques

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Emissions de gaz à effet de serre / Energie de provenance nucléaire / Risques de catastrophes naturelles / Risques d'accidents majeurs

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

Société

3.1. Santé et prévention

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Promotion de la santé et prévention / Qualité et accessibilité des prestations de soins / Coûts de la santé / Lutte contre les maladies / Prise en charge médico-psychosociale / Accidents de trafic, de ménage et professionnels / Activités sportives propices à la santé / Etablissements médicosociaux

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Grâce à la construction du nouveau centre médical, la prise en charge médico-psychosociale des détenus sera fortement améliorée.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.2. Formation, éducation, activités sportives et culturelles

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Formation dans le domaine de l'école obligatoire / Formation dans le domaine de l'école postobligatoire / Orientation professionnelle / Encouragement de la culture / Offre culturelle / Offre sportive / Offre de loisirs

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.3. Cohésion sociale

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Lutte contre la pauvreté / Insertion et réinsertion dans le monde du travail / Intégration des étrangers / Intégration des individus marginalisés dans la société / Intégration des personnes en situation d'handicap / Intégration des personnes âgées / Mixité sociale

Commentaires :

Justification de l'évaluation : La séparation des régimes permet une meilleure resocialisation.

De nouvelles activités seront proposées aux détenus, ce qui aidera la réinsertion dans le monde du travail.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.4. Cadre de vie et espace public

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Cadre de vie / Qualité de l'espace public / Identité des sites / Appropriation de l'espace par les habitants et la communauté / Revalorisation des paysages culturels / Revalorisation des paysages naturels / Protection du patrimoine / Espaces de détente de proximité / Vitalité culturelle et sociale dans les centres / Développement socioculturel local et régional

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.5. Droits et sécurité

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Egalité des chances / Egalité entre hommes et femmes / Stabilité sociale / Sentiment de sécurité de la population / Services d'urgence

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Le projet augmente le sentiment de sécurité de la population par une augmentation de la sécurité au sein de l'établissement.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.6. Gouvernance, vie politique et associative

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Acceptabilité du projet / Participation des acteurs dans les décisions / Vie politique et associative / Structures d'organisation plus efficaces

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Les structures d'organisation seront plus efficaces 1 maison, 1 régime. Il y a également une centralisation des détenus sur le site de Bellechasse par la fermeture de la Sapinière.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

Annexe

GRAND CONSEIL

2017-DSJ-150

**Projet de décret :
Octroi d'un crédit d'engagement en vue de la réalisation
de la première étape de la planification pénitentiaire
2016-2026**

Propositions de la commission ordinaire CO-2020-005

Présidence : Rudolf Vonlanthen

Membres : Susanne Aebischer, Nicolas Bürgisser, Claude Chassot, Violaine Cotting-Chardonnens, Philippe Demierre, Pierre-André Grandgirard, Bernadette Hänni-Fischer, Nicolas Kolly, Bertrand Morel, Elias Moussa

Entrée en matière

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 09 mars 2020

Anhang

GROSSER RAT

2017-DSJ-150

**Dekretsentwurf :
Verpflichtungskredit für die Umsetzung der ersten Etappe
der Vollzugsplanung 2016-2026**

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2020-005

Präsidium: Rudolf Vonlanthen

Mitglieder: Susanne Aebischer, Nicolas Bürgisser, Claude Chassot, Violaine Cotting-Chardonnens, Philippe Demierre, Pierre-André Grandgirard, Bernadette Hänni-Fischer, Nicolas Kolly, Bertrand Morel, Elias Moussa

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 09. März 2020

Annexe

GRAND CONSEIL

2017-DSJ-150

**Projet de décret :
Crédit d'engagement en vue de la réalisation de la
première étape de la planification pénitentiaire 2016–2026**

Propositions de la Commission des finances et de gestion

Présidence : Claude Brodard

Membres : Mirjam Ballmer, Bruno Boschung, Dominique Butty, Claude Chassot, Philippe Demierre, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry et Benoît Piller

Entrée en matière

Par décision tacite, la Commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 10 voix contre 0 et 0 abstention (3 membres excusés), la Commission propose au Grand Conseil d'accepter, sous l'angle financier, ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 11 mars 2020

Anhang

GROSSER RAT

2017-DSJ-150

**Dekretsentwurf:
Verpflichtungskredit für die Umsetzung der ersten Etappe
der Vollzugsplanung 2016-2026**

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission

Präsidium : Claude Brodard

Mitglieder : Mirjam Ballmer, Bruno Boschung, Dominique Butty, Claude Chassot, Philippe Demierre, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry und Benoît Piller

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (3 Mitglieder sind entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat unter dem finanziellen Gesichtspunkt, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 11. März 2020



Message 2019-DSJ-180

16 décembre 2019

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'étude en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026

Nous avons l'honneur de vous soumettre un message présentant la demande d'un crédit d'étude en vue de la réalisation de la seconde étape de la stratégie de la planification pénitentiaire 2016–2026 révisée, qui vise la fermeture définitive de la Prison centrale.

Le projet de décret porte sur un crédit de 1,8 million de francs, prévu au plan financier 2020–2023, qui devra permettre de développer les projets et de déterminer les coûts des infrastructures nécessaires pour le remplacement de la Prison centrale, bâtiment de 80 places pour la détention avant jugement, la détention administrative et les peines privatives de liberté de substitution, et de la Maison de détention des Falaises, infrastructure adjacente de 20 places pour le travail externe et la semi-détention.

Le présent message comprend les points suivants:

| | |
|---|----------|
| 1. Contexte | 2 |
| 2. Déroulement des travaux | 2 |
| 2.1. Mise en place d'un groupe de travail interdisciplinaire | 2 |
| 2.2. Révision de la planification pénitentiaire et rapport sur la fermeture de la Prison centrale | 2 |
| 3. Nécessité de la fermeture de la prison centrale | 2 |
| 4. Choix de l'implantation sur le site de Bellechasse | 3 |
| 4.1. Composition actuelle de la Prison centrale et des Falaises | 3 |
| 4.2. Remplacement de la Prison centrale | 3 |
| 4.3. Remplacement des Falaises | 4 |
| 5. Programme des locaux | 4 |
| 5.1. Nouveau bâtiment «Bibera»: adaptation du bâtiment des EAP et construction d'une annexe adjacente | 4 |
| 5.2. Création d'un pôle alimentaire | 5 |
| 5.3. Adaptation du parking | 5 |
| 5.4. Nouveau bâtiment «Passerelle» sur le site de l'ancienne école de Sugiez pour la semi-détention et le travail externe | 6 |
| 6. Conséquences financières | 6 |
| 6.1. Coûts d'investissement | 6 |
| 6.1.1. Coûts de construction | 6 |
| 6.1.2. Autres coûts liés aux réalisations à venir | 6 |
| 6.2. Coûts de fonctionnement à futur | 7 |
| 6.2.1. Coûts en ressources humaines | 7 |
| 6.2.2. Autres coûts | 7 |
| 7. Montant du crédit d'étude | 7 |
| 8. Calendrier | 7 |
| 9. Développement durable | 7 |
| 10. Conclusion | 8 |

1. Contexte

Le présent message intervient dans le contexte de la révision de la planification pénitentiaire 2016–2026¹.

Pour rappel, à la suite de l'évasion en septembre 2017 d'un assassin présumé de la Prison centrale, un expert en matière pénitentiaire a procédé à une analyse complète du fonctionnement et des infrastructures de la Prison centrale. Au vu des éléments contenus dans le rapport déposé en décembre 2017 et du rapport sur postulat qui s'en est suivi, il est apparu que le remplacement de la Prison centrale était devenu plus urgent que la création d'une unité thérapeutique.

La présente demande de crédit d'étude vise la fermeture définitive de la Prison centrale ainsi que la Maison de détention des Falaises sise à côté et exploitée par le même personnel. Cela constitue désormais la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026 révisée, la première étape, à savoir l'extension de Bellechasse, faisant déjà l'objet d'un crédit d'engagement².

Le montant sollicité est destiné à couvrir les études nécessaires pour développer le projet de construction et déterminer les coûts de construction avec une précision de plus ou moins 15%.

2. Déroulement des travaux

2.1. Mise en place d'un groupe de travail interdisciplinaire

Au début de l'année 2018, à la suite des conclusions de l'analyse de la Prison centrale, la Direction de la sécurité et de la justice a constitué un groupe de travail pour examiner les différentes solutions envisageables pour la fermeture de la Prison centrale. En faisaient partie intégrante les acteurs concernés, à savoir le Ministère public, le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation, l'Etablissement de détention fribourgeois (ci-après: EDFR), le Service de la justice, la Police cantonale, le Service de la population et des migrants, ainsi que le Service des bâtiments. En automne 2018, l'ancien Chef suppléant de l'unité d'exécution des peines et des mesures de l'Office fédéral de la justice, responsable du subventionnement des infrastructures pénitentiaires, actuel membre de la Commission administrative de l'EDFR, a intégré cette entité.

2.2. Révision de la planification pénitentiaire et rapport sur la fermeture de la Prison centrale

Quelques mois après le lancement de ce groupe de travail, le Grand Conseil a pris en considération un postulat de la Commission de justice intitulé «Fermeture de la Prison centrale et création d'un centre judiciaire»³. Les réflexions du groupe de travail précité ont dès lors mené à l'élaboration d'une part d'une révision de la planification pénitentiaire 2016–2026⁴ et d'autre part d'un rapport sur postulat⁵.

Selon la nouvelle planification des infrastructures pénitentiaires, la fermeture de la Prison centrale est nécessaire (cf. chapitre 3) et doit désormais intervenir avant 2026, l'unité thérapeutique prévue dans la stratégie initiale pouvant quant à elle être retardée.

Par ailleurs, la capacité de détention actuelle du canton de Fribourg étant suffisante et au vu des 40 places supplémentaires déjà prévues sur le site de Bellechasse, il reste dès lors 40 places à construire pour remplacer la Prison centrale et 20 pour la Maison de détention des Falaises.

Selon le rapport sur postulat dont le Grand Conseil a pris acte le 12 septembre 2019 et qui détaille les différentes options développées et envisagées pour la désaffectation de l'actuelle Prison centrale, la création d'un centre judiciaire n'est pas opportune, pour l'essentiel car les entités concernées ont des besoins divergents en termes de localisation et de fonctionnement. Comme cela sera développé ci-dessous aux chapitres 3 et 4, ce message préconise un regroupement de toutes les formes de détention sur le site de Bellechasse, à l'exception de la semi-détention et du travail externe qui doivent être exécutés dans un bâtiment indépendant à proximité des transports publics.

3. Nécessité de la fermeture de la prison centrale

Pour rappel, suite aux conclusions de l'analyse livrées en décembre 2017, il est notamment apparu que l'emplacement au centre du quartier historique de la ville favorise les contacts prohibés avec l'extérieur et l'introduction de matériel illicite, ce qui représente des risques au niveau sécuritaire mais aussi au niveau procédural, la collusion ne pouvant pas être totalement exclue.

En outre, les infrastructures actuelles de la Prison centrale sont vétustes et nécessiteraient de gros travaux de rénovation. Les coûts engendrés par de tels travaux seraient très

¹ Rapport 2019-DSJ-95 du Conseil d'Etat au Grand Conseil présentant la révision de la planification pénitentiaire 2016–2026.

² Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de la réalisation de la première étape de la planification pénitentiaire 2016–2026

³ Postulat 2018-GC-19 Commission de justice «Fermeture de la Prison centrale et création d'un centre judiciaire».

⁴ Rapport 2019-DSJ-95 du Conseil d'Etat au Grand Conseil présentant la révision de la planification pénitentiaire 2016–2026.

⁵ Rapport sur postulat 2018-DSJ-166 «Fermeture de la Prison centrale et création d'un centre judiciaire».

conséquents, ce d'autant plus que son emplacement actuel en Vieille Ville rend extrêmement difficile une réelle modernisation, et surtout un agrandissement.

En plus d'être vieillissant, le bâtiment actuel de la Prison centrale présente également une mauvaise configuration. Cette nécessité de rendre les locaux plus fonctionnels est confortée par la remise en cause par la Commission nationale de prévention de la torture (CNPT) et le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) des conditions de détention avant jugement offertes dans la plupart des établissements¹. En effet, la tendance actuelle est d'adapter la détention avant jugement, afin de la rendre dans une deuxième phase d'avant-jugement conforme au régime d'exécution des peines en termes d'horaires d'ouverture des cellules, d'offres de places de travail et de loisirs.

La situation actuelle de la Prison centrale au cœur d'un quartier d'habitation est également problématique, sous l'angle de la sécurité et de la tranquillité publiques. La présence notamment d'un accueil extra-scolaire aux abords de la prison rend d'autant plus nécessaire son déplacement.

Enfin, les autorités de placement ont besoin d'une zone tampon pour les personnes détenues en attente d'une place mieux adaptée et de disposer d'infrastructures modulaires pour faire face aux évolutions des besoins entre la détention avant jugement et l'exécution des sanctions pénales.

4. Choix de l'implantation sur le site de Bellechasse

4.1. Composition actuelle de la Prison centrale et des Falaises

Le bâtiment principal de la Prison centrale comporte aujourd'hui 80 cellules: 60 places pour la détention provisoire ou pour motifs de sûreté, 15 places pour les peines privatives de liberté de substitution et 5 places pour la détention administrative (LMC). En 2009, l'ancien appartement du directeur, juxtaposé, a été transformé pour créer la Maison des Falaises, un établissement de 20 places pour l'exécution de la semi-détention et le travail externe. Dans la mesure où cette infrastructure est exploitée par le même personnel et s'appuie sur la logistique de la Prison centrale, il importe de trouver également une nouvelle solution pour cette entité.

4.2. Remplacement de la Prison centrale

Compte tenu de la révision de la planification pénitentiaire 2016–2026, le bâtiment des EAP (exécution anticipée des peines) d'une capacité de 40 places et actuellement dévolu à l'exécution anticipée des sanctions pénales sur le site de Bel-

lechasse pourra être réaffecté, après l'extension prévue, pour la deuxième phase de la détention avant jugement (DAJ), à savoir pour les personnes détenues qui sont essentiellement en attente de leur jugement.

Afin de maintenir la capacité de détention dans le canton de Fribourg et fermer définitivement la Prison centrale, il reste dès lors 40 places de détention supplémentaires à construire, ainsi que 20 places pour la semi-détention et le travail externe de la Maison de détention des Falaises.

La solution visant l'optimisation et l'agrandissement de Bellechasse afin d'y intégrer toutes les places de détention du canton s'est au final imposée comme étant la meilleure solution.

En effet, l'édification d'un nouvel établissement dans le Grand Fribourg s'avère trop coûteux en termes de construction et d'exploitation. Le prix du terrain est élevé dans la périphérie de la ville de Fribourg qui est aussi déjà fortement bâtie, ce qui implique des contraintes également coûteuses au moment de la construction². En outre, l'exploitation d'une structure de détention indépendante de 30 personnes détenues avant jugement, 5 en zone tampon, 5 en détention administrative et 20 autres en semi-détention et travail externe nécessite davantage de ressources par personne détenue, puisque la surveillance de l'établissement durant la nuit ou la permanence d'un service infirmier implique un seuil qui ne peut pas être réduit proportionnellement en fonction du nombre de personnes détenues³.

Pour finir, une telle option est également rédhitoire au niveau des délais de concrétisation. Acquérir un terrain approprié et l'affecter pour la détention relève d'un vrai parcours du combattant. Or, la Prison centrale doit désormais être fermée avant que de lourds travaux d'entretien soient absolument nécessaires.

Cela dit, en déplaçant la détention avant jugement à Bellechasse, le défi à surmonter pour éviter une perte de confort à la fois pour les avocats et le Ministère public sera la mise en place et l'organisation d'un service de convoyage performant entre le site de Bellechasse et la ville de Fribourg.

Le regroupement de toute la détention sur le site de Bellechasse impliquera dès lors des dépenses supplémentaires afin d'adapter le système de convoyage actuel pour tenir compte de la distance supplémentaire (cf. point 6.2.2). Le convoyage

¹ <https://www.bj.admin.ch/dam/data/bj/sicherheit/smv/smvbulletin/2016/ib-1601-f.pdf>.

² Au niveau de l'investissement, un nouveau centre judiciaire regroupant le Ministère public, le Tribunal des mesures de contrainte et le Tribunal des mineurs coûterait déjà à lui seul selon des estimations grossières et sur la base d'une évaluation des besoins des entités concernées 40 millions de francs. A ce montant, devrait également s'ajouter les coûts de 40 places de détention pour un montant d'environ 29 millions de francs ou 34,5 millions de francs, si l'on ajoute encore 20 places pour la semi-détention et le travail externe. Ces chiffres sont le fruit d'un calcul sommaire basé pour l'essentiel sur des montants moyens forfaitaires par place de détention.

³ Une structure indépendante de 60 places impliquerait l'engagement d'au moins 35 EPT et des coûts d'exploitation d'un peu plus de 5,5 millions de francs par an.

des détenus auprès des différentes instances du canton est nécessaire pour tenir compte des exigences de la procédure.

En tout état de cause, il paraît déjà clair que cet obstacle peut être relativisé. En 2018, à peine 1 visite d'avocat par jour s'est déroulée à la Prison centrale, l'essentiel des rencontres ayant lieu au Ministère public

Par ailleurs, la Police effectue en moyenne moins de 6 trajets par jour ouvrable de et vers la Prison centrale, dont 2 à 3 fois par semaine pour un transfert entre la Prison centrale et Bellechasse.

La possible et probable évolution de la visio-conférence pourrait aussi à l'avenir diminuer le nombre de trajets nécessaires. A savoir aussi que sur l'ensemble des trajets, moins d'1,5% (63) ont dû être sécurisés par le groupe d'intervention de la Police.

En l'état, un groupe de travail a été constitué afin de développer des modèles pour contenir les coûts supplémentaires, par exemple en sous-traitant et mutualisant certaines tâches. L'aménagement éventuel d'une zone d'attente à proximité des autorités devrait permettre également d'optimiser les flux entre Sugiez et Fribourg.

En tous les cas, ces éléments ne sauraient être suffisants pour remettre en question le regroupement à Bellechasse, solution qui reste la plus économique en termes de coûts de construction et d'exploitation, y compris en termes de personnel, la plus sûre, la plus modulaire, la plus rapide et la plus facile à mettre en œuvre, compte tenu des synergies possibles.

4.3. Remplacement des Falaises

La fermeture de la maison de détention des Falaises est une suite logique de la désaffectation de la Prison centrale, dans la mesure où ces deux structures sont exploitées par le même personnel et partagent des infrastructures communes. Le maintien de cet établissement en Basse-Ville de Fribourg impliquerait de lourds travaux d'adaptations, pour créer les locaux nécessaires à son exploitation indépendante après la fermeture de la Prison centrale (réception, cuisine, etc.) estimés à plus d'un million de francs et l'injection de 10 EPT pour sa gestion. En outre, la réaffectation de l'actuel établissement de détention avant jugement serait rendue très complexe, si cette structure adjacente continuait à fonctionner.

Une maison de 20 places pour l'exécution du travail externe et de la semi-détention ne peut pas non plus être érigée au centre du site de Bellechasse qui est clôturé et où les détenus en milieu ouvert circulent facilement. Cette configuration compliquerait la gestion de toute la structure.

Cela étant dit, l'ancienne école de Sugiez, propriété de l'Etablissement de détention fribourgeois, est idéalement située à proximité des transports publics, ce qui est un atout de taille

pour faciliter les déplacements de ces personnes détenues qui travaillent à l'extérieur et qui ne posent en principe pas de problèmes de cohabitation, celles-ci étant déjà libres la majorité de leur temps.

Par ailleurs, même si cette structure n'est plus adjacente à un établissement de détention principal, des synergies pourront être exploitées en particulier au niveau de l'encadrement et de la sécurité, seuls 2 kilomètres environ séparant les deux sites. Une nouvelle répartition des EPT de l'Etablissement de détention fribourgeois sera à tout le moins nécessaire pour tenir compte de l'éloignement de cette entité.

5. Programme des locaux

5.1. Nouveau bâtiment «Bibera»: adaptation du bâtiment des EAP et construction d'une annexe adjacente

Le programme des locaux prévoit en premier lieu des travaux sur le bâtiment actuel des EAP. En effet, il conviendra de modifier en partie la structure intérieure du bâtiment existant, mais également de construire parallèlement au bâtiment actuel une annexe de 40 places supplémentaires, pour créer une nouvelle structure de 80 places de détention destinées à remplacer l'actuelle Prison centrale, à l'exception de la maison des Falaises.

Le nouveau bâtiment sera notamment constitué d'une zone tampon de 5 places qui disposera de sa propre cour de promenade en toiture et d'un atelier propre. Les 5 places de détention administrative correspondront aux normes de l'Office fédéral de la justice et bénéficieront également d'une cour et d'un atelier propre.

Cela étant, des travaux d'adaptation du bâtiment actuel sont prévus de telle sorte qu'il soit rendu conforme aux particularités de la détention avant jugement qui exige notamment des aménagements particuliers en lien avec le risque de collusion. Il est en effet absolument impératif de n'avoir aucun mélange de flux entre les détenus en exécution de peine et les détenus en détention avant jugement, mais également entre les flux de visiteurs et de détenus. Par ailleurs, il est également indispensable que les cellules ne permettent pas de voir les entrées et sorties, les cours de promenades et les cellules d'autres détenus. Enfin, le régime de détention provisoire pendant la procédure d'instruction active (ci-après: DAJ1) et celui après cette phase, quand il s'agit essentiellement d'attendre les résultats d'une expertise ou le jugement (ci-après: DAJ2), n'ont pas les mêmes besoins sécuritaires, la DAJ2 pouvant bénéficier de plus de souplesse et leurs conditions de détention devant également dans l'idéal s'approcher autant que possible de celles de l'exécution des sanctions pénales.

Le programme des locaux annexé au présent message a dès lors été élaboré de sorte qu'il réponde à ces exigences parti-

culières. Les synergies possibles avec le site existant sont dès lors utilisées dans les limites de ces contraintes. Pour une exploitation rationnelle et sûre, il est en effet nécessaire d'assurer à cette nouvelle structure un fonctionnement plus indépendant que les autres bâtiments du site de Bellechasse qui hébergent des personnes en exécution d'une sanction pénale. Bien que des synergies importantes peuvent être mises en places au niveau du chauffage, de la sécurisation et de la surveillance du site notamment, il importe de disposer de locaux complémentaires pour les repas, les soins, l'administration, la buanderie et les visites.

Ainsi, si les repas principaux pourront être préparés dans le futur pôle alimentaire du site de Bellechasse qui se trouvera dans le secteur d'exécution ouvert (cf. point 6), la nouvelle structure pour la détention avant jugement devra tout de même disposer d'un local propre pour réchauffer les plats et effectuer quelques tâches très simples.

Par ailleurs, une cantine d'une surface de 30 m² doit aussi être installée comme point de rassemblement et de départ pour les agents de détention, dont une partie se restaurera en principe dans ce lieu, afin d'assurer, dans le bâtiment, une présence constante d'un nombre suffisant de collaborateurs et collaboratrices pour intervenir sans délai en cas d'urgence ou d'évènements non planifiés comme une arrivée ou une libération.

S'agissant des soins, le centre médical du site de Bellechasse sera à même d'accueillir les détenus de cette nouvelle structure pour des soins spécifiques, comme des soins dentaires ou des radiographies. Toutefois, pour les soins et les consultations de base, notamment pour les visites médicales et les consultations psychiatriques, il est impératif de disposer de locaux dans le bâtiment même pour éviter de faire sortir les personnes détenues du secteur DAJ. Deux locaux de soins, deux bureaux infirmiers, un bureau-salle de discussion pour la psychiatrie et un local pour le stockage des médicaments sont ainsi prévus.

Au niveau de l'administration, une surface de 152 m² est comptabilisée pour assurer la gestion courante des affaires qui nécessitent un traitement direct et rapide au sein même de l'établissement. L'ensemble des locaux seront ainsi aménagés de telle sorte qu'il y ait une proximité entre les bureaux de l'administration et les locaux de sécurité et que les besoins en sas de sécurité et d'interventions pour le passage entre les différents secteurs soient couverts. Cela dit, la gestion du personnel ou la comptabilité générale continuera à être traitée par le personnel de l'Etablissement de détention fribourgeois hébergé dans le bâtiment administratif principal du site.

En outre, une aire de visites, trois locaux d'auditions, deux salles de formation et une salle pour l'aumônerie complètent ce programme qui permettra à ce bâtiment de fonctionner le plus indépendamment possible.

Par ailleurs, il importe de relever que les cellules fortes pour tout le site de Bellechasse seront exploitées dans ce bâtiment. Un passage spécial entre le secteur d'exécution des peines et le bâtiment sera aménagé pour garantir une séparation la plus claire possible entre ces deux systèmes de détention. Compte tenu du nombre total de détenus accueillis, il importe de disposer d'au moins 9 cellules (en principe 3% des places selon l'Office fédéral de la justice). Partant, le secteur actuel de 8 places situé au sous-sol du Bâtiment des EAP sera agrandie d'une cellule supplémentaire.

De plus, pour gérer les entrées et sorties des personnes détenues, il est prévu de créer quatre cellules d'entrée et d'attente. Le secteur de l'entrée sera également pourvu de locaux pour les contrôles électroniques des personnes détenues et des bagages, d'un local pour stocker les effets personnels des détenus et d'un bureau d'accueil l'exécution des formalités diverses (prise d'une photographie, inventaire des effets personnels, etc.). Une entrée pour le personnel et une autre pour les visiteurs sont également inventoriées dans le programme détaillé annexé au présent message.

5.2. Création d'un pôle alimentaire

Pour rappel, le crédit d'étude voté en juin 2016 par le Grand Conseil pour l'extension du site de Bellechasse prévoyait des travaux de transformation de la cuisine de Bellechasse, afin que celle-ci puisse être mise en conformité et absorber les repas journaliers supplémentaires. Toutefois, une mauvaise surprise au niveau des coûts du projet envisagé et la perspective du remplacement de la Prison centrale sur le site de Bellechasse ont poussé le Conseil d'Etat à renoncer à cet investissement tel qu'il était prévu et analysé. Désormais, l'idée de rénover la cuisine est complètement abandonnée au profit de la création d'un véritable pôle alimentaire (cuisine, frigo, laverie, etc.) dans le prolongement du bâtiment du secteur ouvert. La surface brute de plancher réparti en diverses zones est estimée à un total de 585 m². Cette nouvelle structure sera parfaitement fonctionnelle pour un prix légèrement moindre à une rénovation. Les locaux de l'actuelle cuisine seront réaménagés. A sa place sont ainsi prévus une boulangerie, une nouvelle partie pour la pâtisserie et des nouveaux vestiaires qui manquent aujourd'hui. De plus, un local pour l'ergothérapie pour les détenus en secteur ouvert, ainsi que des locaux communs qui serviront aussi d'atelier occupationnel pour des détenus en exécution d'une mesure thérapeutique ou âgés seront créés.

5.3. Adaptation du parking

Alors que le site de Bellechasse actuel dispose de 200 places de détention, il en gèrera 300 d'ici 2025–2026, à savoir 280 sur le site principal et 20 autres à proximité de la gare de Sugiez. Une extension du parking existant s'avère dès lors nécessaire, ce d'autant plus qu'il n'avait pas été adapté au moment de la

construction des 40 places des EAP et qu'il est aujourd'hui régulièrement complet. Il est ainsi prévu d'ajouter 48 places de parc pour voitures et 6 places de parc pour motos. Deux rangées de voitures dans le sens de la longueur parallèlement au parking existant permettront d'atteindre ce quota.

5.4. Nouveau bâtiment «Passerelle» sur le site de l'ancienne école de Sugiez pour la semi-détention et le travail externe

Des travaux d'une certaine ampleur devront être menés sur le site de l'ancienne école de Sugiez, afin de pouvoir y intégrer les régimes de semi-détention et travail externe. Afin d'éviter tout problème de voisinage, le bâtiment prendra la forme d'un L, les faces visibles du côté route seront aveugles. Les parties habitées sont parallèles aux routes avoisinantes et la cour extérieure fait face à la forêt et au parking existant.

Imaginé sur trois étages, le programme des locaux propose un premier étage principalement affecté au personnel, à la sécurité et à l'économie domestique. Les deux étages supérieurs seront quant à eux affectés aux détenus et présenteront une configuration similaire. Chaque étage contiendra 10 chambres donnant toutes sur la cour extérieure, ce qui permettra d'éviter tout contact avec les rues adjacentes au bâtiment. Pour le reste, chaque étage comportera notamment deux buanderies, deux cuisinettes, un fumoir, une bibliothèque et des WC. La surface brute de plancher est estimée à 907,2 m² au total.

6. Conséquences financières

6.1. Coûts d'investissement

6.1.1. Coûts de construction

Les coûts bruts d'investissement pour la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026 ont été estimés en tout à 29,249 millions de francs, en se basant notamment sur le coût par m² de surface de plancher de la première étape de la planification pénitentiaire ainsi que sur les coûts de construction de la Prison de Lenzburg dans le canton d'Argovie. Après déduction des subsides octroyés par la Confédération, d'un montant estimé à 2,601 millions (1,367 million pour le déplacement des Falaises et 1,233 million pour le pôle alimentaire) et des travaux réalisés directement par l'EDFR – site de Bellechasse pour un montant estimé à 500 000 francs, la part de l'Etat de Fribourg pour les aspects constructifs purs devrait se monter à environ 26,148 millions de francs. A ce stade de l'étude, les estimations de coûts ont été déterminés par le bureau LZA Architectes SA, avec la collaboration de l'EDFR et du Service des bâtiments.

Les montants par objet sont détaillés dans un document en annexe et peuvent être résumés comme suit:

| | |
|---|-------------------------|
| 1. Réalisation du bâtiment «Bibera» | Fr. 19 776 000.– |
| 2. Pôle alimentaire | Fr. 4 745 000.– |
| 3. Réalisation du bâtiment «Passerelle» | Fr. 4 558 000.– |
| 4. Agrandissement du parking existant | Fr. 170 000.– |
| Total | Fr. 29 249 000.– |

En outre, le projet engendrera également l'engagement de prestations privées fournies par des tiers à hauteur de 400 000 francs par an pour la sécurisation des lieux pendant le chantier, dans la mesure où le site de Bellechasse continuera à être exploité. Réparti sur la durée des travaux, ce montant s'élèvera à environ 1 200 000 francs¹ en tout, somme qu'il importera de prévoir dans le crédit d'engagement.

6.1.2. Autres coûts liés aux réalisations à venir

En plus des coûts découlant directement des constructions, le projet induira d'autres coûts annexes limités dans le temps.

Afin de former, puis entraîner le personnel à la nouvelle configuration des bâtiments et à la nouvelle organisation interne de l'EDFR, des ressources complémentaires devront être engagées temporairement, avant et pendant la phase de prise des nouveaux locaux.

De plus, des appuis externes seront sans doute nécessaires en vue du développement de la nouvelle organisation du travail et de l'exploitation de l'EDFR en trois régimes séparés afin d'épauler les membres de la direction durant cette période chargée.

Des moyens additionnels devront être prévus dans les budgets correspondants afin de financer ces dépenses particulières.

Eu égard à la fermeture de la Prison centrale et de la maison des Falaises, les subventions octroyées à l'époque par la Confédération au canton de Fribourg doivent être remboursées. En tablant sur un remboursement en 2025, ce montant s'élève à 400 000 francs² et devra être pris en compte dans le crédit d'engagement qui sera sollicité.

Enfin, il importera aussi de déterminer comment se déroulera concrètement le déménagement de la Prison centrale vers le site de Bellechasse et pour quels coûts lors de la demande de crédit d'engagement.

¹ 3 ans × 400 000 francs = 1 200 000 francs (Coûts estimés avec un tarif de 45 francs de l'heure, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24)

² Il s'agit d'un montant d'environ 220 000 francs pour une subvention reçue en 2010 pour la Maison de détention des Falaises, et un montant de 180 000 francs pour une subvention reçue pour l'atelier et la rénovation de la cour en 2014.

6.2. Coûts de fonctionnement à futur

6.2.1. Coûts en ressources humaines

Le regroupement de l'ensemble des formes de détention sur le site de Bellechasse permettra la naissance d'un certain nombre de synergies. Actuellement, les équivalents plein temps (ci-après: EPT) s'élèvent à 39.40 pour le site de la Prison centrale et à 139.44 pour le site de Bellechasse. Après la fermeture de la Prison centrale, aucun engagement de personnel supplémentaire ne devrait être nécessaire à long terme, hormis pour la concrétisation de l'unité thérapeutique. L'EDFR devra cependant revoir sa structure et son organisation interne, afin de profiter au maximum des synergies engendrées par ce regroupement, en particulier pour améliorer la prise en charge des personnes sous mesures thérapeutiques et les détenus en deuxième phase de détention avant jugement.

En ce qui concerne le travail externe et la semi-détention, le nouveau bâtiment sera plus éloigné du site de détention principal qu'à l'heure actuelle. Une intervention depuis le site principal de Bellechasse exigeant ainsi plus de temps, il sera inévitable de modifier la répartition des EPT actuels en faveur de cette structure. Cependant, elle sera moins gourmande en ressources qu'une structure établie en ville de Fribourg ou dans sa périphérie. En effet, un bâtiment très éloigné du site principal impliquerait inmanquablement la création de nouveaux EPT et bénéficierait moins de prestations complémentaires qui pourraient être fournies par le site principal. L'EDFR a lancé un groupe de travail pour définir le futur fonctionnement des maisons par régime, dont les réflexions et résultats permettront de préciser les éléments soulevés ci-dessus lors de la future demande de crédit d'engagement.

6.2.2. Autres coûts

Hormis les questions de ressources humaines susmentionnées, d'autres dépenses doivent être prévues.

Premièrement, il sera nécessaire de compter avec une légère augmentation des coûts liés au déplacement des avocats jusqu'au nouveau site de Bellechasse. Ce montant peut être estimé à 45 000 francs par année sur la base des 360 visites ayant eu lieu en 2018 à l'actuelle Prison centrale (50 km, multiplié par 2,5 francs le kilomètre selon le tarif de l'assistance judiciaire, multipliés par 360). Il s'agit cependant d'un montant faible en comparaison aux avantages d'un regroupement de l'ensemble des types de détention sur un même site (meilleure sécurisation, modularité, meilleure flexibilité, etc.), ainsi qu'au coût annuel total de l'assistance judiciaire en matière pénale (1,5% du montant total de 3 millions comptabilisés en 2018 selon le rapport d'activité du Service de la justice).

Deuxièmement, l'augmentation du temps de déplacement et du nombre de kilomètres pour le convoi des détenus jusqu'au nouveau site de Bellechasse impliquera des dépenses supplémentaires. Des modèles pour assurer un système de convoi au meilleur prix possible sont développés et chiffrés par un groupe de travail en vue du crédit d'engagement.

7. Montant du crédit d'étude

Pour la réalisation des infrastructures prévues dans la seconde étape de la planification pénitentiaire et devisées à 29,249 millions de francs, 1,76 million de francs sont nécessaires au développement des projets constructifs. Un montant supplémentaire de 40 000 francs est en outre requis pour commander les études préliminaires nécessaires portant sur l'avenir des bâtiments de la Prison centrale et des Falaises, une fois ceux-ci désaffectés. Il s'agira uniquement de déterminer des pistes pour un nouvel usage de cette infrastructure. Suivant les options retenues, un crédit d'étude pourrait être sollicité, le moment venu. Il convient de noter que le montant total du présent crédit d'étude fixé à 1,8 million de francs est d'ores et déjà prévu dans le plan financier 2020–2023.

8. Calendrier

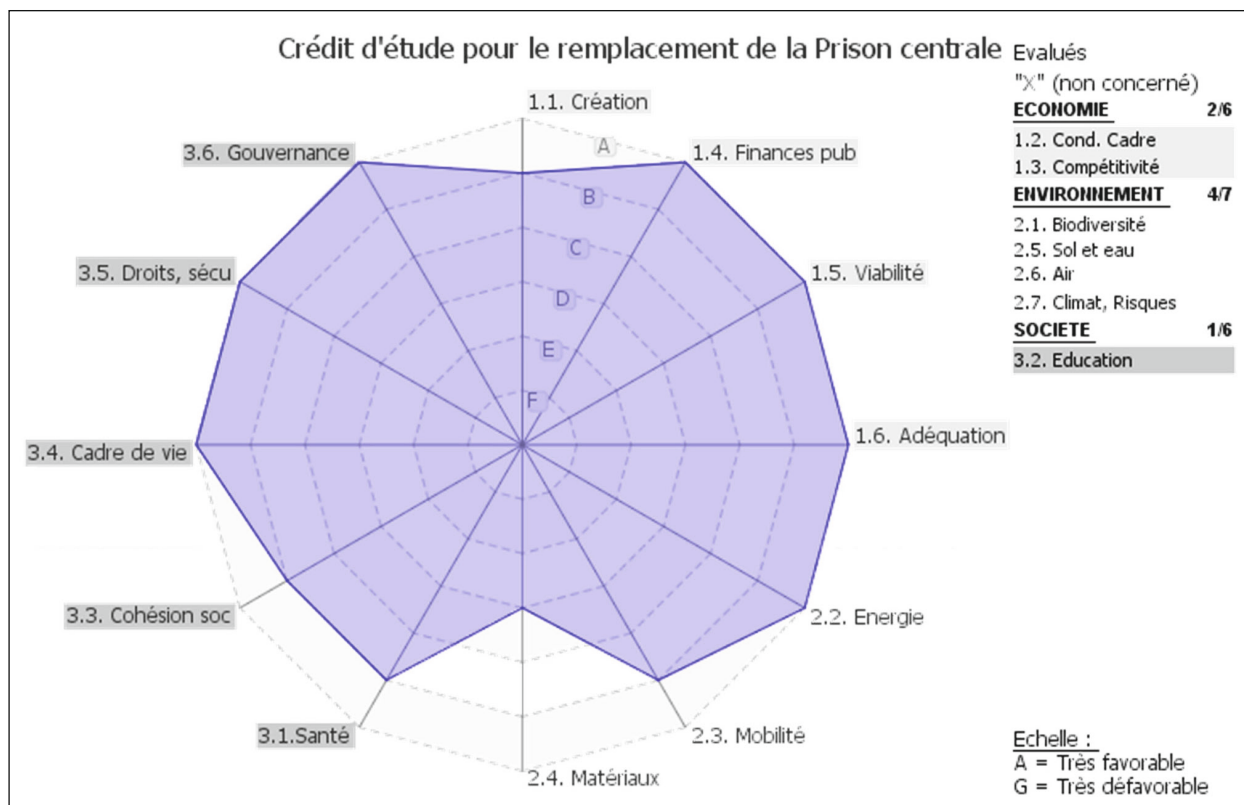
Dans le courant du premier semestre 2021, il conviendra de solliciter un crédit d'engagement. Suite à cela, un appel d'offres devra être lancé durant cette même année.

Sans imprévus, l'agrandissement du parking devrait pouvoir être utilisé à partir de 2022, la mise en service des autres infrastructures s'étalant entre 2023 pour la nouvelle cuisine, début 2024 pour la semi-détention et le travail externe, puis 2025 pour la nouvelle Prison Centrale. Chacune de ces mises en service devra toutefois être suivie d'une phase d'entraînement et de déplacement des détenus. L'entier du projet sera ainsi totalement exploitable à partir de la fin d'année 2025.

9. Développement durable

Cette seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026 a été analysée dans son ensemble selon les critères du développement durable au moyen de l'instrument Boussole²¹.

¹ Cf. annexe 3



10. Conclusion

Pour conclure, le Conseil d'Etat confirme que la fermeture de la Prison centrale est désormais une priorité et doit intervenir avant 2026. Au regard des différents éléments développés ci-dessus, le déplacement de la Prison centrale sur le site de Bellechasse constitue la seule solution réalisable dans des délais et à des coûts raisonnables.

Afin de déterminer les coûts des projets de construction nécessaires, il est indispensable de disposer d'un crédit d'étude. En conséquence, nous vous invitons à adopter le présent projet de décret.

Annexes:

1. Programme des locaux
2. Tableau récapitulatif de l'estimation des coûts
3. Boussole21



Botschaft 2019-DSJ-180

16. Dezember 2019

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Studienkredit für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026

Hiermit unterbreiten wir Ihnen die Botschaft zur Beantragung eines Projektierungskredits für die Umsetzung der zweiten Etappe der revidierten Vollzugsplanung 2016–2026, welche die definitive Schliessung des Zentralgefängnisses zum Ziel hat.

Der Projektierungskredit beläuft sich gemäss Dekretsentwurf auf einen Kredit von 1,8 Millionen Franken und ist im Finanzplan 2020–2023 vorgesehen. Er soll dazu dienen, die Infrastrukturprojekte für den Ersatz des Zentralgefängnisses und der nebenan gelegenen offenen Vollzugsanstalt «Les Falaises» zu entwickeln und deren Kosten zu ermitteln. Das Zentralgefängnis verfügt über 80 Plätze für die Untersuchungshaft, die Administrativhaft und die Ersatzfreiheitsstrafen, während die Anstalt «Les Falaises» 20 Plätze für das Arbeitsexternat und die Halbgefängenschaft bereitstellt.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

| | |
|--|-----------|
| 1. Ausgangslage | 10 |
| 2. Verlauf der Arbeiten | 10 |
| 2.1. Einsetzung einer interdisziplinären Arbeitsgruppe | 10 |
| 2.2. Revision der Vollzugsplanung und Bericht zur Schliessung des Zentralgefängnisses | 10 |
| 3. Notwendige Schliessung des Zentralgefängnisses | 10 |
| 4. Gründe für die Verlegung an den Standort Bellechasse | 11 |
| 4.1. Aktuelle Struktur des Zentralgefängnisses und der Anstalt «Les Falaises» | 11 |
| 4.2. Ersatz des Zentralgefängnisses | 11 |
| 4.3. Ersatz der Vollzugsanstalt «Les Falaises» | 12 |
| 5. Raumprogramm | 12 |
| 5.1. Neubau «Bibera»: Anpassung des VSV-Gebäudes und Anbau | 12 |
| 5.2. Schaffung eines Lebensmittelzentrums | 13 |
| 5.3. Anpassung des Parkplatzes | 14 |
| 5.4. Neues Gebäude «Passerelle» für Arbeitsexternat und Halbgefängenschaft am Standort der alten Schule von Sugiez | 14 |
| 6. Finanzielle Auswirkungen | 14 |
| 6.1. Investitionskosten | 14 |
| 6.1.1. Baukosten | 14 |
| 6.1.2. Übrige Kosten der zukünftigen Bauarbeiten | 14 |
| 6.2. Zukünftige Betriebskosten | 15 |
| 6.2.1. Personalkosten | 15 |
| 6.2.2. Übrige Kosten | 15 |
| 7. Höhe des Studienkredits | 15 |
| 8. Zeitplan | 15 |
| 9. Nachhaltige Entwicklung | 16 |
| 10. Fazit | 16 |

1. Ausgangslage

Diese Botschaft wurde gleichzeitig mit der Revision der Vollzugsplanung 2016–2026¹ verfasst.

Nachdem im September 2017 ein Mordverdächtiger aus dem Zentralgefängnis geflohen war, führte ein Vollzugsexperte eine umfassende Untersuchung zu Arbeitsweise und Infrastruktur des Zentralgefängnisses durch. Aus diesem Bericht vom Dezember 2017 sowie aus dem Bericht zu dem darauf folgenden Postulat ging hervor, dass der Ersatz des Zentralgefängnisses gegenüber der Schaffung einer Therapiestation an Dringlichkeit gewonnen hatte.

Mit dem beantragten Projektierungskredit sollen das Zentralgefängnis und die nebenan gelegene offene Strafanstalt «Les Falaises», die mit demselben Personal betrieben wird, definitiv geschlossen werden. Dieser Schritt stellt die zweite Etappe der revidierten Vollzugsplanung 2016–2026 dar. Die erste Etappe, d. h. die Erweiterung von Bellechasse, ist bereits Gegenstand eines Verpflichtungskredits².

Mit dem beantragten Betrag sollen die notwendigen Studien für die Entwicklung des Bauvorhabens gedeckt und die Baukosten mit einem Genauigkeitsgrad von $\pm 15\%$ ermittelt werden.

2. Verlauf der Arbeiten

2.1. Einsetzung einer interdisziplinären Arbeitsgruppe

Zu Beginn des Jahres 2018 setzte die Sicherheits- und Justizdirektion infolge der Schlussfolgerungen aus der Analyse des Zentralgefängnisses eine Arbeitsgruppe ein, welche die verschiedenen Lösungsansätze für die Schliessung des Zentralgefängnisses und die Idee der Schaffung eines Strafjustizentrums prüfen sollte. Der Arbeitsgruppe gehörten alle betroffenen Akteure an, d. h. die Staatsanwaltschaft, das Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe, die Freiburger Strafanstalt (FRSA), das Amt für Justiz, die Kantonspolizei, das Amt für Bevölkerung und Migration und das Hochbauamt. Im Herbst 2018 stiess der ehemalige stellvertretende Leiter der Abteilung Strafvollzug des Bundesamts für Justiz zur Arbeitsgruppe, der dort für die Subventionierung der Gefängnisinfrastruktur verantwortlich war und heute Mitglied der Verwaltungskommission der FRSA ist.

2.2. Revision der Vollzugsplanung und Bericht zur Schliessung des Zentralgefängnisses

Einige Monate nach der Einsetzung der Arbeitsgruppe erklärte der Grosse Rat ein Postulat der Justizkommission mit dem Titel «Schliessung des Zentralgefängnisses und Schaffung eines Strafjustizentrums»³ für erheblich. Die Überlegungen der obgenannten Arbeitsgruppe flossen einerseits in die Revision der Vollzugsplanung 2016–2026⁴ und andererseits in den Bericht zum genannten Postulat⁵ ein.

Gemäss der neuen Vollzugsinfrastruktur-Planung ist die Schliessung des Zentralgefängnisses notwendig (s. Kapitel 3) und muss vor 2026 erfolgen, während die in der ursprünglichen Strategie vorgesehene Therapiestation zurückgestellt werden kann.

Da die aktuelle Haftkapazität des Kantons Freiburg zudem ausreicht und am Standort Bellechasse bereits 40 zusätzliche Haftplätze geplant sind, müssen für den Ersatz des Zentralgefängnisses noch 40, und für den Ersatz der offenen Strafanstalt «Les Falaises» noch 20 Plätze gebaut werden.

Im Bericht zum Postulat, den der Grosse Rat am 12. September 2019 zur Kenntnis genommen hat, werden die verschiedenen, für die Schliessung des heutigen Zentralgefängnisses entwickelten und geplanten Optionen erläutert. Diesem Bericht zufolge ist die Schaffung eines Strafjustizentrums nicht sinnvoll, im Wesentlichen weil die betreffenden Einheiten in Sachen Standort und Arbeitsweise gegensätzliche Bedürfnisse haben. Wie in Kapitel 3 und 4 weiter ausgeführt wird in dieser Botschaft vorgeschlagen, alle Haftformen am Standort Bellechasse zusammenzuführen. Davon ausgenommen sind die Halbgefangenschaft und das Arbeitsexternat, die in einem eigenen Gebäude in der Nähe von öffentlichen Verkehrsmitteln angesiedelt werden müssen.

3. Notwendige Schliessung des Zentralgefängnisses

Zur Erinnerung: Die Schlussfolgerungen der Analyse vom Dezember 2017 hatten ergeben, dass der Standort des Zentralgefängnisses mitten in einem historischen Quartier der Stadt verbotene Kontakte mit der Aussenwelt und die Einführung von verbotenem Material begünstigt. Dies ist sowohl aus sicherheits- wie auch aus verfahrenstechnischen Gründen problematisch, da die Kollusionsgefahr nicht ganz ausgeschlossen werden kann.

¹ Bericht 2019-DSJ-95 des Staatsrats an den Grossen Rat zur Präsentation der Vollzugsplanung 2016–2026

² Dekret über einen Verpflichtungskredit für die Umsetzung der ersten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026

³ Postulat 2018-GC-19, Justizkommission, «Schliessung des Zentralgefängnisses und Schaffung eines Strafjustizentrums»

⁴ Bericht 2019-DSJ-95 des Staatsrats an den Grossen Rat zur Präsentation der Vollzugsplanung 2016–2026

⁵ Bericht zum Postulat 2018-DSJ-166 «Schliessung des Zentralgefängnisses und Schaffung eines Strafjustizentrums»

Überdies befindet sich das Zentralgefängnis heute in einem auffälligen Zustand und würde grosse Renovationsarbeiten erfordern. Die Kosten einer solchen Renovation wären sehr hoch, umso mehr als sein jetziger Standort in der Altstadt eine echte Modernisierung und vor allem eine Vergrößerung extrem schwierig macht.

Zusätzlich zu seinem altersbedingten Zustand zeichnet sich das Gebäude des Zentralgefängnisses auch durch eine schlechte räumliche Gestaltung aus. Die Notwendigkeit einer zweckmässigeren Konfiguration der Räumlichkeiten wird auch dadurch gestützt, dass die Nationale Kommission zur Verhütung von Folter (NKVF) und das Europäische Komitee zur Verhütung von Folter (CPT) Kritik an den Bedingungen der Untersuchungshaft in den meisten Anstalten geübt haben¹. Der aktuelle Trend geht dahin, die Untersuchungshaft so anzupassen, dass die Zellenöffnungszeiten sowie die Möglichkeiten für Beschäftigung und Freizeitaktivitäten in der zweiten Phase mehr denjenigen des Straf- und Massnahmenvollzugs entsprechen.

Der heutige Standort des Zentralgefängnisses mitten in einem Wohnquartier ist auch aus Sicht der öffentlichen Sicherheit und Ruhe problematisch. Seine Lage in der Nähe einer ausserschulischen Betreuungseinrichtung verstärkt die Notwendigkeit zur Verlegung des Gefängnisses zusätzlich.

Schliesslich sind auch die Einweisungsbehörden auf Pufferzonen für Insassen, die auf einen geeigneteren Platz warten, sowie auf modulare Infrastrukturen angewiesen, mit denen sie der Bedarfsentwicklung in der Untersuchungshaft und im Justizvollzug begegnen können.

4. Gründe für die Verlegung an den Standort Bellechasse

4.1. Aktuelle Struktur des Zentralgefängnisses und der Anstalt «Les Falaises»

Das Hauptgebäude des Zentralgefängnisses umfasst heute 80 Zellen: 60 Plätze für die Untersuchungs- oder Sicherheitshaft, 15 Plätze für Ersatzfreiheitsstrafen und 5 Plätze für die Administrativhaft (ausländerrechtliche Zwangsmassnahmen). Im Jahr 2009 wurde die angrenzende ehemalige Direktorenwohnung zur Vollzugsanstalt «Les Falaises» mit 20 Plätzen für den Vollzug der Halbgefängenschaft und des Arbeitsexternats umgebaut. Da diese Anstalt vom selben Personal betrieben wird und sich auf die Logistik des Zentralgefängnisses stützt, muss auch für sie eine neue Lösung gefunden werden.

4.2. Ersatz des Zentralgefängnisses

Gemäss der revidierten Vollzugsplanung 2016–2026 kann das 40 Plätze umfassende Gebäude für den vorzeitigen Strafvollzug (VSV) am Standort Bellechasse nach der geplanten Erweiterung für die zweite Phase der Untersuchungshaft (UH), d. h. für Gefangene, die in erster Linie auf ihr Urteil warten, umgenutzt werden.

Um die Haftkapazität des Kantons Freiburg erhalten und das Zentralgefängnis definitiv schliessen zu können, müssen also 40 zusätzliche Haftplätze sowie 20 Plätze für die Halbgefängenschaft und das Arbeitsexternat der Vollzugsanstalt «Les Falaises» gebaut werden.

Die Variante, die eine Optimierung und Vergrößerung von Bellechasse vorsieht, um dort alle Haftplätze des Kantons unterzubringen, drängte sich schliesslich als beste Lösung auf.

Der Bau und Betrieb einer neuen Vollzugsanstalt in Grossfreiburg erweist sich als zu teuer. Der Bodenpreis in der Agglomeration der Stadt Freiburg ist hoch. Zudem weist diese bereits eine hohe Verdichtung auf, was beim Bau kostspielige Herausforderungen zur Folge hat². Ausserdem erfordert der Betrieb einer unabhängigen Vollzugsanstalt mit 30 Untersuchungshäftlingen (5 in der Pufferzone, 5 in Administrativhaft und 20 in Halbgefängenschaft oder im Arbeitsexternat) mehr Ressourcen pro gefangene Person, da für die Bewachung der Einrichtung während der Nacht oder für einen ständigen Pflegedienst ein gewisser Schwellenwert notwendig ist, der nicht proportional zur Gefangenenzahl reduziert werden kann³.

Schliesslich ist diese Option auch im Hinblick auf die Umsetzungsfristen ausgeschlossen. Der Erwerb von geeignetem Bauland und dessen Bereitstellung für den Justizvollzug kommt einem wahren Hindernislauf gleich. Das Zentralgefängnis muss jedoch geschlossen werden, bevor umfangreiche Unterhaltsarbeiten zwingend notwendig werden.

Bei einer Verlegung der Untersuchungshaft nach Bellechasse besteht die Herausforderung darin, einen leistungsfähigen Beförderungsdienst zwischen dem Standort Bellechasse und der Stadt Freiburg einzurichten und zu organisieren, um sowohl für die Anwältinnen und Anwälte wie auch für die Staatsanwaltschaft einen Komfortverlust zu vermeiden.

Die Zusammenführung des gesamten Justizvollzugs am Standort Bellechasse hätte demnach zusätzliche Ausgaben zur Folge, da der heutige Beförderungsdienst an die grössere

² Auf Investitionsebene würde ein neues Strafjustizzentrum, das die Staatsanwaltschaft, das Zwangsmassnahmengericht und das Jugendgericht vereint, gemäss groben Schätzungen und auf der Grundlage einer Analyse der Bedürfnisse der betroffenen Einheiten allein schon 40 Millionen Franken kosten. Hinzu kämen die Kosten für 40 Haftplätze in der Höhe von rund 29 Millionen Franken bzw. 34,5 Millionen Franken, wenn man noch 20 Plätze für die Halbgefängenschaft und das Arbeitsexternat hinzufügt. Diese Zahlen sind das Ergebnis einer summarischen Berechnung, die im Wesentlichen auf durchschnittlichen Pauschalbeträgen pro Haftplatz basieren.

³ Für eine unabhängige Einrichtung mit 60 Plätzen müssten mindestens 35 VZÄ und Betriebskosten von etwas mehr als 5,5 Millionen Franken jährlich investiert werden.

¹ <https://www.bj.admin.ch/dam/data/bj/sicherheit/smv/smvbulletin/2016/ib-1601-d.pdf>

Distanz angepasst werden müsste (s. Punkt 6.2.2). Die Beförderung der Gefangenen zwischen den verschiedenen kantonalen Instanzen ist aus verfahrenstechnischen Gründen notwendig.

Auf jeden Fall scheint bereits klar, dass diese Hürde relativiert werden kann. So fand 2018 im Zentralgefängnis nur knapp 1 Anwaltsbesuch pro Tag statt, da die meisten dieser Treffen bei der Staatsanwaltschaft durchgeführt wurden.

Im Übrigen verzeichnet die Polizei an Werktagen durchschnittlich sechs Fahrten vom und zum Zentralgefängnis, darunter 2–3 Transfers pro Woche zwischen dem Zentralgefängnis und Bellechasse.

Zudem könnte die mögliche und wahrscheinliche Weiterentwicklung von Videokonferenzen einen Rückgang des Transferbedarfs bewirken. Wissenswert ist auch, dass weniger als 1,5% (63) aller Fahrten von der Einsatzgruppe der Polizei gesichert werden mussten.

Eine Arbeitsgruppe wurde damit beauftragt, Modelle für die Deckung der Zusatzkosten zu entwickeln, zum Beispiel durch die externe Vergabe und die Zusammenführung gewisser Aufgaben. Die mögliche Einrichtung einer Wartezone in der Nähe der Behörden dürfte auch zu einer Optimierung des Austauschs zwischen Sugiez und Freiburg beitragen.

Auf jeden Fall reichen diese Aspekte nicht aus, um die Lösung einer Zusammenführung in Bellechasse in Frage zu stellen. Diese ist hinsichtlich der Bau- und Betriebskosten (inklusive Personalkosten) weiterhin am wirtschaftlichsten, am sichersten, am modularsten sowie am schnellsten und aufgrund der möglichen Synergien am einfachsten umsetzbar.

4.3. Ersatz der Vollzugsanstalt «Les Falaises»

Die Schliessung der Vollzugsanstalt «Les Falaises» ist insofern eine logische Folge der Schliessung des Zentralgefängnisses, als die beiden Einrichtungen vom selben Personal betrieben werden und Teile der Infrastruktur gemeinsam nutzen. Für den Weiterbetrieb der Anstalt in der Freiburger Unterstadt wären umfangreiche Anpassungsarbeiten erforderlich, bei denen die nötigen Räumlichkeiten für einen unabhängigen Betrieb nach der Schliessung des Zentralgefängnisses (Empfang, Küche usw.) geschaffen werden müssten. Dafür müssten über eine Million Franken und 10 VZÄ für den Betrieb investiert werden. Überdies wäre die Umnutzung der heutigen Strafanstalt sehr komplex, wenn die Einrichtung am selben Ort weiterbetrieben werden sollte.

Eine Anstalt für den Vollzug des Arbeitsexternats und der Halbgefängenschaft mit 20 Plätzen kann auch nicht unmittelbar am Standort Bellechasse gebaut werden, weil das Gelände eingezäunt ist und sich die Gefangenen im offenen Vollzug frei bewegen können müssen. Dies würde den Betrieb der gesamten Einrichtung komplizieren.

Die alte Schule von Sugiez, die der Freiburger Strafanstalt gehört, ist hingegen ideal in der Nähe öffentlicher Verkehrsmittel gelegen, was für den Arbeitsweg der Gefangenen im Arbeitsexternat von grossem Vorteil ist. Diese stellen für die Nachbarschaft in der Regel kein Problem dar, da sie bereits die meiste Zeit in Freiheit befinden.

Selbst wenn sich die Anstalt nicht mehr in unmittelbarer Nähe zu einem Hauptgefängnis befindet, können insbesondere auf den Ebenen Betreuung und Sicherheit trotzdem Synergien genutzt werden, da zwischen den beiden Standorten nur zwei Kilometer liegen. Allerdings müssen zumindest die VZÄ der Freiburger Strafanstalt neu verteilt werden, um der Entfernung zwischen den beiden Standorten Rechnung zu tragen.

5. Raumprogramm

5.1. Neubau «Bibera»: Anpassung des VSV-Gebäudes und Anbau

Das Raumprogramm sieht als Erstes Arbeiten am heutigen VSV-Gebäude vor. Dabei muss die aktuelle innere Gebäudestruktur geändert werden, während gleichzeitig ein Anbau mit 40 zusätzlichen Haftplätzen realisiert wird. Die dabei entstehende neue Einrichtung mit 80 Plätzen soll das Zentralgefängnis ohne die Vollzugsanstalt «Les Falaises» ersetzen.

Im neuen Gebäude wird es unter anderem eine Pufferzone mit 5 Plätzen sowie einem eigenen überdachten Spazierhof und einer eigenen Werkstätte geben. Die 5 Plätze für die Administrativhaft werden den Vorgaben des Bundesamts für Justiz entsprechen und sollen ebenfalls über einen eigenen Spazierhof und eine eigene Werkstätte verfügen.

Mit den Anpassungsarbeiten soll das bestehende Gebäude mit den Anforderungen der Untersuchungshaft in Einklang gebracht werden. Diese verlangt namentlich besondere Vorkehrungen zur Vermeidung der Kollusionsgefahr. So darf es zwischen den Gefangenen im Straf- und Massnahmenvollzug und jenen in Untersuchungshaft sowie zwischen den Besucherinnen und Besuchern und den Gefangenen keinen Austausch geben. Weiter muss gewährleistet sein, dass die Ein- und Ausgänge, die Spazierhöfe und die Zellen der anderen Gefangenen von den Zellen aus nicht sichtbar sind. Ausserdem unterscheiden sich die Sicherheitsbedürfnisse im Regime der Untersuchungshaft während des aktiven Untersuchungsverfahrens (nachfolgend: UH1) von jenen nach dieser Phase, wenn es im Wesentlichen die Ergebnisse eines Gutachtens oder ein Urteil abzuwarten gilt (nachfolgend: UH2). In der UH2 ist mehr Flexibilität möglich und die Haftbedingungen sollten idealerweise möglichst jenen des Straf- und Massnahmenvollzugs entsprechen.

Das Raumprogramm im Anhang dieser Botschaft wurde unter Berücksichtigung dieser besonderen Anforderungen erstellt. Die möglichen Synergien mit der bestehenden

Einrichtung werden folglich im Rahmen dieser Vorgaben genutzt. Für einen rationellen und sicheren Betrieb gilt es, bei der neuen Struktur eine eigenständigere Arbeitsweise sicherzustellen, als bei den anderen Gebäuden am Standort Bellechasse, in denen Personen im Straf- und Massnahmenvollzug untergebracht sind. Obwohl sich namentlich bei der Heizung, bei der Sicherung und bei der Bewachung bedeutende Synergien nutzen lassen, ist der Bereich der Untersuchungshaft auf zusätzliche Räumlichkeiten für Verpflegung, Gesundheitsversorgung, Wäscherei und Besuche angewiesen.

Zwar können die Hauptmahlzeiten im zukünftigen Lebensmittelzentrum des Standorts Bellechasse im Sektor des offenen Vollzugs zubereitet werden (s. Punkt 6), doch die neue Einrichtung für die Untersuchungshaft muss dennoch über einen eigenen Raum zum Aufwärmen der Mahlzeiten und für einige einfache Arbeiten verfügen.

Zudem muss eine Kantine mit einer Fläche von 30 m² eingerichtet werden, die als Sammel- und Startbereich für die Fachpersonen für Justizvollzug dienen wird. Ein Teil von ihnen wird sich grundsätzlich dort verpflegen, damit sichergestellt ist, dass in dem Gebäude durchgehend genügend Mitarbeitende anwesend sind, um in Notfällen oder bei unvorhergesehenen Ereignissen wie einer Ankunft oder einer Entlassung sofort reagieren zu können.

Was die Gesundheitsversorgung angeht wird das Gesundheitszentrum des Standorts Bellechasse in der Lage sein, die Gefangenen der neuen Einrichtung für spezifische Pflegeleistungen wie Zahnbehandlungen oder Röntgenaufnahmen aufzunehmen. Für die medizinische Grundversorgung, namentlich für Arztvisiten und psychiatrische Sprechstunden, müssen jedoch Räumlichkeiten im Gebäude selbst zur Verfügung stehen, damit die Gefangenen den UH-Sektor nicht zu verlassen brauchen. Zu diesem Zweck sind zwei Behandlungsräume, zwei Büros für das Pflegepersonal, ein Büro/Sprechzimmer für die Psychiatrie und ein Raum für die Lagerung der Medikamente vorgesehen.

Für die laufende Verwaltung der Fälle, die eine direkte und rasche Bearbeitung innerhalb der Einrichtung erfordern, ist eine Fläche von 152 m² vorgesehen. Alle Räume werden deshalb so angeordnet, dass sich die Büros der Verwaltung in der Nähe der Räume für die Sicherheit befinden und dass der Bedarf an Sicherheits- und Einsatzschleusen zwischen den verschiedenen Sektoren gedeckt ist. Personalmanagement und allgemeine Buchhaltung werden weiterhin vom Personal der Freiburger Strafanstalt im Hauptverwaltungsgebäude des Standorts geführt.

Ein Besuchsraum, drei Anhörungsräume, zwei Schulungsräume und ein Raum für die Seelsorge vervollständigen das Raumprogramm, wodurch das Gebäude so eigenständig wie möglich betrieben werden kann.

Weiter ist darauf hinzuweisen, dass in Zukunft alle Arrestzellen des Standorts Bellechasse in diesem Gebäude betrieben werden. Zwischen dem Sektor des Straf- und Massnahmenvollzugs und dem heutigen VSV-Gebäude wird es eine spezielle Verbindung geben, damit eine möglichst klare Trennung zwischen den beiden Haftregimen gewährleistet ist. Aufgrund der Gesamtzahl der Gefangenen müssen mindestens 9 Zellen bereitgestellt werden (grundsätzlich 3% der Plätze gemäss Bundesamt für Justiz). Der Sektor im Untergeschoss des VSV-Gebäudes, der 8 Plätze umfasst, soll deshalb um eine zusätzliche Zelle vergrössert werden.

Für das Management der Ein- und Austritte von Gefangenen sind vier neue Eintritts- und Wartezellen geplant. Im Eingangssektor sollen auch Räumlichkeiten für die elektronische Kontrolle der Gefangenen und des Gepäcks, ein Raum für die Aufbewahrung der persönlichen Effekten der Gefangenen und ein Empfangsbüro für die Erledigung verschiedener Formalitäten (Fotografieren, Inventar der persönlichen Effekten usw.) eingerichtet werden. Ein Personaleingang und ein Besuchereingang sind im detaillierten Raumprogramm im Anhang dieser Botschaft ebenfalls eingeplant.

5.2. Schaffung eines Lebensmittelzentrums

Zur Erinnerung: Der Studienkredit für die Erweiterung des Standorts Bellechasse, den der Grosse Rat im Juni 2016 genehmigt hat, sah auch einen Umbau der bestehenden Küche von Bellechasse vor, um sie mit den geltenden Bestimmungen in Einklang zu bringen und ihre Kapazität für die Zubereitung der zusätzlich benötigten Mahlzeiten zu erhöhen. Eine böse Überraschung bei den Kosten des geplanten Projekts und die Aussicht auf den Umzug des Zentralgefängnisses an den Standort Bellechasse bewegten den Staatsrat nun dazu, auf die ursprünglich geplante und analysierte Investition zu verzichten. Die Idee einer Küchenrenovation wird ganz aufgegeben. Stattdessen soll in der Verlängerung des Gebäudes, in dem der offene Vollzug untergebracht ist, ein ganzes Lebensmittelzentrum (Küche, Kühlraum, Spültechnik usw.) entstehen. Die in verschiedene Zonen aufgeteilte Bruttogeschossfläche wird auf insgesamt 585 m² geschätzt. Die neue Einrichtung wird vollkommen zweckmässig sein und dabei etwas weniger kosten als eine Renovation. Die Räumlichkeiten der aktuellen Küche werden umgenutzt. An ihrer Stelle sind eine Bäckerei, ein neuer Teil der Konditorei und neue, heute fehlende Garderoben vorgesehen. Überdies werden ein Ergotherapieaum für die Gefangenen im offenen Vollzug und Gemeinschaftsräume geschaffen. Letztere werden auch als geschützte Werkstätte für Gefangene im Vollzug einer therapeutischen Massnahme und für ältere Gefangene dienen.

5.3. Anpassung des Parkplatzes

Während der Standort Bellechasse heute über 200 Haftplätze verfügt, wird er bis 2025, 2026 300 Plätze verwalten, davon 280 am Hauptstandort und 20 weitere in der Nähe des Bahnhofs von Sugiez. Der Parkplatz muss demnach vergrössert werden, dies umso mehr, als er beim Bau der 40 Plätze für den VSV nicht angepasst worden war und heute regelmässig voll belegt ist. Es ist deshalb vorgesehen, 48 Parkplätze für Personenwagen und 6 weitere für Motorräder zu bauen. Diese Zahl lässt sich mit zwei zusätzlichen Fahrzeugreihen parallel zur Längsseite des bestehenden Parkplatzes erreichen.

5.4. Neues Gebäude «Passerelle» für Arbeitsexternat und Halbgefängenschaft am Standort der alten Schule von Sugiez

Um die Haftregime Halbgefängenschaft und Arbeitsexternat am Standort der alten Schule von Sugiez unterzubringen, sind recht umfangreiche Arbeiten erforderlich. Damit jegliche Nachbarschaftsprobleme vermieden werden können, wird das Gebäude die Form eines L haben, wobei die sichtbaren Seiten zur Strasse hin keine Fenster aufweisen werden. Die bewohnten Teile sollen parallel zu den umliegenden Strassen verlaufen und der Aussenhof auf der Seite des Waldes und des bestehenden Parkplatzes zu liegen kommen.

Gemäss dem drei Etagen umfassenden Raumprogramm soll das Erdgeschoss hauptsächlich für Personal, Sicherheit und Hauswirtschaft genutzt werden. Die beiden oberen Etagen sind für die Gefangenen vorgesehen und werden eine ähnliche Raumaufteilung aufweisen. Jede Etage umfasst 10 Zimmer, die zum Hof reichen, wodurch sich der Kontakt zu den umliegenden Strassen des Gebäudes verhindern lässt. Im Übrigen wird jede Etage namentlich über zwei Waschküchen, zwei kleine Küchen, ein Raucherzimmer, eine Bibliothek und Toiletten verfügen. Die Bruttogeschossfläche wird auf insgesamt 907,2 m² geschätzt.

6. Finanzielle Auswirkungen

6.1. Investitionskosten

6.1.1. Baukosten

Die Bruttoinvestitionskosten für die zweite Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026 wurden auf insgesamt 29,249 Millionen Franken veranschlagt. Die Schätzung beruht namentlich auf den Kosten pro Quadratmeter Geschossfläche in der ersten Etappe der Vollzugsplanung und auf den Baukosten für die Justizvollzugsanstalt Lenzburg im Kanton Aargau. Nach Abzug der vom Bund gewährten Beiträge in der Höhe von geschätzten 2,601 Millionen Franken (1,367 Millionen für den Umzug der Vollzugsanstalt «Les Falaises» und 1,233 Millionen für das Lebensmittelzentrum) und der Arbeiten, die direkt von der FRSA – Standort Bellechasse ausge-

führt und auf 500 000 Franken veranschlagt werden, dürfte der Anteil des Staats Freiburg für die rein baulichen Aspekte rund 26,148 Millionen Franken betragen. Zum jetzigen Zeitpunkt der Projektierung wurden die Kostenschätzungen vom Architekturbüro LZA Architectes SA in Zusammenarbeit mit der FRSA und dem Hochbauamt vorgenommen.

Die genauen Beträge nach Objekt sind im beiliegenden Dokument aufgeführt und lassen sich wie folgt zusammenfassen:

| | |
|--|-------------------------|
| 1. Realisierung Gebäude «Bibera» | Fr. 19 776 000.– |
| 2. Lebensmittelzentrum | Fr. 4 745 000.– |
| 3. Realisierung Gebäude «Passerelle» | Fr. 4 558 000.– |
| 4. Vergrösserung des bestehenden Parkplatzes | Fr. 170 000.– |
| Total | Fr. 29 249 000.– |

Für die Sicherung des Geländes während der Bauarbeiten müssen ebenfalls private Dienstleistungen von Dritten im Wert von 400 000 Franken pro Jahr in Anspruch genommen werden, weil der Standort Bellechasse während der Arbeiten weiterbetrieben wird. Der über die Dauer der Bauarbeiten verteilte Gesamtbetrag beläuft sich somit auf rund 1 200 000 Franken¹. Diese Summe ist ebenfalls im Verpflichtungskredit zu berücksichtigen.

6.1.2. Übrige Kosten der zukünftigen Bauarbeiten

Neben den direkten Baukosten wird das Projekt auch zeitlich begrenzte Nebenkosten verursachen.

Für die Ausbildung und Schulung des Personals im Hinblick auf die neue Konfiguration der Gebäude und die neue interne Organisation der FRSA müssen vor der Inbetriebnahme der neuen Räumlichkeiten vorübergehend zusätzliche Personen angestellt werden.

Zudem wird für die Entwicklung der neuen Arbeits- und Betriebsorganisation der FRSA mit drei getrennten Hafttypen sicherlich externe Hilfe nötig sein, damit die Direktionsmitglieder in dieser arbeitsintensiven Zeit unterstützt werden können.

In den entsprechenden Budgets sind für die Finanzierung dieser besonderen Ausgaben zusätzliche Mittel einzutragen.

Die Schliessung des Zentralgefängnisses und der Vollzugsanstalt «Les Falaises» hat zur Folge, dass die Subventionen, die der Bund dem Kanton Freiburg seinerzeit gewährt hatte, zurückerstattet werden müssen. Geht man von einer Rückerstattung im Jahr 2025 aus, so ergibt sich ein Betrag von

¹ 3 Jahre × 400 000 Franken = 1 200 000 Franken (Kosten geschätzt mit einem Tarifsatz von 45 Franken pro Stunde, 7 Tage die Woche, rund um die Uhr)

400 000 Franken¹, der beim zu beantragenden Verpflichtungskredit zu berücksichtigen ist.

Schliesslich ist im Hinblick auf die Beantragung des Verpflichtungskredits auch zu entscheiden, wie und zu welchen Kosten der Umzug des Zentralgefängnisses an den Standort Bellechasse konkret ablaufen soll.

6.2. Zukünftige Betriebskosten

6.2.1. Personalkosten

Aus der Zusammenführung aller Haftformen am Standort Bellechasse werden sich einige Synergien ergeben. Zurzeit belaufen sich die Vollzeitäquivalente (nachfolgend: VZÄ) auf 39,40 für den Standort Zentralgefängnis und 139,44 für den Standort Bellechasse. Nach der Schliessung des Zentralgefängnisses sollte abgesehen von der Konkretisierung der Therapiestation langfristig kein zusätzliches Personal nötig sein. Die FRSA wird jedoch ihre Struktur und ihre interne Organisation überarbeiten müssen, um die Synergien, die durch die Zusammenführung entstehen, optimal nutzen zu können und so insbesondere die Betreuung von Personen mit einer therapeutischen Massnahme und Gefangenen in der zweiten Phase der Untersuchungshaft zu verbessern.

Das neue Gebäude für das Arbeitsexternat und die Halbgefangenschaft wird weiter als heute vom Hauptvollzugsstandort entfernt sein. Da eine Intervention vom Hauptstandort Bellechasse aus deshalb mehr Zeit erfordert, muss die Verteilung der VZÄ unweigerlich zugunsten dieser neuen Einrichtung angepasst werden. Dennoch wird sie weniger Ressourcen beanspruchen als eine Einrichtung in der Stadt Freiburg oder in deren Agglomeration. So müssten für ein weit vom Hauptstandort entferntes Gebäude unweigerlich neue VZÄ geschaffen werden, wobei die Einrichtung weniger von zusätzlichen Leistungen des Hauptstandorts profitieren könnte. Die FRSA hat eine Arbeitsgruppe eingesetzt, welche die zukünftige Arbeitsweise der Häuser entsprechend ihrer Haftform definieren soll. Anhand ihrer Überlegungen und Ergebnisse wird es möglich sein, die obgenannten Punkte im Antrag für den Verpflichtungskredit genauer auszuführen.

6.2.2. Übrige Kosten

Neben den obgenannten Personalkosten sind weitere Ausgaben vorzusehen.

Erstens ist aufgrund des Transports von Anwältinnen und Anwälten zum neuen Standort in Bellechasse mit einer leichten Kostensteigerung zu rechnen. Ausgehend von den 360 Besuchen, die 2018 im heutigen Zentralgefängnis stattgefunden haben, kann dieser Betrag auf 45 000 Franken

geschätzt werden (50 km multipliziert mit Fr. 2.50 pro Kilometer (gemäss dem Tarif der unentgeltlichen Rechtspflege) multipliziert mit 360). Dieser Betrag ist jedoch gering verglichen mit den Vorteilen einer Zusammenführung aller Hafttypen an einem Standort (bessere Sicherung, Modularität, höhere Flexibilität usw.) und den jährlichen Gesamtkosten der unentgeltlichen Rechtspflege in Strafsachen (1,5% des Totalbetrags von 3 Millionen aus dem Jahr 2018, gemäss dem Tätigkeitsbericht des Amts für Justiz).

Zweitens wird die Erhöhung der Fahrzeit und der Kilometerzahl bei der Verlegung der Gefangenen an den Standort Bellechasse zusätzliche Ausgaben zur Folge haben. Eine Arbeitsgruppe entwickelt im Hinblick auf den Verpflichtungskredit verschiedene Modelle, um einen möglichst preisgünstigen Transport sicherzustellen.

7. Höhe des Studienkredits

Für die Entwicklung der Bauvorhaben im Hinblick auf die Realisierung der in der zweiten Etappe der Vollzugsplanung geplanten und auf 29,249 Millionen Franken veranschlagten Infrastruktur werden 1,76 Millionen Franken benötigt. Zudem ist ein Betrag von 40 000 Franken erforderlich, damit in einer Vorstudie die Zukunft des Zentralgefängnisses und der Strafanstalt «Les Falaises» nach deren Schliessung geklärt werden kann. Dabei ginge es lediglich darum, Optionen für eine neue Nutzung der Infrastruktur festzulegen. Je nach gewählter Variante könnte zu gegebener Zeit ein separater Projektierungskredit beantragt werden. Der Gesamtbetrag für den vorliegenden Projektierungskredit in der Höhe von 1,8 Millionen Franken ist bereits im Finanzplan 2020–2023 vorgesehen.

8. Zeitplan

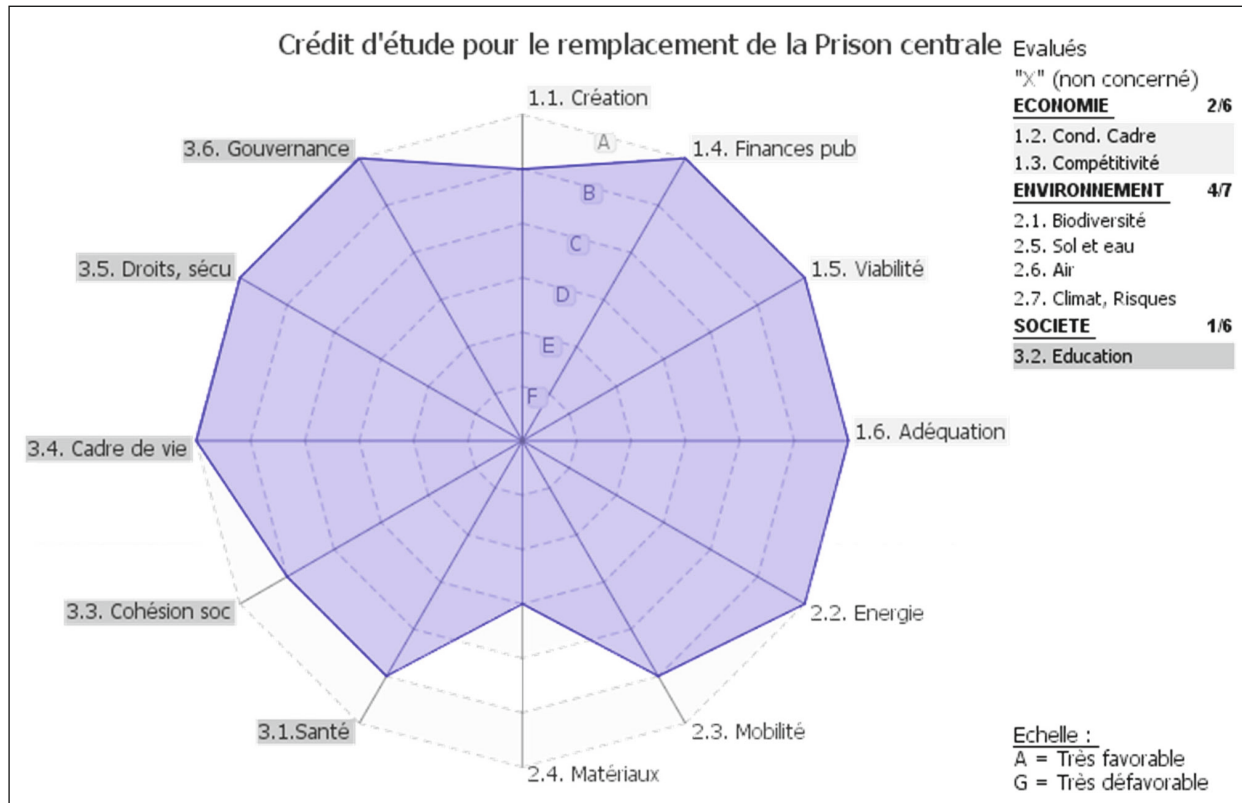
Im ersten Halbjahr 2021 sollte ein Verpflichtungskredit beantragt werden. Demnach wäre die Ausschreibung im Verlauf desselben Jahres zu lancieren.

Ohne unvorhergesehene Umstände sollte der vergrösserte Parkplatz ab 2022 einsatzbereit sein. Die gestaffelte Inbetriebnahme der übrigen Infrastruktur beginnt 2023 mit der neuen Küche, worauf Anfang 2024 die Einrichtung für die Halbgefangenschaft und das Arbeitsexternat und 2025 das neue Zentralgefängnis folgen. Nach jeder Inbetriebnahme ist jedoch eine Phase für die Schulung und die Verlegung der Gefangenen einzuplanen. Das Projekt als Ganzes wird deshalb erst Ende des Jahres 2025 voll betriebsbereit sein.

¹ Es handelt sich um eine Subvention von ca. 220 000 Franken für die Vollzugsanstalt «Les Falaises» aus dem Jahr 2010 und eine Subvention von 180 000 Franken für die Werkstatt und die Renovation des Spazierhofs aus dem Jahr 2014.

9. Nachhaltige Entwicklung

Die zweite Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026 wurde als Ganzes nach den Kriterien der nachhaltigen Entwicklung anhand von Boussole21 beurteilt¹.



10. Fazit

Abschliessend bestätigt der Staatsrat, dass die Schliessung des Zentralgefängnisses nun Priorität hat und vor 2026 erfolgen muss. Angesichts der oben ausgeführten Argumente stellt die Verlegung des Zentralgefängnisses an den Standort Bellechasse die einzige Lösung dar, die sich innert vernünftiger Frist und in einem vernünftigen Kostenrahmen realisieren lässt.

Damit die Kosten der notwendigen Bauvorhaben ermittelt werden können, ist ein Projektierungskredit unabdingbar. Abschliessend ersuchen wir Sie, den vorliegenden Dekretentwurf gutzuheissen.

Anhänge:

1. Raumprogramm
2. Tabellarische Zusammenfassung der Kostenschätzung
3. Boussole21

¹ S. Anhang 3

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'étude en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): –

Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2019-DSJ-180 du Conseil d'Etat du 16 décembre 2019;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

Art. 1

¹ Un crédit d'étude de 1,8 million de francs est ouvert auprès de l'Administration des finances pour le financement des études préparatoires en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026.

Art. 2

¹ Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets financiers annuels du Service des bâtiments, sous la rubrique EBEL-3365/5040.000, et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Dekret über einen Studienkredit für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –

Geändert: –

Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2019-DSJ-180 des Staatsrats vom 16. Dezember 2019;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Zur Finanzierung der Vorstudien für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026 wird bei der Finanzverwaltung ein Studienkredit von 1,8 Millionen Franken eröffnet.

Art. 2

¹ Die erforderlichen Zahlungskredite werden unter der Kostenstelle EBEL-3365/5040.000 in die jährlichen Finanzvoranschläge des Hochbauamts eingetragen und entsprechend den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 3

¹ Les dépenses relatives aux études préparatoires seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 LFE.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.
Il entre en vigueur immédiatement.

Art. 3

¹ Die Ausgaben für die Vorstudien werden in der Staatsbilanz aktiviert und gemäss Artikel 27 FHG abgeschrieben.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

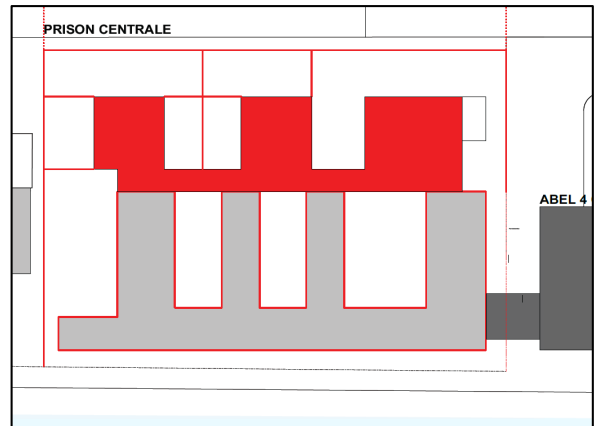
Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

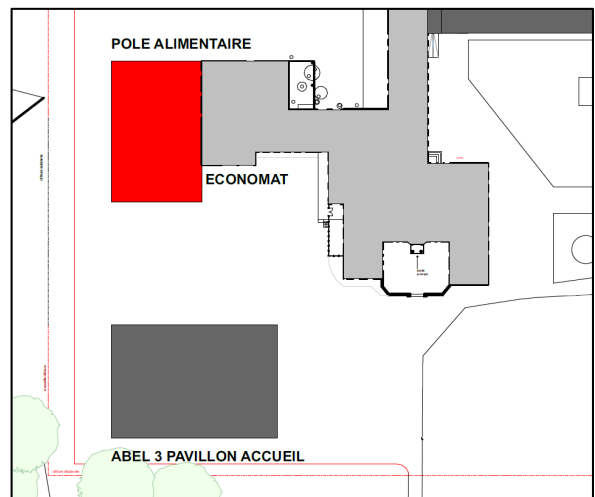
Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.
Es tritt sofort in Kraft.

- 1) Déplacement Prison Centrale à Bellechasse 80 places
- 2) Pôle Alimentaire à Bellechasse
- 3) Semi Détention et Travail externe à Sugiez 20 places

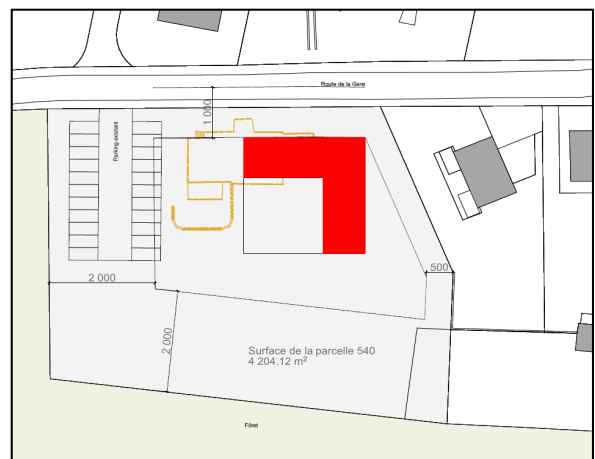
Liste des besoins en locaux par secteur



1. Déplacement Prison Centrale schéma de situation



2. Pôle Alimentaire schéma de situation



3. Semi Détention et Travail externe schéma de situation

1) Déplacement Prison Centrale à Bellechasse - Programme locaux pour 80 places

| Nom | Secteur | Quoi | Nombre locaux | Surface M2 | Surface Total M2 |
|---|---------|---|---------------|--------------|------------------|
| Secteur 1 - sécurité | | | | | |
| | 1 | Porte, sas poste contrôle | 2 | 16.0 | 32.0 |
| | 1 | Entrée personnel avec échange de clefs | 1 | 8.0 | 8.0 |
| | 1 | Entrée visiteurs avec détecteur métal | 1 | 12.0 | 12.0 |
| | 1 | Local contrôle des personnes | 1 | 4.0 | 4.0 |
| | 1 | Centrale de surveillance | 2 | 12.0 | 24.0 |
| | 1 | Local technique | 2 | 6.0 | 12.0 |
| | 1 | Bureau chef | 1 | 15.0 | 15.0 |
| | 1 | Bureau dossiers des prévenus | 2 | 10.0 | 20.0 |
| | 1 | Local nettoyage, wc, douche avec vestiaire | 1 | 15.0 | 15.0 |
| | 1 | Sas de sécurité générale | 9 | 8.0 | 72.0 |
| | 1 | Sas d'intervention pour arrêt/cellules discipl. | 4 | 6.0 | 24.0 |
| Total secteur 1 | | | | | 238.0 |
| | | Sas fermé véhicule détenus | 1 | 50.0 | |
| | | Sas fermé véhicule livraisons | 1 | 100.0 | |
| Total extérieur | | | | 150.0 | |
| Total secteur 1 | | | | | 238.0 |
| Secteur 2 - administration | | | | | |
| | 2 | Bureau personnel de sécurité | 1 | 30.0 | 30.0 |
| | 2 | Bureau des responsables du service sociale | 2 | 10.0 | 20.0 |
| | 2 | Salle de réunion de conduite | 1 | 20.0 | 20.0 |
| | 2 | Local copie et ordinateurs | 1 | 5.0 | 5.0 |
| | 2 | WC et local nettoyage | 1 | 15.0 | 15.0 |
| Total secteur 2 | | | | | 90.0 |
| Secteur 3 - personnel env.40 personnes | | | | | |
| | 3 | Cantine | 1 | 30.0 | 30.0 |
| | 3 | Fumoir | 1 | 5.0 | 5.0 |
| | 3 | Office | 1 | 5.0 | 5.0 |
| | 3 | Local nettoyage | 1 | 5.0 | 5.0 |
| | 3 | Vestiaires, WC et douches | 1 | 50.0 | 50.0 |
| Total secteur 3 | | | | | 95.0 |
| Secteur 4 - détenus | | | | | |
| | 4 | Local d'auditions | 6 | 5.0 | 30.0 |
| | 4 | WC détenus et personnel séparés | 2 | 5.0 | 10.0 |
| | 4 | Local de soins | 1 | 18.0 | 18.0 |
| | 4 | Stock de médicaments | 1 | 15.0 | 15.0 |
| | 4 | Bureau infirmerie | 2 | 15.0 | 30.0 |
| | 4 | Salle d'attente | 1 | 5.0 | 5.0 |
| | 4 | Douche | 1 | 4.0 | 4.0 |
| | 4 | WC | 2 | 3.0 | 6.0 |
| Service dentaire | 4 | Prévu dans le centre médical ABEL4 | 0 | 0.0 | 0.0 |
| Psychiatre | 4 | Bureau, salle de discussion | 1 | 12.0 | 12.0 |
| Formation secteur | 4 | Salle de formation | 2 | 15.0 | 30.0 |
| | 4 | Local matériel | 2 | 5.0 | 10.0 |
| | 4 | WC | 2 | 3.0 | 6.0 |
| Locaux spéciaux | 4 | Salle d'Aumônerie | 1 | 10.0 | 10.0 |
| | 4 | Bibliothèque | 6 | 2.0 | 12.0 |
| Aire de visite | 4 | Local de surveillance | 1 | 3.0 | 3.0 |
| | 4 | Local d'attente | 1 | 10.0 | 10.0 |
| | 4 | Coin boissons | 1 | 3.0 | 3.0 |
| | 4 | Salle de visites | 1 | 35.0 | 35.0 |
| | 4 | Local de visites normale pour famille | 2 | 12.0 | 24.0 |
| | 4 | Local de visite avec parois séparation | 15 | 4.0 | 60.0 |
| | 4 | WC détenus et personnel séparés | 2 | 10.0 | 20.0 |
| Sport | 4 | Salle de fitness | 2 | 50.0 | 100.0 |
| | 4 | Local de surveillance | 2 | 3.0 | 6.0 |
| | 4 | Cabine téléphonique | 2 | 3.0 | 6.0 |
| Total secteur 4 | | | | | 465.0 |

| Nom | Secteur | Quoi | Nombre locaux | Surface M2 | Surface Total M2 |
|---|---------|---|---------------|-------------|------------------|
| Secteur 5 - entrée/sortie pour détenus | | | | | |
| | 5 | Cellules d'entrée et cellules d'attente | 4 | 8.0 | 32.0 |
| | 5 | Local pour les contrôles électroniques et des bagages | 1 | 20.0 | 20.0 |
| | 5 | Douche | 1 | 2.0 | 2.0 |
| | 5 | WC | 1 | 3.0 | 3.0 |
| | 5 | Local pour se changer | 1 | 12.0 | 12.0 |
| | 5 | Local pour les contrôles des personnes | 1 | 8.0 | 8.0 |
| | 5 | Local pour les effets personnels | 1 | 40.0 | 40.0 |
| | 5 | Bureau d'accueil pour les prévenus et la gestion | 1 | 8.0 | 8.0 |
| Total secteur 5 | | | | | 125.0 |
| Secteur 6 - habitat | | | | | |
| | 6 | 36 cellules exist sans douche DAJ2 | 36 | 12.0 | 432.0 |
| | 6 | 4 cellules exist sans douche DAJ2 | 4 | 12.0 | 48.0 |
| | 6 | 30 nouvelles cellules avec douches DAJ1 | 30 | 14.6 | 438.0 |
| | 6 | 5 nouvelles cellules LMC avec douches | 5 | 14.6 | 73.0 |
| | 6 | 5 nouvelles cellule, zone tampon avec douches | 5 | 14.6 | 73.0 |
| | 6 | Zone commune secteur LMC | 1 | 37.0 | 37.0 |
| | 6 | Zone commune secteur Tampon | 1 | 37.0 | 37.0 |
| | 6 | Local de surveillance | 4 | 5.0 | 20.0 |
| | 6 | Local séjour pour DAJ2 | 2 | 15.0 | 30.0 |
| | 6 | Cuisinette de groupe pour DAJ2 | 2 | 5.0 | 10.0 |
| | 6 | Local douches | 4 | 6.0 | 24.0 |
| | 6 | Cabines de téléphone | 4 | 1.0 | 4.0 |
| | 6 | Cabines de téléphone | 4 | 1.0 | 4.0 |
| | 6 | Local de nettoyage | 8 | 5.0 | 40.0 |
| | 6 | Secteur disciplinaire | 8 | 12.0 | 96.0 |
| | 6 | Secteur disciplinaire | 1 | 12.0 | 12.0 |
| | 6 | Local préparation et nettoyage | 2 | 15.0 | 30.0 |
| Total secteur 6 | | | | | 1408.0 |
| Secteur 7 - travail | | | | | |
| | 7 | Ateliers pour 35 détenus DAJ2 | 35 | 5.0 | 175.0 |
| | 7 | Ateliers pour 5 détenus LMC | 5 | 8.6 | 43.0 |
| | 7 | Ateliers pour 5 détenus zone tampon | 5 | 8.6 | 43.0 |
| | 7 | Bureau responsable DAJ2 | 2 | 10.0 | 20.0 |
| | 7 | Dépôt matériel DAJ2 | 2 | 30.0 | 60.0 |
| | 7 | Local de pause | 2 | 10.0 | 20.0 |
| | 7 | Réception et expédition de la marchandise | 1 | 50.0 | 50.0 |
| | 7 | Local nettoyage | 1 | 5.0 | 5.0 |
| | 7 | WC dans ateliers pour détenus | 4 | 5.0 | 20.0 |
| | 7 | WC personnel dans ateliers | 4 | 2.0 | 8.0 |
| | 7 | Dépôt déchets ateliers | 1 | 20.0 | 20.0 |
| Total secteur 7 | | | | | 464.0 |
| Secteur 8 - économie domestique | | | | | |
| | 8 | Buanderie existante déplacée | | | |
| | 8 | Buanderie interne | 1 | 40.0 | 40.0 |
| | 8 | Préparation repas | 1 | 40.0 | 40.0 |
| | 8 | Wc séparés pour le personnel et les détenus | 3 | 5.0 | 15.0 |
| | 8 | Local dépôt uniquement de base | 1 | 50.0 | 50.0 |
| Total secteur 8 | | | | | 145.0 |
| | 8 | Local dépôt containers | 1 | 15.0 | |
| | 8 | Local recyclage | 1 | 15.0 | |
| Total extérieur | | | | 30.0 | |
| Total secteur 8 | | | | | 145.0 |
| Non reconnu | | | | | |
| | | Locaux techniques chauffage sous-station | 1 | 15.0 | 15.0 |
| | | Locaux techniques électrique | 1 | 15.0 | 15.0 |
| | | Ascenseur monte-charge, 1 existe déjà | | | |
| | | 1 nouvel ascenseur | | | |
| Total | | | | | 30.0 |
| Surfaces extérieures | | | | | |
| | | Extension du parking existant env. 1'000m2 | | | |
| | | 2 cours promenade DAJ | | | |
| | | 1 cour de promenade LMC | | | |
| | | 1 cour de promenade zone tampon | | | |
| | | Cour de promenade secteur disciplinaire | | | |
| | | Clôture et mur d'enceinte | | | |

1) Déplacement Prison Centrale à Bellechasse - Récapitulatif

| Nom | Secteur | Quoi | Nombre locaux | Surface M2 | Surface Total M2 |
|--|---------|------|---------------|------------|------------------|
| Total général surfaces nettes | | | | | 3060.0 |
| env. 60% murs, corridors et techniques | | | | | 2040.0 |
| Total de surfaces brutes de plancher estimées | | | | | 5100.0 |
| Surfaces de plancher partie neuve env. | | | | | 2550.0 |
| Surfaces de plancher parties existantes env. | | | | | 2550.0 |

2) Pôle Alimentaire à Bellechasse

| Nom | Secteur | Quoi | Nombre locaux | Surface M2 | Surface Total M2 |
|--|---------|---|---------------|------------|------------------|
| Secteur 1 Fonctionnement | | | | | |
| Prevu dans le Bâtiment existant (Pavillon) | 1 | Vestiaire détenus 20 personnes | 1 | 15.0 | |
| | 1 | Local de pause détenus 20 personnes | 1 | 20.0 | |
| | 1 | Vestiaire personnel 8 personnes | 1 | 10.0 | |
| | 1 | Locale de pause personnel 8 pers. | 1 | 15.0 | |
| | 1 | WC Détenus | 1 | 5.0 | |
| | 1 | WC + douche employés | 1 | 7.0 | |
| | 1 | Local réunion, personnel et visite ext. | 1 | 15.0 | |
| | 1 | Bureau du chef et équipe de cuisine | 1 | 20.0 | |
| | 1 | Salle pour banquet visite 1 | 1 | 60.0 | |
| | 1 | Salle pour banquet visite 2 | 1 | 30.0 | |
| | 1 | Cuisinette pour banquet | 1 | 10.0 | |
| Total secteur 1 | | | | | 0.0 |
| Secteur 2 Laverie | | | | | |
| | 2 | Zone de lavage | 1 | 30.0 | 30.0 |
| | 2 | Stockage produit | 1 | 10.0 | 10.0 |
| | 2 | Friqo lavure | 1 | 5.0 | 5.0 |
| Total secteur 2 | | | | | 45.0 |
| Secteur 3 Boulangerie et pâtisserie | | | | | |
| | 3 | Boulangerie | 1 | 50.0 | 50.0 |
| | 3 | Pâtisserie | 1 | 20.0 | 20.0 |
| | 3 | Friqo | 1 | 10.0 | 10.0 |
| | 3 | Congélateur | 1 | 10.0 | 10.0 |
| | 3 | Economat | 1 | 10.0 | 10.0 |
| Total secteur 3 | | | | | 100.0 |
| Secteur 4 Cuisine | | | | | |
| | 4 | Congélateur Poisson, légumes, divers | 1 | 20.0 | 20.0 |
| | 4 | Friqo Légumes sales | 1 | 10.0 | 10.0 |
| | 4 | Friqo légumes préparés | 1 | 5.0 | 5.0 |
| | 4 | Friqo Produit Laitier | 1 | 10.0 | 10.0 |
| | 4 | Friqo Viande et poisson décongélation | 1 | 10.0 | 10.0 |
| | 4 | Friqo Mixte petit | 1 | 5.0 | 5.0 |
| | 4 | Friqo mixte grand | 1 | 10.0 | 10.0 |
| | 4 | Surface pour préparation de base | 1 | 30.0 | 30.0 |
| | 4 | Surface cuisine froide | 1 | 40.0 | 40.0 |
| | 4 | Surface Cuisine zone de cuisson | 1 | 70.0 | 70.0 |
| | 4 | Surface de conditionnement | 1 | 15.0 | 15.0 |
| | 4 | Zone matériel | 1 | 15.0 | 15.0 |
| | 4 | Economat | 1 | 15.0 | 15.0 |
| Total secteur 4 | | | | | 255.0 |
| Secteur 5 Technique | | | | | |
| | 5 | Locaux techniques | 1 | 50.0 | 50.0 |
| Total secteur 6 | | | | | 50.0 |
| Total général surfaces nettes | | | | | 450.0 |
| 30% murs, corridors et techniques | | | | | 135.0 |
| Total de surfaces brutes de plancher estimées | | | | | 585.0 |

3) Semi Détention et Travail externe à Sugiez 20 places

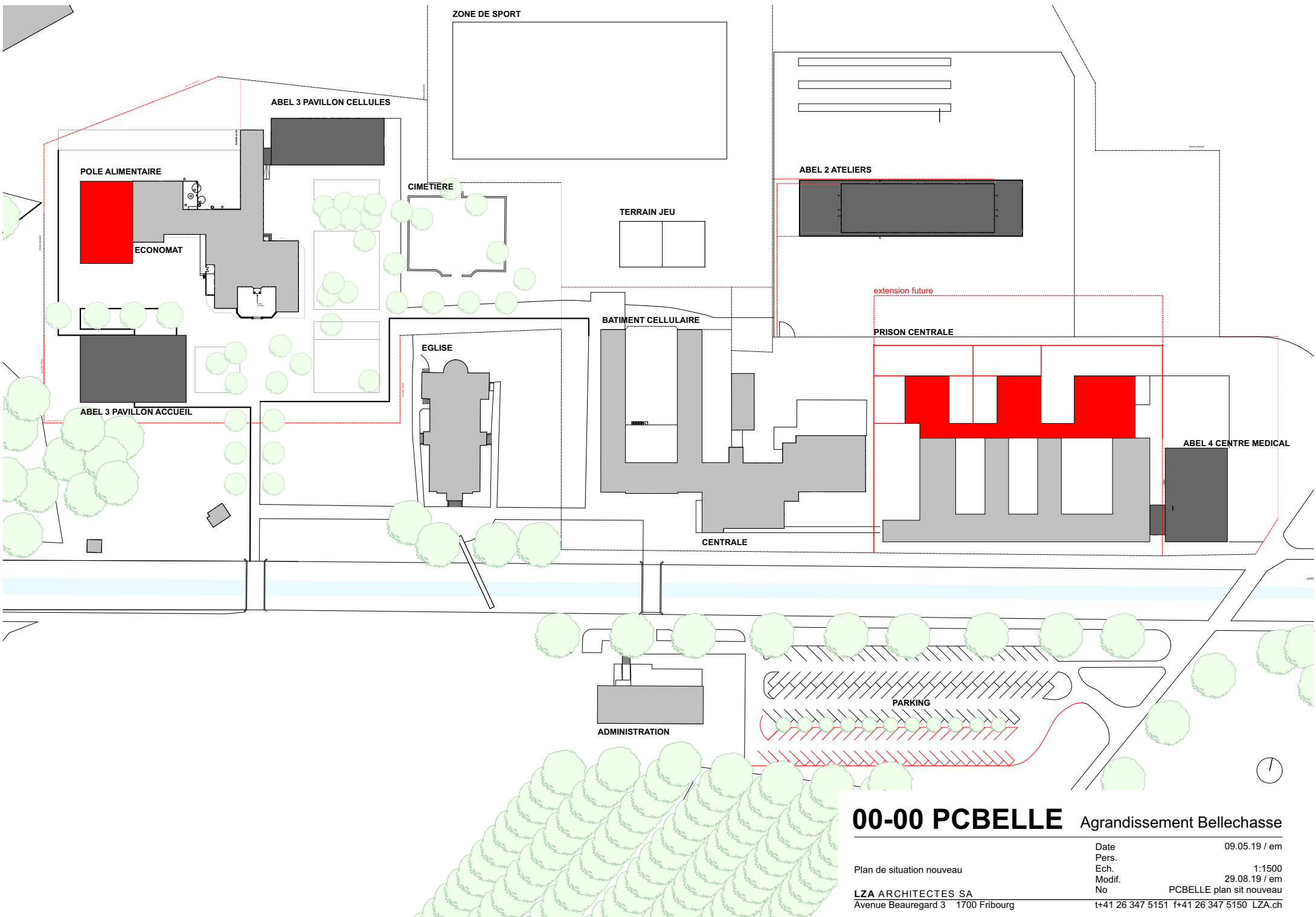
| Nom | Secteur | Quoi | Nombre locaux | Surface M2 | Surface Total M2 |
|---|---------|--|---------------|------------|------------------|
| Secteur 1 sécurité | | | | | |
| | 1 | Porte, sas poste contrôle | 1 | 6.0 | 6.0 |
| | 1 | Local contrôle des personnes | 1 | 6.0 | 6.0 |
| | 1 | Central de surveillance | 1 | 15.0 | 15.0 |
| | 1 | Bureau chef | 1 | 15.0 | 15.0 |
| | 1 | Local nettoyage, wc, douche avec vestaire | 1 | 15.0 | 15.0 |
| | 1 | Cellule de dégrisement avec wc | 1 | 12.0 | 12.0 |
| Total secteur 1 | | | | | 69.0 |
| Secteur 2 administration | | | | | |
| | 2 | Salle de conférence | 1 | 15.0 | 15.0 |
| Total secteur 2 | | | | | 15.0 |
| Secteur 3 personnel env.2 personnel + 20 détenus | | | | | |
| | | Salle à manger avec possibilités d'approvisionnement | | | |
| | 3 | Cantine | 1 | 60.0 | 60.0 |
| | 3 | Fumoir | 1 | 7.0 | 7.0 |
| | 3 | Office | 1 | 15.0 | 15.0 |
| Total secteur 3 | | | | | 82.0 |
| Secteur 4 détenus | | | | | |
| Chambres et service médicaux | 4 | Bureau service social si possible 2 portes | 2 | 10.0 | 20.0 |
| | 4 | Bibliothèque | 2 | 7.0 | 14.0 |
| | 4 | Fumoir | 2 | 7.0 | 14.0 |
| | 4 | Salle de fitness | 1 | 20.0 | 20.0 |
| Total secteur 4 | | | | | 68.0 |
| Secteur 5 entrée/sortie pour détenus | | | | | |
| | | | | | |
| Total secteur 5 | | | | | 0.0 |
| Secteur 6 habitat | | | | | |
| | 6 | Chambres dont 5 séparées pour femmes | 20 | 10.0 | 200.0 |
| | 6 | Local séjour | 4 | 10.0 | 40.0 |
| | 6 | Cuisinette de groupe | 4 | 10.0 | 40.0 |
| | 6 | Local douches | 8 | 3.0 | 24.0 |
| | 6 | Local wc | 8 | 3.0 | 24.0 |
| | 6 | Local de nettoyage | 4 | 5.0 | 20.0 |
| Total secteur 6 | | | | | 348.0 |
| Secteur 7 travail | | | | | |
| | | | | | |
| Total secteur 7 | | | | | 0.0 |
| Secteur 8 économie domestique | | | | | |
| | 8 | Buanderie uniquement pour besoin interne | 4 | 5.0 | 20.0 |
| | 8 | Frigos, congélateurs | 20 | 0.5 | 10.0 |
| | 8 | Local de recyclage | 1 | 15.0 | 15.0 |
| | 8 | Containers, local de rangement | 1 | 15.0 | 15.0 |
| | 8 | Acces livraison ave palletes | 1 | 10.0 | 10.0 |
| Total secteur 8 | | | | | 70.0 |
| Non reconnu | | | | | |
| | | Locaux techniques chauffage sous-station | 1 | 15.0 | 15.0 |
| | | Locaux techniques électrique | 1 | 15.0 | 15.0 |
| | | Ascenseur monte charge | | | |
| Total 0 | | | | | 30.0 |
| Surfaces extérieures | | | | | |
| | | cours de promenade | | | |
| | | clôture et mur d'enceinte | | | |
| | | parking extérieur | | | |
| Total général surfaces nettes | | | | | 682.0 |
| 35% murs, corridors et techniques | | | | | 238.0 |
| Total de surfaces brutes de plancher estimées | | | | | 920.0 |



2. Pôle alimentaire

1. PC
Prison Centrale

3. SD/TEX
Semi détention / Travail Extérieur



00-00 PCBELLE Agrandissement Bellechasse

| | |
|-----------------------------------|--------------------------|
| Date | 09.05.19 / em |
| Pers. | |
| Ech. | 1:1500 |
| Modif. | 29.08.19 / em |
| No | PCBELLE plan sit nouveau |
| LZA ARCHITECTES SA | |
| Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg | |
| t+41 26 347 5151 | f+41 26 347 5150 LZA.ch |

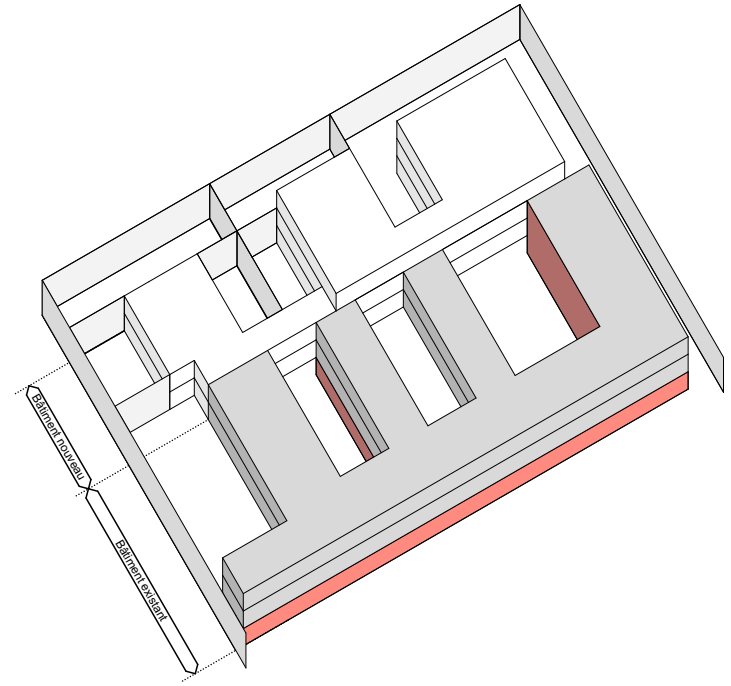
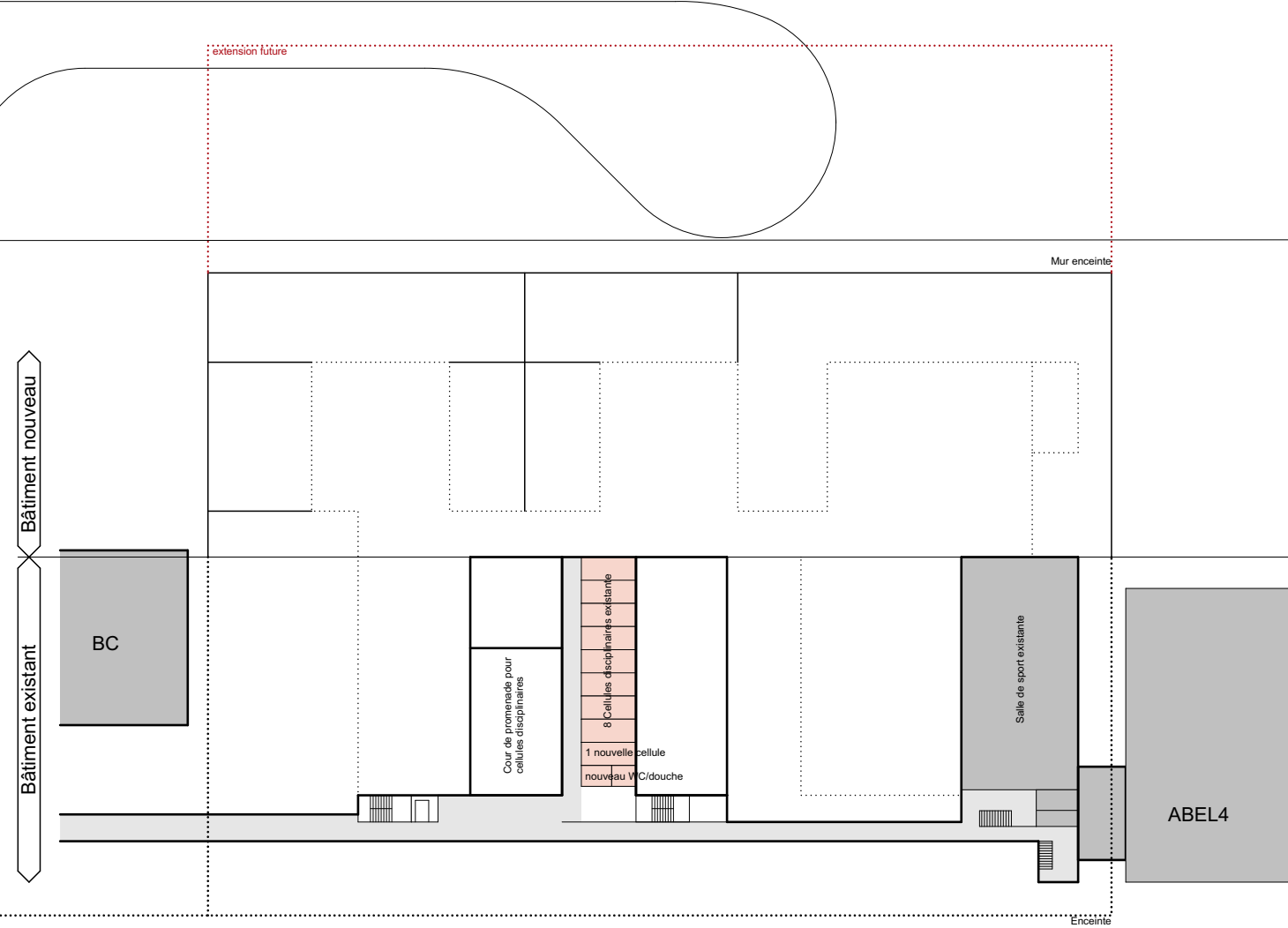


Pôle alimentaire

Prison centrale

Parking

ABEL2



LEGENDES

- S.1 SECURITE
- S.2 ADMINISTRATION
- S.3 PERSONNEL
- S.4 DETENUS
- S.5 ENTREE / SORTIE
- S.6 HABITAT
- S.7 TRAVAIL
- S.8 ECONOMIE DOMESTIQUE
- NON RECONNU
- EXISTANT
- EXTERIEURS

Canal de la Bibera

00-00 DPC

Déplacement Prison Centrale

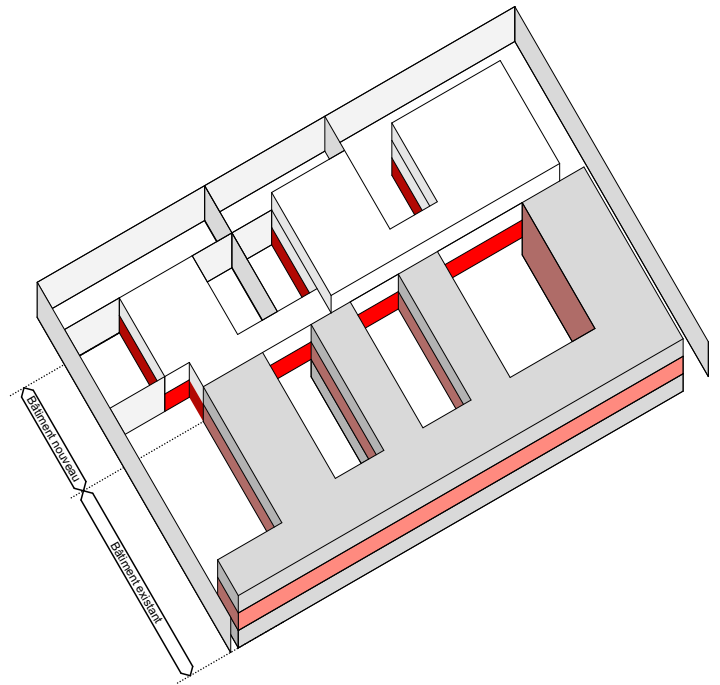
Plan prison centrale sous-sol

LZA ARCHITECTES SA
Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg

Date 22.11.17
 Pers. 1:700
 Ech. 08.05.19 / em
 Modif. No
 No PCBELLE SS var05 A4
 t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch



ABEL2



- LEGENDES**
- S.1 SECURITE
 - S.2 ADMINISTRATION
 - S.3 PERSONNEL
 - S.4 DETENUS
 - S.5 ENTREE / SORTIE
 - S.6 HABITAT
 - S.7 TRAVAIL
 - S.8 ECONOMIE DOMESTIQUE
 - NON RECONNU
 - EXISTANT
 - EXTERIEURS

Canal de la Bibera

00-00 DPC

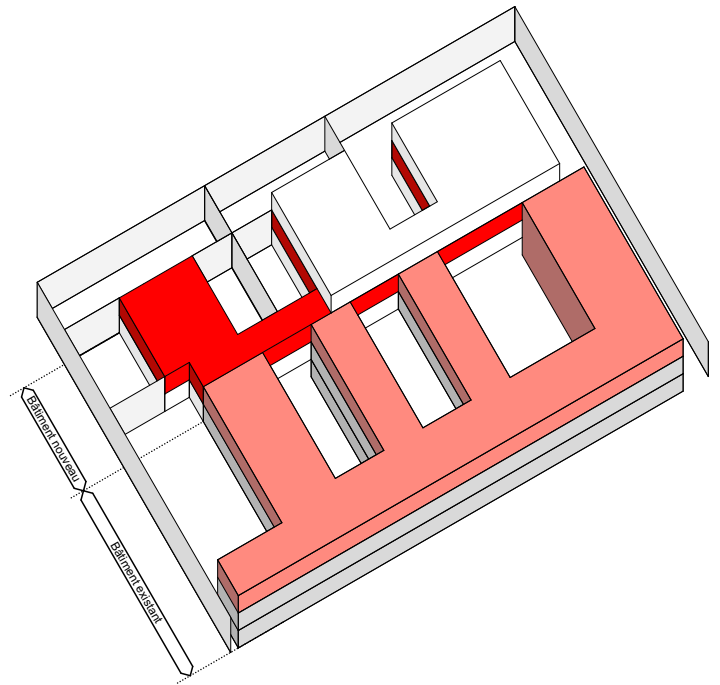
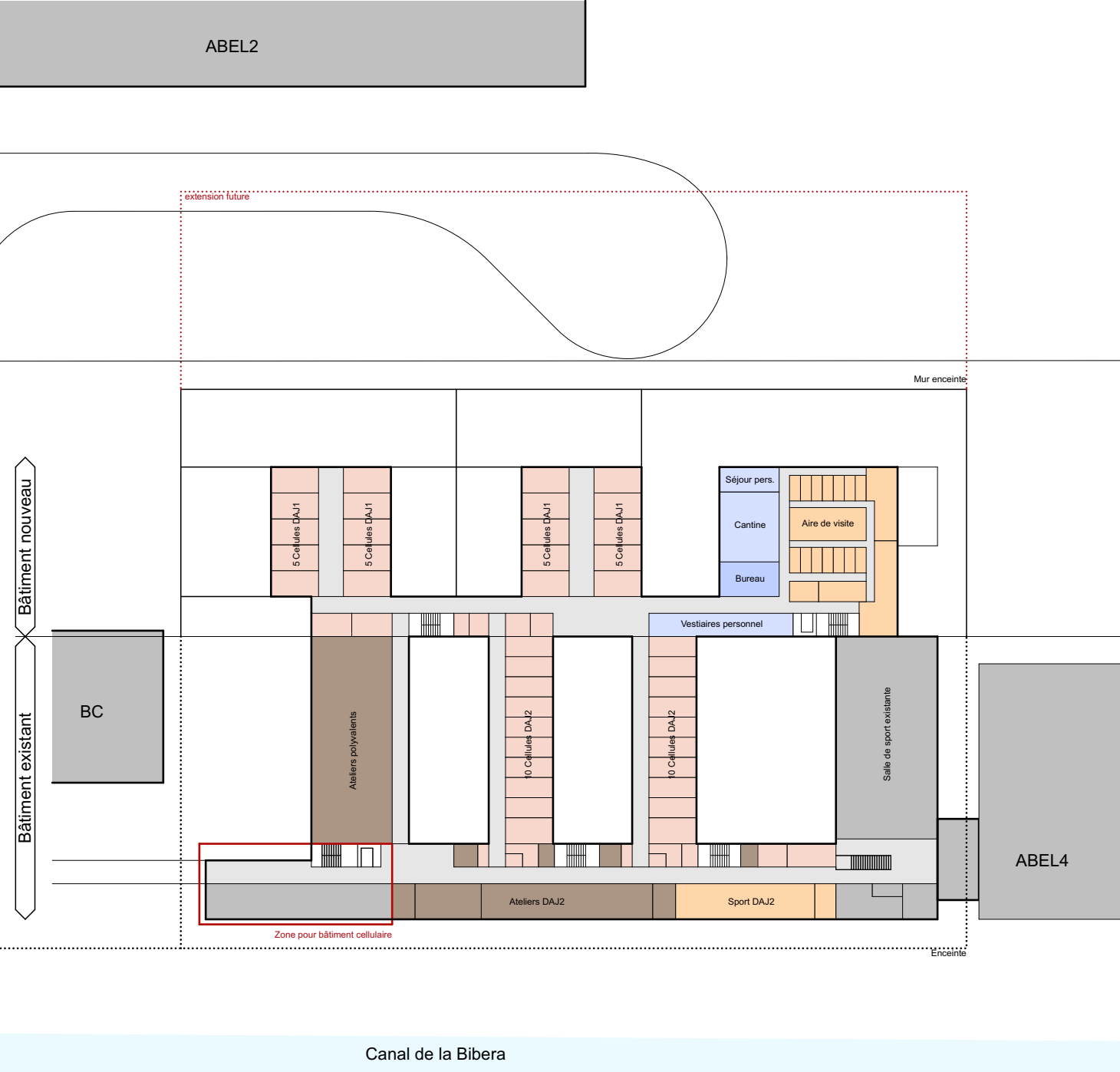
Déplacement Prison Centrale

Plan prison centrale rez-de-chaussée

LZA ARCHITECTES SA
Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg

Date 22.11.17
Pers.
Ech. 1:700
Modif. 08.05.19 / em
No PCBELLE REZ var05 A4
t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch

ABEL2



- LEGENDES**
- S.1 SECURITE
 - S.2 ADMINISTRATION
 - S.3 PERSONNEL
 - S.4 DETENUS
 - S.5 ENTREE / SORTIE
 - S.6 HABITAT
 - S.7 TRAVAIL
 - S.8 ECONOMIE DOMESTIQUE
 - NON RECONNU
 - EXISTANT
 - EXTERIEURS



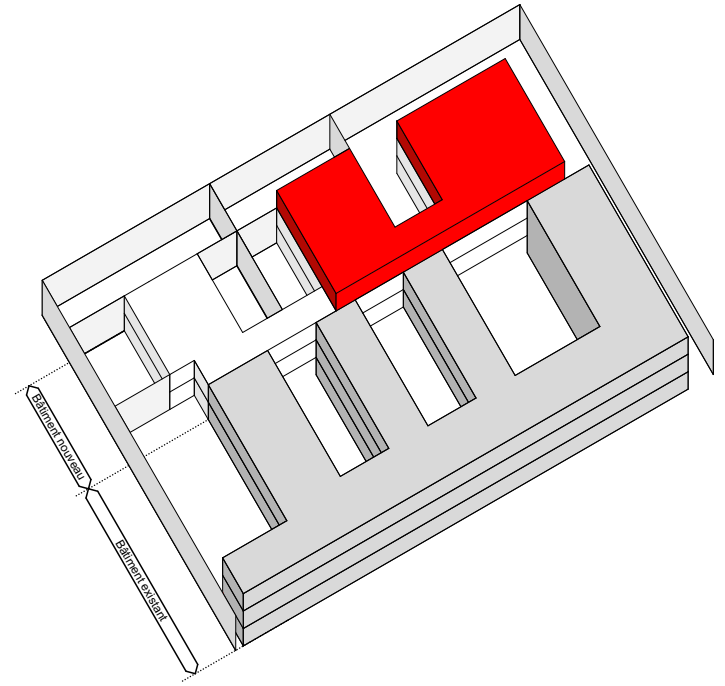
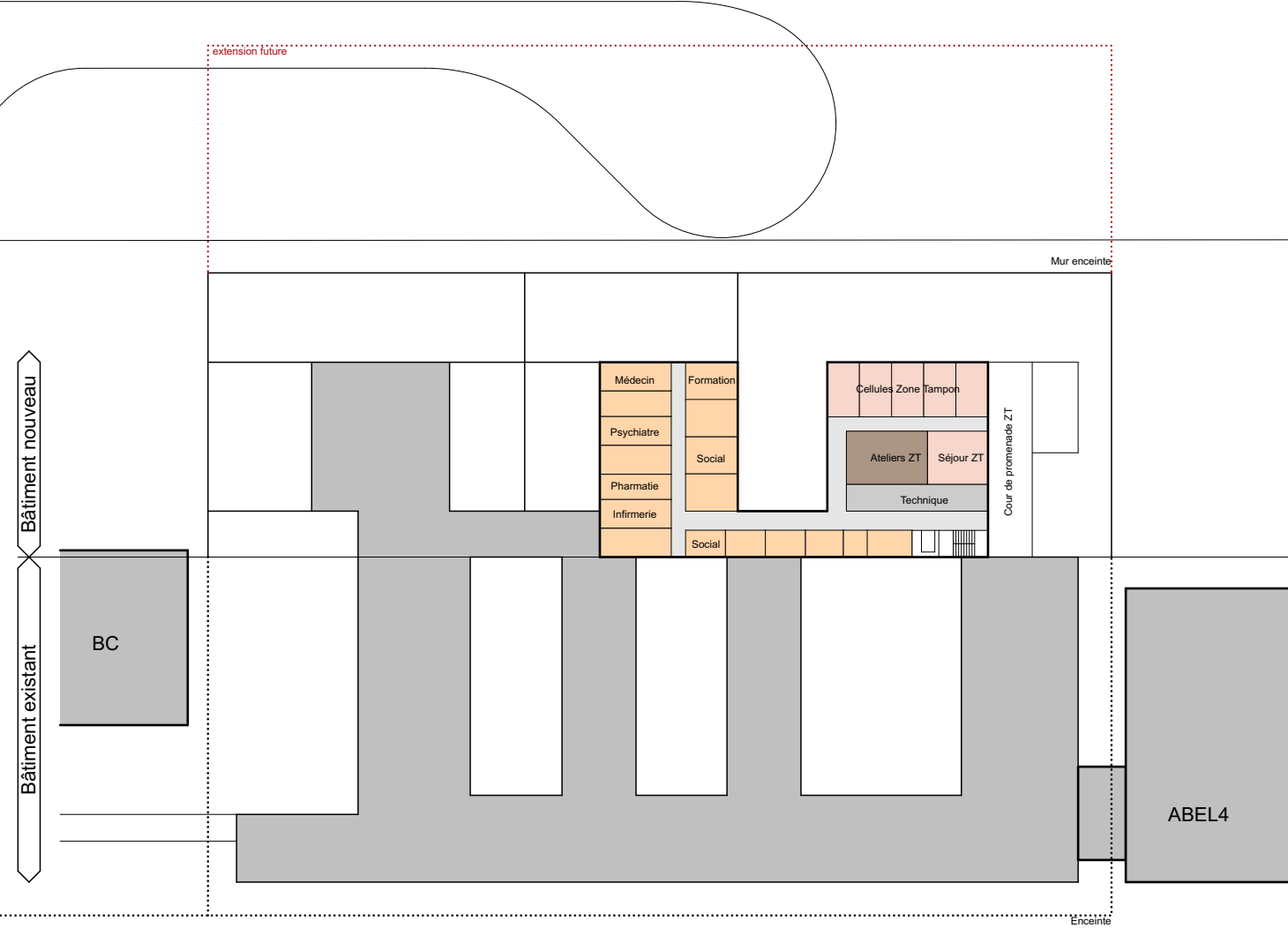
Canal de la Bibera

00-00 DPC

Déplacement Prison Centrale

| | |
|-----------------------------------|-------------------------|
| Date | 22.11.17 |
| Pers. | |
| Ech. | 1:700 |
| Modif. | 08.05.19 / em |
| No | PCBELLE 1ER var05 A4 |
| LZA ARCHITECTES SA | |
| Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg | |
| t+41 26 347 5151 | f+41 26 347 5150 LZA.ch |

ABEL2



LEGENDES

- S.1 SECURITE
- S.2 ADMINISTRATION
- S.3 PERSONNEL
- S.4 DETENUS
- S.5 ENTREE / SORTIE
- S.6 HABITAT
- S.7 TRAVAIL
- S.8 ECONOMIE DOMESTIQUE
- NON RECONNU
- EXISTANT
- EXTERIEURS

Canal de la Bibera

00-00 DPC

Déplacement Prison Centrale

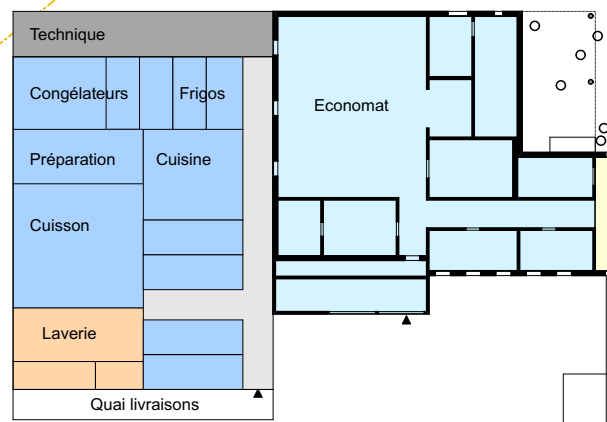
Plan prison centrale 2ème étage

LZA ARCHITECTES SA
Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg

Date 22.11.17
 Pers. 1:700
 Ech. 08.05.19 / em
 Modif. No PCBELLE 2EME var05 A4
 t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch



nouveau bâtiment bâtiment existant



Entrée cuisine
Livraisons

Vestiaires

Pâtisserie
Boulangerie

Entrée personnel

Entrée pavillon
cellules

Encinte existante

Encinte à démolir

684,38 m²

Route carrossable

Nouvelle enceinte

- LEGENDES**
- S.1 CUISINE
 - S.2 LAVERIE
 - S.3 BOULANGERIE - PÂTISSERIE
 - S.4 TECHNIQUE
 - ECONOMAT EXISTANT
 - VESTIAIRES

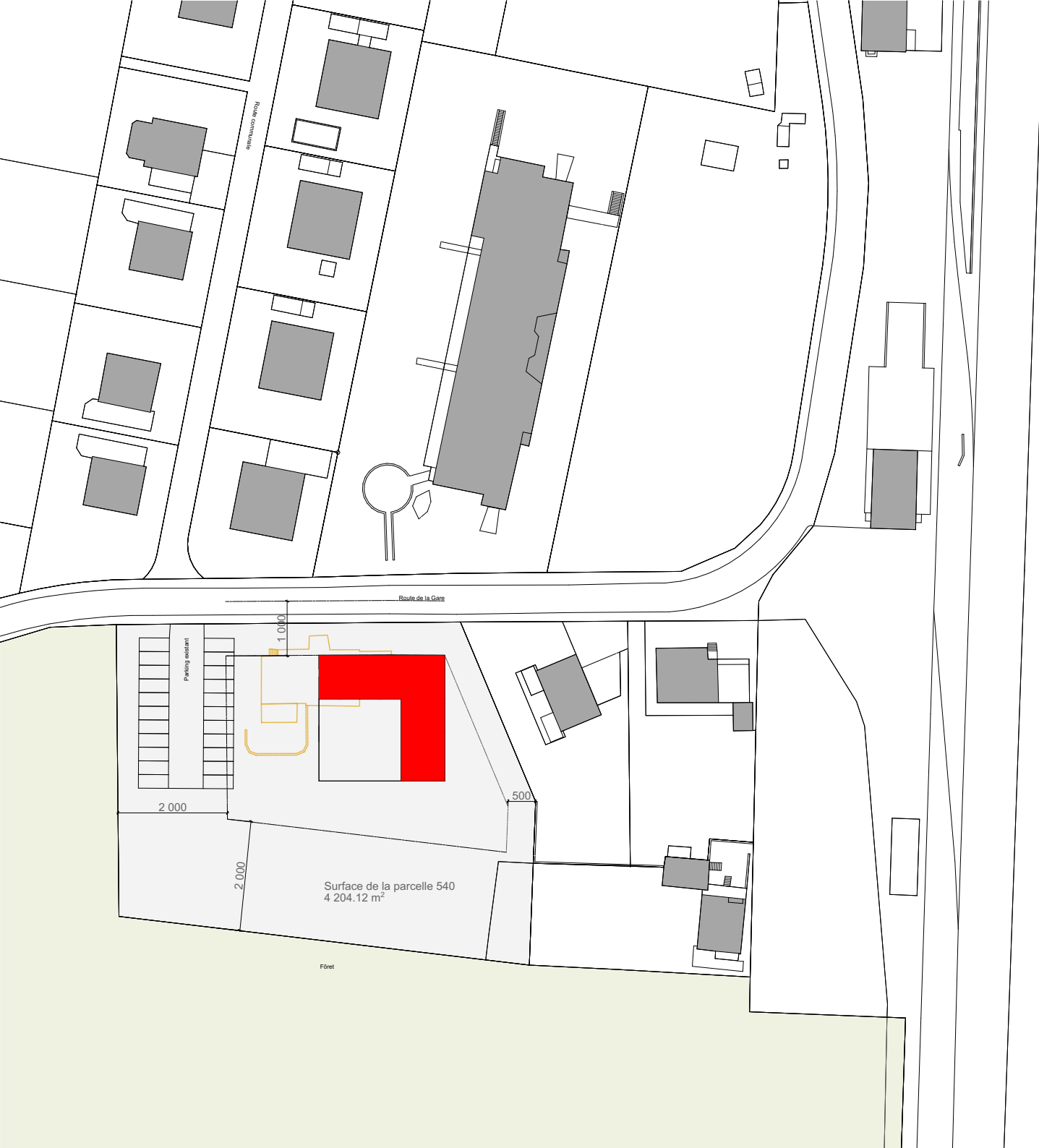
00-00 DPC

Pôle Alimentaire

Pôle Alimentaire Rez
LZA ARCHITECTES SA
 Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg

Date 22.11.17
 Pers. 1:500
 Ech. 26.06.19 / em
 Modif. No
 PCBELLE Cuisine Rez A4
 t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch



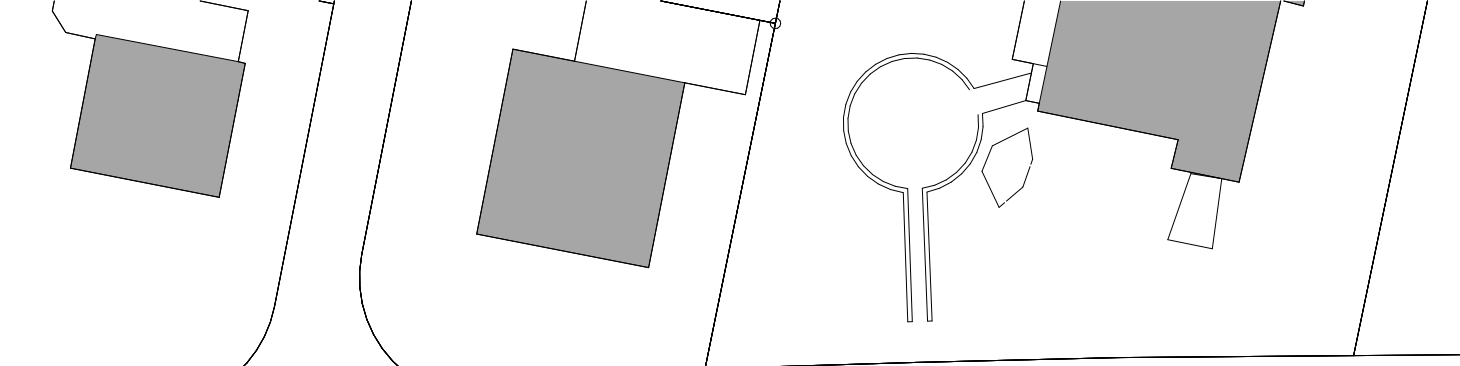


00-00 DPC

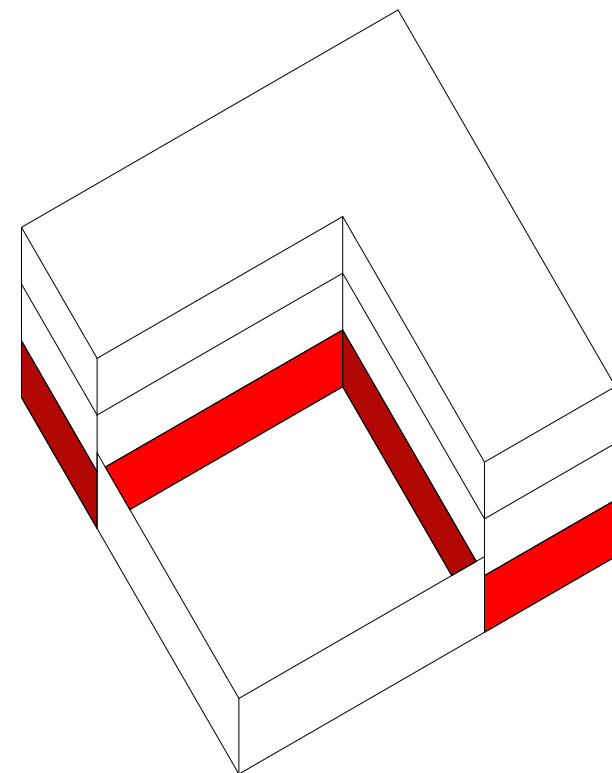
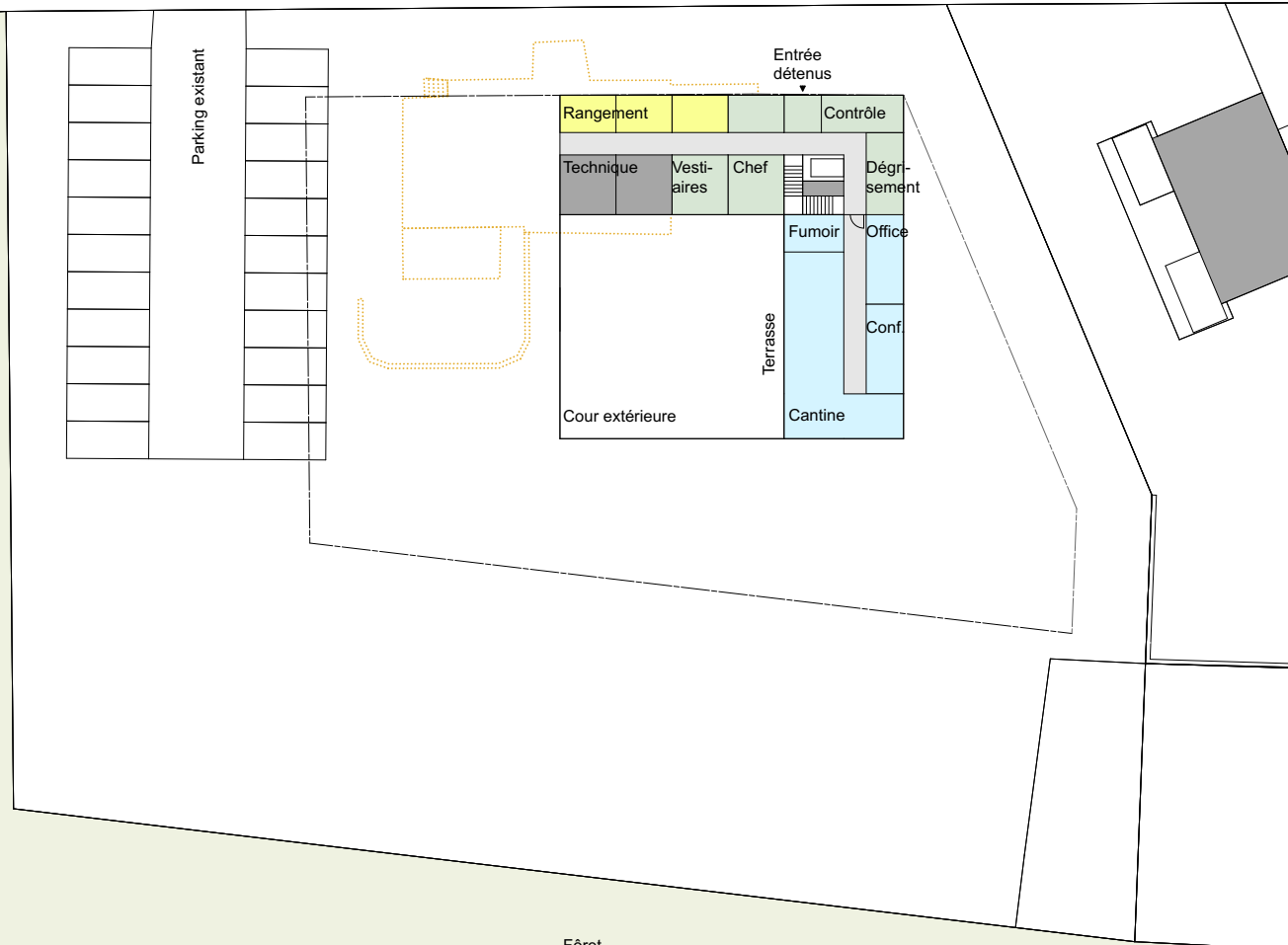
Semi Détention et Travail Extérieur

| | | |
|-----------------------------------|-----------------|------------------------|
| Plan Situation | Date | 22.11.17 |
| | Pers. | |
| | Ech. | 1:1000 |
| | Modif. | 16.04.19 / em |
| | No | SD/TEX Situation A4 |
| LZA ARCHITECTES SA | | |
| Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg | +41 26 347 5151 | +41 26 347 5150 LZA.ch |





Route de la Gare



LEGENDES

- S.1 SECURITE
- S.3 PERSONNEL
- S.4 DETENUS
- S.6 HABITAT
- S.8 ECONOMIE DOMESTIQUE
- NON RECONNU



00-00 DPC

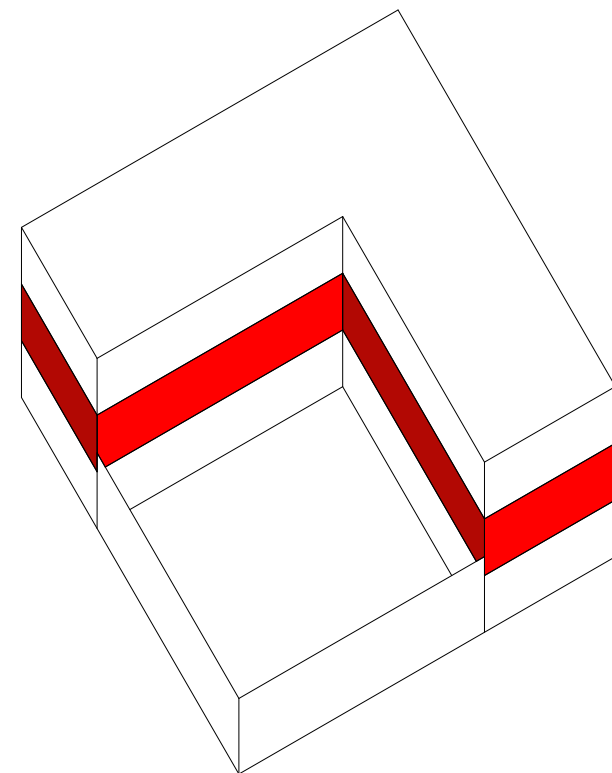
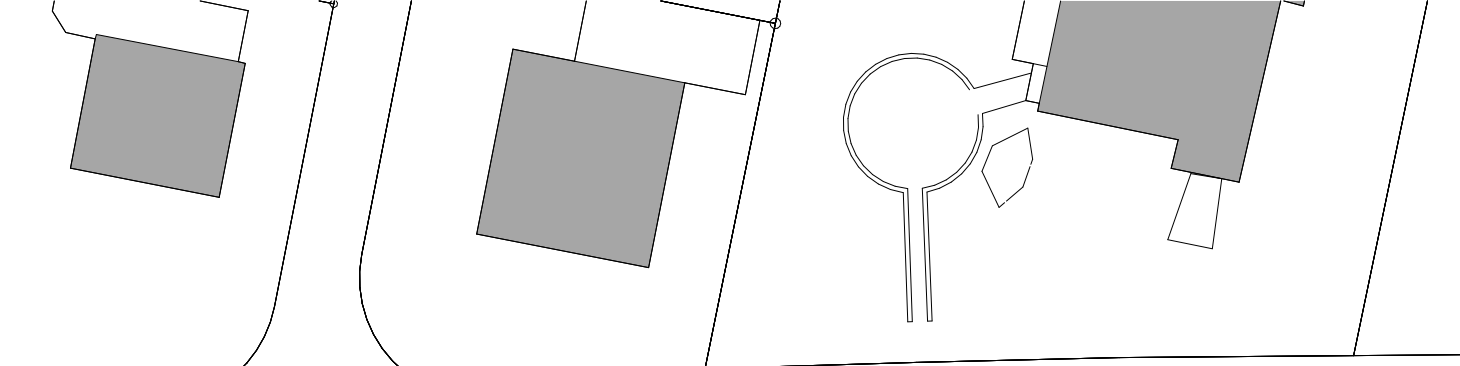
Semi Détention et Travail Extérieur

Bâtiment SD/TEX Rez

LZA ARCHITECTES SA
Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg

Date 22.11.17
Pers.
Ech. 1:500, 1:400
Modif. 30.04.19 / em
No SD/TEX Rez A4
t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch

Fôret



LEGENDES

- S.1 SECURITE
- S.3 PERSONNEL
- S.4 DETENUS
- S.6 HABITAT
- S.8 ECONOMIE DOMESTIQUE
- NON RECONNU

Fôret



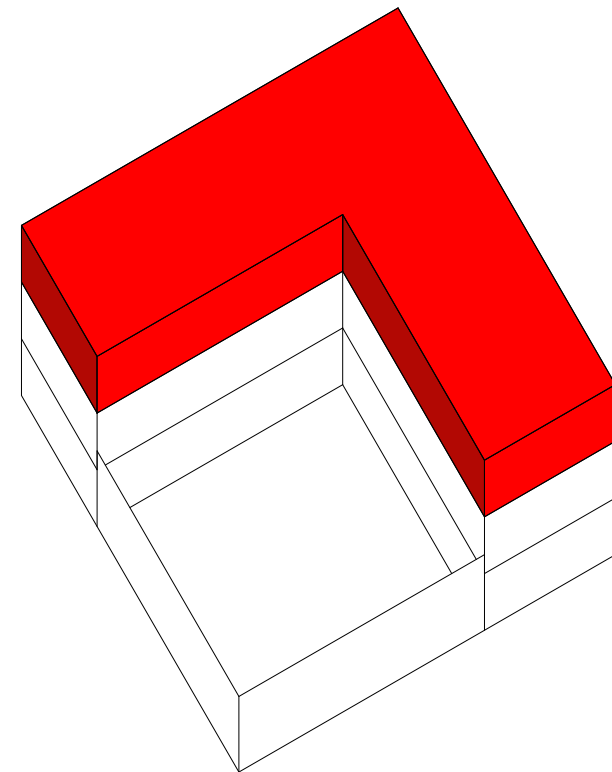
00-00 DPC

Semi Détention et Travail Extérieur

Bâtiment SD/TEX 1er

LZA ARCHITECTES SA
Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg

Date 22.11.17
Pers.
Ech. 1:500, 1:400
Modif. 30.04.19 / em
No SD/TEX 1er A4
t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch



LEGENDES

- S.1 SECURITE
- S.3 PERSONNEL
- S.4 DETENUS
- S.6 HABITAT
- S.8 ECONOMIE DOMESTIQUE
- NON RECONNU



00-00 DPC

Semi Détention et Travail Extérieur

Bâtiment SD/TEX 2ème

LZA ARCHITECTES SA
Avenue Beauregard 3 1700 Fribourg

Date 22.11.17
Pers.
Ech. 1:500, 1:400
Modif. 30.04.19 / em
No SD/TEX 2ème A4
t+41 26 347 5151 f+41 26 347 5150 LZA.ch

Récapitulatif et comparatif par bâtiment

| Bâtiment | | Déplacement de la PC | Pôle Alimentaire | SD/TEX | Parking |
|------------------|-----------------------------|--|--|--|---|
| CFC | | Devis LZA du 09.05.19 Devis révisé par EB/Sbat 23.09.19 | Devis LZA du 09.05.19 Devis révisé par EB/Sbat 23.09.19 | Devis LZA du 09.05.19 Devis révisé par EB/Sbat 23.09.19 | Devis LZA du 09.05.19 Devis par EB/Sbat 23.09.19 |
| CFC 1 | Travaux préparatoires | 765 000 | 175 500 | 274 500 | 20 000 |
| CFC 2 | Bâtiment | 12 922 500 | 2 087 500 | 3 019 500 | 0 |
| CFC 3 | Equipements d'exploitation | 510 000 | 58 500 | 45 750 | 0 |
| CFC 4 | Aménagements extérieurs | 440 000 | 200 000 | 160 000 | 150 000 |
| CFC 5 | Frais secondaires | 395 250 | 90 675 | 141 825 | 0 |
| CFC 6 | divers et imprévus | 1 463 750 | 252 150 | 349 975 | 0 |
| CFC 9 | Ameublement | 552 750 | 87 750 | 137 250 | 0 |
| | éléments particuliers tech. | 2 726 000 | 1 792 000 | 429 200 | 0 |
| | arrondi | 750 | 925 | 0 | |
| Total TTC | | 19 776 000 | 4 745 000 | 4 558 000 | 170 000 |

TOTAL

| | |
|-------------------------------------|-------------------|
| Coût PC, PA, SD/TEX, Parking | 29 249 000 |
| Subvention pour la PC | 0 |
| Subvention pour le Pôle Alimentaire | -1 233 700 |
| Subvention pour le SD/TEX | -1 367 400 |
| Travaux réalisés par Bellechasse | -500 000 |
| Arrondi | 100 |
| TOTAL à la charge du canton | 26 148 000 |

Crédit d'étude pour le remplacement de la Prison centrale

Résultat de l'évaluation

Outil mis à disposition par l'Unité de développement durable de l'État de Vaud. <http://www.vd.ch/durable>

Données concernant l'auteur de l'évaluation

Nom et prénom : Maillard Mélanie
Email : julie.eigenmann2@fr.ch
Institution : : Etat Fribourg
Département : : DSJ
Service : : SG-DSJ

Co-auteurs

Nom et prénom : Franz Walter
Institution : : Etat Fribourg
Département : : DSJ
Service : : EDFR

Nom et prénom : Fabian Seelmann
Institution : : Etat Fribourg
Département : : DSJ
Service : : EDFR

Nom et prénom : Eigenmann Julie
Institution : : Etat Fribourg
Département : : DSJ
Service : : SG-DSJ

Nom et prénom : Kaempfen Olivier
Institution : : Etat Fribourg
Département : : DSJ
Service : : SG-DSJ

Nom et prénom : Crottaz Roger
Institution : : Etat Fribourg
Département : : DSJ
Service : : EDFR

Informations sur le projet

Description : L'infrastructure vieillissante de la Prison centrale, les coûts conséquents que nécessiterait une rénovation complexe, l'impossibilité de la moderniser réellement ou de l'agrandir et enfin sa situation au cœur d'un quartier d'habitation historique de la Ville qui favorise les contacts prohibés avec l'extérieur et l'introduction de matériel illicite nécessite qu'elle soit fermée à terme. Son déplacement sur le site de Bellechasse constitue la seule solution réalisable dans des délais et à des coûts raisonnables. La présente analyse vise à étudier l'impact économique,

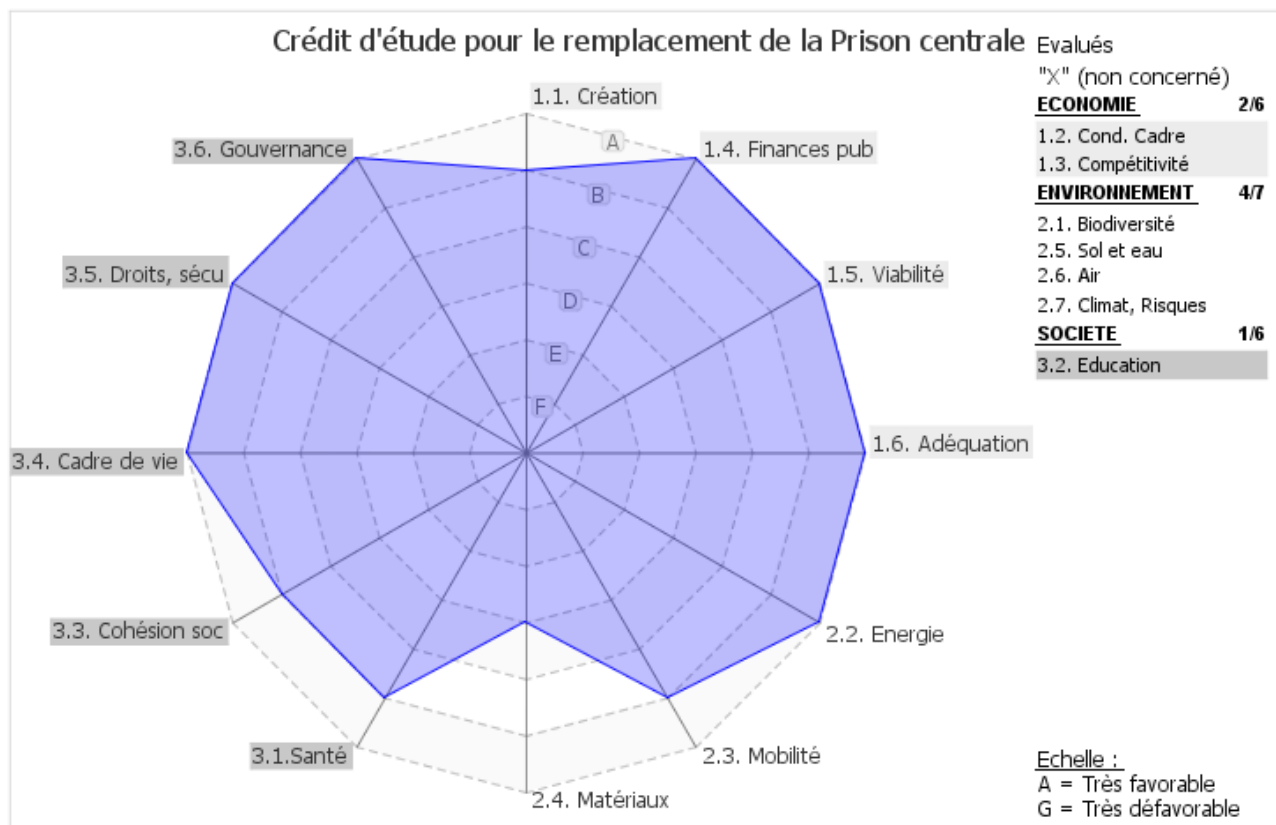
Effet levier environnemental et social de ce déplacement.
Moyen

Domaines concernés :

| | | |
|-----------------|----------------------|----------------|
| Economie | Environnement | Société |
| Moyennement | Moyennement | Moyennement |

Commentaire général sur l'évaluation

Évaluation de chaque critère



Échelle de notation

| | |
|----------|---|
| A | Très favorable |
| B | Favorable |
| C | Favorable avec quelques réserves |
| D | Moyen |
| E | Défavorable avec quelques points favorables |
| F | Défavorable |
| G | Très défavorable |
| X | Pas concerné |

Récapitulatif des critères

| Economie | Environnement | Société |
|--|--|---|
| 1.1. Création et distribution de richesses | 2.1. Diversité biologique et espace naturel | 3.1. Santé et prévention |
| 1.2. Conditions cadre pour l'économie | 2.2. Energie | 3.2. Formation, éducation, activités sportives et culturelles |
| 1.3. Compétitivité de l'économie et innovation | 2.3. Mobilité et territoire | 3.3. Cohésion sociale |
| 1.4. Finances publiques | 2.4. Consommation de matériaux et recyclage | 3.4. Cadre de vie et espace public |
| 1.5. Faisabilité et viabilité du projet | 2.5. Gestion et qualité du sol et de l'eau | 3.5. Droits et sécurité |
| 1.6. Conformité et adéquation aux besoins | 2.6. Qualité de l'air extérieur et intérieur | 3.6. Gouvernance, vie politique et associative |

Economie

1.1. Création et distribution de richesses

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Création de valeur / Postes de travail / Productivité de l'activité économique / Différences de revenus / Diversification et répartition territoriale de l'activité économique / Retombées sur l'environnement économique local / Coût de la vie

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Il s'agit d'un projet de construction qui donnera du travail aux entreprises. Les activités seront centralisées sur le site de Bellechasse.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.2. Conditions cadre pour l'économie

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Accompagnement, conseil et appui à la création d'entreprises / Adéquation des infrastructures aux besoins de l'économie / Offre en crèches et parents de jours / Accès au marché international / Fiscalité / Offre de sites pour l'implantation d'entreprises / Respect de la non distorsion de la concurrence

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.3. Compétitivité de l'économie et innovation

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Capacité d'innovation / Recherche et développement / Qualification des employés / Systèmes de gestion / Accès à l'information

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.4. Finances publiques

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Bilan financier et endettement des collectivités publiques / Justification du besoin d'argent public / Frais induits et risques de coûts différés pour la collectivité / Recettes fiscales provenant des personnes morales / Recettes fiscales provenant des personnes physiques / Capacité d'action de la collectivité publique / Collaborations régionales et suprarégionales

Commentaires :

Justification de l'évaluation : On augmente les synergies et les économies d'échelles.
On améliore la gestion globale de la détention avec une meilleure flexibilité notamment.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.5. Faisabilité et viabilité du projet

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Investissements / Produits et charges d'exploitation / Renouvellement des infrastructures / Risque financier / Contraintes légales

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Le projet vise l'abandon d'un vieux bâtiment vétuste, mal situé et avec une mauvaise configuration.

Un pôle alimentaire sera créé, afin de remplacer la cuisine existante et de créer une structure plus efficace.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.6. Conformité et adéquation aux besoins

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Analyse des besoins - adéquation offre/demande / Adéquation avec le programme ou la stratégie concernés / Conformité avec le niveau de qualité souhaité / Exploitation optimale des potentiels / Gouvernance du projet

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Les besoins du canton sont pleinement remplis dans l'ensemble et pour chaque régime.

Le projet crée des effets de synergie par une centralisation sur le site de Bellechasse.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

Environnement

2.1. Diversité biologique et espace naturel

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Habitats des espèces rares et menacées / Habitats des espèces courantes / Surfaces proches de l'état naturel / Biodiversité de l'espace habité ou cultivé / Régulation des populations d'espèces sensibles

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.2. Energie

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Consommation d'énergie des bâtiments / Consommation d'énergie des services et de l'industrie /
Consommation d'énergie grise / Production d'énergie renouvelable / Sources d'énergie locales

Commentaires :

Justification de l'évaluation : La fermeture de la Prison centrale et la construction d'un nouveau bâtiment permet une économie d'énergie.

Les bâtiments seront reliés à la chaufferie à bois actuelle.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.3. Mobilité et territoire

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Densification et revalorisation des centres des localités / Changement de mode de transport vers la mobilité durable / Attractivité des transports publics / Attractivité de la mobilité douce / Intensité des transports occasionnés par l'économie / Centralité des emplois et des services / Niveau de trafic dans les agglomérations / Impacts du trafic aérien

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Grâce à la fermeture de la Prison centrale, le trafic en Basse-ville sera diminué et il y aura une diminution des nuisances de manière générale.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.4. Consommation de matériaux et recyclage

D - Moyen

Liste des sous-critères :

Quantité de déchets / Utilisation de matériaux locaux et abondants / Utilisation de matériaux renouvelables ou recyclés / Modularité, flexibilité, recyclabilité lors de la conception / Taux de recyclage des déchets non organiques / Taux de recyclage des déchets organiques / Traitement des déchets spéciaux / Durée de vie des produits

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Les matériaux essentiellement utilisés seront du béton et du métal, dans la mesure où il s'agit d'un établissement de détention.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.5. Gestion et qualité du sol et de l'eau

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Apport de substances polluantes dans l'eau ou dans le sol / Apport de polluants microbiologiques dans l'eau ou dans le sol / Apport de substances nutritives dans l'eau ou dans le sol / Consommation d'eau / Quantité d'eaux usées / Surfaces construites / Imperméabilisation du sol

Commentaires :**Justification de l'évaluation :****Risques de répercussions négatives :****Potentiel d'amélioration :****2.6. Qualité de l'air extérieur et intérieur****X - Pas concerné****Liste des sous-critères :**

Emissions d'oxydes d'azote et de soufre (NOx, SO2) / Emissions des poussières fines (PM10) / Emissions d'ozone / Pollution sonore / Pollution électromagnétique, y compris pollution lumineuse / Pollution intérieure dans les lieux de vie et de travail / Polluants nauséabonds

Commentaires :**Justification de l'évaluation :****Risques de répercussions négatives :****Potentiel d'amélioration :****2.7. Changement climatique et risques****X - Pas concerné****Liste des sous-critères :**

Emissions de gaz à effet de serre / Energie de provenance nucléaire / Risques de catastrophes naturelles / Risques d'accidents majeurs

Commentaires :**Justification de l'évaluation :****Risques de répercussions négatives :****Potentiel d'amélioration :****Société****3.1. Santé et prévention****B - Favorable****Liste des sous-critères :**

Promotion de la santé et prévention / Qualité et accessibilité des prestations de soins / Coûts de la santé / Lutte contre les maladies / Prise en charge médico-psychosociale / Accidents de trafic, de ménage et professionnels / Activités sportives propices à la santé / Etablissements médicosociaux

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Grâce au déménagement sur le site de Bellechasse, les détenus bénéficieront de meilleures infrastructures médicales.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.2. Formation, éducation, activités sportives et culturelles

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Formation dans le domaine de l'école obligatoire / Formation dans le domaine de l'école postobligatoire / Orientation professionnelle / Encouragement de la culture / Offre culturelle / Offre sportive / Offre de loisirs

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.3. Cohésion sociale

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Lutte contre la pauvreté / Insertion et réinsertion dans le monde du travail / Intégration des étrangers / Intégration des individus marginalisés dans la société / Intégration des personnes en situation d'handicap / Intégration des personnes âgées / Mixité sociale

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Le projet prévoit d'offrir davantage de places de travail aux personnes détenues avant jugement.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.4. Cadre de vie et espace public

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Cadre de vie / Qualité de l'espace public / Identité des sites / Appropriation de l'espace par les habitants et la communauté / Revalorisation des paysages culturels / Revalorisation des paysages naturels / Protection du patrimoine / Espaces de détente de proximité / Vitalité culturelle et sociale dans les centres / Développement socioculturel local et régional

Commentaires :

Justification de l'évaluation : La fermeture de la Prison centrale en Basse-Ville améliorera la qualité de vie des habitants et des usagers du quartier accueil extrascolaire, tourisme...

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.5. Droits et sécurité

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Egalité des chances / Egalité entre hommes et femmes / Stabilité sociale / Sentiment de sécurité de la

population / Services d'urgence

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Le projet augmente le sentiment de sécurité de la population en Basse-Ville de Fribourg et celui de la population fribourgeoise en général, dans la mesure où les nouvelles infrastructures seront mieux sécurisées.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.6. Gouvernance, vie politique et associative

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Acceptabilité du projet / Participation des acteurs dans les décisions / Vie politique et associative / Structures d'organisation plus efficaces

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Le projet répond à une demande du Grand Conseil.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

Annexe

GRAND CONSEIL

2019-DSJ-180

Projet de décret :

Octroi d'un crédit d'étude en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016-2026

Propositions de la commission ordinaire CO-2020-005

Présidence : Rudolf Vonlanthen

Membres : Susanne Aebischer, Nicolas Bürgisser, Claude Chassot, Violaine Cotting-Chardonnens, Philippe Demierre, Pierre-André Grandgirard, Bernadette Hänni-Fischer, Nicolas Kolly, Bertrand Morel, Elias Moussa

Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret par 9 voix contre 0 et 2 abstentions.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de décret comme suit :

Art. 1bis

^{1bis} Un crédit d'étude complémentaire de 100 000 francs visant à étudier l'opportunité du maintien dans l'agglomération fribourgeoise d'un établissement de détention avant jugement (DAJ 1), comprenant des salles d'audition et éventuellement des places de semi-détention, après la mise en œuvre de la planification pénitentiaire 2016-2026, est ouvert auprès de l'Administration des finances.

Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Anhang

GROSSER RAT

2019-DSJ-180

Dekretsentwurf :

Studienkredit für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016-2026

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2020-005

Präsidium: Rudolf Vonlanthen

Mitglieder: Susanne Aebischer, Nicolas Bürgisser, Claude Chassot, Violaine Cotting-Chardonnens, Philippe Demierre, Pierre-André Grandgirard, Bernadette Hänni-Fischer, Nicolas Kolly, Bertrand Morel, Elias Moussa

Eintreten

Mit 9 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen beantragt Die Kommission dem Grossen Rat, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 1bis

A1

^{1bis} Bei der Finanzverwaltung wird ein zusätzlicher Studienkredit von 100 000 Franken eröffnet, um zu prüfen, ob in der Agglomeration Freiburg nach der Umsetzung der Vollzugsplanung 2016-2026 ein Untersuchungsgefängnis (U-Haft 1) mit Verhörsälen und allenfalls Halbgefängenschaftsplätzen beibehalten werden soll.

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Dekretsentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projekt bis), anzunehmen.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A1, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 6 voix contre 0 et 5 abstentions.

Le 09 mars 2020

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

A1
CE

Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 6 zu 0 Stimmen bei 5 Enthaltungen.

Den 09. März 2020

Annexe

GRAND CONSEIL

2019-DSJ-180

**Projet de décret :
Crédit d'étude en vue de la réalisation de la seconde étape
de la planification pénitentiaire 2016–2026**

Propositions de la Commission des finances et de gestion

Présidence : Claude Brodard

Membres : Mirjam Ballmer, Bruno Boschung, Dominique Butty, Claude Chassot, Philippe Demierre, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry et Benoît Piller

Entrée en matière

Par décision tacite, la Commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Propositions acceptées (projet bis)

La Commission propose au Grand Conseil de se rallier au projet bis de la commission ordinaire et ainsi de modifier ce projet de décret comme suit :

Art. 1bis

^{Ibis} Un crédit d'étude complémentaire de 100 000 francs visant à étudier l'opportunité du maintien dans l'agglomération fribourgeoise d'un établissement de détention avant jugement (DAJ 1), comprenant des salles d'audition et éventuellement des places de semi-détention, après la mise en œuvre de la planification pénitentiaire 2016-2026, est ouvert auprès de l'Administration des finances.

Anhang

GROSSER RAT

2019-DSJ-180

**Dekretsentwurf:
Studienkredit für die Umsetzung der zweiten Etappe der
Vollzugsplanung 2016-2026**

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission

Präsidium : Claude Brodard

Mitglieder : Mirjam Ballmer, Bruno Boschung, Dominique Butty, Claude Chassot, Philippe Demierre, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry und Benoît Piller

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, sich dem Entwurf der ordentlichen Kommission (projet bis) anzuschliessen und diesen Dekretsentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 1bis

A1

^{Ibis} Bei der Finanzverwaltung wird ein zusätzlicher Studienkredit von 100 000 Franken eröffnet, um zu prüfen, ob in der Agglomeration Freiburg nach der Umsetzung der Vollzugsplanung 2016-2026 ein Untersuchungsgefängnis (U-Haft 1) mit Verhörsälen und allenfalls Halbgefängenschaftsplätzen beibehalten werden soll.

Vote final

Par 10 voix contre 0 et 0 abstention (3 membres excusés), la Commission propose au Grand Conseil d'accepter, sous l'angle financier, ce projet de décret tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Résultats des votes

La propositions suivantes ont été mises aux voix :

La proposition A1, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 5 voix contre 1 et 4 abstentions.

Le 11 mars 2020

Schlussabstimmung

Mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (3 Mitglieder sind entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat unter dem finanziellen Gesichtspunkt, diesen Dekretsentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

A1
CE

Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 5 zu 1 Stimme bei 4 Enthaltungen.

Den 11. März 2020

Version de travail

Décret instituant une commission d'enquête parlementaire (pisciculture d'Estavayer-le-Lac)

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: **???.???**

Modifié(s): –

Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil, en particulier ses articles 182 et suivants;

Vu la requête déposée le 24 janvier 2020 par une députée du groupe PLR et un député du groupe PDC, requête prise en considération le 6 février 2020;

Vu la détermination du Conseil d'Etat du 6 février 2020;

Sur la proposition du Bureau du Grand Conseil,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Il est institué une commission d'enquête parlementaire composée de 11 membres.

² La commission désigne sa présidence et sa vice-présidence.

Art. 2

¹ La commission a pour mandat:

- a) de clarifier les circonstances qui ont conduit à la situation actuelle;
- b) d'apprécier les choix opérés;
- c) de déterminer les erreurs ou manquements commis et leur-s auteur-e-s;
- d) de clarifier les responsabilités des différents acteurs du dossier;
- e) et de vérifier l'exactitude du montant de 1,5 million de francs nécessaire à la remise en fonction de la pisciculture.

² La commission remet son rapport dans les meilleurs délais.

Art. 3

¹ La commission d'enquête procède conformément à la loi sur le Grand Conseil.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum facultatif.

Il entre en vigueur immédiatement.

[Signatures]

Arbeitsversion

Dekret zur Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission (Fischzuchtanstalt Estavayer-le- Lac)

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: **???.???**

Geändert: –

Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Grossratsgesetz vom 6. September 2006, insbesondere auf die Artikel 182 ff.; gestützt auf die Eingabe, die am 24. Januar 2020 von einer Grossrätin aus der FDP-Fraktion und einem Grossrat aus der CVP-Fraktion eingereicht und am 6. Februar 2020 erheblich erklärt wurde; gestützt auf die Stellungnahme des Staatsrats vom 6. Februar 2020; auf Antrag des Büros des Grossen Rates,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Eine parlamentarische Untersuchungskommission mit 11 Mitgliedern wird eingesetzt.

² Die Kommission bezeichnet die Präsidentin oder den Präsidenten und die Vizepräsidentin oder den Vizepräsidenten.

Art. 2

¹ Die Kommission hat folgenden Auftrag:

- a) Sie klärt die Umstände, die zur jetzigen Situation geführt haben.
- b) Sie beurteilt die getroffenen Entscheidungen.
- c) Sie bestimmt allfällige Verfehlungen und wer sie begangen hat.
- d) Sie klärt die Verantwortung der verschiedenen am Dossier Beteiligten.
- e) Sie prüft, ob der Betrag von 1,5 Millionen Franken, der für die Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanstalt nötig ist, stimmt.

² Die Kommission gibt ihren Bericht so bald wie möglich ab.

Art. 3

¹ Die Untersuchungskommission geht gemäss dem Grossratsgesetz vor.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum. Es tritt sofort in Kraft.

[Signaturen]



Message 2019-DAEC-221

28 janvier 2020

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'une aide aux investissements des communautés régionales de transport

Nous sollicitons l'octroi d'un crédit cadre d'un montant de 8 000 000 francs pour les années 2020 à 2023 destiné à l'aide aux investissements des communautés régionales de transport. Ce crédit permettra aux communautés régionales de transport de financer certains de leurs investissements en matière de transport.

Le présent message s'articule comme suit:

| | |
|---|----------|
| 1. Introduction | 1 |
| 2. Bases légales | 2 |
| 3. Bilan de l'aide aux investissements pour les années 2015 à 2018 | 3 |
| 4. Nouvelle aide pour les années 2020 à 2023 | 4 |
| 4.1. Montant et modalités | 4 |
| 4.2. Mesures susceptibles d'être subventionnées | 5 |
| 5. Autres aspects | 5 |
| 6. Conclusion | 5 |

1. Introduction

Le canton de Fribourg compte actuellement deux communautés régionales de transport: l'Agglomération de Fribourg (qui regroupe les communes d'Avry, Belfaux, Corminboeuf, Düdingen, Fribourg, Givisiez, Granges-Paccot, Marly, Matran et Villars-sur-Glâne) et Mobul (formée des communes de Bulle, Le Pâquier, Morlon, Riaz et Vuadens).

Ces deux entités connaissent, depuis plusieurs années, une forte croissance démographique qui a pour corollaire une très forte croissance de la mobilité. Afin d'y répondre et de favoriser une mobilité durable, elles disposent chacune d'un réseau de transports publics urbains qui est continuellement optimisé et développent leur propre planification directrice en matière de mobilité et d'urbanisation. Leurs projets d'agglomération, à savoir les projets d'agglomération de deuxième (PA2) et troisième génération (PA3) de l'Agglomération de Fribourg et de première (PA1) et troisième génération (PA3) de Mobul, ont donc prévu de nombreuses mesures visant à favoriser le report modal en faveur des transports publics: aménagements d'arrêts et de voies de bus, d'interfaces, création ou prolongement de lignes, augmentation de la cadence, création de P+R voitures et vélos et

de voies de mobilité douce desservant les haltes ferroviaires, etc. Ces aménagements nécessitent d'importants investissements financiers.

La Confédération et l'Etat de Fribourg cofinancent déjà certains de ces investissements. La contribution fédérale s'était ainsi élevée à plus de 9 millions de francs pour le PA1 de Mobul (soit un taux fédéral de contribution de 35%) et à plus de 23 millions de francs pour le PA2 de l'Agglomération de Fribourg (soit un taux fédéral de contribution de 40%)¹. Le Conseil d'Etat s'était quant à lui engagé, sur la base de la loi cantonale sur les routes (LR), à participer aux mesures sur routes cantonales du PA1 de Mobul et du PA2 de l'Agglomération de Fribourg. Il avait signé avec Mobul en mai 2011 et avec l'Agglomération de Fribourg en mai 2015, une convention relative au projet d'agglomération et aux implications financières des différentes parties, pour un montant de près de 3 millions de francs pour la première² et de plus de 6 mil-

¹ Ces montants sont calculés hors TVA et hors renchérissement. Le coût de référence est octobre 2005.

² Au terme de la convention du 3 mai 2011 entre l'Etat et Mobul, la part globale brute de l'Etat était évaluée à 4 330 000 francs avec une contribution fédérale de 1 182 000 francs. L'engagement net de l'Etat, hors TVA et selon coût de référence octobre 2005 s'élevait donc à 2 688 000 francs.

lions de francs pour la seconde¹. La part financière à charge des communautés régionales de transport demeure donc conséquente.

En 2015, le Conseil d'Etat a ainsi demandé au Grand Conseil d'accorder à ces deux communautés régionales une aide aux investissements de 4 millions de francs (1 million par année) pour les années 2015 à 2018, voire 2019, afin de financer certains de leurs investissements liés aux transports publics. Ce premier décret d'octroi d'une aide aux investissements des communautés régionales de transport a été accepté par le Grand Conseil le 18 novembre 2015.

Fin septembre 2019, le Parlement fédéral a pris la décision de soutenir certains des projets d'agglomération de troisième génération et a libéré des contributions d'un montant supérieur à 37 millions de francs pour le PA3 de l'Agglomération de Fribourg (soit un taux fédéral de contribution de 35%) et à 13 millions de francs pour celui de Mobul (soit un taux fédéral de contribution de 40%)².

Le Conseil d'Etat a donc décidé, pour soutenir les communautés régionales dans la réalisation de certaines de leurs mesures, de proposer au Grand Conseil d'accepter un second et dernier Décret d'aide aux investissements d'un montant de 8 millions de francs pour les années 2020 à 2023.

2. Bases légales

L'aide aux investissements est accordée aux communautés régionales de transport en vertu de la loi cantonale du 20 septembre 1994 sur les transports (LTr). Cette aide peut notamment être attribuée pour les études de planification, des mesures constructives d'infrastructures affectées aux transports publics ainsi que «la construction de parcs de stationnement régionaux et l'aménagement de places de stationnement pour cycles et cyclomoteurs aux abords des gares de chemin de fer et d'autres installations de jonction entre les transports publics et les transports individuels» (art. 35 al. 1 LTr).

Ces mesures doivent être prévues dans des planifications directrices régionales en transport. Elles «peuvent faire l'objet d'une contribution financière représentant au maximum 50% du solde des dépenses totales, après déduction des subventions fédérales et, le cas échéant, de subventions cantonales prévues par d'autres lois» (art. 37 al. 1 LTr).

¹ Au terme de la convention du 5 mai 2015 entre l'Etat et l'Agglomération de Fribourg, la part globale brute de l'Etat était évaluée à 5 452 699 francs avec une contribution fédérale de 1 559 780 francs. L'engagement net de l'Etat, hors TVA et selon coût de référence octobre 2005, s'élevait donc à 3 892 919 francs.

A noter que la part des voies bus sur route cantonale, évaluée, elle, à 2 336 369 francs, que le Conseil d'Etat a décidé par la suite de prendre à sa charge, n'était pas comprise dans ce montant.

² Pour les PA3, le coût de référence est avril 2016. A l'exception des contributions fédérales forfaitaires, les montants admis par la Confédération s'entendent hors TVA et hors renchérissement.

Les formalités d'octroi de cette contribution sont fixées dans le règlement du 25 novembre 1996 d'exécution de la loi sur les transports (RTr), plus précisément dans l'article 8 qui stipule que:

¹ Pour les investissements liés au trafic d'agglomération, le Service [de la mobilité] élabore, à l'intention du Conseil d'Etat, les projets de décrets et de messages relatifs aux crédits cadres, conformément aux législations fédérale et cantonale ainsi qu'aux exigences fixées par la conception globale, le plan régional et le projet général.

² Les montants considérés ne sont versés que si l'objet est intégré dans un crédit cadre accepté par le Grand Conseil et dans une convention de financement. Ces montants sont inscrits dans les budgets de l'Etat et des communautés régionales concernées.

3. Bilan de l'aide aux investissements pour les années 2015 à 2018

Le montant de 4 millions de francs du décret du Grand Conseil du 18 novembre 2015 relatif à l'octroi d'une aide aux investissements des communautés régionales de transport a été attribué aux mesures suivantes:

| Agglomération de Fribourg | Coût de l'investissement | A charge des communautés régionales de transport | A charge de l'Etat |
|---|---------------------------------|---|---------------------------|
| Etude centrale de régulation de trafic | 300 000 | 199 399 | 99 700 |
| Interface de la halte de Villars-sur-Glâne | 1 215 000 | 76 962 | 38 481 |
| Abri-vélos Briegli Düdingen | 40 000 | 19 205 | 9 603 |
| Aménagement piétons/vélo Briegliweg | 669 000 | 38 762 | 19 381 |
| Réaménagement traversée Belfaux (phase 1)* ¹ | 2 737 000 | 551 598 | 275 799 |
| <i>Sous-total année 2016</i> | <i>4 961 000</i> | <i>885 926</i> | <i>442 963</i> |
| Priorisation TP et arrêt bus Bethléem | 43 042 | 4 304 | 2 152 |
| Itinéraire mixte MD (TransAgglo) Düdingen-Zelg | 4 400 000 | 2 585 565 | 1 292 783 |
| Aménagement MD (Dort-Verte) Les Rochettes | 513 000 | 42 225 | 21 113 |
| Aménagement abris-vélos – Halte Poya | 95 588 | 9 559 | 4 780 |
| Voies bus «Rte de Moncor» | 506 042 | 74 659 | 37 330 |
| <i>Sous-total année 2017</i> | <i>5 557 672</i> | <i>2 716 312</i> | <i>1 358 156</i> |
| Passerelle de la Gare de Givisiez | 6 054 732 | 2 130 629 | 900 000 |
| Passerelle de Villars-Vert | 1 260 000 | 82 207 | 41 104 |
| <i>Sous-total année 2018</i> | <i>7 314 732</i> | <i>2 212 836</i> | <i>941 104</i> |
| Total | 17 833 404 | 5 815 074 | 2 742 223 |

| Mobul | Coût de l'investissement | A charge des communautés régionales de transport | A charge de l'Etat |
|---|---------------------------------|---|---------------------------|
| Etude de trafic vision 2030* | 180 000 | 180 000 | 90 000 |
| Arrêt de bus, Bulle-St. Denis | 334 156 | 217 201 | 108 601 |
| Arrêt de bus La Tour-de-Trême-Le Closalet | 355 230 | 230 900 | 115 450 |
| Arrêt de bus Bulle-Place de la gare* | 16 000 | 16 000 | 8 000 |
| Arrêt de bus Riaz-Hôpital* | 21 000 | 21 000 | 10 500 |
| <i>Sous-total année 2016</i> | <i>906 386</i> | <i>665 101</i> | <i>332 550</i> |
| Tronçon MD Le Coude-La Pépinière | 299 160 | 194 454 | 97 227 |
| Réaménagement MD Ch. de la Pépinière | 264 600 | 171 990 | 85 995 |
| Création liaison MD Les Granges-Rue de Vevey | 719 180 | 467 467 | 233 734 |
| Réaménagement MD Champ-Barby-La Tour | 553 585 | 359 830 | 179 915 |
| <i>Sous-total année 2017</i> | <i>1 836 525</i> | <i>1 193 741</i> | <i>596 871</i> |
| Réalisation abri bus Bulle-Pierre-Alex | 100 000 | 65 000 | 32 500 |
| Création d'une liaison MD Planchy-Chemin des Crêts | 310 911 | 202 092 | 101 046 |
| Réalisation stationnement deux roues Place de la Gare, Le Pâquier | 13 967 | 9 078 | 4 539 |
| <i>Sous-total année 2018</i> | <i>424 878</i> | <i>276 170</i> | <i>138 085</i> |

¹ L'astérisque signale les quelques mesures qui ne sont pas soutenues au titre des projets d'agglomération par le fonds fédéral pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA). Pour l'Agglomération de Fribourg, 11 mesures sur 12 sont soutenues par ce fonds et 9 mesures sur 12 le sont pour Mobul.

| | | | |
|-----------------------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Total | 3 167 789 | 2 135 012 | 1 067 506 |
| Total | 21 001 194 | 7 950 086 | 3 809 728 |
| Décret du 18 novembre 2015 | | | 4 000 000 |
| Solde du décret | | | 190 272 |
| Navette autonome | | | 245 000 |
| | | | -54 728 |

Ce tableau montre que le besoin des deux communautés régionales de transport est avéré puisque dans les faits, en trois années, la quasi-totalité du montant à disposition, soit 3 809 728 francs, a été engagé en leur faveur. A noter également que la grande part de ces investissements est directement à la charge de la ou des commune-s bénéficiaire-s des mesures.

Le montant de la navette autonome, en circulation au Marly Innovation Center, a été versé, quant à lui, aux TPF et a fait l'objet d'une décision spécifique du Conseil d'Etat. On peut toutefois considérer que cette offre novatrice bénéficie indirectement à l'Agglomération de Fribourg.

Ces mesures ont fait l'objet de conventions de financement annuelles conclues entre le Conseil d'Etat et chacune des deux communautés régionales, conformément à l'article 8 du RTr. Le crédit de 4 millions de francs était limité aux années 2015 à 2018 avec possibilité de prolonger d'une année. Or, sur les 3 809 728 francs engagés en faveur des deux communautés, plus de 3 000 000 ont d'ores et déjà été versés, la plupart des mesures ayant démarré ou étant déjà réalisées.

4. Nouvelle aide pour les années 2020 à 2023

4.1. Montant et modalités

Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'octroyer une nouvelle aide aux communautés régionales de transport pour les années 2020 à 2023 et de l'augmenter sensiblement en la faisant passer de 4 à 8 millions de francs, soit 2 millions de francs par année. Une telle augmentation se justifie par la volonté du gouvernement fribourgeois de favoriser la mobilité durable, dont le report modal en faveur des transports publics, et de renforcer le centre cantonal et les centres régionaux¹.

Elle se justifie aussi par la volonté du gouvernement d'aider les communautés régionales de transport du canton, respectivement les agglomérations, à réaliser les mesures soutenues par la Confédération dans les délais de mise en œuvre, toujours plus contraignants, impartis aux différentes générations de projet d'agglomération. L'Agglomération de Fribourg et Mobul ont ainsi encore jusqu'en décembre 2027 pour démarrer les travaux des mesures d'infrastructure de transport de leurs PA1 et PA2, faute de quoi les contributions fédérales retourneront dans le fonds fédéral pour les routes nationales et le trafic d'agglomération. Elles devront également démarrer les travaux des mesures de leur PA3 dans les 6 ans et 3 mois qui suivent l'Arrêté fédéral de libération des crédits, soit d'ici fin 2025. Les deux agglomérations du canton devront donc, dans un même laps de temps, réaliser des mesures dépendant de différentes générations de projet d'agglomération (PA2 et PA3 pour l'Agglomération de Fribourg et PA1 et PA3 pour Mobul) sous peine de perdre le bénéfice des contributions fédérales.

| | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | |
|--------------------|---------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|----|
| | | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 |
| 1ère génération PA | Mise en œuvre des mesures | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2e génération PA | Mise en œuvre des mesures | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3e génération PA | Mise en œuvre des mesures | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

¹ Ces objectifs sont inscrits dans le programme gouvernemental 2017-2021 et dans le plan directeur cantonal.

A titre d'exemple, sur les plus de 23 millions de francs de contributions fédérales du PA2 de l'Agglomération de Fribourg, à peine plus de 5 millions de francs ont pu être engagés par l'Office fédéral des routes à la date du 30 novembre 2019.

Cette augmentation de 4 à 8 millions de francs de l'aide aux communautés régionales de transport tient également compte du fait que d'autres communautés régionales de transport que l'Agglomération de Fribourg et Mobul pourraient voir le jour dans le canton. Il est en effet probable que les communes d'un même district, qui doivent prochainement se doter d'un plan directeur régional, décident, pour gérer encore plus activement les questions de mobilité, de faire un pas de plus et de se constituer en communauté régionale de transport.

Le montant de 2 millions de francs par année de ce crédit constitue un montant maximum qui ne peut être engagé qu'après signature d'une convention de financement entre l'Etat et chaque communauté régionale de transport. Ces conventions annuelles fixent, sur la base des budgets respectifs de l'Etat et des agglomérations, la liste des investissements qui bénéficient de cette aide, les montants y afférents ainsi que le taux de subventionnement retenu. Dans la pratique, les paiements effectifs peuvent être décalés d'un exercice comptable à l'autre, en fonction de l'avancée des travaux.

A noter aussi que la planification financière de l'Etat pour la période 2020–2023 tient déjà compte en partie de cette nouvelle aide financière. Le Conseil d'Etat propose que le présent décret entre en vigueur dès son adoption par le Grand Conseil.

4.2. Mesures susceptibles d'être subventionnées

Comme le montre l'utilisation du précédent décret, deux principales catégories d'investissement sont susceptibles d'être subventionnées sur la base de la LTr: les études de planification (art. 35 al.1 let. a LTr) et les mesures constructives d'infrastructure (art. 35 al. 1 let. c, d et f LTr). Parmi ces dernières, citons l'aménagement de cheminements destinés à la mobilité douce (vélos et piétons) menant à des haltes ferroviaires ou à des arrêts de bus, les places de stationnements pour cycles, les interfaces de mobilité (par exemple de parcs relais), les voies de bus et les arrêts de bus.

Les mesures pouvant bénéficier de l'aide cantonale aux investissements des communautés régionales de transport ne doivent pas nécessairement figurer dans un projet d'agglomération même si, comme le montre le tableau reproduit au point 3, la plupart y figurent et sont soutenues par le fonds fédéral pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (selon la loi fédérale, ce soutien peut varier entre 30 et 50% des coûts plafonnés des investissements, dans la pratique, il oscille entre 30 et 40%).

D'ailleurs, selon les discussions menées avec l'Agglomération de Fribourg et Mobul, les mesures éligibles au soutien cantonal de ces prochaines années, continueront d'être majoritairement des mesures des projets d'agglomération. Ces deux communautés régionales de transport prévoient en effet de déposer, en juin 2021, un projet d'agglomération de quatrième génération (PA4) et entendent présenter prochainement au canton une demande de soutien pour l'élaboration de ces études de planification, partie transport. Elles ont aussi pour objectif de poursuivre ou de commencer la mise en œuvre des mesures d'infrastructure de transport de leurs différentes générations de projet d'agglomération (PA1, PA2 et PA3).

5. Autres aspects

Le présent décret ne devrait pas être reconduit une deuxième fois, sur la base de la LTr. En effet, la DAEC prévoit de présenter, d'ici à la fin de cette législature, un projet de loi sur la mobilité, qui devrait reprendre la thématique des investissements des communautés régionales de transport.

Le présent décret n'a pas d'influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il n'a aucune conséquence immédiate sur l'effectif du personnel de l'Etat et ne pose pas de problème sous l'angle de la conformité au droit fédéral ou de l'eurocompatibilité.

Compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret n'est pas soumis au referendum financier facultatif¹. S'agissant toutefois d'une dépense brute et unique dont la valeur excède le 1/8% des derniers comptes arrêtés par le Grand Conseil, le présent décret doit être accepté à la majorité qualifiée².

6. Conclusion

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adopter le présent décret et ainsi à soutenir, dans certains de leurs investissements, les communautés régionales de transport. Ce soutien financier leur permettra de répondre aux défis que représente la forte augmentation de leur population. Il leur permettra de favoriser une mobilité durable, dont l'un des éléments-clés reste le transfert modal en faveur des transports publics.

¹ Le montant est en effet inférieur à 1/4% du total des dépenses de total, soit à 9 404 139 francs (ordonnance du 4 juin 2019 précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat).

² Soit 4 702 070 francs (ordonnance du 4 juin 2019 précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat, dépassant).



Botschaft 2019-DAEC-221

28. Januar 2020

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über eine Investitionshilfe für die regionalen Verkehrsverbunde

Wir ersuchen Sie um die Gewährung eines Rahmenkredits von 8 000 000 Franken für den Zeitraum 2020–2023 für die Investitionshilfe zuhanden der regionalen Verkehrsverbunde. Dieser Kredit ermöglicht es den lokalen Verkehrsverbunden, gewisse ihrer Investitionen im Bereich Verkehr zu finanzieren.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

| | |
|--|-----------|
| 1. Einleitung | 6 |
| 2. Gesetzliche Grundlagen | 7 |
| 3. Bilanz zu den Investitionshilfen der Jahre 2015 bis 2018 | 8 |
| 4. Bereinigter Betrag 2020–2023 | 9 |
| 4.1. Betrag und Bedingungen | 9 |
| 4.2. Förderungswürdige Massnahmen | 10 |
| 5. Weitere Aspekte | 10 |
| 6. Weiteres Vorgehen | 10 |

1. Einleitung

Gegenwärtig hat der Kanton Freiburg zwei Verkehrsverbunde: die Agglomeration Freiburg (dem die Gemeinden Avry, Belfaux, Corminboeuf, Düdingen, Freiburg, Givisiez, Granges-Paccot, Marly, Matran und Villars-sur-Glâne angehören) und der Gemeindeverband Mobul (dem die Gemeinden Bulle, Le Pâquier, Morlon, Riaz und Vuadens angehören).

Diese zwei Entitäten erfahren seit mehreren Jahren ein starkes Bevölkerungswachstum, das ein sehr starkes Wachstum der Mobilität zur Folge hat. Um darauf zu antworten und eine nachhaltige Mobilität gewährleisten zu können, verfügen sie beide über ein öffentliches Nahverkehrsnetz, das laufend optimiert wird, und entwickeln sie beide ihre eigene Richtplanung für Mobilität und Siedlungsentwicklung. Ihre Agglomerationsprogramme, worunter Agglomerationsprogramme der zweiten (AP2) und dritten Generation (AP3) in der Agglomeration Freiburg und Programme der ersten (AP1) und der dritten Generation (GA3) in Mobul zu verstehen sind, sahen viele Massnahmen vor, um eine Verkehrsverlagerung zugunsten des öffentlichen Verkehrs zu fördern: Einrichtung von Bushaltestellen und Busstreifen, Umsteigemöglichkeiten, die Schaffung und Verlängerung von Linien,

Steigerung des Takts des öffentlichen Verkehrs, Schaffung von P+R für Autos und Fahrräder und Streifen für den Langsamverkehr mit Haltestellenanbindung usw. Diese baulichen Massnahmen erfordern wesentliche finanzielle Investitionen.

Der Bund und der Staat Freiburg beteiligen sich bereits finanziell an gewissen dieser Investitionen. Der Beitrag des Bundes belief sich für das AP1 von Mobul bereits auf über 9 Mio. Franken (was einem Bundesbeitrag von 35% entspricht) und für das AP2 der Agglomeration Freiburg auf über 23 Mio. Franken (was einem Bundesbeitrag von 40% entspricht)¹. Der Staatsrat hat sich seinerseits auf der Basis des freiburgischen Strassengesetzes (StrG) dafür eingesetzt, sich an den Massnahmen auf Kantonsstrassen des AP1 von Mobul und des AP2 der Agglomeration Freiburg zu beteiligen. Er unterzeichnete mit Mobul im Mai 2011 und mit der Agglomeration Freiburg im Mai 2015 eine Vereinbarung über das Agglomerationsprogramm und die daraus folgenden finanziellen Folgen über einen Betrag von gegen 3 Mio. Franken

¹ Diese Beträge werden ohne MWST und ohne die Berücksichtigung der Inflation berechnet. Die Referenzkosten stammen von Oktober 2005.

für Ersterer¹ und von mehr als 6 Mio. Franken für die Letztere². Der finanzielle Anteil, der von den regionalen Verkehrsverbänden zu tragen ist, bleibt daher beträchtlich.

Im Jahr 2015 beantragte der Staatsrat in der Folge beim Grossen Rat eine Investitionshilfe von 4 Mio. Franken zuhanden der beiden regionalen Verbände (1 Mio. pro Jahr) für die Jahre 2015–2018, ev. auch 2019, um so die mit dem öffentlichen Verkehr zusammenhängenden Investitionen tätigen zu können. Dieses erste Dekret über die Gewährung einer Investitionshilfe zuhanden der Verkehrsverbände wurde vom Grossen Rat am 18. November 2015 angenommen.

Ende September 2019 hat das Bundesparlament den Entscheid gefasst, gewisse Agglomerationsprogramme der dritten Generation zu unterstützen, und gab Beträge von über 37 Mio. Franken für das AP3 der Agglomeration Freiburg (was einem Bundesbeitrag von 35% entspricht) und von über 13 Mio. Franken für dasjenige von Mobul (was einem Bundesbeitrag von 40% entspricht) frei³.

Der Staatsrat hat deshalb entschieden, dem Grossen Rat zu beantragen, ein zweites und letztes Dekret über eine Investitionshilfe von 8 Mio. Franken über die Jahre 2020–2023 zu anzunehmen, um die Verkehrsverbände bei der Realisierung gewisser Massnahmen zu unterstützen.

2. Gesetzliche Grundlagen

Die Investitionshilfe wird den regionalen Verkehrsverbänden gemäss dem Verkehrsgesetz (VG) vom 20. September 1994 gewährt. Diese Hilfe gilt als Beitrag für Planungsstudien, bauliche Infrastruktur-Massnahmen im Zusammenhang mit dem öffentlichen Verkehr, den Bau regionaler Parkplätze und das Anlegen von Abstellfeldern für Fahrräder und Mofas bei Bahnhöfen und anderen Verbindungsanlagen zwischen den öffentlichen Verkehrsmitteln und dem Individualverkehr (Art. 35 Abs. 1 VG).

Diese Massnahmen müssen in den regionalen Verkehrsplanungen berücksichtigt werden. Sie können Gegenstand eines finanziellen Beitrags sein; er «beträgt höchstens 50% des Saldos der Gesamtausgaben nach Abzug der Bundesbeiträge und gegebenenfalls der kantonalen Beiträge aufgrund von anderen Gesetzen» (Art. 37 Abs. 1 VG).

Die Formalitäten zur Gewährung dieses Beitrags können dem Ausführungsreglement vom 25. November 1996 zum Verkehrsgesetz (VG) entnommen werden (Artikel 8), der vorschreibt, dass:

¹ Das Amt verfasst Dekrets- und Botschaftsentwürfe zu Rahmenkrediten für Investitionen in den Agglomerationsverkehr gemäss der eidgenössischen und kantonalen Gesetzgebung sowie den Anforderungen der Gesamtverkehrskonzeption, des Regionalplans und des Rahmenentwurfs.

² Die Beträge werden erst ausbezahlt, wenn das Investitionsvorhaben in einen vom Grossen Rat angenommenen Rahmenkredit und in eine Finanzierungsvereinbarung aufgenommen worden ist. Die Beträge werden in den Staatsvoranschlag und den Voranschlag der betroffenen Regionalverbände eingetragen.

¹ Nach Ablauf der Vereinbarung, die am 3. Mai 2011 zwischen dem Staat und Mobul unterzeichnet wurde, wurde der Gesamtanteil des Staates mit 4 330 000 Franken beziffert, mit einer Bundesbeteiligung von 1 182 000 Franken. Das Netto-Engagement des Staates ohne MWST und gemäss den Referenzkosten von Oktober 2005 erhöhte sich entsprechend auf 2 688 000 Franken.

² Nach Ablauf der Vereinbarung, die am 5. Mai 2015 zwischen dem Staat und Mobul unterzeichnet wurde, wurde der Gesamtanteil des Staates mit 5 452 699 Franken beziffert, mit einer Bundesbeteiligung von 1 559 780 Franken. Das Netto-Engagement des Staates ohne MWST und gemäss Referenzkosten von Oktober 2005 erhöhte sich entsprechend auf 3 892 919 Franken. Anzumerken ist, dass die Busspur auf der Kantonsstrasse zu einem geschätzten Betrag von 2 336 369 Franken, die gemäss Entscheid des Staatsrats in der Folge von ihm übernommen wurden, in diesem Betrag nicht eingeschlossen war.

³ Für die AP3 lauten die Referenzkosten auf April 2016. Mit Ausnahme der pauschalen Bundesbeiträge verstehen sich die Beiträge ohne Berücksichtigung der MWST und nicht inflationsbereinigt.

3. Bilanz zu den Investitionshilfen der Jahre 2015 bis 2018

Der Betrag von 4 Mio. Franken des Dekrets des Grossen Rates vom 18. November 2015 zur Gewährung einer Investitionshilfe der regionalen Verkehrsverbunde wurde für folgende Massnahmen verwendet:

| Agglomeration Freiburg | Investitionskosten | Zulasten der Regionalen Verkehrsverbunde | Zulasten des Staates |
|---|---------------------------|---|-----------------------------|
| Rahmenstudie zur Verkehrssteuerung | 300 000 | 199 399 | 99 700 |
| Schnittstelle Haltestelle Villars-sur-Glane | 1 215 000 | 76 962 | 38 481 |
| Fahrrad-Unterstand Briegli Düdingen | 40 000 | 19 205 | 9 603 |
| Einrichtung Fussgänger/Fahrräder Briegliweg | 669 000 | 38 762 | 19 381 |
| Umgestaltung Ortsdurchfahrt Belfaux (Phase 1)* ¹ | 2 737 000 | 551 598 | 275 799 |
| <i>Zwischentotal 2016</i> | <i>4 961 000</i> | <i>885 926</i> | <i>442 963</i> |
| Priorisierung TP und Bushaltestelle Betlehem | 43 042 | 4 304 | 2 152 |
| Gemischte Streckenführung LV (TransAgglo) Düdingen–Zelg | 4 400 000 | 2 585 565 | 1 292 783 |
| Einrichtung LV (Dort-Verte) Les Rochettes | 513 000 | 42 225 | 21 113 |
| Einrichtung Fahrradunterstand – Haltestelle Poya | 95 588 | 9 559 | 4 780 |
| Busstreifen Rte de Moncor | 506 042 | 74 659 | 37 330 |
| <i>Zwischentotal 2017</i> | <i>5 557 672</i> | <i>2 716 312</i> | <i>1 358 156</i> |
| Überführung Bahnhof Givisiez | 6 054 732 | 2 130 629 | 900 000 |
| Überführung Villars-Vert | 1 260 000 | 82 207 | 41 104 |
| <i>Zwischentotal 2018</i> | <i>7 314 732</i> | <i>2 212 836</i> | <i>941 104</i> |
| Total | 17 833 404 | 5 815 074 | 2 742 223 |

| Mobul | Investitionskosten | Zulasten der Regionalen Verkehrsverbunde | Zulasten des Staates |
|---|---------------------------|---|-----------------------------|
| Verkehrsstudie Vision 2030* | 180 000 | 180 000 | 90 000 |
| Bushaltestelle, Bulle-St. Denis | 334 156 | 217 201 | 108 601 |
| Bushaltestelle La Tour-de-Trême-Le Cloalet | 355 230 | 230 900 | 115 450 |
| Bushaltestelle Bulle-Place de la gare* | 16 000 | 16 000 | 8 000 |
| Bushaltestelle Riaz-Hôpital* | 21 000 | 21 000 | 10 500 |
| <i>Zwischentotal 2016</i> | <i>906 386</i> | <i>665 101</i> | <i>332 550</i> |
| Abschnitt LV Le Coude–La Pépinière | 299 160 | 194 454 | 97 227 |
| Neugestaltung LV Ch. de la Pépinière | 264 600 | 171 990 | 85 995 |
| Schaffung der LV-Verbindung Les Granges–Rue de Vevey | 719 180 | 467 467 | 233 734 |
| Neugestaltung LV Champ-Barby–La Tour | 553 585 | 359 830 | 179 915 |
| <i>Zwischentotal 2017</i> | <i>1 836 525</i> | <i>1 193 741</i> | <i>596 871</i> |
| Realisierung Wartehäuschen Bus Bulle-Pierre-Alex | 100 000 | 65 000 | 32 500 |
| Schaffung einer LV-Verbindung Planchy–Chemin des Crêts | 310 911 | 202 092 | 101 046 |
| Realisierung Abstellfeld für Zweiräder Place de la Gare, Le Pâquier | 13 967 | 9 078 | 4 539 |
| <i>Zwischentotal 2018</i> | <i>424 878</i> | <i>276 170</i> | <i>138 085</i> |

¹ Das Sternchen zeigt diejenigen Projekte an, die nicht als Agglomerationsprogramm des Bundes vom Fonds für Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehr (NAF) unterstützt wurden. In der Agglomeration Freiburg werden 11 von 12 Projekten aus diesem Fonds unterstützt und 9 von 12 Massnahmen sind es in Mobul.

| | | | |
|-------------------------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Total | 3 167 789 | 2 135 012 | 1 067 506 |
| Total | 21 001 194 | 7 950 086 | 3 809 728 |
| Dekret vom 18. November 2015 | | | 4 000 000 |
| Saldo des Dekrets | | | 190 272 |
| Autonomer Shuttlebus | | | 245 000 |
| | | | -54 728 |

Die Tabelle zeigt, dass der Bedarf der zwei Regionalen Verkehrsverbunde erwiesen ist, dies zeigt sich dadurch, dass fast der ganze zur Verfügung gestellte Totalbetrag, nämlich 3 809 728 Franken, zu ihren Gunsten ausgeschüttet wurde. Anzumerken ist ferner, dass der Grossteil dieser Investitionen direkt zulasten der begünstigten Gemeinde/Gemeinden ging.

Der Betrag für die Anschaffung des autonomen Shuttlebus zum Marly Innovation Center wurde seinerseits an die TPF ausgeschüttet und war Gegenstand eines speziellen Entscheids des Staatsrats. Es ist davon auszugehen, dass dieses innovative Angebot indirekte Vorteile für die Agglomeration Freiburg mit sich bringt.

Diese Massnahmen waren Gegenstand jährlicher Finanzierungsvereinbarungen, die zwischen dem Staatsrat und jedem der beiden Regionalen Verkehrsverbunde gemäss Artikel 8 des Reglements zum VG abgeschlossen wurden. Der Kredit von 4 Mio. Franken wurde für die Jahre 2015–2018 vergeben, mit der Möglichkeit der Verlängerung um ein Jahr. Von den 3 809 728 Franken zugunsten der beiden Verbunde wurden mehr als 3 000 000 Franken bereits ausgeschüttet, da die meisten Massnahmen bereits begonnen oder ausgeführt wurden.

4. Bereinigter Betrag 2020–2023

4.1. Betrag und Bedingungen

Der Staatsrat beantragt dem Grossen Rat, den Regionalen Verkehrsverbunden weitere Hilfe für die Jahre 2020–2023 zu gewähren und sie wie folgt zu erhöhen: von 4 auf 8 Mio. Franken. Diese Erhöhung ist durch den Willen der Freiburger Regierung gerechtfertigt, den nachhaltigen Verkehr, darunter die Verlagerung auf den öffentlichen Verkehr, zu fördern und das kantonale Zentrum und die regionalen Zentren zu stärken¹.

Sie ist auch durch den Willen der Regierung gerechtfertigt, den Regionalen Verkehrsverbunden des Kantons, respektive den Agglomerationen, zu helfen, Massnahmen, die vom Bund unterstützt werden, innerhalb der entsprechenden immer restriktiveren Umsetzungsfristen realisieren, die bei den verschiedenen Generationen von Agglomerationsprojekten vorgeschrieben werden. Die Agglomeration Freiburg und Mobul haben noch bis im Dezember 2027 Zeit, um die Infrastrukturarbeiten zu den Massnahmen ihrer AP1 und AP2 zu lancieren, ansonsten werden die Bundesbeiträge zurück in den Fond für Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehr fliessen. Sie sollten in 6 Jahren und 3 Monaten nach dem Bundesbeschluss zur Kreditfreigabe bis im Jahr 2025 auch die Arbeiten zu ihren Massnahmen gemäss AP3 lancieren. In der gleichen Zeitperiode sollten die zwei Agglomerationen des Kantons Massnahmen verschiedener Generationen von Agglomerationsprogrammen (AP2 und AP3 für die Agglomeration Freiburg und AP1 und AP3 für Mobul) realisieren, wenn sie die Unterstützung des Bundes nicht verlieren wollen.

| | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | |
|--------------------|---------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|----|
| | | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 | s1 | s2 |
| 1ère génération PA | Mise en œuvre des mesures | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | | | | | | | | |
| 2e génération PA | Mise en œuvre des mesures | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3e génération PA | Mise en œuvre des mesures | | | | | | | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | | | | | | | | |

¹ Diese Ziele stammen aus dem Regierungsprogramm 2017–2021 und dem kantonalen Richtplan.

So konnten beispielsweise von den über 23 Millionen Franken der Bundesbeiträge an die AP2 der Agglomeration Freiburg bis zum 30. November 2019 etwas mehr als 5 Millionen Franken vom Bundesamt für Strassen eingesetzt werden.

Die Erhöhung von 4 auf 8 Mio. Franken der Unterstützung zuhanden der regionalen Verkehrsverbunde trägt auch der Tatsache Rechnung, dass ausser den regionalen Verkehrsverbunden Agglomeration Freiburg und Mobul weitere Regionale Verkehrsverbunde im Kanton entstehen können. Und so ist es wahrscheinlich, dass die Gemeinden desselben Bezirks, die demnächst einen regionalen Richtplan erstellen müssen, sich dafür entscheiden, um die Fragen der Mobilität aktiver zu regeln, einen weiteren Schritt hin zur Bildung eines regionalen Verkehrsverbunds zu machen.

Der jährliche Beitrag von 2 Millionen Franken stellt den maximalen Betrag dar, der nur dann ausgeschüttet werden kann, wenn zwischen dem Staat und jedem regionalen Verkehrsverbund eine Vereinbarung unterzeichnet wird. In diesen jährlichen Vereinbarungen werden auf der Grundlage der entsprechenden Budgets des Staates und der Agglomerationen die Listen der Investitionen, die in den Genuss der Unterstützung kommen, die Beiträge und die Höhe der Subventionen festgelegt. In der Praxis können die tatsächlichen Auszahlungen je nach Fortschritt der Arbeiten von einem Jahr ins nächste verschoben werden.

Es sei auch darauf hingewiesen, dass die Finanzplanung des Staates für den Zeitraum 2020–2023 diese neue Finanzhilfe bereits teilweise berücksichtigt. Der Staatsrat beantragt, dass dieses Dekret unmittelbar nach der Verabschiedung durch den Grossen Rat in Kraft tritt.

4.2. Förderungswürdige Massnahmen

Wie die Nutzung des vorgängigen Dekrets zeigt, sind auf der Grundlage des VG im Wesentlichen zwei Kategorien von Investitionen förderungswürdig: Planungsstudien (Art. 35 Abs.1 Bst. a VG) und bauliche Infrastrukturmassnahmen (Art. 35 Abs. 1 Bst. c, d und f VG). Unter Letztere fallen die baulichen Massnahmen zur Förderung der Verkehrswege für den Langsamverkehr (Fahrräder und Fussgänger), die zu Bahn- oder Bushaltestellen führen, Abstellfelder für Fahrräder, Mobilitätsschnittstellen (z. B. P+R-Einrichtungen), Busstreifen und Bushaltestellen.

Die Massnahmen, die in den der kantonalen Unterstützung für Investitionen in Regionale Verkehrsverbunde kommen, müssen nicht notwendigerweise in einem Agglomerationsprogramm aufgeführt sein, auch wenn, wie die Tabelle unter Punkt 3 zeigt, die Mehrheit der unterstützten Programme darunter fallen und durch den Fonds für Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehr unterstützt werden (gemäss Bundesgesetz kann diese Unterstützung zwischen 30% und 50% der plafonierten Investitionskosten variieren, in der Praxis variiert sie zwischen 30% und 40%).

Darüber hinaus werden nach den Gesprächen mit der Agglomeration Freiburg und mit Mobul auch in den kommenden Jahren vor allem Massnahmen von Agglomerationsprojekten für eine staatliche Förderung in Frage kommen. Die beiden regionalen Verkehrsverbunde sehen nämlich vor, im Juni 2021 ein Agglomerationsprogramm der vierten Generation (AP4) einzureichen, und haben sich darauf verständigt, beim Kanton demnächst einen Antrag auf Unterstützung für die Ausarbeitung der entsprechenden Planungsstudien, Teil Verkehr, einzureichen. Sie verfolgen auch das Ziel, die Umsetzung von Verkehrsinfrastrukturmassnahmen der verschiedenen Generationen von Agglomerationsprogrammen zu beginnen und weiterzuführen (AP1, AP2 und AP3).

5. Weitere Aspekte

Es ist nicht vorgesehen, das vorliegende Dekret auf der Grundlage des VG ein weiteres Mal zu verlängern. Tatsächlich sieht die RUBD vor, bis zum Ende der laufenden Legislaturperiode einen Entwurf für ein Mobilitätsgesetz vorzulegen, der die Thematik der Investitionen in regionale Verkehrsverbunde aufnehmen soll.

Das vorgeschlagene Dekret hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es hat keinerlei unmittelbare Folgen für den Bestand des Staatspersonals und es ergeben sich unter dem Blickwinkel der Übereinstimmung mit der Bundesgesetzgebung und der europäischen Gesetzgebung keinerlei Probleme.

Aufgrund der Höhe der Ausgaben untersteht der Entwurf nicht dem fakultativen Finanzreferendum¹. Weil es sich um eine einmalige Bruttoausgabe handelt, die wertmässig mehr als 1/8% der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung ausmacht, muss das Dekret mit qualifiziertem Mehr angenommen werden.²

6. Weiteres Vorgehen

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat dazu ein, das vorliegende Dekret anzunehmen und so die regionalen Verkehrsverbunde bei gewissen Investitionen zu unterstützen. Diese finanzielle Unterstützung wird es ihnen erlauben, auf die Herausforderungen in Form der stark wachsenden Bevölkerungszahlen reagieren zu können. Sie wird es ihnen auch ermöglichen, auf eine nachhaltige Mobilität zu setzen, bei der die Verlagerung auf den öffentlichen Verkehr ein Schlüsselement darstellt.

¹ Die Betragshöhe ist effektiv geringer als 1/4% des Totals der Gesamtausgaben und lautet auf 9 404 139 Franken (Verordnung vom 4. Juni 2019 über die massgebenden Beträge gemäss der letzten Staatsrechnung).

² Dies sind 4 702 070 Franken (Verordnung vom 4. Juni 2019 über die massgebenden Beträge gemäss der letzten Staatsrechnung).

**Décret relatif à l'octroi d'une aide aux investissements
des communautés régionales de transport**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 20 septembre 1994 sur les transports (LTr) et son règlement d'exécution du 25 novembre 1996 (RTr);

Vu la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC) et son règlement d'exécution du 1^{er} décembre 2009 (ReLATEC);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE) et son règlement d'exécution du 12 mars 1996 (RFE);

Vu la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub) et son règlement d'exécution du 22 août 2000 (RSub);

Vu le message 2019-DAEC-221 du Conseil d'Etat du 28 janvier 2020;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

**Dekret über eine Investitionshilfe für die
regionalen Verkehrsverbunde**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Verkehrsgesetz vom 20. September 1994 (VG) und das dazugehörige Ausführungsreglement vom 25. November 1996 (VR);

gestützt auf das Raumplanungs- und Baugesetz vom 2. Dezember 2008 (RPBG) und das dazugehörige Ausführungsreglement vom 1. Dezember 2009 (RPBR);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) und das dazugehörige Ausführungsreglement vom 12. März 1996 (FHR);

gestützt auf das Subventionsgesetz vom 17. November 1999 (SubG) und das dazugehörige Ausführungsreglement vom 22. August 2000 (SubR);

nach Einsicht in die Botschaft 2019-DAEC-221 des Staatsrats vom 28. Januar 2020;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Un crédit d'engagement de 8 000 000 de francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de l'aide aux investissements des associations de communes ou agglomérations organisées en communautés régionales de transport.

² Ce crédit correspond à l'aide financière octroyée par l'Etat aux communautés régionales de transport pour leurs investissements.

³ Il couvre la période 2020–2023.

Art. 2

¹ Les crédits de paiement seront portés aux budgets d'investissement du Service de la mobilité, sous la rubrique 3808/5640.014, et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

² Les disponibilités financières de l'Etat demeurent réservées.

Art. 3

¹ Le Conseil d'Etat peut prolonger d'une année la période d'utilisation du crédit d'engagement.

Art. 4

¹ Le Conseil d'Etat est autorisé à conclure avec les communautés régionales de transport les conventions de financement annuelles correspondantes.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

I.

Art. 1

¹ Für die Finanzierung der Investitionshilfe zugunsten der Gemeindeverbände und Agglomerationen, die in Form von regionalen Verkehrsverbunden organisiert sind, wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 8 000 000 Franken eröffnet.

² Dieser Kredit entspricht der Finanzhilfe, die der Staat den regionalen Verkehrsverbunden für ihre Investitionen gewährt.

³ Er deckt den Zeitraum 2020–2023 ab.

Art. 2

¹ Die Zahlungskredite werden in den Investitionsbudgets des Amtes für Mobilität unter der Rubrik 3808/5640.014 eingetragen und gemäss dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

² Die verfügbaren Mittel des Staates bleiben vorbehalten.

Art. 3

¹ Der Staatsrat kann die Frist für die Verwendung des Verpflichtungskredits um ein Jahr verlängern.

Art. 4

¹ Der Staatsrat wird ermächtigt, mit den regionalen Verkehrsverbunden die entsprechenden jährlichen Finanzierungsvereinbarungen abzuschliessen.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.
Il entre en vigueur immédiatement.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.
Es tritt sofort in Kraft.

Annexe

GRAND CONSEIL

2019-DAEC-221

**Projet de décret :
Octroi d'une aide aux investissements des
communautés régionales de transport**

Propositions de la Commission ordinaire CO-2020-006

Présidence : Antoinette Badoud

Membres : Jean-Daniel Chardonens, Pierre-André Grandgirard, Ueli Johner-Etter, Anne Meyer Loetscher, Christa Mutter, Benoît Piller, Nicolas Repond, Jean-Daniel Schumacher, Julia Senti, Dominique Zamofing

Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la proposition initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie II (débat organisé).

Le 27 avril 2020

Anhang

GROSSER RAT

2019-DAEC-221

**Dekretsentwurf:
Investitionshilfe für die regionalen
Verkehrsverbunde**

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2020-006

Präsidium: Antoinette Badoud

Mitglieder: Jean-Daniel Chardonens, Pierre-André Grandgirard, Ueli Johner-Etter, Anne Meyer Loetscher, Christa Mutter, Benoît Piller, Nicolas Repond, Jean-Daniel Schumacher, Julia Senti, Dominique Zamofing

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie II (organisierte Debatte) behandelt wird.

Den 27. April 2020

Annexe

GRAND CONSEIL

2019-DAEC-221

**Projet de décret :
Octroi d'une aide aux investissements des communautés
régionales de transport**

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Boschung

Membres : Mirjam Ballmer, Dominique Butty, Claude Chassot, Philippe Demierre, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Piller

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 10 voix sans opposition ni abstention (trois membres sont excusés), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 13 mai 2020

Anhang

GROSSER RAT

2019-DAEC-221

**Dekretsentwurf:
Investitionshilfe für die regionalen Verkehrsverbunde**

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium: Claude Brodard

Vize-Präsidium: Bruno Boschung

Mitglieder : Mirjam Ballmer, Dominique Butty, Claude Chassot, Philippe Demierre, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Piller

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 10 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung (3 Mitglieder sind entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 13. Mai 2020